



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# **CRÉER LES CONDITIONS FAVORABLES À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : DES OUTILS POUR LES GENS, LES ENTREPRISES ET LES COLLECTIVITÉS**

## **Rapport du Comité permanent des finances**

**Le président  
L'hon. Wayne Easter**

**DÉCEMBRE 2016  
42<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION**

---

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

### **PERMISSION DU PRÉSIDENT**

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

**CRÉER LES CONDITIONS FAVORABLES À  
LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : DES OUTILS  
POUR LES GENS, LES ENTREPRISES  
ET LES COLLECTIVITÉS**

**Rapport du Comité permanent  
des finances**

**Le président  
L'hon. Wayne Easter**

**DÉCEMBRE 2016  
42<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION**



# COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

## PRÉSIDENT

L'hon. Wayne Easter

## VICE-PRÉSIDENTS

Ron Liepert

Guy Caron

## MEMBRES

Dan Albas

Gérard Deltell

Raj Grewal

Steven MacKinnon

Jennifer O'Connell

Robert-Falcon Ouellette

Francesco Sorbara

## AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

Ziad Aboultaif

Leona Alleslev

Charlie Angus

Niki Ashton

Chris Bittle

Sylvie Boucher

Richard Cannings

Sean Casey

Earl Dreeshen

Pierre-Luc Dusseault

Julie Dzerowicz

Joël Godin

Stéphane Lauzon

Phil McColeman

Glen Motz

John Nater

L'hon. Lisa Raitt

Blake Richards

Randeep Sarai

Erin Weir

**GREFFIÈRE DU COMITÉ**

Suzie Cadieux

**BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT**

**Service d'information et de recherche parlementaires**

Dylan Gowans, analyste

Florian Richard, analyste

Clare Annett, assistante de recherche

**En collaboration avec**

Michaël Lambert-Racine, analyste

# **LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES**

a l'honneur de présenter son

## **ONZIÈME RAPPORT**

Conformément au mandat que lui confère l'article 83.1 du Règlement, le Comité après examen de propositions relatives à la politique budgétaire du gouvernement, a convenu de faire rapport de ce qui suit :























qui les dépenses liées aux médicaments d'ordonnance dépassent un certain pourcentage de leurs revenus.

[VIDO-InterVac](#) a demandé au gouvernement d'appuyer l'installation, dans ses locaux, d'une unité de production de vaccins pour les humains et les animaux qui respecterait les Bonnes pratiques de fabrication de Santé Canada concernant la fabrication de médicaments. En outre, [l'organisation](#) a affirmé que le gouvernement devrait offrir un fonds de fonctionnement pour couvrir les dépenses administratives et les dépenses salariales des chercheurs sur les maladies infectieuses émergentes.

[Produits de santé consommateurs du Canada](#) a indiqué que les médicaments d'ordonnance et les produits de santé consommateurs admissibles de nécessité médicale devraient être imposés de manière semblable, y compris les produits en vente libre et les produits de santé naturels; cela dit, à l'instar de [l'Association canadienne des aliments de santé](#), [l'organisme](#) a fait valoir qu'il est nécessaire d'établir un traitement fiscal préférentiel pour les produits de santé naturels. En outre, [Produits de santé consommateurs du Canada](#) a affirmé que le crédit d'impôt pour frais médicaux ne devrait pas exclure les produits de santé thérapeutiques qui contiennent des ingrédients dont le statut est passé de « sur ordonnance » à « sans ordonnance », ou qui ont un produit équivalent sur prescription. Selon [l'organisme](#), ces produits de santé thérapeutiques devraient être exonérés de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente harmonisée. Aussi, [l'organisme](#) a demandé au gouvernement de régler les problèmes de chevauchement et d'inefficacité des règlements fédéraux et provinciaux visant le changement de statut de produit de « sur ordonnance » à « sans ordonnance ».

### **3. Lieux où sont prodigués les soins et soutien aux aidants naturels**

Au sujet des lieux où sont prodigués les soins de santé, le Comité a appris du [Conseil des Canadiens avec déficiences](#), d'[Oxfam Canada](#), de [l'Association des infirmières et infirmiers du Canada](#), du [Congrès du travail du Canada](#), de [l'Association médicale canadienne](#) et du [Saskatchewan Seniors Mechanism](#) qu'il faut offrir un plus grand soutien à la prestation équitable des soins à domicile, des soins communautaires et des soins palliatifs partout au Canada, plus particulièrement pour les personnes âgées, et qu'il faut améliorer l'accès à ces soins. La [Fédération nationale des retraités](#), [l'Association médicale canadienne](#), le [Syndicat canadien de la fonction publique](#), la [Société canadienne du cancer](#) et [Pallium Canada](#) ont encouragé le gouvernement à appuyer l'innovation des soins palliatifs et des soins à domicile au moyen de fonds et de stratégies ciblées, comme le projet de fonds de renforcement des capacités de Pallium Canada.

[L'Association canadienne de la technologie de l'information](#) a demandé du financement gouvernemental pour les services de télésanté dans les collectivités rurales et éloignées du Canada.

[L'Association des infirmières et infirmiers du Canada](#) est d'avis qu'il faut appuyer les aidants naturels au moyen d'une stratégie pancanadienne et qu'il y a lieu de tenir des consultations gouvernementales. [Elle](#) a également demandé l'adoption de mesures fiscales visant à protéger les revenus des aidants naturels lorsqu'ils prodiguent des soins

et à leur fournir des garanties relatives à la protection des absences du lieu de travail. De la même manière, l'[Association médicale canadienne](#) a affirmé que le gouvernement devrait envisager de rendre remboursables le montant pour aidants naturels et le montant pour aidants familiaux.

#### **4. Santé mentale**

Au sujet de la santé mentale, l'[Association canadienne pour la santé mentale](#) a prié le gouvernement d'adopter une loi sur la parité en matière de santé mentale qui renforcerait la valeur égale qui, à son avis, doit être accordée à la santé mentale et à la santé physique.

Afin d'améliorer la prestation des soins de santé mentale et de mieux comprendre la santé mentale, l'[Association canadienne pour la santé mentale](#) a fait valoir que le gouvernement devrait collaborer avec l'Institut canadien d'information sur la santé et l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes pour recueillir des données sur les services de santé mentale et leur prestation.

L'[Association canadienne pour la santé mentale](#) a recommandé la constitution d'un groupe consultatif d'experts sur la santé mentale.

Au sujet du financement des soins de santé mentale, le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a fait valoir que le gouvernement devrait collaborer avec les provinces pour établir, dans un nouvel accord en matière de santé, une stratégie nationale en santé mentale assortie d'un financement pour la santé mentale. L'[Association canadienne pour la santé mentale](#) a affirmé que le gouvernement devrait envisager d'augmenter les dépenses et le financement relatifs aux programmes sociaux liés à la santé mentale et veiller à ce que les transferts consentis aux provinces pour la santé mentale soient spécifiquement utilisés pour les soins dans ce domaine.

Dans le but d'améliorer la recherche et l'innovation en santé mentale, [La Société pour les troubles de l'humeur du Canada, l'Université de l'Alberta et l'Université de la Colombie-Britannique](#) ont recommandé au gouvernement d'appuyer le Centre numérique de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, qui est une plaque tournante internationale pour l'innovation scientifique et numérique dans le domaine de la santé mentale et du bien-être. L'[Association canadienne pour la santé mentale](#) et l'[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#) ont demandé la création d'un fonds d'innovation et de transition en santé mentale pour financer des projets et des changements durables liés à la santé mentale.

L'[Université de Regina](#) a souligné qu'il est important de lui accorder du financement pour son projet de centre de traitement du trouble de stress post-traumatique.

## 5. Modes de vie sains

Au sujet des mesures et stratégies qui, selon les témoins, amélioreraient la santé des Canadiens, le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a affirmé que le nouvel accord en matière de santé devrait être axé sur la prévention et sur les modes de vie sains et miser sur l'expansion des centres de soins communautaires et de soins primaires. Le [Groupe le Sport est important](#) a fait valoir que, pour que tous les Canadiens adoptent des modes de vie sains, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient établir un plan d'activité physique national coordonné.

L'[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#) a réclamé la création d'une commission nationale sur les soins de santé intégrés qui se pencherait sur les déterminants sociaux de la santé.

L'[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#) a encouragé le gouvernement à adopter une loi sur l'action sociale qui aiderait à diriger le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et les autres dépenses liées aux programmes sociaux. À [son](#) avis, cette loi devrait être fondée sur des principes semblables à ceux sur lesquels repose la *Loi canadienne sur la santé*.

Au sujet de la crise de santé chez les peuples autochtones du Canada, la [Fondation des maladies du cœur](#) a indiqué qu'il est nécessaire d'améliorer l'accès à de l'eau potable saine et à des aliments nutritifs. En outre, [elle](#) a demandé que le gouvernement appuie la formation offerte aux jeunes autochtones sur la réanimation cardio-respiratoire et l'utilisation d'un défibrillateur externe automatisé.

De plus, la [Fondation des maladies du cœur](#) a recommandé au gouvernement d'imposer une taxe d'accise aux boissons sucrées et d'affecter les sommes ainsi recueillies aux initiatives visant les aliments sains et les cultures de serre dans les collectivités autochtones. Toutefois, l'[Association canadienne des boissons](#) a affirmé que les politiques, règlements et taxes visant le secteur des aliments et des boissons devraient être fondés sur des principes et des preuves scientifiques, et [elle](#) a recommandé au gouvernement de ne pas imposer une taxe aux boissons sucrées. En outre, l'[Association](#) a affirmé que l'on devrait éliminer la déclaration obligatoire des édulcorants non caloriques dans l'espace principal de l'étiquette.

L'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#) estime que le gouvernement devrait créer des incitatifs fiscaux, des subventions ou des programmes de rabais qui permettraient aux dépanneurs d'offrir des produits alimentaires plus sains, plus particulièrement dans les collectivités connaissant des manques de service.

En ce qui concerne le tabac, l'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#) a demandé au gouvernement de revoir les exigences sur la banalisation des emballages et de collaborer avec les détaillants pour trouver des solutions de rechange à la banalisation des emballages. [Elle](#) a également indiqué qu'il faut prendre des règlements sur la vente de cigarettes électroniques et de liquides de nicotine. La [Société](#)

[canadienne du cancer](#) a demandé un plus grand soutien à la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme.

Le [Groupe le Sport est important](#) a réclamé du soutien pour les sports et les parasports canadiens de haute performance au moyen d'un financement continu et accru au Programme d'aide aux athlètes.

## 6. Problèmes de santé particuliers

Au sujet des problèmes de santé particuliers, l'[Institut Rick Hansen](#) a demandé plus financement gouvernemental pour soutenir trois objectifs liés aux lésions de la moelle épinière : améliorer les connaissances concernant la biologie et la physiologie de ces lésions; mettre au point des traitements pour ces lésions; améliorer les soins fondés sur des données probantes offerts aux Canadiens victimes de ces lésions.

La [Fondation des maladies du cœur](#) a présenté cinq secteurs de recherche concernant les maladies du cœur qui, à son avis, nécessite un soutien financier de la part du gouvernement : l'insuffisance cardiaque; la santé cardiaque des Autochtones; les signes avant-coureurs d'une maladie du cœur; la bonne alimentation comme moyen de prévention des maladies du cœur; et les accidents vasculaires et la démence.

La [Société Alzheimer du Canada](#) a réclamé la création d'un partenariat canadien sur la maladie d'Alzheimer et la démence axé sur les secteurs suivants : la recherche sur la démence et l'Alzheimer; l'élaboration de normes fondées sur des données probantes pour la prévention et la gestion de l'Alzheimer; les activités de sensibilisation à l'Alzheimer; la mise en œuvre d'un système de surveillance aux fins de l'établissement de politique, de la planification et de la prévention relativement à l'Alzheimer; la création d'incitatifs financiers pour les aidants naturels qui prodiguent des soins à des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de démence; offrir de l'aide au personnel œuvrant dans les soins aux personnes atteintes de démence, y compris les médecins et les professionnels de la santé; les efforts de prévention et de dépistage, dès que possible, de la démence et de la maladie d'Alzheimer; et les mesures de mobilisation des membres des Premières Nations, des communautés inuites et des communautés métisses atteintes de démence dans tous les aspects du partenariat proposé.

## **7. Recommandations du Comité**

Estimant que les Canadiens sont mieux à même de prendre soin de leur famille, de contribuer au monde du travail et de participer à l'essor de leur milieu de vie s'ils sont en bonne santé, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 1**

**Que, dans le cadre des négociations relatives à un nouvel accord sur la santé, le gouvernement du Canada veille à respecter les principes énoncés dans la *Loi canadienne sur la santé* et il inclut un cadre de responsabilisation. Les points importants de l'accord doivent comprendre :**

- l'établissement d'un programme national de médicaments d'ordonnance;
- l'accroissement des investissements dans les soins à domicile;
- l'établissement d'une stratégie en santé mentale;
- des investissements dans les technologies de l'information visant à améliorer les mesures de gestion et de reddition de comptes.

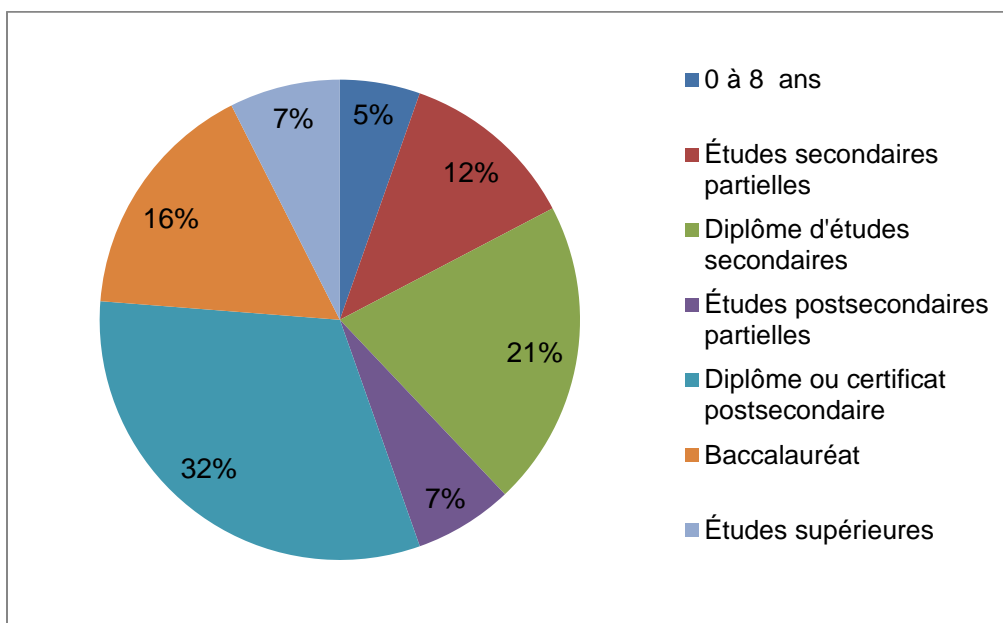
### **RECOMMANDATION 2**

**Que le gouvernement du Canada participe à la création d'un partenariat national sur la maladie d'Alzheimer et la démence servant de base à la mise en œuvre d'une stratégie nationale globale et intégrée sur la démence.**

## B. ÉDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Certains témoins ont abordé le thème de l'éducation et de la formation professionnelle. Dans leurs interventions, ils ont soulevé les éléments suivants : l'apprentissage intégré au travail; les aptitudes en lecture, en calcul et en informatique; et le soutien financier aux étudiants et aux établissements d'enseignement.

### Niveau de scolarité, Canada, 2015



Nota : Le nombre total de personnes représentées dans le graphique est 29 279 800, ce qui correspond au nombre de participants de 15 ans et plus au moment de l'enquête.

Source : Graphique préparé à partir de données tirées de : Statistique Canada, Tableau 282-0004, « [Enquête sur la population active \(EPA\), estimations selon le niveau de scolarité atteint, le sexe et le groupe d'âge](#) », CANSIM (base de données), consulté le 13 novembre 2016.

### 1. Apprentissage intégré au travail

Des témoins ont abordé l'apprentissage intégré au travail, y compris les stages d'apprentissage et les stages de formation. Par exemple, [Polytechnics Canada](#) a fait valoir que le gouvernement devrait mettre sur pied un projet pilote visant à favoriser les contacts entre les apprenants et les employeurs ainsi qu'accorder des fonds à un centre d'excellence pour la formation professionnelle. L'[Association canadienne de la construction](#) a demandé au gouvernement de faire preuve de leadership dans l'harmonisation des programmes de stage d'apprentissage des provinces et des territoires, et a indiqué que les fonds existants, comme les programmes de formation financés par l'assurance-emploi, pourraient être utilisés pour couvrir une partie des coûts d'embauche d'apprentis. [Collèges et instituts Canada](#) et [Universités Canada](#) ont recommandé que de plus grandes sommes soient consacrées à la mobilité internationale des étudiants et à l'apprentissage basé sur l'expérience, cette dernière méthode recevant

également l'appui de l'[Association canadienne de la technologie de l'information](#), de l'[Union nationale des fermiers](#) et de la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#).

[Polytechnics Canada](#) et [Collèges et instituts Canada](#) ont fait valoir qu'il est nécessaire d'appuyer les occasions de stage pour les étudiants, [Polytechnics Canada](#) ajoutant que les étudiants de premier cycle devraient être jumelés à des entreprises et à des organismes sans but lucratif qui offrent de l'expérience de travail en innovation et en recherche appliquée. Selon [Universités Canada](#), des justificatifs et des crédits d'impôt pourraient inciter les secteurs privés et sans but lucratif à offrir davantage de stages rémunérés et de stages coop. Dans la même veine, la [Chambre de commerce du Canada](#) et [General Motors du Canada Limitée](#) ont fait valoir que les mesures incitatives encourageraient les employeurs à embaucher plus d'étudiants postsecondaires au cours de leurs études, ce qui renforcerait l'apprentissage intégré au travail.

[Restaurants Canada](#) a recommandé un meilleur soutien pour les programmes de formation liés au tourisme.

La [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont demandé que l'économie du savoir soit intégrée aux programmes d'études.

## **2. Aptitudes en lecture, en calcul et en informatique**

S'intéressant aux aptitudes en lecture, le [Congrès du travail du Canada](#) et le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) ont fait valoir au Comité que le gouvernement devrait rétablir le financement au Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles. La [P.E.I. Literacy Alliance](#), la [Literacy Coalition of New Brunswick](#) et [Literacy Nova Scotia](#) ont recommandé l'augmentation du financement octroyé pour maintenir et améliorer les services d'alphabétisation et de formation en compétences essentielles, et la [Canada West Foundation](#) a souligné qu'il est nécessaire d'appuyer le perfectionnement des aptitudes en lecture des adultes handicapés, des immigrants et des Autochtones.

Selon l'[Institut C.D. Howe](#), le gouvernement devrait s'assurer de mieux comprendre les niveaux d'aptitude des étudiants canadiens en lecture et en calcul, ainsi que leurs besoins, en octroyant des fonds au Programme d'évaluation pancanadien et au Programme international pour le suivi des acquis des élèves. [Il](#) a également proposé que l'on octroie aux écoles autochtones dans les réserves qui offrent ces programmes d'évaluation une « prime » de manière à s'assurer que les étudiants autochtones profitent des évaluations des succès.

Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) et [Collèges et instituts Canada](#) ont fait valoir qu'il est nécessaire d'intégrer l'alphabétisation et la formation en compétences essentielles aux programmes de formation des collèges et aux programmes qui précèdent les stages d'apprentissage, [Collèges et instituts Canada](#) ajoutant que cette intégration pourrait se faire au moyen d'un partenariat entre les collèges, les instituts et les employeurs. La [Vancouver Community College Faculty Association](#) a présenté un programme particulier d'alphabétisation en anglais de niveau collégial et a demandé au gouvernement d'envisager d'annuler les compressions récentes imposées à ce programme.

[Opportunités NB](#) et les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont réclamé un plus grand soutien à l'amélioration des aptitudes financières des Canadiens en général et des entrepreneurs en particulier. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) a aussi demandé au gouvernement d'atteindre les objectifs définis dans la Stratégie nationale pour la littératie financière, et de fournir plus de fonds à l'Agence de la consommation en matière financière du Canada.

En ce qui concerne les aptitudes et compétences en informatique, la [Chambre de commerce du Canada](#) a recommandé que l'on intègre à la Stratégie emploi jeunesse de la formation en compétences numériques. Dans la même veine, [Ladies Learning Code](#) a dit appuyer la formation de jeunes femmes en programmation et a réclamé des fonds supplémentaires pour élargir ses activités et ses services. L'[Association canadienne de la technologie de l'information](#) a sollicité des fonds pour CareerMash afin de préparer les élèves du secondaire aux emplois du secteur des technologies.

### **3. Soutien financier aux étudiants et aux établissements d'enseignement**

Le Comité a pris connaissance du soutien financier aux étudiants, la [Chambre de commerce de Halifax](#) soulignant qu'il faut améliorer le soutien offert aux jeunes et aux nouveaux diplômés. La [Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#) a fait valoir que les droits de scolarité des établissements postsecondaires et l'aide financière fondée sur les prêts pourraient être éliminés au moyen de transferts aux provinces et territoires et d'un modèle de partage des coûts à parts égales entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires. L'[Union nationale des fermiers](#) a proposé que le gouvernement examine le programme en place aux États-Unis qui élimine la dette d'études des personnes qui intègrent la fonction publique après avoir obtenu leur diplôme, le secteur agricole pouvant s'ajouter à tout programme similaire qui serait mis en place au Canada.

En ce qui concerne les bourses et les subventions aux étudiants, la [Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#) a souligné que le Programme canadien de bourses aux étudiants devrait être élargi de manière à inclure les études supérieures, puis a prié le gouvernement d'améliorer la somme annuelle allouée au Programme de bourses d'études supérieures du Canada. Pour améliorer les compétences entrepreneuriales des étudiants postsecondaires, [Polytechnics Canada](#) a proposé la création d'une subvention visant à financer leur participation à un programme de mentorat auquel participeraient de petites entreprises.

Au sujet des mesures fiscales liées à l'éducation, le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a affirmé que le gouvernement devrait veiller à ce que l'on n'impose pas de droits de scolarité aux étudiants, un changement qui serait financé par l'élimination des crédits d'impôt liés aux études. L'[Institut C.D. Howe](#) a proposé que les montants liés à l'éducation et les montants liés aux manuels scolaires deviennent des avantages fiscaux versés aux étudiants immédiatement après qu'ils aient rempli leur déclaration d'impôt.

L'[Association canadienne de la construction](#) a prié le gouvernement d'augmenter la valeur annuelle du Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis et d'élargir les



critères d'admissibilité au crédit de manière à inclure tous les programmes de stage d'apprentissage reconnus par les provinces.

L'[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#) a demandé que plus de fonds du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada soient octroyés aux programmes de bourses d'études supérieures et postdoctorales fondées sur le mérite. [Polytechnics Canada](#) a demandé un soutien financier pour l'expansion des programmes de développement des talents de recherche du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada afin d'améliorer la participation des étudiants des collèges et des polytechniques.

#### **4. Les recommandations du Comité**

Estimant que le gouvernement fédéral devrait prioriser avant tout l'éducation et la formation professionnelle pour assurer la croissance économique, le Comité recommande :

##### **RECOMMANDATION 3**

**Que le gouvernement du Canada accroisse le financement accordé aux organismes et aux initiatives qui offrent des programmes et des services d'alphabétisation et de compétences essentielles afin de satisfaire aux exigences d'une économie de plus en plus axée sur le savoir;**

##### **RECOMMANDATION 4**

**Que le gouvernement du Canada collabore avec les provinces et territoires, les syndicats et les établissements d'enseignement postsecondaire pour créer ou élargir les programmes de formation préalable à l'apprentissage;**

##### **RECOMMANDATION 5**

**Que le gouvernement du Canada collabore avec les provinces et les territoires, pour lancer un projet pilote qui cerne et établit des consortiums régionaux et sectoriels d'entreprises afin d'établir un lien entre les apprentis et les employeurs;**

##### **RECOMMANDATION 6**

**Que le gouvernement du Canada augmente le financement accordé aux initiatives qui visent à combler la pénurie de compétences dans le secteur canadien des technologies de l'information et des communications en offrant des programmes d'enseignement des compétences numériques et de la programmation, surtout les initiatives destinées à des communautés variées et visant à accroître la représentation des femmes dans les secteurs technologiques;**

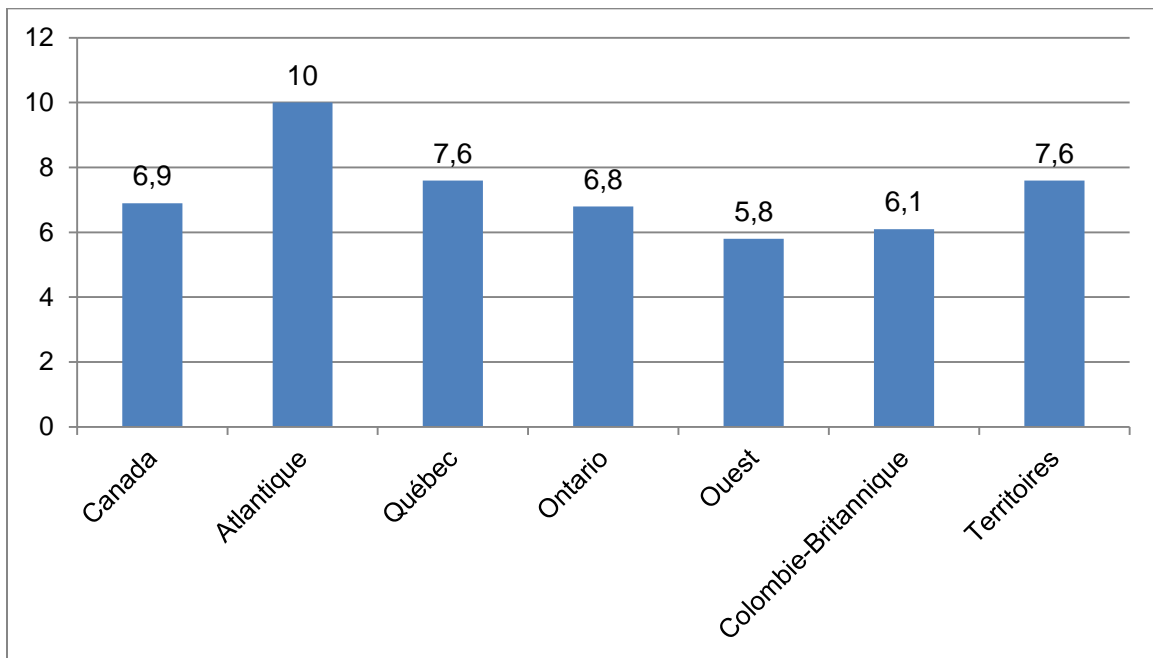
## RECOMMANDATION 7

**Que, concernant la portion fédérale de tous les prêts, le gouvernement du Canada accorde une période de grâce de six mois, sans intérêt, aux personnes qui se prévalent du Programme canadien de prêts aux étudiants.**

### C. EMPLOI

Les témoins ont abordé un éventail de questions liées à l'emploi selon le point de vue des employés. Plus particulièrement, ils ont traités des thèmes suivants : le régime d'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada; l'information sur le marché du travail et l'intégration, la participation et la mobilité de la main-d'œuvre; et les Ententes sur le développement du marché du travail et les Ententes sur le Fonds canadien pour l'emploi.

**Taux de chômage, Canada, par région, 2015 (en pourcentage)**



Nota : Le taux de chômage correspond au nombre de personnes sans emploi exprimé en pourcentage de la main-d'œuvre. Le taux d'emploi (auparavant appelé rapport emploi-population) correspond au nombre de personnes occupant un emploi exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Source : Graphique préparé à l'aide de données tirées de : Statistique Canada, Tableau 282-0123, « [Enquête sur la population active \(EPA\), estimations selon les provinces, les territoires et les régions économiques basées sur les limites du Recensement de 2011](#) », CANSIM (base de données), consulté le 9 septembre 2016.

## 1. Régime d'assurance-emploi et Régime de pensions du Canada

En ce qui concerne le régime d'assurance-emploi, le Comité a appris de la [Good Jobs for All Coalition](#) et de l'[Inter-Provincial EI Working Group](#) qu'il est nécessaire d'évaluer le programme. Plus précisément, l'[Union des Producteurs Agricoles](#), [Unifor](#), le [Syndicat canadien de la fonction publique](#), l'[Inter-Provincial EI Working Group](#) et la [Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador](#) ont fait valoir que le gouvernement devrait améliorer l'accès au programme ainsi que les prestations offertes. Selon le [Congrès du travail du Canada](#), le gouvernement devrait passer en revue l'exigence d'avoir un motif de séparation d'emploi valable compris dans le programme afin de protéger les prestations des prestataires s'ils acceptent un emploi qu'ils quittent par la suite parce que cet emploi ne leur convient pas. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) et le [Congrès du travail du Canada](#) ont réclamé un meilleur soutien pour les prestataires qui résident dans les régions où le chômage saisonnier est très présent, et la [Good Jobs for All Coalition](#) a indiqué que le gouvernement devrait assouplir les critères d'admissibilité des nouveaux prestataires. La [PEI Coalition for Fair EI](#) s'est dit d'avis qu'il faut mettre un terme aux réductions du taux de contribution à l'assurance-emploi.

La [PEI Coalition for Fair EI](#) a affirmé que des mesures devraient être en place pour s'assurer que les fonds des contributions à l'assurance-emploi sont utilisés uniquement pour les prestations du régime d'assurance-emploi, et l'[Inter-Provincial EI Working Group](#) a fait valoir que les contributions devraient être versées dans un compte indépendant du Trésor; en plus des employés et des employeurs, le gouvernement devrait aussi contribuer à ce compte indépendant. La [Regina and District Chamber of Commerce](#) a proposé que le régime d'assurance-emploi devienne un véritable programme d'assurance-chômage.

Des témoins ont prôné une approche plus universelle par rapport au régime d'assurance-emploi, l'[Alberta Federation of Labour](#) et l'[Institut C.D. Howe](#) recommandant l'élimination des différences régionales dans les exigences d'admissibilité et les périodes de prestations, et le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) ainsi que le [Congrès du travail du Canada](#) appuyant l'établissement d'une période de référence universelle.

L'[Institut Cooper](#), la [Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador](#) et la [PEI Coalition for Fair EI](#) sont d'avis que le gouvernement devrait annuler les modifications apportées en 2012 au régime d'assurance-emploi. En ce qui concerne l'Île-du-Prince-Édouard, la [PEI Coalition for Fair EI](#) a indiqué que le gouvernement devrait prendre les mesures suivantes : revenir à une région économique unique; rétablir le projet pilote de 14 semaines; éliminer la catégorie des travailleurs saisonniers; rouvrir les centres de traitement locaux; restaurer le système de jury tripartite; et exiger que les changements au programme soient approuvés par le Parlement. Dans la même veine, le [Congrès du travail du Canada](#) est d'avis que le gouvernement devrait annuler la décision de 2014 ayant mené à la création de nouvelles régions économiques à l'Île-du-Prince-Édouard et dans les trois territoires.

Au sujet des prestations de maladie du régime d'assurance-emploi, le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) et le [Congrès du travail du Canada](#) appuient le prolongement

des périodes d'admissibilité aux prestations, et le [Congrès du travail du Canada](#) a également recommandé la réduction du taux de réduction de la prestation en fonction du revenu que touchent les prestataires. [La Fédération nationale des retraités](#) a prié le gouvernement de remplir sa promesse de supprimer l'exigence d'un diagnostic confirmant que le patient est en phase terminale pour qu'il ait droit aux prestations de congés pour raison familiale en vertu du régime d'assurance-emploi, et [elle](#) a fait valoir que le gouvernement devrait se montrer plus souple dans la façon dont cette prestation peut être utilisée.

Au sujet de la formation liée au régime d'assurance-emploi, l'[Inter-Provincial EI Working Group](#) a recommandé une prestation d'assurance-emploi pour la formation. La [Good Jobs for All Coalition](#) a souligné le besoin d'affecter les fonds de formation de l'assurance-emploi de manière à perfectionner les compétences des travailleurs, plus particulièrement dans les cas où des employés sont déplacés par la technologie. [Unifor](#) a fait valoir que les fonds excédentaires de l'assurance-emploi devraient être utilisés pour élargir l'accès aux programmes de formation pour les prestataires, notamment de manière à parfaire les compétences nécessaires dans une « économie verte ». Selon le [Congrès du travail du Canada](#), la prestation octroyée au titre de la partie I de la *Loi sur l'assurance-emploi* devrait être prolongée pour couvrir l'ensemble de la durée des programmes de formation de l'Entente sur le développement du marché du travail.

En outre, le [Congrès du travail du Canada](#) a souligné qu'il faut s'assurer que les travailleurs reçoivent rapidement des conseils de Service Canada au sujet des versions actuelle et antérieure du projet pilote Travail pendant une période de prestation de manière à ce qu'ils puissent choisir entre l'une ou l'autre.

Au sujet du Tribunal de la sécurité sociale, la [Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador](#) a réclamé la tenue d'un examen, alors que le [Community Unemployed Help Centre](#) a fait valoir que le Tribunal devrait rendre des comptes au Parlement.

Concernant l'épargne-retraite et le Régime de pensions du Canada, le [Conseil du patronat du Québec](#) a affirmé que le gouvernement devrait encourager les Canadiens à travailler plus longtemps et qu'il devrait sensibiliser la population canadienne aux différentes solutions d'épargne-retraite. Selon l'[Institut C.D. Howe](#), le gouvernement devrait reconnaître l'espérance de vie accrue en augmentant l'âge à partir de laquelle les contributions à des régimes d'épargne-retraite à impôt différé ne sont plus admissibles.

[Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) est d'avis que le gouvernement ne devrait pas mettre en place des augmentations obligatoires aux contributions au Régime de pensions du Canada, et la [Fédération nationale des retraités](#) estime que le gouvernement devrait réduire le taux de pauvreté chez les aînés, plus particulièrement chez les femmes aînées, en élargissant le Régime de pensions du Canada.

Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a souligné la nécessité d'instaurer un programme de congé préventif pour les femmes enceintes qui occupent des emplois dangereux, cette mesure serait financée au moyen des régimes d'indemnisation des travailleurs.

## 2. Information sur le marché du travail et participation, intégration et mobilité de la main-d'œuvre

Au sujet de l'information sur le marché du travail, [Economic Development Winnipeg Inc.](#), la [Manitoba Chambers of Commerce](#), le [Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité](#), le [Conference Board of Canada](#), [Restaurants Canada](#) et la [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) ont indiqué qu'il est nécessaire d'améliorer l'information disponible. L'[Institut C.D. Howe](#) a souligné qu'il est nécessaire de financer le conseil d'information sur le marché du travail proposé et de créer un groupe consultatif national d'intervenants sur l'information sur le marché, et la [Manitoba Chambers of Commerce](#) ont prôné l'amélioration des communications avec les entreprises afin de mieux comprendre leurs besoins en main-d'œuvre. Selon la [Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador](#), il faudrait mettre en œuvre une stratégie nationale sur le marché du travail afin de créer un conseil tripartite du marché du travail.

S'intéressant à l'intégration de la main-d'œuvre et à l'intégration de certains groupes, la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont souligné le besoin de mettre en place des politiques permettant aux étudiants étrangers de travailler et d'avoir accès à un processus accéléré d'obtention de la citoyenneté. Le [Conference Board of Canada](#) a indiqué qu'on devrait instaurer des mesures incitatives visant à encourager les travailleurs âgés à demeurer sur le marché du travail.

Le [Conference Board of Canada](#) estime par ailleurs que le gouvernement devrait appuyer les travailleurs déplacés et vulnérables, y compris les personnes sans emploi et les travailleurs temporaires, et [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) recommande que l'on soutienne la formation d'employés qui font la transition du chômage à l'emploi et qui sont confrontés à des obstacles à la participation en milieu de travail. [Restaurants Canada](#) a proposé des incitatifs financiers pour encourager les entreprises à embaucher des personnes provenant de groupes sous-employés.

Selon le [Community Unemployed Help Centre](#), le gouvernement devrait appuyer les travailleurs sans emploi qui sont membres d'une minorité visible et qui ne sont pas admissibles aux bénéfices de l'assurance-emploi, et devrait les aider à participer pleinement à l'économie. Le [Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité](#) a fait valoir qu'il importe de s'assurer que les personnes vulnérables ont accès aux services d'employabilité et de perfectionnement professionnel et a recommandé la création d'un cadre pancanadien de perfectionnement professionnel qui permettrait aux provinces et aux territoires de mettre en place les mesures qu'ils jugent appropriées. La [Good Jobs for All Coalition](#) a prié le gouvernement de privilégier les ententes sur les avantages pour la collectivité comme modèle d'obtention d'un emploi pour les personnes vulnérables.

Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a fait valoir que le gouvernement devrait élargir les droits de négociation collective, améliorer les protections sociales et garantir un salaire minimum pouvant être jugé comme décent, suffisant et équitable. [Oxfam Canada](#) a demandé au gouvernement de régler le problème qu'il décrit comme l'« économie inégale du travail des femmes ».

Au sujet de la garde d'enfants, qui peut faciliter la participation des parents au marché du travail, l'[Alberta Federation of Labour](#), l'[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#), la [Childcare Research and Resource Unit](#), [Unifor](#), la [Good Jobs for All Coalition](#), le [St. John's Status of Women Council](#), la [Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador](#), le [Congrès du travail du Canada](#), l'[Alliance de la Fonction publique du Canada](#) et le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) soutiennent l'établissement d'un système de garde d'enfants et d'éducation de la petite enfance national, financé par l'État et jouissant du soutien nécessaire. Selon le [Syndicat canadien de la fonction publique](#), ce système devrait comprendre une formation et une rémunération adéquates pour les puériculteurs.

La [Childcare Research and Resource Unit](#) et le [Congrès du travail du Canada](#) ont affirmé que, dans l'élaboration de politiques liées à l'éducation de la petite enfance et les services de garde d'enfants, le gouvernement devrait collaborer avec les autres ordres de gouvernement, les communautés autochtones, les chercheurs, les éducateurs et les fournisseurs de services. [Oxfam Canada](#), le [Conference Board of Canada](#) et le [Congrès du travail du Canada](#) ont demandé l'augmentation des fonds octroyés pour la garde d'enfants et l'éducation de la petite enfance.

En outre, la [Childcare Research and Resource Unit](#) a réclamé une augmentation du soutien financier pour la recherche appliquée, le renforcement des capacités et la défense d'intérêts afin d'accroître la participation et les contributions des organismes de services de garde et d'autres organismes de la société civile.

Au sujet des défis à la mobilité de la main-d'œuvre, l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) a fait valoir qu'il y a lieu d'améliorer les incitatifs fiscaux encourageant la mobilité interprovinciale des travailleurs temporaires, et [Les syndicats des métiers de la construction du Canada](#) ont demandé au gouvernement d'instaurer un crédit d'impôt favorisant la mobilité de la main-d'œuvre qui permettrait aux travailleurs de déduire les coûts de déménagement aux fins d'emploi. [Restaurants Canada](#) a indiqué que les prestataires de l'assurance-emploi devraient être admissibles aux allocations de transport et de mobilité, et l'[Association canadienne de la construction](#) a fait valoir que le régime d'assurance-emploi devrait être modifié de manière à permettre aux travailleurs de la construction sans emploi d'obtenir une avance sur leurs prestations approuvées en vertu du régime. Selon [Les syndicats des métiers de la construction du Canada](#), le gouvernement devrait créer un bon de transport lié à l'assurance-emploi, sous forme d'avance de prestation, pour indemniser les prestataires de l'assurance-emploi pour leurs coûts de déménagement.

Au sujet de la mobilité de la main-d'œuvre, l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) a demandé l'amélioration de la reconnaissance des titres de compétence afin que les travailleurs formés dans une province puissent travailler plus facilement dans une autre. [Elle](#) a également demandé que la formation par stage d'apprentissage soit plus facilement transférable d'une province à l'autre.

### **3. Ententes sur le développement du marché du travail et Ententes sur le Fonds canadien pour l'emploi**

Des témoins ont abordé les Ententes sur le développement du marché du travail. Par exemple, le [Congrès du travail du Canada](#) a affirmé que le gouvernement devrait remplir ses promesses concernant ces ententes. En outre, [il](#) a fait valoir que les critères d'admissibilité aux programmes offerts en vertu de ces ententes devraient être élargis de manière à inclure les jeunes travailleurs, les femmes et les immigrants, qui contribuent tous à l'assurance-emploi, mais qui ne travaillent pas suffisamment d'heures pour toucher des prestations. [Il](#) a indiqué qu'une portion du nouveau financement à l'Entente sur le développement du marché du travail devrait être affectée aux Ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées et l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés. Le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) a proposé qu'on devrait donner la priorité au soutien pour les personnes handicapées en milieu de travail, puis a demandé l'augmentation du financement pour les Ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées.

Le [Congrès du travail du Canada](#) a recommandé au gouvernement de remplir ses promesses concernant les Ententes sur le Fonds canadien pour l'emploi. Selon le [Congrès du travail du Canada](#), le gouvernement devrait s'assurer que les nouveaux fonds octroyés à ces ententes continuent d'appuyer l'atteinte des objectifs stratégiques définis à l'origine dans les ententes précédentes sur le marché du travail : encourager la participation des groupes sous-représentés au sein de la main-d'œuvre. Par exemple, la [Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador](#) a indiqué qu'il faudrait encourager la rétention des immigrants. Afin de créer davantage de possibilités sur le marché du travail pour les personnes confrontées à des défis précis en matière d'emploi, l'[Association canadienne de la construction](#) a indiqué que le programme Subvention canadienne pour l'emploi devrait être élargi. La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a recommandé que le programme de subvention pour l'emploi Canada-Saskatchewan soit mis à la disposition des employés municipaux, et l'[Association of Manitoba Municipalities](#) a prié le gouvernement de revoir l'exclusion de certaines municipalités du programme de subvention pour l'emploi Canada-Manitoba.

#### **4. Les recommandations du Comité**

Estimant que les Canadiens en recherche d'emploi ont besoin d'être soutenus, le Comité recommande :

##### **RECOMMANDATION 8**

**Que le gouvernement du Canada examine toutes les dépenses fédérales en matière de formation et de développement de la main-d'œuvre, que les coûts soient partagés ou non avec les provinces et territoires, afin de déterminer la pertinence et la capacité des programmes de répondre au mieux aux besoins du marché du travail dans l'ensemble du pays. Dans son examen, il doit prioriser les éléments suivants :**

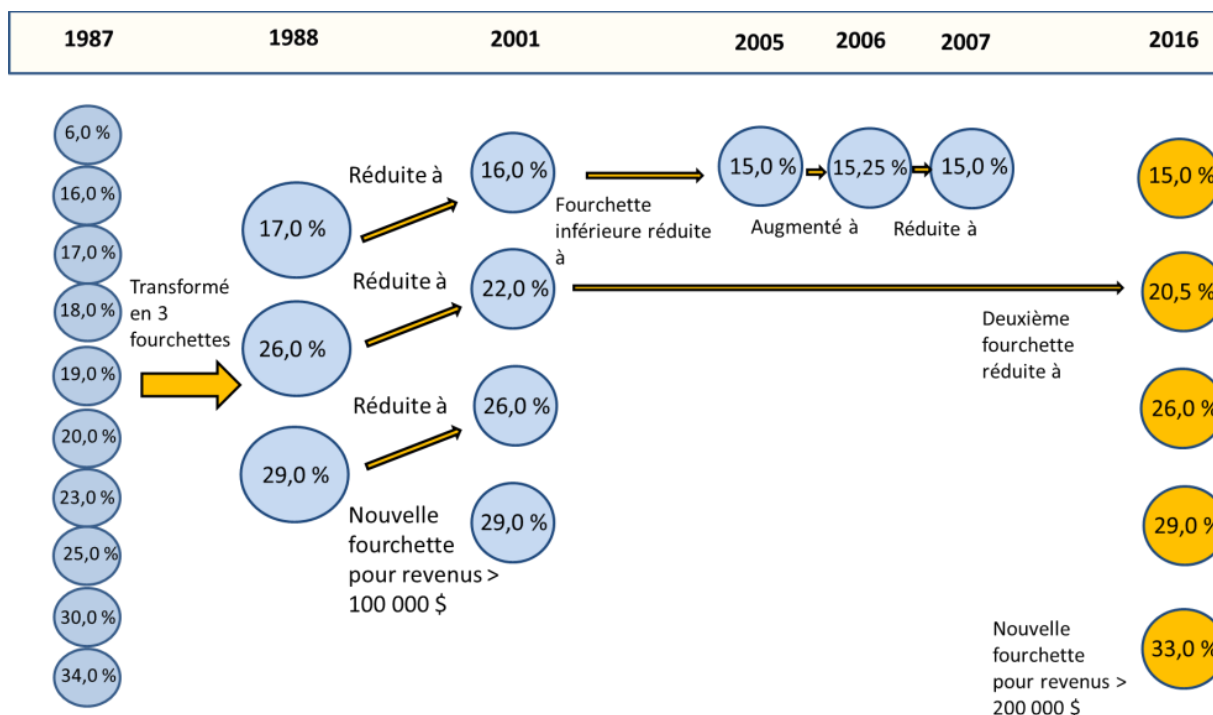
- **moderniser les mesures de reddition de comptes, de rendement et de transparence de même que les objectifs des programmes;**
- **demander à Statistique Canada de préparer, de produire et de diffuser de la meilleure information sur le marché du travail, ainsi que – concernant les collèges, instituts et universités publics – des données sur les taux d'inscription et de diplomation pour l'ensemble des programmes d'enseignement, tout comme les données sur les droits de scolarité, le nombre de membres du corps professoral et d'autres employés ainsi que les dépenses les concernant;**
- **créer un comité consultatif national d'intervenants à propos de l'information sur le marché du travail;**
- **donner aux personnes faisant partie de groupes sous-représentés, y compris les personnes handicapées, les jeunes et les Autochtones, la possibilité d'obtenir de l'information sur le marché du travail afin de planifier leur carrière.**



## D. IMPÔT DES PARTICULIERS

Au sujet de l'impôt des particuliers, les témoins ont abordé les thèmes suivants : les taux d'imposition du revenu des particuliers, les crédits et les déductions, et l'impôt sur les gains en capital; et l'épargne-retraite.

### Fourchettes et taux d'imposition du revenu des particuliers, de 1987 à 2016



Source : Figure produit au moyen de données tirées de : Agence du revenu du Canada, [Trousse d'impôt pour toutes les années d'imposition](#).

### 1. Taux d'imposition du revenu des particuliers, crédits et déductions et impôt sur les gains en capital

En ce qui concerne l'imposition du revenu des particuliers, les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont indiqué au Comité que le gouvernement devrait surveiller l'incidence du nouveau taux d'imposition fédéral maximal de 33 % sur le revenu des particuliers, et l'[Institut C.D. Howe](#) s'est dit d'avis que la fourchette et le taux d'imposition récemment appliqué aux contribuables à revenus élevés devraient être supprimés. [Oxfam Canada](#) a recommandé au gouvernement d'annuler les récentes réductions d'impôt sur le revenu des particuliers qui se trouve dans la deuxième fourchette d'imposition de manière à ce que l'on finance davantage de programmes sociaux. Selon les [Comptables professionnels agréés du Canada](#), les taux d'imposition du revenu des particuliers devraient demeurer faibles.

Selon [Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick](#), puisque la plupart des personnes ayant un revenu annuel de 25 000 \$ consacrent presque l'ensemble de

leurs revenus à des dépenses de subsistance, le montant personnel de base devrait être augmenté.

En ce qui concerne les déductions pour option d'achat d'actions, l'[Association canadienne des agents financiers](#) déclare que la déduction devrait être éliminée. En outre, [elle](#) a affirmé que l'élimination de cette déduction sur les revenus dépassant les 100 000 \$ serait une solution de rechange acceptable à son élimination entière.

Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a demandé au gouvernement de se pencher sur le fait que des particuliers utilisent les déductions accordées aux petites entreprises de manière à réduire leur revenu personnel et, peut-être, d'éliminer cet usage.

En ce qui concerne l'impôt sur les gains en capital, [Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick](#) a recommandé que l'on augmente l'exemption pour gains en capital, et [Donald Johnson](#), qui a comparu à titre personnel, a proposé que les gains en capital tirés de la vente d'actions de sociétés privées ou de biens immobiliers à un tiers sans lien de dépendance devrait être exemptés d'impôt, sous réserve que les produits soient versés à un organisme caritatif dans les 30 jours suivant la vente. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a proposé que l'on revoie la déduction pour gains en capital, possiblement pour en vue de l'éliminer.

Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) a affirmé que le gouvernement devrait s'appuyer davantage sur la taxe à la consommation plutôt que sur l'impôt sur le revenu pour tirer ses recettes. [Oxfam Canada](#) a fait valoir que les montants tirés des taxes à la valeur ajoutée devraient être contrebalancés par d'autres mesures fiscales.

## **2. Épargne-retraite**

Au sujet de l'épargne-retraite, la [Regina and District Chamber of Commerce](#) a indiqué au Comité que le gouvernement devrait envisager de permettre aux personnes de choisir d'augmenter leurs contributions soit au Régime de pensions du Canada ou à des régimes enregistrés d'épargne-retraite immobilisés.

L'[Institut C.D. Howe](#) a formulé plusieurs propositions concernant l'épargne-retraite et la planification de la retraite. Par exemple, [il](#) a demandé au gouvernement d'adopter des mesures limitant les contributions qu'il fait au régime de pensions à titre d'employeur. En outre, [il](#) estime que le gouvernement devrait retirer les taxes fédérales sur la masse salariale des contributions des employeurs aux régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs, et permettre aux répondants ou aux participants de ces régimes de déduire les dépenses administratives aux fins d'imposition.

La [Conference for Advanced Life Underwriting](#) a demandé que l'une ou l'autre des deux options suivantes soit mise en œuvre : faire de l'assurance des soins de longue durée un placement admissible pour un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite; ou permettre le retrait en franchise d'impôt d'un certain montant annuel d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite pour financer l'achat d'une assurance de soins de longue durée admissible.

L'[Institut C.D. Howe](#) a demandé la tenue de consultations sur la modification ou l'élimination des retraits minimums aux fonds enregistrés de revenu de retraite afin de s'assurer que les Canadiens n'épuisent pas leur épargne avant leur décès.

Aussi, [l'Institut C.D. Howe](#) est d'avis que les mesures fiscales comme le montant pour revenu de pension et le fractionnement du revenu de pension devraient être offertes à l'ensemble des contribuables, sans égards à leur âge et au type de revenu de pension.

### **3. Les recommandations du Comité**

Estimant qu'il faut accorder une attention particulière à certains Canadiens pour ce qui est de leur impôt sur le revenu, le Comité recommande :

#### **RECOMMANDATION 9**

**Que le gouvernement du Canada examine l'efficacité du crédit d'impôt pour personnes handicapées et envisage de le rendre remboursable;**

#### **RECOMMANDATION 10**

**Que le gouvernement du Canada élargisse l'interprétation que l'Agence du revenu du Canada devrait avoir de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou qu'il modifie l'article 118.3 de la *Loi* pour ajouter les activités liées à l'administration d'insuline dans les critères d'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées;**

#### **RECOMMANDATION 11**

**Que le gouvernement du Canada prolonge le Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt afin de l'offrir tout au long de l'année, et y ajoute une assistance en vue de déterminer l'admissibilité de particuliers.**

## E. AUTRES PROPOSITIONS DESTINÉES À DES GROUPES PRÉCIS

Les témoins du Comité ont présenté des propositions destinées à des groupes précis : personnes âgées, personnes handicapées, Autochtones, défavorisés, anciens combattants, immigrants et réfugiés, francophones, huttériens et gens vivant à l'étranger.

### Certaines mesures fédérales visant des groupes précis de Canadiens

Personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Fractionnement du revenu de pension</a></li> <li>- <a href="#">Montant pour revenu de pension</a></li> <li>- <a href="#">Montant en raison de l'âge</a></li> </ul>
Personnes handicapées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Régime enregistré d'épargne-invalidité</a></li> <li>- <a href="#">Crédit d'impôt pour personnes handicapées</a></li> <li>- <a href="#">Déduction pour personne à charge ayant une déficience</a></li> <li>- <a href="#">Déduction pour produits et services de soutien aux personnes handicapées</a></li> <li>- <a href="#">Prestation pour enfants handicapés</a></li> </ul>
Autochtones	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Exemption d'impôts et de taxes sur les biens dans les réserves</a></li> <li>- <a href="#">Exemption de l'impôt sur le revenu d'emploi dans la réserve</a></li> </ul>
Défavorisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée</a></li> <li>- <a href="#">Prestation fiscale pour le revenu de travail</a></li> </ul>
Anciens combattants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Allocation pour perte de revenus</a></li> <li>- <a href="#">Allocation pour perte de revenus accordée aux survivants ou aux orphelins</a></li> <li>- <a href="#">Prestations pour les survivants des personnes qui ont reçu une indemnité d'invalidité</a></li> <li>- <a href="#">Allocation de sécurité du revenu de retraite</a></li> <li>- <a href="#">Prestation de retraite supplémentaire</a></li> <li>- <a href="#">Prestations pour les survivants de bénéficiaires d'une pension d'invalidité</a></li> <li>- <a href="#">Allocation d'ancien combattant</a></li> <li>- <a href="#">Indemnité pour blessure grave</a></li> <li>- <a href="#">Allocation pour déficience permanente</a></li> <li>- <a href="#">Indemnité d'invalidité</a></li> <li>- <a href="#">Pension d'invalidité</a></li> </ul>
Réfugiés et immigrants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Programme d'aide à la réinstallation</a></li> <li>- <a href="#">Programme des prêts aux immigrants</a></li> </ul>
Francophones	<p><a href="#">Programmes de financement des langues officielles</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Développement des communautés de langue officielle</a></li> <li>- <a href="#">Éducation dans la langue de la minorité</a></li> <li>- <a href="#">Apprentissage de la langue seconde</a></li> <li>- <a href="#">Promotion de la dualité linguistique</a></li> </ul>

## 1. Personnes âgées

Des témoins ont parlé au Comité de quelques questions concernant les personnes âgées du Canada, par exemple le [Saskatchewan Seniors Mechanism](#), qui réclame davantage de financement pour améliorer l'accès des personnes âgées aux services de proximité.

La [Fédération nationale des retraités](#) et le [Saskatchewan Seniors Mechanism](#) préconisent la hausse des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti (le SRG), tandis que l'[Institut C.D. Howe](#) favorise l'augmentation des prestations du SRG seulement si le budget fédéral affiche un excédent. Le [Congrès du travail du Canada](#) propose de revoir les amputations aux prestations du SRG si les bénéficiaires ont d'autres sources de revenus.

Le [Saskatchewan Seniors Mechanism](#) demande instamment l'élargissement du Régime de pensions du Canada.

D'après la [Fédération nationale des retraités](#), le gouvernement doit établir un indice pour les aînés, tel que promis, qui soit lié aux salaires au lieu des prix. En revanche, l'[Institut C.D. Howe](#) s'oppose à la création d'un tel indice.

Toujours d'après la [Fédération nationale des retraités](#), le gouvernement doit mettre sur pied un groupe d'experts, qui se pencheraient sur l'inégalité des revenus et un revenu minimum garanti pour les personnes âgées.

L'[Institut C.D. Howe](#) indique d'ailleurs qu'il faut adopter des règles bien définies quant aux régimes de retraite à prestations cibles pour employeurs uniques.

## 2. Personnes handicapées

En ce qui a surtout trait au soutien financier accordé aux personnes handicapées, le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) propose au Comité que le gouvernement envisage d'établir un programme de revenu de base pour ces personnes et de bonifier le financement destiné à des projets et à des organisations de défense des personnes handicapées sélectionnées, par l'entremise de la composante Personnes handicapées du Programme de partenariats pour le développement social administré par Emploi et Développement social Canada. De même, [il](#) demande d'augmenter l'investissement dans le Fonds d'intégration, sans compter qu'[il](#) souligne la nécessité d'intensifier les initiatives ciblées visant à accroître la confiance des employeurs et la participation des personnes handicapées sur le marché du travail. Le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) réclame aussi davantage de soutien aux PME pour créer des milieux de travail accessibles.

De surcroît, le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) a défini quelques mesures relatives à la Convention sur les droits des personnes handicapées que le gouvernement devrait prendre : ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention; élaboration d'une stratégie de mise en œuvre de la Convention par le Canada et désigner la Commission canadienne des droits de la personne comme organisme chargé de vérifier la conformité du Canada à la Convention.

L'[Association of Manitoba Municipalities](#) fait valoir que la création d'un environnement accessible est vitale pour le soutien intégral aux personnes handicapées. Elle demande du financement et une orientation à l'intention des provinces qui mettraient en place des modèles d'accès uniformes à l'échelle nationale.

Prônant une amélioration de l'accès et de l'inclusion au Canada, la [Fondation Rick Hansen](#) sollicite du financement pour sa stratégie de l'innovation pour l'accessibilité ainsi que pour ses diverses initiatives de sensibilisation visant à changer les mentalités. Le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) signale le besoin d'accroître le financement pour le transport adapté et de faire reconnaître les langues des signes américaine et québécoise en tant que langues officielles.

Dans ses observations sur les services et les proches aidants des personnes handicapées, le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) déclare que le gouvernement devrait prendre des mesures qui répondent aux besoins liés à l'incapacité, notamment des services de soins de santé et de proximité, des services aux proches aidants, tel des périodes de répit suffisantes. [Il](#) mentionne expressément le besoin en soins de santé accessibles aux personnes handicapées qui vivent dans les réserves ou encore en région rurale ou éloignée.

Concernant les mesures fiscales pour les personnes handicapées, le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) propose que le gouvernement convertisse le crédit d'impôt pour personnes handicapées en crédit remboursable et accorde aussi la prestation pour enfants handicapés aux familles à revenus modestes pour leur enfant âgé de plus de 18 ans atteint de déficiences graves et prolongées. [Il](#) indique par ailleurs qu'il faut harmoniser les règles d'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées avec la perception des prestations d'invalidité versées par le Régime de pensions du Canada. Ainsi les particuliers qui reçoivent des prestations d'invalidité seraient automatiquement admissibles au crédit d'impôt. [Il](#) propose également de bonifier le supplément de la Prestation fiscale pour le revenu de travail pour les personnes admissibles par la prise des mesures suivantes : abaisser le seuil des gains à partir duquel la prestation est versée; supprimer de façon plus graduelle le supplément à mesure que les bénéficiaires gagnent plus de revenus et augmenter le montant du supplément. En outre, le [Congrès du travail du Canada](#) affirme qu'il faut rendre remboursable le crédit d'impôt pour personnes handicapées et en augmenter la valeur.

Le [Conseil des Canadiens avec déficiences](#) présente la proposition suivante : que, comme les personnes handicapées représentent un segment de population particulièrement vulnérable, le gouvernement veille à l'application stricte des mesures de protection énoncées dans la nouvelle loi sur l'aide médicale à mourir.

### **3. Autochtones**

Le Comité a été informé de diverses questions concernant les Autochtones du Canada. Par exemple, l'[Assemblée des Premières Nations](#), l'[Administration financière des Premières Nations](#), l'[Alliance de la Fonction publique du Canada](#), [Oxfam Canada](#), l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#), l'[Association canadienne des agents](#)

[financiers](#), l'[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#) ainsi que la [Saskatchewan Mining Association](#) révèlent la nécessité d'améliorer le soutien donné aux communautés, administrations et membres des Premières Nations grâce aux infrastructures physiques et sociales, à la mise en valeur de ressources, au financement de programmes essentiels et de certaines organisations, aux services à l'enfance et à l'accès à l'éducation.

L'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) déclare qu'il faut combler l'écart de financement dans l'éducation des Premières Nations. L'organisme [Collèges et instituts Canada](#) abonde dans le même sens et prône un financement accru du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire ainsi que de l'aide financière non remboursable pour les étudiants autochtones qui poursuivent leurs études postsecondaires. [Cet organisme](#) affirme également que des fonds devraient être alloués aux programmes de réconciliation dans les établissements d'études postsecondaires.

La [Nation crie Opaskwayak](#), [Universités Canada](#), les [Comptables professionnels agréés du Canada](#), la [Saskatchewan Mining Association](#) ainsi que la [Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#) préconisent tous l'accroissement du soutien aux étudiants autochtones, tandis que l'[Institut C.D. Howe](#) presse le gouvernement d'améliorer le niveau d'instruction des jeunes autochtones.

L'organisme [Collèges et instituts Canada](#) suggère d'étendre le Programme d'éducation de base des adultes du Nord aux collèges et instituts, qui offrent des services à d'autres communautés dans le Nord ou encore en zone rurale ou éloignée.

La [Nation crie Opaskwayak](#) sollicite des fonds pour l'évaluation des déficiences développementales chez leurs membres.

L'[Université Dechinta Bush](#) demande au gouvernement une subvention pour mener à bien le processus d'agrément, offrant ainsi aux étudiants autochtones du Nord des études postsecondaires à long terme.

La [Gabriel Housing Corporation](#) et la [Nation crie Opaskwayak](#) recommandent de financer les programmes de formation professionnelle et de développement des compétences des Autochtones administrés par leurs organisations, alors que l'[Assemblée des Premières Nations](#) réclame qu'on investisse davantage dans la Stratégie et le programme de formation pour les compétences et l'emploi destinés aux Autochtones. La [Nation crie Opaskwayak](#) affirme qu'il faut assouplir les critères d'accès aux programmes d'aide sociale, surtout pour les Autochtones qui quittent la réserve afin de poursuivre un programme de formation de moins de deux ans. [Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Colombie-Britannique](#) et l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) proposent le soutien commun du gouvernement et de l'industrie à la formation donnée dans les communautés autochtones.

La [Nation crie Opaskwayak](#) avance qu'une collaboration entre les Premières Nations et le gouvernement où les prestataires de services auraient voix au chapitre, serait fructueuse : on pourrait ainsi identifier les ressources de financement, les

possibilités économiques et les questions entourant le développement des ressources humaines. [Elle](#) ajoute qu'il faut appuyer un volet efficace consacré au développement des possibilités et des politiques relatives à l'emploi afin de réduire le chômage chez les Autochtones.

L'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) signale l'importance d'appuyer les entrepreneurs autochtones, et la [Chambre de commerce du Canada](#) propose d'aider les entreprises autochtones à améliorer leurs capacités et à devenir des partenaires financiers dans les projets.

La [Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada](#) déclare que le gouvernement devrait s'efforcer d'éliminer la discrimination à l'endroit des Autochtones. [Elle](#) demande que les programmes et services fédéraux respectent les droits des membres des Premières Nations et des autres peuples autochtones garantis par la Charte des droits et libertés et la *Loi canadienne sur les droits de la personne*. En particulier, [elle](#) propose que les responsables fédéraux suivent une formation obligatoire sur la Commission de vérité et réconciliation, la Commission royale sur les peuples autochtones et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Par ailleurs, [elle](#) indique que les administrateurs et employés qui s'occupent de questions concernant le bien-être des enfants des Premières Nations devraient suivre une formation sur le développement de l'enfant, les politiques passées et actuelles concernant les enfants des Premières Nations ainsi que sur les examens et ordonnances pertinents.

En outre, la [Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada](#) demande que le gouvernement se conforme entièrement au principe de Jordan. [Elle](#) le presse aussi de fournir au Tribunal canadien des droits de la personne toutes les données et informations relatives aux trois poursuites qu'elle intente avec d'autres parties contre le procureur général du Canada (au nom du ministre des Affaires autochtones et du Nord).

La [Nation crie Opaskwayak](#) prône un soutien pour développer des capacités dans la transformation à valeur ajoutée concernant les ressources en poisson et fourrure sauvage de la région.

Le [Front des artistes canadiens](#) et [Theresie Tungilik](#) attirent l'attention sur l'importance d'établir les droits de suite pour les artistes autochtones.

L'[All Nations Hope Network](#) propose que le gouvernement déploie davantage d'efforts pour les soins, le traitement et le soutien donnés aux Autochtones atteints d'un virus d'immunodéficience humaine.

#### **4. Défavorisés**

En renseignant le Comité sur les défavorisés, [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) recommande au gouvernement de s'engager à réduire les taux de pauvreté et à s'assurer que les personnes vulnérables sur le plan financier ont accès aux droits et aux prestations gouvernementales. [Oxfam Canada](#) propose que le



gouvernement investisse davantage dans la protection sociale et les services publics afin de réduire la pauvreté, et l'[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#) et l'[Institut Cooper](#) suggère que le gouvernement mette en œuvre un projet de revenu de base garanti.

En ce qui a trait aux enfants issus de ménages à faible revenu, [Repaires jeunesse du Canada](#) exhorte le gouvernement à mettre sur pied des programmes parascolaires et à investir dans le programme Visez la réussite de Rogers.

## 5. Anciens combattants

On a parlé au Comité de questions entourant les anciens combattants du Canada, et l'organisme [Vétérans Canada](#) a souligné la nécessité de mettre en œuvre un ensemble de programmes de soutien aux anciens combattants et à leur famille. En particulier, [il](#) cite ceux qui concernent le désendoctrinement, le suivi intensif dans le milieu, les formations et l'amélioration de la qualité de vie des anciens combattants avec une déficience ainsi que l'intégration à l'emploi des anciens combattants dans les secteurs privé et public. [Il](#) réclame aussi l'affectation de fonds aux centres de ressources destinés aux familles de militaires, à la psychoéducation des familles et aux pièces d'identité avec photo pour les anciens combattants et leur famille. Par ailleurs, l'[Association navale du Canada](#) fait observer le besoin d'aider les anciens combattants et leur famille et sollicite des fonds additionnels pour assurer des niveaux de soutien et de soins adéquats.

[Vétérans Canada](#) demande au gouvernement de collaborer avec les anciens combattants lors de l'élaboration de programmes qui leur sont destinés. [Il](#) presse également le gouvernement de mettre en œuvre les priorités énoncées dans la lettre de mandat que le premier ministre du Canada a adressé au ministre des Anciens Combattants.

Afin de favoriser la participation des anciens combattants au marché du travail et à l'économie, [Vétérans Canada](#) indique que les études postsecondaires subventionnées par le gouvernement doivent être accessibles aux anciens combattants et propose donc un programme d'alternance travail-études pour les aider à réintégrer progressivement le marché du travail. [Il](#) préconise aussi les programmes d'aide à l'emploi pour les anciens combattants et au lancement d'entreprises leur appartenant.

Attirant l'attention sur le soutien financier accordé aux anciens combattants, [Vétérans Canada](#) explique la nécessité d'apporter des changements à l'allocation pour perte de revenus. [Il](#) affirme que l'allocation ne devrait pas être amputée du montant total du revenu d'emploi, et [il](#) demande qu'elle tienne compte de l'augmentation de salaire obtenue par l'ancien combattant s'il avait poursuivi sa carrière militaire. En outre, [il](#) demande au gouvernement de cotiser au régime de retraite des Forces canadiennes après la démobilisation d'un militaire s'il reçoit l'allocation pour perte de revenus. L'[Equitas Disabled Soldiers Funding Society](#) recommande au gouvernement d'instaurer un régime de pension d'invalidité pour les soldats de retour au pays.

## 6. Réfugiés et immigrants

En discutant des besoins des réfugiés, [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) recommande au Comité que le gouvernement consulte le Conseil canadien des réfugiés et les signataires d'entente de parrainage à propos des modifications au Programme de prêts aux immigrants et qu'il assume intégralement les coûts de transport au lieu d'accorder des prêts. Dans la même veine, l'[Alliance canadienne du secteur de l'établissement des immigrants](#) prône l'élimination des prêts à intérêt pour le transport, tandis que le [Conseil canadien pour les réfugiés](#) laisse entendre que le gouvernement devrait assumer les dépenses en transport des réfugiés. Le [Congrès du travail du Canada](#) réclame d'autres fonds pour soutenir les réfugiés syriens nécessitant une formation linguistique et en compétences essentielles, et le [Conseil canadien pour les réfugiés](#) souligne le besoin de délivrer immédiatement des permis de travail aux réfugiés.

La [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) indiquent qu'il faut améliorer le taux d'établissement permanent des immigrants au Nouveau-Brunswick et élargir le programme de partenariats avec les immigrants. Le [Conseil consultatif en matière de croissance économique](#) recommande au gouvernement d'augmenter le nombre d'immigrants et de veiller à ce que le processus d'immigration attire une main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée. [II](#) affirme aussi que le gouvernement doit réduire les restrictions imposées aux étudiants étrangers désireux de rester au pays après leurs études.

De l'avis de [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#), le gouvernement devrait collaborer avec les provinces et les organismes de réglementation pour appliquer des politiques propices à l'accès aux études et à la formation dont les immigrants ont besoin pour redevenir qualifiés. La [Vancouver Community College Faculty Association](#) et l'[Alliance canadienne du secteur de l'établissement des immigrants](#) relèvent tous deux la nécessité de faciliter l'accès aux programmes de langue et à l'emploi destinés aux immigrants. En particulier, la [Vancouver Community College Faculty Association](#) mentionne la nécessité de financer le programme Homefront où des bénévoles enseignent l'anglais en langue seconde.

En ce qui touche en particulier l'intégration des immigrants au marché du travail canadien, [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) recommande au gouvernement de soutenir financièrement les organisations qui aident directement les immigrants à s'établir. La [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) proposent que les nouveaux arrivants aient un accès amélioré aux emplois et aux occasions d'achat d'une entreprise, surtout dans le Canada atlantique.

Le [Conseil canadien pour les réfugiés](#) indique qu'il faut changer les politiques d'immigration pour accorder la résidence permanente aux travailleurs temporaires étrangers, aux survivants de la traite des personnes et aux ressortissants non expulsables du Canada en raison d'une suspension des renvois vers leur pays d'origine. [II](#) ajoute que le gouvernement devrait s'engager à affecter d'autres ressources pour accélérer le processus de réunification des familles de réfugiés et pour financer les services d'établissement aux réfugiés et aux immigrants. Selon l'[Institut Cooper](#), le gouvernement

devrait veiller à ce que les travailleurs migrants soient admissibles à la résidence permanente.

L'[Alliance canadienne du secteur de l'établissement des immigrants](#) propose la mise sur pied d'un programme d'appui aux immigrants traumatisés.

## **7. Francophones**

La situation des communautés francophones et acadienne du Canada a fait l'objet de débats lors des audiences du Comité, et la [Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#) déclare que le gouvernement doit veiller au financement nécessaire à la mise en œuvre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023. [La Fédération](#) sollicite aussi des fonds supplémentaires pour les programmes de financement des langues officielles de Patrimoine canadien.

La [Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#) ajoute que le gouvernement doit assurer l'accès à la formation professionnelle en français et introduire des mesures d'appui à la formation et au développement des compétences dans cette langue.

En ce qui a trait aux jeunes, la [Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#) fait savoir que le gouvernement doit appuyer l'emploi chez les jeunes francophones et acadiens par la prise de mesures au sein de la collectivité et s'assurer que les jeunes francophones et non francophones bénéficient également de la Stratégie emploi jeunesse.

La [Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#) explique aussi qu'il faut mettre en place une stratégie d'appui aux médias communautaires, en particulier les stations radio et journaux qui offrent du contenu en français.

## **8. Huttériens**

Se concentrant sur les communautés huttériennes du Canada, [MNP LLP](#) fait savoir au Comité qu'il faut modifier l'article 143 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour que les huttériens puissent réclamer la prestation fiscale pour le revenu gagné et respecter ainsi les croyances de leur confession sur le droit de propriété. [Il](#) presse également le gouvernement de modifier l'article pour que la congrégation huttérienne ait le droit de déduire des montants réputés versés à leurs enfants de la même manière que ceux versés à des agriculteurs non huttériens.

## **9. Gens vivant à l'étranger**

La [Banque canadienne de grains](#), [Oxfam Canada](#), le [Congrès du travail du Canada](#), le [Conseil canadien pour la coopération internationale](#) et le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) ont parlé au Comité de la nécessité d'appuyer les gens vivant à l'étranger. Ceux-ci signalent le besoin de bonifier l'aide internationale du Canada et le budget général annuel de l'Aide publique au développement; en particulier, on vise à investir dans ce dernier budget à hauteur de 0,7 % du revenu national brut du Canada.

Le [Conseil canadien pour la coopération internationale](#) et le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) réclament qu'une partie précise du budget d'aide international soit allouée aux pays les moins développés et aux États fragiles. Le [Conseil canadien pour la coopération internationale](#) propose aussi que le Canada devienne l'un des trois principaux donateurs dans plusieurs pays d'intérêt, affirmant que le gouvernement doit s'engager à rendre publiques tous les ans les sommes versées en aide internationale.

[Oxfam Canada](#) préconise de prioriser la santé et l'éducation dans les politiques de développement et d'aide internationales du gouvernement. En ce qui concerne les femmes en particulier, le [Conseil canadien pour la coopération internationale](#), [Oxfam Canada](#) et la [Banque canadienne de grains](#) recommandent au gouvernement de financer les organisations qui mènent des analyses sexospécifiques dans les pays en développement, les organisations et mouvements internationaux de défense des droits de la femme ainsi que les projets agricoles pour l'autonomisation des femmes. [Oxfam Canada](#) ajoute que le gouvernement doit faire en sorte que des fonds de l'aide internationale soient consacrés précisément à l'avancement des droits de la femme, à son autonomisation et à son égalité.

Concernant l'annonce sur l'aide versée aux pays en développement pour leur lutte contre les changements climatiques prévue dans le budget fédéral de 2016, le [Conseil canadien pour la coopération internationale](#) déclare que cette aide devrait s'ajouter au budget du Canada pour la coopération en développement déjà prévu.

[Oxfam Canada](#) exhorte le gouvernement à aider les pays en développement dans leurs actions pour renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption et à appuyer ceux désireux d'entreprendre une réforme fiscale. L'organisme le presse aussi de soutenir les réformes fiscales mondiales qui mettent tous les pays sur un pied d'égalité et qui s'attaquent aux problèmes non visés par le projet de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et du transfert des bénéficiaires et aider à la mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre du projet tant au Canada qu'à l'étranger.

## **10. Les recommandations du Comité**

Reconnaissant que certains groupes de Canadiens nécessitent du soutien supplémentaire adapté à leur situation, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 12**

**Que le gouvernement du Canada mette en place un indice pour les aînés afin d'établir le montant par lequel les prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti devraient être augmentées.**

### **RECOMMANDATION 13**

**Que le gouvernement du Canada appuie les objectifs de l'Administration financière des Premières Nations, qui vise à améliorer les perspectives économiques des peuples autochtones, et évalue si son modèle de financement devrait être élargi à l'échelle nationale.**

#### **RECOMMANDATION 14**

**Que le gouvernement du Canada entreprenne immédiatement une évaluation du programme de protection de la jeunesse chez les Premières Nations et qu'il mette en œuvre des réformes de manière à ce que les enfants demeurent avec leur famille et pour renforcer les collectivités.**

#### **RECOMMANDATION 15**

**Que le gouvernement du Canada veille à ce que les fonctionnaires fédéraux reçoivent une formation sur les recommandations contenues dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation.**

#### **RECOMMANDATION 16**

**Que le gouvernement du Canada examine le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire afin de garantir son efficacité maximale ainsi que la réussite et la motivation du plus grand nombre d'étudiants. En outre, le gouvernement devrait éliminer le plafond de financement de 2 % dans le but de régler l'arriéré des demandes provenant d'étudiants inuits, métis et des Premières Nations.**

#### **RECOMMANDATION 17**

**Que le gouvernement du Canada investisse dans l'enseignement sur la réconciliation dans les établissements postsecondaires canadiens qui en font la demande.**

#### **RECOMMANDATION 18**

**Que, dans le cadre d'une relation de nation à nation, le gouvernement du Canada investisse dans des programmes autochtones de leadership et d'enseignement permettant aux jeunes, aux aînés et aux membres des collectivités de jouer un rôle en matière de gestion de l'environnement pour protéger les terres et les eaux des territoires traditionnels.**

#### **RECOMMANDATION 19**

**Que le gouvernement du Canada accorde des fonds supplémentaires au programme Bâtir un avenir meilleur d'Inspire, qui offre des bourses d'excellence, des bourses d'études et des prix à des étudiants autochtones qui font des études postsecondaires, et qu'il accorde une attention particulière à ceux dont les besoins financiers sont les plus criants.**

#### **RECOMMANDATION 20**

**Que le gouvernement du Canada finance l'établissement d'universités dirigées par des Autochtones qui respectent le savoir traditionnel et les langues autochtones et qui sont dotées d'une solide structure de gouvernance autochtone, et qui démontrent un engagement à l'égard des valeurs autochtones.**

#### **RECOMMANDATION 21**

**Que le gouvernement du Canada, de concert avec une province ou un territoire, entreprenne une étude longitudinale sur plusieurs années et mette en œuvre un projet pilote axé sur le principe du revenu garanti.**

#### **RECOMMANDATION 22**

**Qu'en ce qui concerne les anciens combattants, le gouvernement du Canada reconnaisse l'interruption de l'avancement professionnel dans ses prestations financières. Le gouvernement devrait s'assurer que les personnes touchées par une maladie ou une blessure liée à leur service qui ont dû mettre fin à leur carrière de manière prématurée reçoivent un soutien au revenu qui comprend des échelles qui tiennent compte de l'interruption de la carrière.**

#### **RECOMMANDATION 23**

**Que le gouvernement du Canada mette en œuvre l'option d'une prestation à vie pour les anciens combattants blessés. En outre, le gouvernement devrait garantir aux anciens combattants blessés l'accès à des conseils et à un soutien financier afin de les aider à déterminer quelle forme d'indemnisation leur est la plus avantageuse, à eux et à leur famille.**

#### **RECOMMANDATION 24**

**Que le gouvernement du Canada crée une nouvelle allocation d'études pour les vétérans afin d'aider ces derniers à réintégrer le marché du travail, et de contribuer ainsi à accroître la main-d'œuvre qualifiée au Canada. Cette allocation devrait couvrir entièrement les frais de scolarité de jusqu'à quatre années d'études collégiales, universitaires ou techniques aux vétérans des Forces canadiennes qui ont terminé leur service.**

#### **RECOMMANDATION 25**

**Que le gouvernement du Canada continue d'œuvrer à la mise en place d'un programme national sur le trouble de stress post-traumatique pour les anciens combattants et les d'autres membres du personnel de sécurité relevant de la compétence fédérale.**

#### **RECOMMANDATION 26**

**Que le gouvernement du Canada investisse des fonds dans la réduction du délai de traitement des demandes d'immigration et de visas de travail.**

#### **RECOMMANDATION 27**

**Que le gouvernement du Canada modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la *Loi sur le droit d'auteur* afin de garantir, au Canada, des droits de suite aux artistes.**

#### **RECOMMANDATION 28**

**Que le gouvernement du Canada hausse le financement au Programme d'aide aux athlètes de manière à tenir compte de l'accroissement du coût de la vie. Toutefois, cette mesure ne doit pas réduire le nombre d'athlètes qui reçoivent une aide financière dans le cadre de ce programme.**

#### **RECOMMANDATION 29**

**Que le gouvernement du Canada appuie le secteur culturel canadien :**

- **en augmentant le financement offert au Fonds du livre du Canada;**
- **en augmentant le financement offert au Fonds de la musique du Canada;**
- **en créant un fonds pour l'exportation de musique.**





## **CHAPITRE TROIS : ENTREPRISES**

---

Lorsqu'il a entrepris ses consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral de 2017, le Comité a posé la question suivante : quelles mesures fédérales aideraient les entreprises canadiennes – de toutes les régions et de tous les secteurs – à atteindre leurs objectifs en matière d'expansion, d'innovation et de prospérité, et contribueraient ainsi à la croissance économique du pays?

Les témoins du Comité ont répondu en formulant des observations sur l'impôt des sociétés, la réglementation et les frais; l'aide aux nouvelles entreprises et aux entreprises en expansion; l'emploi; la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation; le commerce et l'investissement; les propositions visant des secteurs en particulier.

## A. IMPÔT DES SOCIÉTÉS, RÉGLEMENTATION ET FRAIS

En ce qui concerne l'impôt des sociétés, la réglementation et les frais, les témoins du Comité ont présenté un vaste éventail de propositions liées aux taux d'imposition des sociétés et à d'autres mesures fiscales, aux taux de déduction pour amortissement, au transfert d'une entreprise à un nouveau propriétaire, et à la réglementation et aux frais des cartes de crédit.

### Taux de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés, années choisies, 1960-2016 (%)

	Taux d'imposition du revenu général des sociétés	Taux d'imposition du revenu des sociétés tiré de la fabrication et de la transformation	Taux d'imposition des sociétés avec la déduction accordée aux petites entreprises	Taux de la surtaxe des sociétés
1960	8,0 % < 25 000 \$ 37,0 % > 25 000 \$	8,0 % < 25 000 \$ 37,0 % > 25 000 \$	8,0 % < 25 000 \$ 37,0 % > 25 000 \$	0,0
1970	8,0 % < 35 000 \$ 37,0 % > 35 000 \$	8,0 % < 35 000 \$ 37,0 % > 35 000 \$	8,0 % < 35 000 \$ 37,0 % > 35 000 \$	1,50
1980	36,0	30,0	15,0	1,80
1990	28,0	24,5	12,0	0,84
2000	28,0	21,0	12,0	1,12
2001	27,0	21,0	12,0	1,12
2002	25,0	21,0	12,0	1,12
2003	23,0	21,0	12,0	1,12
2004– 2007	21,0	21,0	12,0	1,12
2008	19,5	19,5	11,0	0,0
2009	19,0	19,0	11,0	0,0
2010	18,0	18,0	11,0	0,0
2011	16,5	16,5	11,0	0,0
2012– 2015	15,0	15,0	11,0	0,0
2016	15,0	15,0	10,5	0,0

Source : Tableau préparé à l'aide de données obtenues de : *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1, diverses années.

#### 1. Taux d'imposition des sociétés et autres mesures fiscales

Le Comité a été informé du fardeau fiscal global des sociétés, le [Business Council of Manitoba](#), la [Chambre de commerce de Fredericton](#), la [Chambre de commerce de Halifax](#) et [Forêt NB](#) demandant au gouvernement de le réduire.

La [Banque HSBC du Canada](#), le [Conseil canadien des affaires](#), le [Chambre de commerce de Halifax](#) et la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont proposé une réduction du taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés, tandis que le [Conference Board du Canada](#) et les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont indiqué que les taux d'imposition des sociétés devraient demeurer à leurs niveaux actuels ou être réduits, puisqu'ils sont concurrentiels à l'échelle internationale. Toutefois, [Oxfam Canada](#), l'[Alliance de la Fonction publique du Canada](#) et l'[Institut Cooper](#) ont plaidé en faveur d'une augmentation du taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés, le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) indiquant que les grandes sociétés devraient payer leur « juste part » des impôts.

En ce qui concerne la déduction accordée aux petites entreprises, l'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#), la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#), [Restaurants Canada](#), la [Chambre de commerce de Halifax](#), la [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) ont préconisé la diminution des impôts pour les entreprises admissibles. [CONTAX Inc.](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) ont proposé l'augmentation du seuil de revenu pour la déduction accordée aux petites entreprises. L'[Institut C.D. Howe](#) a laissé entendre qu'il faudrait établir un groupe de travail et lui donner le mandat de faire la distinction entre les nouvelles petites entreprises axées sur la croissance et les entreprises ayant des ambitions de croissance limitées; la déduction accordée aux petites entreprises devrait être offerte aux premières. La [Chambre de commerce de Fredericton](#), la [Banque HSBC du Canada](#) et le [Conseil canadien des affaires](#) ont indiqué que les grandes et les petites entreprises devraient être imposées à des taux semblables.

En ce qui concerne les secteurs dans lesquels les entreprises ne sont actuellement pas admissibles à la déduction accordée aux petites entreprises – ou ne pourront pas l'être à l'avenir –, l'[Association médicale canadienne](#) et l'[Association canadienne des radiologistes](#) ont demandé que les structures médicales de groupe soient exemptées des changements proposés dans le budget fédéral de 2016, qui feraient en sorte que bon nombre de ces structures ne soient plus admissibles à la déduction accordée aux petites entreprises. Le [Conseil canadien du camping et du VR](#) et la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) ont déclaré que les terrains de camping et les installations d'entreposage devraient être considérés respectivement comme des « entreprises actives » afin d'être admissibles à la déduction accordée aux petites entreprises.

Des témoins ont insisté sur l'inclusion ou l'élimination de certaines déductions et de certains crédits d'impôt accordés aux entreprises dans le but de déterminer les taxes à payer par celles-ci. Par exemple, l'[Institut C.D. Howe](#) a demandé une réduction pour les avoirs des entreprises qui réduirait leurs profits imposables, tandis que [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) a proposé l'adoption d'un crédit d'impôt fédéral à l'investissement dans la région de l'Atlantique. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a vivement recommandé l'examen et la possible élimination des déductions des frais de repas et de représentation pour les entreprises.

En mettant l'accent sur les déductions et les crédits offerts aux entreprises du secteur minier et du secteur gazier et pétrolier, la [Coalition du budget vert](#) a appuyé

l'élimination progressive des divers crédits et déductions à l'exploration et à l'exploitation. La [Saskatchewan Mining Association](#) a demandé l'adoption de politiques fiscales encourageant l'accès aux capitaux des petites sociétés faisant de l'exploration minière.

Selon la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#), les cotisations sociales sont lourdes pour les entreprises en général et pour les petites et moyennes entreprises en particulier. Elle a laissé entendre qu'il faudrait réduire les cotisations de l'employeur au Régime de pension du Canada et au régime de l'assurance-emploi. Selon l'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#), les entreprises offrant des régimes de pension généraux devraient être exemptées du versement des cotisations au Régime de pension du Canada.

En ce qui concerne les médias numériques et le commerce en ligne, [Unifor](#), l'[Association canadienne des télécommunications sans fil](#), le [Syndicat canadien de la fonction publique](#), l'[Association canadienne des agents financiers](#) et les [Amis de la radiodiffusion](#) ont proposé que les entreprises internationales de ces secteurs – comme Netflix et Uber – soient assujetties à l'impôt canadien d'une manière comparable aux entreprises canadiennes.

En outre, les [Amis de la radiodiffusion](#) ont proposé au gouvernement de prendre les mesures suivantes : éliminer la déductibilité des dépenses engagées dans la publicité apparaissant sur des plateformes Internet appartenant à des intérêts étrangers ou contrôlés par ceux-ci; exiger de toutes les entreprises de médias numériques qu'elles versent une partie de leurs revenus à la production de contenu canadien; élargir le crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne aux émissions de nouvelles locales.

En ce qui concerne les coopératives de crédit et les institutions financières coopératives, le [Mouvement des caisses Desjardins](#), [Interior Savings Credit Union](#), l'[Association canadienne des coopératives financières](#) et [First West Credit Union](#) ont indiqué que les lois et règlements fédéraux en matière d'impôt devraient tenir compte des différences inhérentes entre les coopératives et les coopératives de crédit et ils ont demandé le rétablissement de la déduction supplémentaire accordée aux coopératives de crédit, qu'on a commencé à éliminer progressivement en 2013. [Interior Savings Credit Union](#) a demandé la création de mesures fiscales incitatives pour la propriété coopérative.

Des témoins ont aussi proposé un éventail d'autres modifications à l'impôt sur le revenu des sociétés. Par exemple, l'[Institut C.D. Howe](#) a déclaré que la taxe d'accise sur l'essence et le carburant d'aviation devrait être supprimée, et [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) a appuyé l'élimination des exigences de prélèvement fiscal à la source visant des services fournis au Canada par un non-résident quand celui-ci certifie que le revenu est exonéré d'impôt au Canada en vertu d'une convention fiscale.

## 2. Taux de déduction pour amortissement

En ce qui concerne les taux de déduction pour amortissement, le Comité a été informé des besoins dans un certain nombre de secteurs précis, dont les télécommunications. Par exemple, l'[Association canadienne de la technologie de l'information](#) a indiqué qu'il faudrait normaliser et augmenter les taux appliqués aux actifs des technologies de l'information et des communications, tandis que l'[Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications](#) a présenté une demande semblable en ce qui concerne les nouvelles dépenses engagées par les fournisseurs de services Internet et de services cellulaires desservant des régions rurales ou éloignées. L'[Association canadienne des télécommunications sans fil](#) a plaidé en faveur d'une hausse du taux pour les actifs de télécommunications amortissables.

En ce qui concerne les taux de déduction pour amortissement dans d'autres secteurs, la [Chambre de commerce du Canada](#) a appuyé une hausse du taux pour un large éventail de biens d'équipement et d'actifs technologiques, tandis que l'[Association canadienne de la construction](#) a demandé une hausse du taux pour les actifs de catégorie 38; l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) a vivement recommandé un examen des taux dans le secteur de la production de pétrole. L'[Association des industries solaires du Canada](#) a recommandé le changement des règles comptables concernant l'amortissement des actifs dans les énergies renouvelables.

Les [Producteurs laitiers du Canada](#) ont affirmé qu'il ne faut pas procéder au changement annoncé visant à remplacer le régime des immobilisations admissibles par un régime de déduction pour amortissement.

## 3. Transfert d'une entreprise à un nouveau propriétaire

Renseignant le Comité sur le transfert d'une entreprise à un nouveau propriétaire, la [Chambre de commerce de Fredericton](#) a proposé au gouvernement d'examiner l'impôt sur les gains en capital lié aux transferts intergénérationnels d'entreprises, tandis que l'[Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec](#) et l'[Agricultural Producers Association of Saskatchewan](#) ont indiqué qu'il faudrait adopter le projet de loi C-274, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (transfert d'une petite entreprise ou d'une société agricole ou de pêche familiale), en vue de faciliter les transferts intergénérationnels d'entreprises. Selon la [Conference for Advanced Life Underwriting](#), les transferts intergénérationnels d'entreprises sans aucune incidence fiscale devraient être élargis de manière à inclure tous les membres de la famille.

Selon le [Mouvement des caisses Desjardins](#), le gouvernement devrait augmenter la quantité d'information sur les transferts d'entreprises et améliorer la qualité de cette dernière, et il devrait établir un processus afin que les groupes intervenant dans les transferts d'entreprises déploient des efforts concertés; ces groupes comprennent des associations professionnelles et des corps de métier, ainsi que des organisations gouvernementales. La [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont plaidé en faveur de l'élargissement du programme de jumelage aux fins de planification de la relève de

Fredericton, qui permet de jumeler des immigrants avec des propriétaires d'entreprises souhaitant vendre leur entreprise.

Formulant des observations sur les transferts intergénérationnels d'exploitations agricoles, [Keystone Agricultural Producers](#), l'[Alliance agricole du Nouveau-Brunswick](#), l'[Union des producteurs agricoles](#), la [Prince Edward Island Federation of Agriculture](#) et la [Fédération canadienne de l'agriculture](#) ont demandé que les dispositions de roulement et les exemptions sur les gains en capital pour les transferts d'exploitations agricoles familiales ne s'appliquent pas seulement aux enfants, mais aussi à d'autres membres de la famille. Le [Syndicat national des cultivateurs](#) a proposé au gouvernement de présenter des mesures ne reposant pas sur les prêts consentis à une personne achetant l'exploitation agricole d'une personne de la génération précédente ou sur le paiement d'intérêts par cette personne.

#### **4. Réglementation et frais des cartes de crédit**

Le Comité a été informé de la réglementation considérée par les entreprises comme étant trop lourde. Par exemple, l'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#), la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) et la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont souligné la nécessité d'éliminer les formalités gouvernementales. En outre, la [Chambre de commerce de Halifax](#), les [Manitoba Chambers of Commerce](#) et l'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#) ont demandé au gouvernement de consulter les entreprises avant d'adopter de nouveaux règlements.

En ce qui concerne la réglementation propre aux institutions financières et au secteur financier, le [Mouvement des caisses Desjardins](#), l'[Association canadienne des coopératives financières](#) et [Interior Savings Credit Union](#) ont appuyé l'examen exhaustif du traitement des plus petites institutions financières et des institutions financières de coopératives, et de la loi sur les services financiers en vue d'établir un équilibre entre la stabilité financière et la concurrence accrue. Selon l'[Association canadienne des coopératives financières](#) et [Interior Savings Credit Union](#), les institutions financières dont un certain pourcentage de leurs actifs est détenu par des non-résidents ne devraient pas être tenues de mettre en œuvre la Norme commune de déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Aussi, l'[Association canadienne des coopératives financières](#) a indiqué que la réglementation portant sur les prêts hypothécaires devrait être assujettie à une « pause réglementaire », de sorte que les répercussions des règles hypothécaires nouvellement mises en œuvre soient examinées avant l'entrée en vigueur de règles supplémentaires sur le partage des risques du prêteur pour les prêts hypothécaires assurés garantis par le gouvernement.

L'[Institut C.D. Howe](#) a proposé l'adoption du traitement numérique des chèques et la mise à niveau du Système automatisé de compensation et de règlement en vue d'augmenter sa vitesse et de réduire ses coûts.

L'[Association canadienne des aliments de santé](#) a fait référence à plusieurs règlements touchant les produits alimentaires de santé naturels et a laissé entendre qu'il faudrait modifier la Politique d'importation et d'exportation des produits de santé de Santé Canada au titre de la *Loi sur les aliments et drogues* et de ses règlements en vue d'empêcher les fournisseurs de vendre des produits au Canada, par l'intermédiaire d'Internet, non conformes au *Règlement sur les aliments et drogues*. Elle a aussi affirmé que tous les changements proposés à l'étiquetage des aliments devraient être mis en œuvre en même temps et a indiqué que le gouvernement devrait exiger l'étiquetage des ingrédients génétiquement modifiés dans tous les produits alimentaires destinés à la consommation humaine.

En ce qui concerne la production de rapports et la planification fiscale des entreprises, l'[Association canadienne des agents financiers](#) a plaidé en faveur de la mise en œuvre de la déclaration pays par pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques à un seuil d'activité financière plus faible; l'approbation de tous les produits fiscaux par l'Agence du revenu du Canada et leur inscription auprès de cette dernière; la divulgation de la propriété effective de toutes les entités constituées au Canada. Selon le [Conseil du patronat du Québec](#), le Canada devrait conclure des ententes de poursuite suspendue afin d'alléger le fardeau des procédures judiciaires sur le système de justice et d'encourager l'autodéclaration et la conformité en matière fiscale.

Selon [Unifor](#), le gouvernement devrait adopter un décret en vue d'ordonner au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes de lever ses exemptions relatives aux médias numériques pour les diffuseurs et les distributeurs en ligne, qui ce obligerait les entreprises étrangères menant des activités numériques à présenter des demandes de permis au Canada.

La [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) et la [Fédération canadienne de l'agriculture](#) ont laissé entendre qu'il faudrait réduire au minimum la mesure dans laquelle les systèmes réglementaires font obstacle à l'innovation.

L'[Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec](#), le [Conseil canadien du commerce de détail](#), [Restaurants Canada](#) et l'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#) ont affirmé que les frais d'interchange des cartes de crédit devraient être plafonnés, tandis que l'[Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec](#) a demandé au gouvernement d'appuyer le projet de loi C-236, Loi modifiant la Loi sur les réseaux de cartes de paiement (frais d'acceptation d'une carte de crédit), qui donnerait au gouverneur en conseil le pouvoir de limiter ces frais.

## **5. Recommandations du Comité**

Estimant que les entreprises qui planifient la relève doivent être en mesure d'envisager autant d'options que possible pour le transfert de leurs activités, que le traitement fiscal des revenus des entreprises devrait refléter la nature des activités des entreprises et que les taux de déduction pour amortissement devraient être liés à la durée de vie utile des biens, le Comité recommande :

### RECOMMANDATION 30

Que le gouvernement du Canada examine en profondeur le traitement fiscal des transferts intergénérationnels d'entreprises.

### RECOMMANDATION 31

Que le gouvernement considère les revenus des terrains de camping et des installations d'entreposage comme des « revenus tirés d'une exploitation active » au moment de déterminer leur admissibilité à la déduction accordée aux petites entreprises.

### RECOMMANDATION 32

Que le gouvernement du Canada revoit et modifie les taux de déduction pour amortissement pour refléter l'évolution de la technologie et de la durée de vie utile des biens.

## B. AIDE AUX NOUVELLES ENTREPRISES ET AUX ENTREPRISES EN EXPANSION

Les témoins du Comité ont mis en lumière des façons d'aider les nouvelles entreprises et les entreprises en expansion. En particulier, ils ont formulé des observations sur les organismes de développement régional, les entrepreneurs, les grappes et les incubateurs, ainsi que l'accès au financement.

### Entrepreneurs (autonomes qui ont des employés) en pourcentage de la population active canadienne, par région, 2006-2011 (%)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	4,85	4,78	4,73	4,63	4,54	4,47
Atlantique	4,59	4,37	4,31	4,16	4,12	4,02
Québec	4,53	4,51	4,35	4,24	4,38	4,24
Ontario	4,43	4,52	4,60	4,49	4,20	4,23
Prairies	5,42	5,16	5,00	4,72	5,01	4,82
Colombie-Britannique	6,07	5,74	5,62	5,82	5,40	5,29

Nota : Le terme « entrepreneurs » comprend ceux qui travaillent pour leur compte et ceux qui embauchent des employés. Au Canada, on comptait 1 835 100 entrepreneurs en 2011.

Source : Tableau préparé à l'aide de données obtenues de : Banque de développement du Canada, [Indice BDC de la nouvelle activité entrepreneuriale - 2012](#), p. 4-7, consulté le 21 septembre 2016.



## 1. Organismes de développement régional

Les témoins ont renseigné le Comité sur les organismes de développement régional, la [Chambre de commerce de Fredericton](#) affirmant que l'Agence de promotion du Canada atlantique devrait recevoir plus de fonds afin de répondre aux besoins de toutes les entreprises et [Diversification de l'économie de l'Ouest – Alberta](#) demandant plus de fonds pour son Initiative d'innovation dans l'Ouest. L'[Agence de promotion du Canada atlantique – Nouvelle-Écosse](#), [Diversification de l'économie de l'Ouest – Colombie-Britannique](#), l'[Agence de promotion du Canada atlantique – Terre-Neuve-et-Labrador](#) et l'[Initiative fédérale de développement économique dans le Nord de l'Ontario](#) ont soutenu que, même s'ils disposent de suffisamment de fonds, il leur serait utile d'en recevoir plus. Toutefois, l'[Agence de promotion du Canada atlantique – Nouveau-Brunswick](#) a indiqué qu'elle disposait de ressources appropriées et qu'elle n'en avait pas besoin de plus. [BioVectra Inc.](#) a demandé au gouvernement d'augmenter l'aide accordée à la plateforme de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique de l'Agence de promotion du Canada atlantique.

En ce qui concerne le fonctionnement des organismes de développement régional, [Economic Development Winnipeg Inc.](#) a estimé que le gouvernement devrait examiner la façon dont ces organismes sont régis, atteignent les objectifs stratégiques et communiquent entre eux et avec les autres ordres de gouvernement. De la même manière, [Diversification de l'économie de l'Ouest – Colombie-Britannique](#) a jugé nécessaire l'amélioration de la coordination entre ces organismes et d'autres organismes chargés du développement régional. Les [Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick](#) ont dit que l'Agence de promotion du Canada atlantique devrait mieux se faire valoir. Les [Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick](#) et l'[Union des pêcheurs des Maritimes](#) ont proposé que les critères de l'Agence pour le financement d'activités soient moins restrictifs.

[Economic Development Winnipeg Inc.](#) a vivement recommandé qu'on accorde plus de fonds aux organismes de développement régional locaux comme le sien.

## 2. Entrepreneurs

Concernant les entrepreneurs et l'aide nécessaire à leur réussite, [Opportunités NB](#) a dit au Comité que les gouvernements fédéral et provinciaux devraient faire des efforts supplémentaires pour financer les entrepreneurs. Le [Fond Shaw-Rocket](#) a demandé de l'aide en vue de créer un fond pour les jeunes entrepreneurs en ligne; ce fond serait assorti d'un financement destiné à des outils de découverte en ligne, de sorte qu'on puisse trouver le travail de ces entrepreneurs sur Internet. La [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) a proposé une exonération d'impôt de deux ans pour les nouveaux jeunes entrepreneurs.

Des témoins ont insisté sur les immigrants entrepreneurs, le [Conseil canadien des affaires](#) demandant au gouvernement d'accueillir ce type d'immigrants au Canada. La [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) a quant à elle plaidé en faveur de

l'augmentation du financement accordé au programme PEI Connectors qui vient en aide aux immigrants entrepreneurs.

[Diversification de l'économie de l'Ouest – Manitoba](#) a estimé que le gouvernement devrait aider les petites et moyennes entreprises à avoir accès à des compétences en ressources humaines et à d'autres ressources, ainsi qu'à de nouveaux marchés, tandis que la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) a soutenu que les petites et moyennes entreprises ont besoin d'aide en vue d'adopter de nouvelles technologies. [General Motors du Canada Limitée](#) a demandé au gouvernement d'aider les entreprises désireuses de démarrer ou d'étendre leur portée en favorisant des stratégies en matière de propriété intellectuelle qui les protégeront à mesure qu'elles mondialiseront leurs activités. Selon la [Banque de développement du Canada](#), l'aide devrait cibler uniquement un nombre limité de problèmes liés au développement des petites entreprises.

### 3. Grappes et incubateurs

Le Comité a entendu parler des grappes, [BioAlliance de l'Île-du-Prince-Édouard](#) suggérant que celles-ci soient au cœur de l'aide un peu partout au Canada et [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#) recommandent vivement que l'on continue d'aider les centres d'innovation du Canada.

Un certain nombre de témoins se sont dits en faveur du financement de grappes dans certains secteurs, soit le secteur forestier pour [Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) et l'[Association des produits forestiers du Canada](#), le secteur agroalimentaire, et plus particulièrement l'initiative Grappes agro-scientifiques, pour les [Producteurs laitiers du Canada](#), le secteur de la fabrication numérique pour [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#), le cadre actuel de la super-grappe de l'innovation dans le secteur pétrolier et gazier pour l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) et l'[Alliance pour l'innovation dans les sables bitumineux](#), et le secteur de l'automobile pour [General Motors du Canada Limitée](#).

Parlant du rôle joué par les collèges et les écoles polytechniques dans les grappes, [Polytechnics Canada](#) a demandé des fonds supplémentaires pour le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté. L'[organisme](#) a aussi appuyé la création d'un programme national de bons pour les entreprises grâce auquel les petites et moyennes entreprises pourraient avoir accès à l'expertise et à l'équipement des établissements postsecondaires.

Des témoins ont souligné la nécessité d'établir des partenariats en vue de favoriser l'innovation et la commercialisation, la [Manitoba Chambers of Commerce](#) demandant au gouvernement de favoriser de meilleurs partenariats entre les entreprises, les gouvernements, les universités et les instituts de recherche publics, et [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#) indiquant que le gouvernement devrait établir des partenariats entre les entreprises, les organismes voués au démarrage d'entreprises, les gouvernements et les universitaires. [General Motors du Canada Limitée](#) a proposé au gouvernement de mettre en œuvre des initiatives visant la collaboration et la mise au point d'écosystèmes novateurs.

La [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont préconisé une stratégie de regroupement à l'échelle régionale.

Selon la [Chambre de commerce du Canada](#), le gouvernement devrait investir dans les incubateurs.

#### **4. Accès au financement**

Formulant des observations sur la façon dont le gouvernement pourrait améliorer l'accès des entreprises canadiennes au financement, [Opportunités NB](#) a vivement recommandé aux gouvernements de travailler avec des fournisseurs de capitaux de tous genres en vue de s'assurer que les entreprises canadiennes disposent d'un accès suffisant à des capitaux. L'[organisme](#) a affirmé que l'accès pourrait être amélioré dans le cadre d'initiatives où le secteur public verse un montant équivalant à celui que parvient à recueillir le secteur privé. Toutefois, la [Fédération canadienne des contribuables](#) a laissé entendre que le gouvernement ne devrait pas financer les entreprises du secteur privé ni leur accorder de l'aide.

Attirant l'attention sur les méthodes visant à augmenter le capital de risque, la [Chambre de commerce de Fredericton](#) a indiqué qu'il faudrait ajouter la *Loi du Nouveau-Brunswick sur le crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises* à la liste des lois aux termes desquelles une société peut être enregistrée ou inscrite en vue d'être admissible à titre de société à capital de risque aux fins de l'exonération cumulative des gains en capital. La [Chambre de commerce du Canada](#) et [General Motors du Canada Limitée](#) ont demandé un crédit d'impôt remboursable pour les investissements en capital de risque effectués dans des entreprises admissibles. Aussi, la [Chambre de commerce du Canada](#) a proposé la création d'une exonération d'impôt pour les gains en capital obtenus du financement en capital de risque, ainsi que l'augmentation des investissements au titre du Plan d'action sur le capital de risque et une limite possible au taux de rendement du gouvernement sur ses investissements; tout rendement supérieur à cette limite reviendrait aux capital-risqueurs privés. L'[Institut C.D. Howe](#) a appuyé l'élimination progressive continue du Crédit d'impôt fédéral relatif à une société à capital de risque de travailleurs.

En ce qui concerne les investisseurs providentiels, l'[Organisation nationale du capital providentiel](#) a demandé instamment à ces investisseurs d'augmenter leur financement dans les nouvelles entreprises et les entreprises en expansion. [Elle](#) a aussi demandé au gouvernement de l'aider à étendre la portée de ses programmes régionaux un peu partout au Canada. L'[Organisation nationale du capital providentiel](#) a aussi indiqué que le gouvernement devrait continuer de financer les mesures actuelles visant à aider les investisseurs providentiels à renforcer leurs capacités et elle a mentionné tout particulièrement les organismes de développement régional. Aussi, [elle](#) a affirmé que le gouvernement devrait l'aider à recueillir des données et à présenter des rapports sur les résultats des investisseurs providentiels.

[Interior Savings Credit Union](#), [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#), [BioAlliance de l'Île-du-Prince-Édouard](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) ont laissé

entendre que les actions accréditives seraient un moyen efficace d'augmenter l'investissement privé dans les nouvelles entreprises et dans les entreprises en expansion.

Mettant l'accent sur les entreprises présentes dans les collectivités rurales, [Opportunités NB](#) a plaidé en faveur d'une aide accrue pour les nouvelles entreprises et les entreprises en expansion présentes dans ces collectivités, notamment par l'amélioration de l'accès au capital, la commercialisation, le mentorat et la formation. Aussi, selon [l'organisme](#), le gouvernement devrait soit prendre davantage de mesures pour encourager les capital-risqueurs et les investisseurs providentiels à effectuer des investissements dans les régions rurales, soit effectuer lui-même ces investissements.

Pour augmenter l'investissement privé dans les entreprises à fort potentiel, [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) a demandé au gouvernement de créer des programmes d'investissement dans le cadre desquels le gouvernement et le secteur privé se partageraient les risques.

## **5. Recommandations du Comité**

Reconnaissant que les entreprises ont besoin de soutien lorsqu'elles s'établissent au pays ou à l'étranger, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 33**

**Que le gouvernement du Canada prenne les mesures suivantes en vue d'améliorer les organismes fédéraux de développement régional du Canada et veille à leur pleine participation au programme d'innovation du Canada, ainsi qu'à l'application de ce dernier :**

- **établir un processus grâce auquel les organismes pourront accéder à du financement de base supplémentaire en vue d'investissements massifs;**
- **continuer d'offrir des programmes qui encouragent l'adoption d'infrastructures vertes, la mise à niveau de l'accès et de la connectivité à la large bande haute vitesse et le soutien à l'infrastructure de loisirs et à l'infrastructure sociale des petites collectivités;**
- **garantir des normes de services accrues, qui exigent actuellement qu'une décision concernant une demande soit prise dans les 75 jours, 90 % du temps.**

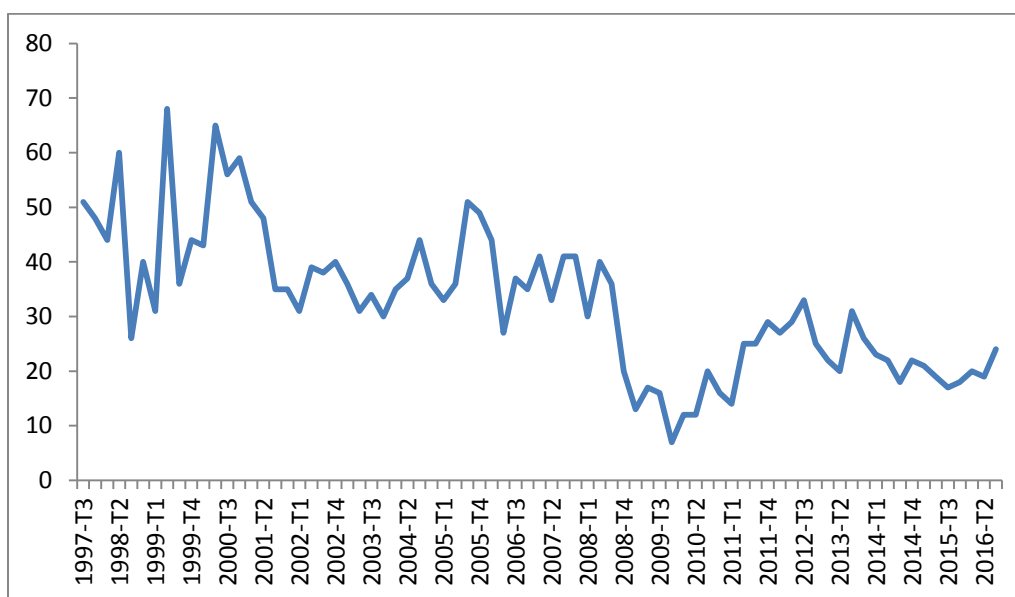
### **RECOMMANDATION 34**

**Que le gouvernement du Canada appuie l'investissement providentiel en investissant dans un réseau de soutien de l'investissement providentiel coordonné à l'échelle nationale; et en permettant à la fois la collecte de données et la présentation de rapports sur les résultats liés aux investissements providentiels obtenus à l'échelle nationale.**

## C. EMPLOI

Les témoins du Comité ont discuté des problèmes liés à l'emploi qu'éprouvent les entreprises, en mettant tout particulièrement l'accent sur les pénuries de main-d'œuvre, et des mesures incitant les entreprises à créer des emplois et à former les employés.

### Entreprises se disant touchées par une pénurie de main-d'œuvre, Canada, 1997-2016 (%)



Source : Banque du Canada, [Enquête sur les perspectives des entreprises](#); diverses années

### 1. Pénuries de main-d'œuvre

Le Comité a appris que l'immigration pourrait être une façon de régler les pénuries de main-d'œuvre. Par exemple, le [Conference Board du Canada](#), le [Conseil économique des provinces de l'Atlantique](#) et l'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) ont laissé entendre que l'entrée au Canada d'un plus grand nombre d'immigrants permettrait de pallier au moins une partie des pénuries de main-d'œuvre. La [Chambre de commerce du Canada](#) a demandé des améliorations au programme Entrée express en vue d'accélérer le traitement des demandes reçues au titre du programme. Le [Business Council of Manitoba](#) a proposé l'élargissement du Programme des candidats des provinces et l'amélioration de la souplesse des provinces en vue de faire face aux différences régionales particulières. Afin d'éviter le déclin de la population et de conserver la population active nécessaire à l'expansion économique, la [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) a indiqué que le gouvernement devrait mettre en œuvre des mesures en matière d'immigration qui répondent aux besoins particuliers des provinces.

Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) a déclaré pour sa part qu'il faudrait déployer des efforts concertés en vue d'intégrer les professionnels formés à l'étranger dans la population active du Canada. De la même façon, la [Chambre de](#)

[commerce de Fredericton](#), [Forêt NB](#) et [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) ont souligné la nécessité d'augmenter le financement des programmes de reconnaissance des qualifications professionnelles afin de les améliorer, tandis que selon la [Chambre de commerce de Halifax](#), il faudrait fournir des fonds supplémentaires aux services d'établissement des immigrants. La [Chambre de commerce de Halifax](#) a aussi appuyé l'augmentation du financement accordé à la formation linguistique.

Le Programme des travailleurs étrangers temporaires a aussi été mentionné, le [Conseil du patronat du Québec](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) demandant l'assouplissement de ses règles, et la [Chambre de commerce du Canada](#) demandant aussi que le gouvernement s'emploie à résoudre les problèmes liés au traitement des demandes. [Restaurants Canada](#) a indiqué qu'il faudrait réformer le programme de sorte qu'il mène à la résidence permanente, et l'[Union des producteurs agricoles](#) a estimé que le programme faisait partie intégrante de la solution aux pénuries de main-d'œuvre. L'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) a appuyé la création d'un programme « employeur de confiance » en vue d'accélérer le traitement des permis d'embauche de travailleurs étrangers temporaires dans le secteur de l'automobile. De la même façon, [General Motors du Canada Limitée](#) a proposé que le gouvernement remplace le Programme des travailleurs étrangers temporaires par un visa d'employeur de confiance ou un visa de talent mondial. Selon la [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#), le gouvernement devrait évaluer les répercussions négatives du nombre limité de travailleurs étrangers temporaires et assouplir les critères d'admissibilité du Programme des travailleurs étrangers temporaires en vue d'y inclure d'autres secteurs touchés par des pénuries de main-d'œuvre.

Indiquant que l'éducation pourrait régler les pénuries de main-d'œuvre, l'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a demandé de l'aide pour la formation en milieu de travail et la promotion par le gouvernement des métiers spécialisés auprès des jeunes. Le [Business Council of Manitoba](#) a laissé entendre que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée au Manitoba pourrait être résorbée si les gouvernements s'assuraient que les élèves autochtones parviennent au même niveau de scolarité que le reste de la population. [General Motors du Canada Limitée](#) a proposé la création d'un groupe consultatif sur le « renforcement des capacités » en vue de jumeler les compétences des étudiants aux besoins des entreprises, tandis que la [Fondation Canada West](#) a indiqué qu'il faudrait aider les employeurs à cerner les compétences, et non les titres de compétences, dont ils ont besoin pour un poste en particulier. La [Banque HSBC du Canada](#), la [Regina and District Chamber of Commerce](#) et la [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) ont affirmé que l'éducation et le perfectionnement des compétences devraient être plus accessibles et mieux correspondent aux besoins des employeurs.

[Restaurants Canada](#) a souligné la nécessité de retenir la main-d'œuvre dans le secteur du tourisme.

## **2. Mesures incitatives visant à créer des emplois et à former les employés**

Le Comité a été informé de la nécessité d'inciter les employeurs à créer des emplois. Par exemple, les [Collèges et instituts du Canada](#) sont favorables aux mesures incitatives financières visant à aider les employeurs – tout particulièrement les petites et moyennes entreprises – à réduire les coûts d'embauche d'étudiants coop et de stagiaires.

Ayant pour objectif de réduire les cotisations sociales, et ainsi les coûts liés à l'emploi, la [Chambre de commerce du Canada](#) a demandé la réduction du taux de cotisation à l'assurance-emploi des employeurs, tandis que la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) a demandé au gouvernement d'accorder un « congé d'assurance-emploi » aux petites et moyennes entreprises embauchant des jeunes; selon [Restaurants Canada](#), ce « congé » devrait être accordé à tous les employeurs. [CONTAX Inc.](#) a plaidé en faveur de la réintroduction du crédit pour l'emploi visant les petites entreprises, qui prévoyait un crédit d'impôt en fonction des changements aux cotisations à l'assurance-emploi payées par un employeur.

En ce qui concerne les mesures incitant les entreprises à former les employés, [Restaurants Canada](#) a proposé la création d'un crédit d'impôt pour la formation professionnelle, à l'intention des employeurs. De la même façon, le [Conseil du patronat du Québec](#) a indiqué que le gouvernement devrait établir un crédit de cotisations à l'assurance-emploi lié aux dépenses engagées dans la formation. [BioVectra Inc.](#) a suggéré qu'il avait besoin d'aide financière pour attirer et former des personnes dans les domaines de la microbiologie, de la biochimie et du génie biomédical.

## **3. Recommandations du Comité**

Estimant que des mesures sont nécessaires pour s'assurer que les employeurs peuvent accéder facilement à la main-d'œuvre nationale et internationale à laquelle ils ont besoin, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 35**

**Que le gouvernement du Canada règle les problèmes liés au traitement des demandes et au manque de souplesse du Programme des travailleurs étrangers temporaires, qui ont des répercussions négatives sur l'accès des employeurs aux travailleurs dans un éventail de secteurs.**

### **RECOMMANDATION 36**

**Que le gouvernement du Canada améliore le programme Entrée express afin de rehausser les normes de services et d'accélérer le traitement des demandes.**

#### **RECOMMANDATION 37**

**Que le gouvernement règle les problèmes liés au traitement des demandes et le manque de souplesse du programme des visas de résident temporaire, notamment dans le but d'aider le secteur du tourisme du Canada.**

#### **RECOMMANDATION 38**

**Que le gouvernement du Canada améliore le volet agricole du Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme des travailleurs agricoles saisonniers.**

#### **RECOMMANDATION 39**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en vue d'offrir des incitatifs financiers plus importants aux petits et moyens employeurs qui embauchent des personnes handicapées.**

#### **RECOMMANDATION 40**

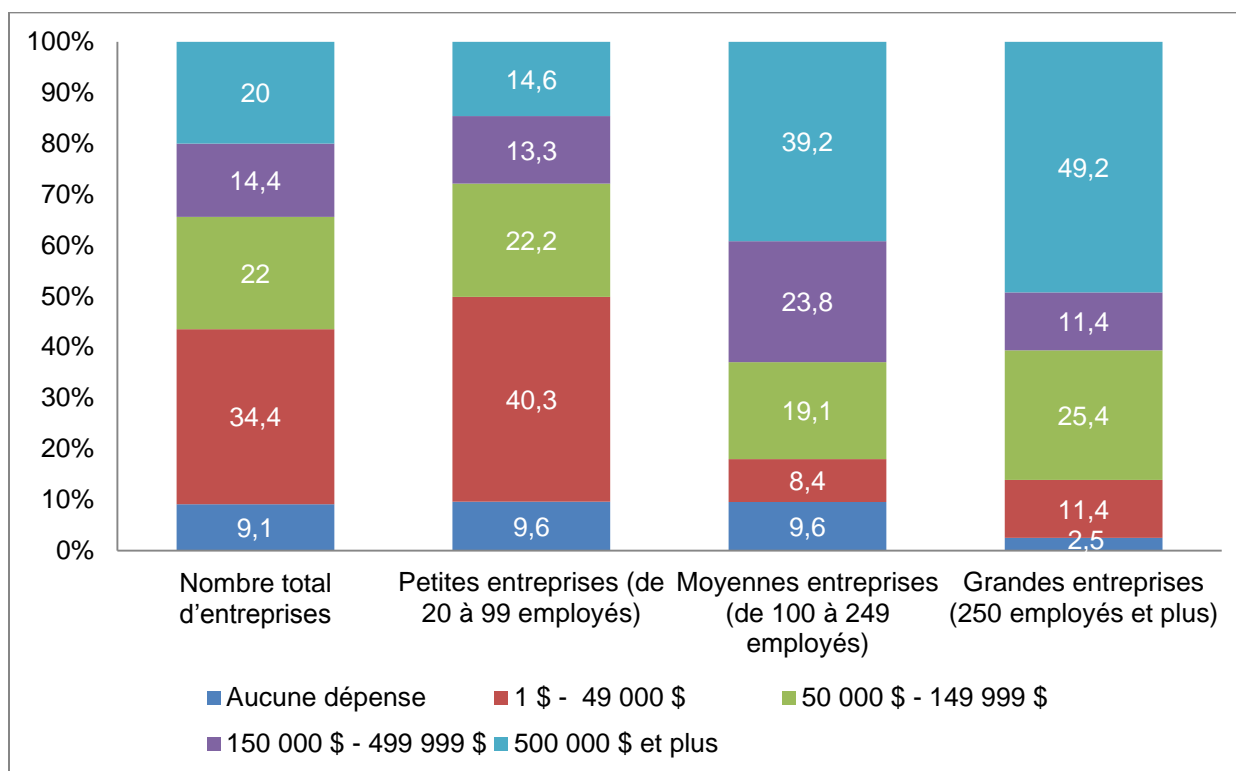
**Que le gouvernement du Canada augmente sa contribution aux diverses ententes fédérales et provinciales et territoriales sur le marché du travail visant les personnes handicapées.**



## D. RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT, INNOVATION ET COMMERCIALISATION

Un certain nombre de témoins du Comité ont parlé de la recherche, du développement, de l'innovation et de la commercialisation. À cet égard, ils ont mis l'accent sur les points suivants : les mesures liées à la fiscalité et aux programmes; la découverte et la recherche appliquée, et les conseils subventionnaires de recherche; la commercialisation.

### Dépenses dans l'innovation de procédés, par entreprise canadienne et par taille des effectifs, 2012 (%)



Nota : L'« innovation de procédés » s'entend de la mise en œuvre d'un procédé de production, d'une méthode de distribution ou d'une activité de soutien aux biens et aux services qui est nouveau ou grandement amélioré. La figure montre le pourcentage d'entreprises engageant des dépenses dans l'« innovation de procédés » et la somme qu'elles dépensent.

Source : Figure préparée à l'aide de données obtenues de : Statistique Canada, Tableau 358-0242, « [Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, dépenses dans l'innovation de procédés, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord \(SCIAN\) et la taille de l'entreprise, toutes les entreprises sondées](#) », CANSIM (base de données), consulté le 21 septembre 2016.

### 1. Mesures liées à la fiscalité et aux programmes

Pour ce qui est des mesures fiscales visant à encourager les entreprises à faire de la recherche et du développement, le Comité a été informé, en particulier, du Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental. L'[Alliance pour l'innovation dans les sables bitumineux](#) et la [Greater Charlottetown Area Chamber of](#)

[Commerce](#) ont affirmé qu'il fallait maintenir le crédit, l'[Alliance pour l'innovation dans les sables bitumineux](#) proposant même qu'on le prolonge. [Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#), l'[Association canadienne des télécommunications sans fil](#), les [Comptables professionnels agréés du Canada](#), l'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) et l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) ont demandé au gouvernement de permettre à nouveau la présentation de demandes de remboursement des dépenses en immobilisations; l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) croit que le remboursement devrait s'appliquer plus particulièrement aux dépenses en technologie propre et en mesures d'atténuation des changements climatiques.

Aussi, [Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) a demandé que le Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental s'applique à un pourcentage plus élevé des coûts admissibles des grandes sociétés privées n'étant pas sous contrôle canadien et que l'évaluation soit différente afin d'augmenter le nombre de demandes acceptées. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#), [General Motors du Canada Limitée](#), le [Conseil du patronat du Québec](#) et [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) ont laissé entendre que le crédit devrait être remboursable pour les grandes entreprises. La [Chambre de commerce de Fredericton](#) a plaidé en faveur d'une hausse du taux du crédit pour les dépenses supérieures à 3 millions de dollars, tandis que la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) a soutenu qu'il faudrait réexaminer le crédit afin d'assurer un meilleur équilibre entre l'aide directe et l'aide indirecte.

[Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) a demandé un examen en profondeur du Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental et, en particulier, des éléments suivants : la mise à jour des définitions relatives à l'innovation; la clarification de la définition donnée à l'aide gouvernementale; l'accélération du processus de règlement des demandes; la hausse du seuil de remboursement du crédit d'impôt pour les petites et moyennes entreprises; la clarification des explications sur les exigences en matière de preuve. Selon l'[Association canadienne de la technologie de l'information](#), de vastes consultations sur les conditions fiscales favorisant les dépenses en recherche et développement devraient avoir lieu, et celles-ci devraient porter sur la création possible d'un crédit d'impôt en complément du Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental.

Les [Manitoba Chambers of Commerce](#) étaient d'avis que le gouvernement devrait concevoir des stratégies plus efficaces en matière de fiscalité et de subvention en vue de favoriser la recherche et le développement tant de procédés que de produits. Selon le [Conseil canadien des affaires](#), il faudrait simplifier l'aide à la recherche et au développement. [Ce dernier](#) a aussi proposé que les gouvernements, dans certains cas, ne s'ingèrent pas dans les décisions commerciales portant sur l'investissement et l'innovation.

La [Chambre de commerce du Canada](#) et [General Motors du Canada Limitée](#) ont demandé la mise sur pied de communautés de brevets en vue de permettre aux petites et moyennes entreprises et aux entrepreneurs d'avoir accès à un large éventail de brevets avec lesquels ils pourraient faire croître leur entreprise.

La [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) a fait part de son appui au Programme d'aide à la recherche industrielle. [Elle](#) a aussi vivement recommandé la création d'une infrastructure d'innovation et de commercialisation qui permettrait d'accélérer la mise au point de nouveaux produits, d'aider les manufacturiers locaux et de contribuer à étendre la portée des entreprises axées sur les exportations.

[Diversification de l'économie de l'Ouest – Région de la Saskatchewan](#) a demandé au gouvernement d'augmenter ses investissements dans l'innovation en vue de diversifier l'économie de la Saskatchewan.

## **2. Découverte et recherche appliquée, et conseils subventionnaires de recherche**

Le Comité a été informé de mesures visant à soutenir la recherche axée sur la découverte. Par exemple, [Universités Canada](#) et [l'Université de la Colombie-Britannique](#) préconisent des investissements soutenus dans une telle recherche par l'intermédiaire des conseils subventionnaires de recherche. L'[Université de la Colombie-Britannique](#) appuie l'examen des politiques de ces conseils en vue d'accroître la souplesse du financement accordé aux partenariats de recherche internationaux. De la même façon, [Universités Canada](#) déclare qu'il faudrait consacrer plus de fonds à la recherche et à la collaboration internationales.

En ce qui concerne la recherche appliquée, la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont demandé instamment au gouvernement de créer des mesures incitatives pour la recherche appliquée. [Polytechnics Canada](#) et [l'Université de la Colombie-Britannique](#) étaient d'avis qu'il faudrait accorder une aide supplémentaire aux Fonds de soutien à la recherche, et [l'Université de la Colombie-Britannique](#) a proposé qu'au moins une partie de ce financement soit offert aux universités. [Elle](#) a aussi proposé le renouvellement du Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada et, dans le cadre du programme sur l'innovation, les [Collèges et instituts du Canada](#) ont indiqué que le gouvernement devrait accroître le soutien à la recherche appliquée effectuée dans les collèges et les instituts.

Au sujet des conseils subventionnaires de recherche, [l'Association canadienne des physiciens et physiciennes](#) a demandé au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada d'accorder plus de fonds aux programmes d'études supérieures et de bourses de recherche postdoctorale fondés sur le mérite, et elle a proposé que le financement du Programme de subventions à la découverte soit rajusté en fonction de l'inflation, du produit intérieur brut et de la croissance démographique. Selon [Polytechnics Canada](#), le gouvernement devrait créer un programme annuel permanent au sein du Conseil de recherches en sciences humaines, qui prendrait appui sur le projet pilote du Fonds d'innovation sociale destiné aux communautés et aux collèges. La [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) a laissé entendre que le financement accordé aux trois conseils subventionnaires de recherche du gouvernement fédéral et à la Fondation canadienne pour l'innovation devrait être prévisible et stable. [Universités Canada](#) a aussi demandé de l'aide financière pour la Fondation canadienne pour l'innovation qui devrait,

selon [l'organisme](#), se voir confier le mandat de diriger une stratégie nationale sur les « grands projets scientifiques ».

### 3. Commercialisation

Le Comité a été informé de la commercialisation de technologies et de produits nouveaux et novateurs en biens et en services vendables. Par exemple, [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#), ainsi que la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont insisté sur une aide accrue pour la commercialisation. À cette fin, [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#), la [Chambre de commerce du Canada](#), [General Motors du Canada Limitée](#) et le [Conseil économique des provinces de l'Atlantique](#) ont proposé la création d'un « régime incitatif relatif à la propriété intellectuelle » dans le cadre duquel les revenus générés par la propriété intellectuelle créée au Canada se verraient imposer à un taux inférieur par rapport aux revenus tirés de la propriété intellectuelle créée ailleurs.

Les [Manitoba Chambers of Commerce](#) ont proposé qu'on redouble d'efforts en vue d'intégrer, dans des écosystèmes novateurs, les entreprises et les institutions axant leurs activités sur l'application commerciale de la propriété intellectuelle.

Le [Business Council of Manitoba](#) a proposé que la stratégie d'innovation nationale tire parti aussi des programmes et des partenariats existants; a été mentionnée entre autres l'Enterprise Machine Intelligence and Learning Initiative du Manitoba.

### 4. Recommandations du Comité

Reconnaissant qu'il doit s'effectuer au Canada des activités de recherche et de développement adéquates et que le résultat de ces activités doit pouvoir être commercialisé, le Comité recommande :

#### RECOMMANDATION 41

**Que le gouvernement du Canada appuie l'établissement d'un centre canadien pour les partenariats de recherche internationaux qui veillera à concevoir des programmes de recherche multisectoriels et multinationaux axés sur le développement technologique avancé.**

#### RECOMMANDATION 42

**Que le gouvernement du Canada envisage la mise sur pied d'un centre de recherche et développement de l'automobile au sein du Conseil national de recherches du Canada.**

#### RECOMMANDATION 43

**Que le gouvernement du Canada établisse des cibles d'investissement dans la recherche axée sur la découverte et conçoive une stratégie à long terme pour l'atteinte des cibles.**

#### **RECOMMANDATION 44**

**Que le gouvernement s'engage à augmenter sur plusieurs années l'investissement direct fédéral dans la recherche appliquée effectuée dans les collèges et les instituts.**

#### **RECOMMANDATION 45**

**Que le gouvernement du Canada contribue au renforcement des capacités des grappes par la création d'un petit bureau de coordination des grappes. Il devrait aussi concevoir des outils en vue de recueillir et de communiquer des données sur le rendement des grappes d'innovation concurrentielles à l'échelle mondiale.**

#### **RECOMMANDATION 46**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec les parties intéressées en vue de stimuler la croissance des entreprises canadiennes novatrices en favorisant leur intégration aux chaînes d'approvisionnement mondiales de grande valeur.**

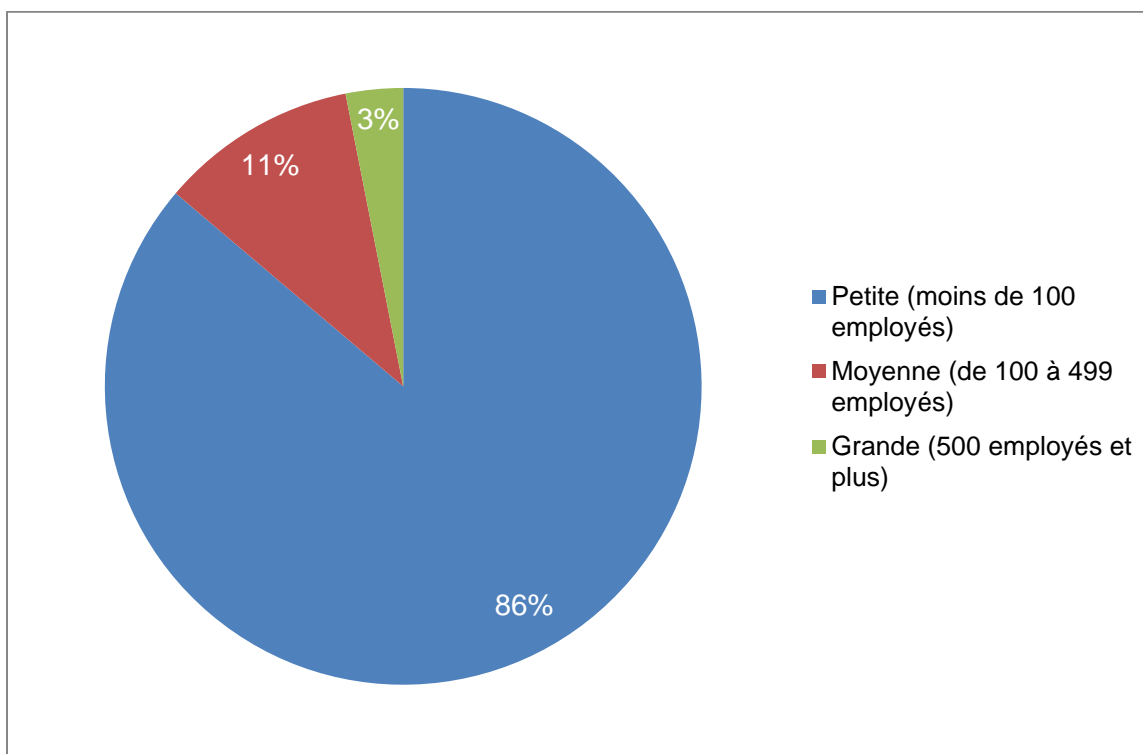
#### **RECOMMANDATION 47**

**Que le gouvernement du Canada crée un programme « Premier brevet » ayant une structure semblable à celui du gouvernement du Québec. Le programme devrait couvrir les dépenses effectuées par de petites et moyennes entreprises pour l'obtention d'un premier brevet.**

## E. COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Les témoins du Comité ont formulé des observations sur une gamme de sujets liés au commerce et à l'investissement, notamment le commerce international, l'investissement direct étranger, les questions liées aux droits de douane et à la frontière, et le commerce intérieur.

### Part des entreprises exportatrices, selon la taille des effectifs, 2009 (%)



Nota : Le nombre d'entreprises au Canada ayant déclaré faire de l'exportation s'élevait à 74 829 en 2009. Dans la figure, la part en pourcentage représente le nombre d'entreprises dans chaque groupe par rapport au total.

Source : Figure préparée à l'aide de données obtenues de : Recherche et statistique sur la PME, *Les petites entreprises exportatrices canadiennes 2011*, [Tableau 1.1](#), consulté le 20 septembre 2016.

### 1. Commerce international

Le Comité a été informé d'un certain nombre de problèmes liés au commerce international. Par exemple, en ce qui concerne les accords commerciaux, la [Regina and District Chamber of Commerce](#), l'[Association nationale des engraisseurs de bovins](#), l'[Agence de promotion économique du Canada atlantique – Nouveau-Brunswick](#) et [Diversification de l'économie de l'Ouest – Alberta](#) ont demandé au gouvernement de continuer d'accroître les débouchés commerciaux.

Le [Conference Board du Canada](#) et le [Conseil canadien des affaires](#) ont vivement conseillé au gouvernement de limiter les effets de ce qu'ils ont appelé la tendance

anticonmerciale de plus en plus marquée à l'échelle mondiale, tandis que les [Manitoba Chambers of Commerce](#) ont demandé au gouvernement de consulter les entreprises canadiennes dans le but de concevoir des stratégies de commerce international plus exhaustives. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a soutenu que le gouvernement devrait conclure des accords de libre-échange qui font la promotion de meilleures conditions de travail, sociales et environnementales dans le monde, tandis que l'[Institut Cooper](#) a dit que le gouvernement ne devrait signer aucun accord commercial qui risque d'accélérer le changement climatique. La [Fédération canadienne des contribuables](#) a estimé que les accords commerciaux devraient servir de mécanisme en vue de réduire les subventions.

Des témoins ont mis l'accent sur des accords commerciaux en particulier, notamment l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, ainsi que l'accord du Partenariat transpacifique. Le [Business Council of Manitoba](#), les [Manitoba Chambers of Commerce](#), le [Conseil canadien du canola](#), la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#), la [Chambre de commerce du Canada](#), le [Conseil canadien des affaires](#), la [Chambre de commerce de Halifax](#) et le [Conseil économique des provinces de l'Atlantique](#) ont vivement recommandé au gouvernement d'appuyer et de ratifier ces accords. Le [Conseil du patronat du Québec](#) et [Restaurants Canada](#) ont traité en particulier de la ratification de l'accord entre le Canada et l'Union européenne, tandis que l'[Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec](#) a mis l'accent sur la ratification de l'accord du Partenariat transpacifique.

Selon le [Syndicat canadien de la fonction publique](#), le gouvernement ne devrait ratifier ni l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ni l'accord du Partenariat transpacifique. L'[Institut Cooper](#) a indiqué qu'il n'appuyait pas les accords commerciaux assortis de mécanismes de règlement des différends entre un investisseur et un État; or, ces deux accords comprennent un tel mécanisme. Selon l'[Union des producteurs agricoles](#), le gouvernement devrait ratifier l'accord du Partenariat transpacifique seulement si les produits soumis à la gestion de l'offre ne sont pas désavantagés. L'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) a quant à elle proposé que l'accord du Partenariat transpacifique soit modifié de sorte que les droits de douane ne désavantagent pas les producteurs automobiles canadiens par rapport aux producteurs américains.

Le [Mouvement des caisses Desjardins](#) a plaidé en faveur d'une indemnisation pour les secteurs susceptibles d'être touchés négativement par la ratification d'accords commerciaux. Les [Producteurs laitiers du Canada](#) ont demandé au gouvernement de modifier le programme d'indemnisation du secteur des produits laitiers annoncé en octobre 2015 dans le contexte de la possible ratification de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et de l'accord du Partenariat transpacifique. En particulier, [ils](#) ont proposé que l'indemnisation prévue dans ce premier accord ne dépende pas de la ratification du deuxième accord, et ils ont laissé entendre que le programme d'indemnisation devrait garantir l'exclusion des produits laitiers du Programme d'exonération des droits.

Un certain nombre de témoins ont mentionné que le gouvernement devait négocier un nouvel accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis, notamment [Diversification de l'économie de l'Ouest – Colombie-Britannique](#), [Diversification de l'économie de l'Ouest – Alberta](#), [l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Nouveau-Brunswick](#) et le [Conseil du patronat du Québec](#).

Des témoins ont aussi fait état des autres accords commerciaux que le gouvernement devrait conclure, selon eux. Par exemple, le [Business Council of Manitoba](#) a affirmé qu'à défaut de signer et de ratifier l'accord du Partenariat transpacifique, le gouvernement devrait conclure des accords commerciaux bilatéraux avec les principaux pays asiatiques membres du Partenariat transpacifique. De la même façon, le [Conseil canadien des affaires](#) a donné à entendre que le gouvernement devrait négocier un accord commercial bilatéral avec le Japon ou un accord régional avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est si l'accord du Partenariat transpacifique n'est pas ratifié. Le [Conseil canadien du canola](#), le [Conseil canadien des affaires](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) ont appuyé l'accroissement des débouchés commerciaux avec la Chine. La [Chambre de commerce du Canada](#) et la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) ont plaidé en faveur d'un accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni, la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) appuyant aussi un accord avec l'Inde.

Certains témoins ont mis l'accent sur les activités de promotion commerciale. Par exemple, la [Saskatchewan Mining Association](#) a soutenu que le gouvernement devrait poursuivre ses missions commerciales dans les marchés émergents, tandis que les [Manitoba Chambers of Commerce](#) ont proposé au gouvernement d'élargir son offre de services de promotion du commerce et de l'investissement, notamment en veillant à ce que son aide demeure au moins aussi généreuse que celle offerte par les autres pays. La [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont demandé au gouvernement de personnaliser les programmes d'expansion du commerce et de leadership et de créer des partenariats entre les entreprises cherchant à percer un marché et celles déjà présentes sur le marché en question. La [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) a indiqué que le gouvernement devrait augmenter et débloquer le financement accordé à CanExport en 2017. [Elle](#) a aussi affirmé que le gouvernement devrait travailler avec les centres commerciaux mondiaux présents dans les grandes villes canadiennes. [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) a proposé que le gouvernement collabore avec des experts commerciaux des secteurs public et privé en vue de concevoir un programme national d'accélération des exportations semblable au programme Accélérateur technologique canadien.

Un certain nombre de témoins ont souligné l'importance des services de promotion commerciale dans des secteurs en particulier, notamment le secteur agricole pour l'[Union des producteurs agricoles](#) et [Keystone Agricultural Producers](#); la [Prince Edward Island Federation of Agriculture](#) a quant à elle indiqué que le gouvernement devrait aider le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire à concevoir un plan en vue d'accroître son accès aux marchés internationaux. L'[Association des produits forestiers du Canada](#) a plaidé en faveur du renouvellement du financement accordé au Programme de développement des marchés et à Produits de bois canadien.



Selon les [Manitoba Chambers of Commerce](#), le gouvernement devrait redoubler d'efforts en vue d'harmoniser les normes canadiennes avec celles des partenaires commerciaux du pays. Pour le [Conseil canadien du canola](#), il faudrait mieux harmoniser les normes canadiennes de salubrité des aliments avec celles des États-Unis. L'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) a pour sa part demandé à ce que tous les accords commerciaux prévoient des normes réglementaires uniformes, notamment en ce qui concerne les Normes de sécurité des véhicules automobiles des États-Unis, les Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada et les émissions.

Des témoins ont aussi formulé des observations sur les politiques visant à favoriser la compétitivité internationale, les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) demandant au gouvernement de s'assurer que ses politiques aident les entreprises à rivaliser sur les marchés internationaux et l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) proposant que la Banque du Canada continue de gérer l'inflation de manière appropriée afin de garantir la compétitivité des coûts à l'échelle internationale. [Diversification économique de l'Ouest – Alberta](#) a affirmé que le gouvernement devrait travailler avec le secteur de l'énergie afin de l'aider à réduire ses coûts de production et à ainsi demeurer concurrentiel.

Le [Conseil canadien des affaires](#), le [Business Council of Manitoba](#), la [Chambre de commerce du Canada](#), l'[Association canadienne de la construction](#), les [Manitoba Chambers of Commerce](#), [Exportation et développement Canada](#) et la [Chambre de commerce de Halifax](#) ont exprimé leur soutien à l'investissement dans les infrastructures favorables au commerce. L'[Association canadienne de la construction](#) a recommandé au gouvernement de prendre les décisions concernant les infrastructures commerciales à l'aide de critères fondés sur le mérite, et a proposé au gouvernement et au secteur privé de mettre sur pied un comité national des infrastructures commerciales. De leur côté, la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#), la [Chambre de commerce du Canada](#) et l'[Association canadienne de la construction](#) ont dit que le gouvernement devrait renouveler son engagement à l'appui des corridors commerciaux.

L'[Association canadienne des producteurs d'acier](#) a attiré l'attention sur la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* et a proposé des modifications qui, selon elle, protégeraient mieux les entreprises canadiennes contre le dumping sur les marchés internationaux. Aussi, [elle](#) a encouragé le gouvernement à continuer de participer à un haut niveau au Forum mondial sur la capacité excédentaire d'acier.

## **2. Investissement direct étranger**

Dans les observations qu'il a formulées devant le Comité au sujet de l'investissement direct étranger, le [Conseil du patronat du Québec](#) a indiqué que le gouvernement devrait concevoir un plan en vue de faciliter l'investissement privé au Canada et au Québec, en particulier en mettant en œuvre une politique fiscale et un cadre réglementaire concurrentiels. L'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) a vivement recommandé au gouvernement de créer un climat d'investissement stable et concurrentiel dans le secteur canadien du pétrole et du gaz naturel, tandis qu'[Unifor](#) a

soutenu que le gouvernement devrait créer un système à « guichet unique » en vue d'encourager de nouveaux investissements dans les usines canadiennes de fabrication d'automobiles et de pièces d'automobile. L'[Atlantic Institute for Market Studies](#) a plaidé en faveur de l'établissement d'un cadre en vue d'attirer des investissements étrangers qui favoriseraient les petites et moyennes entreprises. Le [Conseil consultatif en matière de croissance économique](#) a proposé que le Canada crée un organisme chargé de l'investissement direct étranger en vue de cibler des investissements précis, en mettant tout particulièrement l'accent sur la création de nouvelles entreprises et non l'achat d'entreprises déjà en activité.

En ce qui concerne les acquisitions étrangères d'entreprises canadiennes, l'[Institut C.D. Howe](#) a affirmé que le gouvernement devrait remplacer le critère de l'« avantage net » s'appliquant aux investisseurs étrangers faisant de grandes acquisitions au Canada par un processus de sélection axé sur les préoccupations en matière de sécurité nationale. Selon [Unifor](#), les modifications apportées en 2012 à la *Loi sur les télécommunications* en ce qui concerne la propriété étrangère devraient être annulées.

En évoquant l'investissement direct étranger des entreprises canadiennes à l'étranger, les [Manitoba Chambers of Commerce](#) ont souligné la nécessité de mettre sur pied une institution financière de développement national qui aiderait ces entreprises à déployer des technologies et des capitaux sur les marchés émergents.

### **3. Questions liées aux droits de douane et à la frontière**

Le Comité a été informé du seuil de *minimis* du Canada, l'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#), [eBay Canada Limited](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) étant en faveur de son augmentation. Toutefois, l'[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#), le [Conseil canadien du commerce de détail](#) et l'[Association canadienne des aliments de santé](#) ont demandé instamment au gouvernement de maintenir le seuil à son niveau actuel.

Des témoins ont aussi attiré l'attention sur d'autres problèmes liés aux droits de douane. Par exemple, le [Conseil des aéroports du Canada](#) a laissé entendre que les aéroports canadiens devraient être autorisés à réaliser des ventes hors taxes à l'arrivée de voyageurs au Canada en provenance de destinations internationales, tandis que l'[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#) a appuyé la création de boutiques hors taxes à l'arrivée en mesure de vendre tant aux passagers nationaux qu'internationaux. Le [Conseil canadien du commerce de détail](#) a demandé l'élimination des droits à l'importation dans certaines situations, en particulier lorsque le volume de production d'un bien canadien est limité; lorsque les produits sont visés par des droits de douane élevés; lorsque les produits en question sont considérés comme étant des produits essentiels pour les familles canadiennes. L'[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#) a plaidé en faveur de la suppression des droits de douane sur les pièces de véhicules récréatifs vendus sur le marché secondaire.

En ce qui concerne les règles d'origine et le seuil auquel elles s'appliquent, l'[Institut C.D. Howe](#) a demandé instamment qu'on change le seuil de la valeur des tarifs de la valeur nominale des expéditions à celui de la nation la plus favorisée payables sur ces dernières.

Selon l'[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#), le Code générique du système harmonisé devrait être élargi de manière à comprendre les biens commerciaux. Elle a aussi laissé entendre qu'il faudrait discuter rapidement des retards à la frontière, que le gouvernement devrait harmoniser la politique frontalière du Canada avec celle des États-Unis et que l'infrastructure frontalière devrait devenir une priorité.

#### **4. Commerce intérieur**

Le Comité a été informé d'un éventail d'obstacles au commerce intérieur. Par exemple, les [Manitoba Chambers of Commerce](#) et le [Business Council of Manitoba](#) ont demandé au gouvernement de poursuivre les négociations avec les provinces et les territoires sur la libéralisation du commerce intérieur, les [Manitoba Chambers of Commerce](#) proposant aussi que l'un des objectifs des négociations porte sur la capacité accrue des parties privées à s'adresser aux tribunaux pour obtenir réparation. Le [Conseil économique des provinces de l'Atlantique](#) a proposé que le gouvernement appuie les efforts des provinces en vue de libéraliser le commerce intérieur, en particulier en s'attaquant aux obstacles relevant du fédéral, comme les systèmes de gestion de l'offre. Selon la [Fédération canadienne de l'agriculture](#), le gouvernement devrait augmenter le financement accordé au Secrétariat du commerce intérieur du Canada et renforcer son rôle de chef de file concernant la diminution des obstacles au commerce intérieur.

En ce qui concerne les obstacles au commerce intérieur, [Restaurants Canada](#) a demandé au gouvernement d'encourager les provinces à autoriser le secteur de la restauration à acheter de l'alcool de n'importe quel territoire de compétence, sans limites, et à vendre cet alcool aux clients de n'importe quel territoire. Selon la [Fédération canadienne de l'agriculture](#), les gouvernements devraient harmoniser les règlements sur le transport et coordonner les normes fédérales et provinciales de transformation des aliments.

Mettant l'accent sur les obstacles à la libre circulation de la main-d'œuvre entre les provinces, [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#) a demandé au gouvernement de continuer de jouer un rôle de chef de file et de renforcer la collaboration entre les gouvernements et les entreprises en vue d'éliminer ces obstacles.

## **5. Recommandations du Comité**

Reconnaissant que les personnes, les biens et les services doivent pouvoir circuler le plus facilement possible à même le Canada, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 48**

**Que le gouvernement du Canada continue de défendre vigoureusement l'élimination des obstacles internes au commerce en négociant directement avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, de manière à garantir la libre circulation des personnes, des biens et des services partout au Canada.**

## F. PROPOSITIONS VISANT DES SECTEURS PRÉCIS

Les témoins ont formulé des propositions visant précisément le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire; le secteur de la foresterie; le secteur des pêches; le secteur manufacturier; et le secteur des organismes caritatifs et sans but lucratif et de l'économie sociale.

### Mesures fédérales sélectionnées pour des secteurs précis

Agriculture et agroalimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Agri-investissement</a></li> <li>- <a href="#">Agri-stabilité</a></li> <li>- <a href="#">Programme Agri-compétitivité</a></li> <li>- <a href="#">Programme Agri-innovation</a></li> <li>- <a href="#">Programme Agri-protection</a></li> <li>- <a href="#">Programme Agri-marketing</a></li> <li>- <a href="#">Agri-relance</a></li> <li>- <a href="#">Initiatives Agri-risques</a></li> <li>- <a href="#">Programme de paiements anticipés</a></li> </ul>
Foresterie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Investissements dans la transformation de l'industrie forestière</a></li> <li>- <a href="#">Programme de développement des marchés</a></li> <li>- <a href="#">Initiative de foresterie autochtone</a></li> <li>- <a href="#">Programme d'innovation forestière</a></li> </ul>
Pêches	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique</a></li> <li>- <a href="#">Initiative des pêches commerciales intégrées de l'Atlantique</a></li> <li>- <a href="#">Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques</a></li> <li>- <a href="#">Préserver l'indépendance de la flottille de pêche côtière dans l'Atlantique canadien</a></li> <li>- <a href="#">Programme des services d'adaptation aux changements climatiques en milieu aquatique</a></li> <li>- <a href="#">Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives</a></li> </ul>
Secteur manufacturier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile</a></li> <li>- <a href="#">Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense</a></li> <li>- <a href="#">Programme de démonstration de technologies</a></li> <li>- <a href="#">Programme d'aide à la recherche industrielle</a></li> </ul>
Secteur des organismes caritatifs et sans but lucratif et de l'économie sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Crédit d'impôt aux particuliers pour don de bienfaisance</a></li> <li>- <a href="#">Crédit d'impôt aux entreprises pour don de bienfaisance</a></li> <li>- <a href="#">Déduction supplémentaire pour dons de médicaments</a></li> <li>- <a href="#">Initiative de l'accélérateur de finance sociale</a></li> </ul>

## 1. Agriculture et agroalimentaire

Au sujet des enjeux concernant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, [Farmers of North America](#) s'est intéressé à Agri-investissement et a indiqué que les agriculteurs devraient avoir le droit de retirer des sommes du fonds 1 sans devoir au préalable retirer des sommes du fonds 2, sous réserve que toute somme retirée soit investie dans des projets admissibles. Selon la [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#), le gouvernement devrait éliminer le plafond imposé aux contributions du gouvernement à Agri-investissement et rétablir le niveau de financement de l'initiative. En ce qui concerne Agri-stabilité, la [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) et l'[Union des producteurs agricoles](#) ont demandé des modifications aux critères d'admissibilité aux paiements. L'[Union nationale des fermiers](#) a proposé la création d'un régime d'assurance du revenu pour les agriculteurs débutants.

Au sujet de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, l'[Union des producteurs agricoles](#) a affirmé que ces activités nécessitent un meilleur financement. Le [Conseil canadien du canola](#) a dit estimer que le gouvernement devrait octroyer des fonds au prochain Cadre stratégique pour l'agriculture, y compris pour des grappes scientifiques, et s'assurer que l'agriculture figure sur le programme d'innovation du gouvernement fédéral. [Les Producteurs laitiers du Canada](#) ont prié le gouvernement de poursuivre son partenariat avec lui et d'autres organismes du secteur de la production laitière afin d'appuyer à la fois la recherche et les initiatives qui visent les priorités et les objectifs stratégiques des producteurs. L'[organisme](#) a également indiqué que le gouvernement devrait maintenir son soutien à la diffusion des résultats de recherche et des nouvelles technologies, ainsi que renouveler l'Initiative des grappes agroscientifiques canadiennes et augmenter le financement qui lui est octroyé. La [Canadian Wheat Board Alliance](#) a fait valoir que tout nouveau financement visant la création de variétés de semences devrait être entrepris selon un partenariat entre Agriculture et Agroalimentaire Canada et la Western Grains Research Foundation, tous les droits de brevets étant conservés en fiducie par la Couronne au seul profit des agriculteurs des Prairies.

L'[Union nationale des fermiers](#) a recommandé au gouvernement de prendre les mesures suivantes : restaurer le financement de la recherche par Agriculture et Agroalimentaire Canada aux niveaux en vigueur avant 2012 et offrir du financement supplémentaire afin de reconstruire les capacités scientifiques, techniques et de soutien; veiller à ce que les données de recherche du secteur soient disponibles publiquement; et octroyer plus de fonds aux programmes de recherche et d'extension de manière à réduire les émissions causées par la production de bétail, à favoriser l'adoption de méthodes de production à faibles intrants et à encourager les pratiques d'économie d'énergie sur l'exploitation. L'[organisme](#) a également prôné l'ajout d'un supplément pour intérêt public aux fonds que dépensent les entreprises lorsqu'elles collaborent avec des universités et Agriculture et Agroalimentaire Canada; les revenus tirés de ce supplément pourraient servir à appuyer la recherche agricole dans l'intérêt du public.

Au sujet des enjeux commerciaux liés au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, [Les Producteurs de poulet du Canada](#) ont affirmé que le gouvernement

devrait exiger la certification des produits importés classés comme de la volaille de réforme, cette certification devant être fondée sur un test d'ADN. L'[organisme](#) a également demandé que le poulet soit exempté du Programme de report des droits et du Programme de drawback, et que le gouvernement rétablisse les exigences sur les sauces et la cuisson dans la définition des mélanges définis de spécialité des *Tarifs de douanes*. [Restaurants Canada](#) et le [Conseil canadien des affaires](#) ont réclamé que le gouvernement réduise le nombre de restrictions commerciales en éliminant les obstacles des systèmes de gestion de l'offre.

Au sujet de la main-d'œuvre agricole, l'[Association nationale des engraisseurs de bovins](#), [Keystone Agricultural Producers](#) et la [Fédération canadienne de l'agriculture](#) ont fait valoir que le gouvernement devrait collaborer avec les producteurs agricoles afin de cerner et d'atténuer les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

En ce qui concerne la mise en marché, l'[Union nationale des fermiers](#) a indiqué que le gouvernement devrait promouvoir des institutions de régularisation du marché, et la [Canadian Wheat Board Alliance](#) a réclamé la création d'un office de commercialisation à guichet unique pour l'ensemble des semences des Prairies. Le [Conseil canadien du canola](#) a affirmé que le prochain cadre stratégique pour l'agriculture devrait prévoir un financement adéquat pour le programme Agri-marketing.

Au sujet de la réglementation qui touche le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, la [Coalition canadienne de la filière alimentaire pour la salubrité des aliments](#) a prôné le soutien aux entreprises pour qu'elles puissent s'adapter au nouveau règlement sur la salubrité des aliments au Canada qui entrera en vigueur sous peu. Plus particulièrement, [elle](#) a prié le gouvernement de prendre les mesures suivantes : réaffecter le financement du programme Cultivons l'avenir 2 pour offrir de l'aide financière directe aux entreprises touchées; établir un nouveau programme d'aide à la mise en œuvre pour veiller à ce que toutes les entreprises respectent les règlements proposés; et établir d'autres formes d'aide financière, comme des incitatifs fiscaux temporaires, visant la période au cours de laquelle le nouveau Règlement entrera en vigueur. [Elle](#) a également indiqué que le gouvernement devrait établir un plan quinquennal, à partir de 2017–2018, pour s'assurer que les organismes fédéraux détiennent les ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs nouvelles responsabilités conformément au nouveau règlement.

L'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#), l'[Association nationale des engraisseurs de bovins](#) et l'[Union des Producteurs Agricoles](#) ont préconisé le renforcement des contrôles frontaliers pour protéger le secteur agricole et agroalimentaire du Canada contre les importations contraires aux règles canadiennes.

La [Canadian Wheat Board Alliance](#) a affirmé que le gouvernement devrait rétablir la distinction visuelle des grains et restaurer le financement à la Commission canadienne des grains.

La [Canadian Wheat Board Alliance](#) et [Friends of the Canadian Wheat Board](#) ont fait valoir que le gouvernement devrait mener une vérification visant à dégager l'information sur la disposition des biens de la Commission canadienne du blé. [Friends of the Canadian Wheat Board](#) a indiqué que cette vérification devrait également permettre de déterminer l'incidence de la disposition de ces biens sur les systèmes de manutention et de mise en marché des grains de l'Ouest du Canada. La [Canadian Wheat Board Alliance](#) a en outre demandé la publication des états financiers vérifiés non caviardés du dernier exercice d'activité de la Commission canadienne du blé.

Au sujet de la commercialité et de la compétitivité du secteur viticole, le [British Columbia Wine Institute](#) a indiqué que le gouvernement devrait établir un programme d'innovation qui favoriserait les investissements dans les actifs corporels et incorporels de l'industrie du vin.

La [Fédération canadienne de l'agriculture](#) a recommandé au gouvernement d'établir un partenariat avec le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire afin d'élaborer une vision stratégique qui cernerait les occasions actuelles et futures et miserait sur celles-ci. [Elle](#) a également recommandé que le gouvernement rétablisse l'interprétation qu'a fait la Cour suprême du Canada du paragraphe 31(1) de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* afin de s'assurer que différents facteurs sont examinés au moment de déterminer le montant des pertes agricoles qui peut être réclamé par des agriculteurs qui ont des revenus hors ferme.

[Les Producteurs laitiers du Canada](#) ont affirmé que le gouvernement devrait faire des investissements dans l'infrastructure de la transformation alimentaire, renforcer les efforts de promotion des produits laitiers et de financer la mise en œuvre dans les installations agricoles de l'initiative proAction.

Au sujet du transport des grains par rail, la [Canadian Wheat Board Alliance](#) a indiqué que le gouvernement devrait continuer d'appliquer le revenu admissible maximal, y compris en ce qui a trait à toute expansion des distances de manœuvre interréseaux.

Selon l'[Agricultural Producers Association of Saskatchewan](#), le gouvernement devrait augmenter le financement aux programmes de gestion de l'eau et créer une fondation des pâturages pour appuyer les éleveurs qui déploient leurs activités sur les anciens pâturages de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.

L'[Institut C.D. Howe](#) a fait valoir que le gouvernement devrait modifier la *Loi sur le Financement agricole Canada* pour s'assurer que les activités de Financement agricole Canada complètent celles des prêteurs privés, et que Financement agricole Canada fera l'objet des mêmes obligations d'examen législatif qui visent les autres sociétés d'État fédérales à vocation financière.

## **2. Foresterie**

Au sujet de l'innovation dans le secteur de la foresterie, l'[Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) et l'[Association des produits forestiers du Canada](#) ont indiqué au Comité qu'il est nécessaire de financer certaines initiatives; on a notamment mentionné



FPIInnovations et le Programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière. En outre, l'[Alberta-Pacific Forest Industries Inc. et l'Association des produits forestiers du Canada](#) ont affirmé que du financement est nécessaire pour aider le secteur de la foresterie à adopter des technologies commercialisables, et ont dit appuyer l'augmentation du financement au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada pour encourager la recherche et le développement dans le secteur de la foresterie.

[Forêt NB](#) a prié le gouvernement d'octroyer des fonds à la sylviculture au Nouveau-Brunswick et, par l'intermédiaire de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, de continuer de financer la Stratégie d'intervention précoce de la tordeuse de bourgeons d'épinette.

L'[Agricultural Producers Association of Saskatchewan](#) a fait valoir que le gouvernement devrait rétablir le financement aux initiatives agroforestières afin de donner aux producteurs un accès à des arbres à des prix abordables.

### **3. Pêches**

Le Comité a entendu des témoignages sur les pêches commerciales et récréatives. L'[Union des pêcheurs des Maritimes](#) a demandé au gouvernement de modifier la *Loi sur les pêches* et ses règlements connexes de manière à y ajouter des engagements à maintenir les politiques de séparation des flottilles, qui interdisent l'octroi de permis de pêche à des sociétés, ainsi que le modèle propriétaire-exploitant; dans la même veine, la [Prince Edward Island Fishermen's Association](#) a fait valoir que le gouvernement devrait continuer d'appuyer le modèle propriétaire-exploitant. En outre, l'[Union des pêcheurs des Maritimes](#) a prié le gouvernement de s'assurer que les pêcheurs qui prennent leur retraite soient en mesure de vendre leur entreprise en offrant aux personnes intéressées à acheter ces entreprises de nouveaux prêts ou de nouvelles garanties de prêts. La [Prince Edward Island Fishermen's Association](#) a également recommandé au gouvernement d'octroyer des fonds pour le retrait des permis.

En ce qui concerne les programmes de recherche et de durabilité liés aux pêches, l'[Union des pêcheurs des Maritimes](#) a prié le gouvernement d'augmenter le financement à la recherche collaborative entre les pêcheurs propriétaires-exploitants, les universités canadiennes et le ministère des Pêches et des Océans en ce qui concerne la durabilité de l'industrie du homard dans le contexte des changements climatiques. En outre, [elle](#) appuie la création d'un centre national d'excellence en recherche appliquée sur le homard.

Selon la [Fondation du saumon du Pacifique](#), le gouvernement devrait verser des sommes supplémentaires au Fonds de dotation pour le saumon du pacifique. [Elle](#) a également fait valoir que le prix du timbre fédéral de protection du saumon devrait être augmenté afin d'appuyer les programmes de conservation et de restauration de l'habitat.

### **4. Secteur manufacturier**

Au sujet du secteur manufacturier, les témoins ont souligné au Comité les besoins d'un certain nombre de sous-secteurs. Par exemple, le [Conseil du patronat du Québec](#), la

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) et [Unifor](#) ont affirmé que le gouvernement devrait investir dans le programme C-Series de Bombardier.

Au sujet du secteur automobile, [Unifor](#), l'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) et [General Motors du Canada Limitée](#) ont fait valoir que le financement offert par le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile devrait être versé sous forme de subventions plutôt que de prêts; l'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) et [Unifor](#) ont fait valoir que les subventions proposées devraient être exemptes d'impôt. En outre, selon l'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#), le gouvernement devrait réduire le seuil d'investissement nécessaire pour être admissible au Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile.

Selon l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#), le gouvernement devrait créer des incitatifs pour favoriser la croissance du secteur de la fabrication des produits chimiques et pétrochimiques.

Au sujet de l'innovation dans le secteur manufacturier, [General Motors du Canada Limitée](#) a recommandé que les gouvernements jouent un rôle actif de promoteurs et de coordonnateurs de projets de démonstration de grande échelle et de mise à l'essai de nouvelles technologies. L'[organisme](#) a également prôné la création d'un inventaire des compétences et des capacités de recherche et développement au sein des entreprises, universités et autres institutions de recherche au Canada; cet inventaire devrait être comparé aux besoins des fabricants d'automobiles dans le monde. En outre, [General Motors du Canada Limitée](#) a demandé au gouvernement de déployer des efforts afin de supprimer les barrières entre les institutions académiques de manière à renforcer la collaboration dans la recherche dans le secteur de l'automobile, et d'envisager la création d'un centre de recherche et développement en automobile au sein du Conseil national de recherches du Canada. L'[organisme](#) a également prié le gouvernement d'aider le Conseil du Partenariat du secteur canadien de l'automobile à mener des recherches visant à définir un plan d'innovation dans le secteur automobile canadien et à cerner les besoins technologiques du secteur et les besoins des clients. Le [Conseil du patronat du Québec](#) a recommandé la poursuite des recherches de l'Office des technologies industrielles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

[Unifor](#) et le [Congrès du travail du Canada](#) ont recommandé l'octroi de fonds pour la création de stratégies sectorielles de développement.

## **5. Secteur des organismes caritatifs et sans but lucratif et de l'économie sociale**

Les témoins ont présenté au Comité des mesures nécessaires pour appuyer les organismes caritatifs, les organismes sans but lucratif et le secteur de l'économie sociale. [Imagine Canada](#) a affirmé que le gouvernement devrait travailler auprès du secteur caritatif pour contourner ses difficultés relatives à l'accès et à l'utilisation des données nécessaires pour concevoir et offrir des programmes. En outre, l'[organisme](#) a prié le gouvernement d'explorer un nouveau cadre juridique et réglementaire pour les organismes caritatifs et sans but lucratif; le cadre devrait reconnaître le rôle rassembleur

que jouent les organismes caritatifs et sans but lucratif. Selon l'[organisme](#), le Comité des finances de la Chambre des communes devrait entreprendre une étude exhaustive de toute proposition de modification de ce cadre.

Le [Réseau canadien de développement économique communautaire](#) et [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) ont affirmé que le gouvernement devrait inclure dans ses initiatives qui appuient les petites et les moyennes entreprises, les organismes sans but lucratif et les modèles d'entreprises hybrides, comme les entreprises à vocation sociale. En outre, [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) a indiqué que le gouvernement devrait créer des politiques et concevoir des fonds en collaboration avec le secteur de l'économie sociale.

## **6. Recommandations du Comité**

Estimant que certains des secteurs du Canada nécessitent du soutien particulier, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 49**

**Que le gouvernement du Canada, en appui aux producteurs de céréales et d'oléagineux de l'Ouest canadien, propose que le vérificateur général effectue une vérification complète de la vente et de l'aliénation des biens de la Commission canadienne du blé depuis que la *Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation* a reçu la sanction royale.**

### **RECOMMANDATION 50**

**Que le gouvernement du Canada débloque des fonds supplémentaires pour rebâtir la capacité scientifique, technique et de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.**

### **RECOMMANDATION 51**

**Que le gouvernement du Canada permette au secteur de l'agriculture de contribuer à la croissance économique du pays en annulant les compressions imposées à Agri-stabilité et à Agri-investissement.**

### **RECOMMANDATION 52**

**Que le gouvernement du Canada améliore le programme Agri-investissement en autorisant les agriculteurs à effectuer un retrait du Fonds 1 sans devoir d'abord effectuer un retrait du Fonds 2, à condition que la somme de tout retrait soit investie dans des projets admissibles.**

### **RECOMMANDATION 53**

**Que le gouvernement du Canada établisse une fiducie statutaire présumée limitée en vue de protéger les vendeurs de produits maraîchers et les producteurs maraîchers lorsqu'ils font faillite au Canada.**

### **RECOMMANDATION 54**

**Que le gouvernement du Canada appuie l'innovation dans le secteur vinicole canadien en augmentant ses investissements opérationnels et ses investissements dans les infrastructures.**

### **RECOMMANDATION 55**

**Que le gouvernement du Canada renforce son engagement à l'égard du secteur forestier canadien en prenant les mesures suivantes :**

- **Appuyer la fabrication, l'innovation et la promotion des produits forestiers;**
- **Assurer la stabilité de l'approvisionnement en bois en luttant énergiquement contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette et en renouvelant et en améliorant ses engagements à l'égard de la recherche;**
- **Appuyer les investissements pouvant améliorer la compétitivité et lutter contre les changements climatiques;**
- **Conformément aux obligations commerciales internationales du Canada, envisager des mesures de soutien potentielles aux producteurs de bois d'œuvre résineux dans le cas où le gouvernement des États-Unis imposerait des droits compensateurs ou antidumping sur les exportations de bois d'œuvre résineux aux États-Unis.**

### **RECOMMANDATION 56**

**Que le gouvernement du Canada continue de soutenir les pêches du Canada grâce à un modèle propriétaire-exploitant.**

### **RECOMMANDATION 57**

**Que le gouvernement du Canada conçoive une stratégie nationale de l'automobile qui comprendrait une approche opportune et coordonnée pour entretenir les usines de montage et en attirer des nouvelles. Aussi, la stratégie devrait faciliter l'innovation dans le secteur, notamment entre les fournisseurs de pièces d'automobiles, grâce à de l'aide concrète et efficace.**

#### **RECOMMANDATION 58**

**Que le gouvernement du Canada poursuive son engagement à l'égard de l'innovation et de la technologie en soutenant la fabrication de pointe par des investissements dans des initiatives de développement sectoriel, en particulier le secteur de l'aérospatiale et de l'espace.**

#### **RECOMMANDATION 59**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec le secteur canadien de l'extraction des ressources en vue d'appuyer la conception de technologies propres visant à réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, et qu'il lui fournisse de l'aide directe.**

#### **RECOMMANDATION 60**

**Qu'afin d'assurer la compétitivité du secteur minier, le gouvernement du Canada examine les récents changements apportés :**

- au Crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique;**
- au Crédit d'impôt des sociétés pour exploration et développement miniers;**
- aux taux de déduction pour amortissement accéléré;**
- aux frais d'exploration au Canada et les frais d'aménagement au Canada.**



## CHAPITRE QUATRE : COLLECTIVITÉS

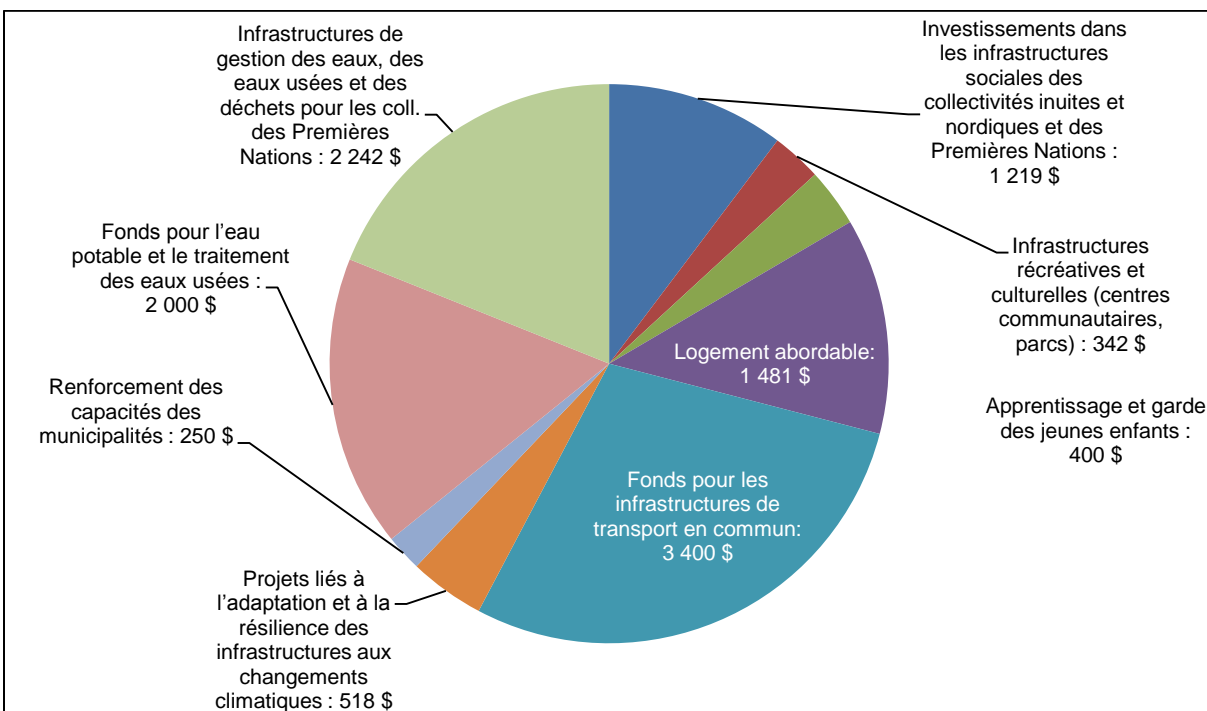
La troisième question posée par le Comité lorsqu'il a lancé ses consultations prébudgétaires en vue du budget de 2017 était la suivante : Quelles mesures fédérales feraient en sorte que les collectivités urbaines, rurales et éloignées du Canada permettent à leurs résidents de contribuer comme ils le souhaitent à la croissance économique du pays et aux entreprises de prendre de l'expansion, de prospérer et de s'assurer une clientèle nationale et internationale afin de contribuer à la croissance économique?

Les témoins ont répondu à cette question sous l'angle de l'infrastructure et de son financement, de l'environnement et du changement climatique, et de la sécurité.

### A. L'INFRASTRUCTURE ET SON FINANCEMENT

En ce qui concerne l'infrastructure et son financement, les témoins ont abordé les aspects suivants : une stratégie sur l'infrastructure, le transport des marchandises, des personnes et de l'information; le logement et les loisirs; les régions rurales et éloignées; et les méthodes de financement.

#### Investissements dans l'infrastructure annoncés dans le Budget fédéral de 2016, 2016–2021 (total sur cinq ans, en millions de dollars)



Nota : Dans le budget fédéral de 2016, le gouvernement a annoncé de nouvelles dépenses d'infrastructure de 11,9 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2016. On peut voir dans le graphique ci-dessus le montant des investissements en infrastructure annoncés dans le Budget.

Source : Ministère des Finances, [Assurer la croissance de la classe moyenne](#), 2016, p. 101.

## 1. Une stratégie sur l'infrastructure

Le [Conseil canadien des affaires](#) a fait part au Comité de différentes mesures qui devraient selon lui être intégrées à une éventuelle stratégie nationale sur l'infrastructure : organes indépendants d'évaluation des projets d'infrastructure, financement adéquat des processus de réglementation de ces projets, etc.

La [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont insisté sur l'importance de l'infrastructure de transport, d'innovation et numérique, tandis que la [Fédération canadienne de l'agriculture](#) a demandé un examen des besoins actuels en infrastructure. Le [Mouvement des caisses Desjardins](#) a encouragé le gouvernement à collaborer avec les autres ordres du gouvernement afin de répondre aux besoins d'infrastructure précis des Canadiens, et [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#) a prôné la transparence et la prévisibilité des investissements en infrastructure. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont demandé que les investissements du gouvernement dans l'infrastructure publique de base soient responsables sur le plan financier et qu'ils s'articulent autour d'objectifs à long terme, tandis que le [Conference Board du Canada](#) et la [Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador](#) ont proposé la création d'un programme de stimulation de l'infrastructure publique. L'[Institut C.D. Howe](#) a fait valoir qu'il faut prioriser les projets d'infrastructure qui relèvent des compétences fédérales et qui peuvent être menés à bien rapidement.

En ce qui concerne la prochaine phase du plan d'infrastructure du gouvernement, la [Fédération canadienne des municipalités](#) et l'[Association of Manitoba Municipalities](#) ont dit vouloir que les modèles de financement permettent aux décideurs locaux d'attribuer les fonds aux projets les plus nécessaires. [Forêt NB](#) a demandé que des investissements stratégiques fassent partie de la prochaine phase du plan d'infrastructure du gouvernement, [BioAlliance de l'Île-du-Prince-Édouard](#) a prôné le développement de l'infrastructure destinée à la fabrication, et la [Fédération canadienne des municipalités](#) a recommandé qu'on mette l'accent sur les projets de construction des réseaux de transport en commun.

Discutant l'accès aux fonds fédéraux, l'[Alberta Urban Municipalities Association](#) a demandé que l'argent soit versé directement aux municipalités, sans passer par la province. [Elle](#) a aussi proposé que le financement reçu dans le cadre des ententes fédérales-provinciales sur l'infrastructure concorde avec la saison de construction de l'Alberta. Quant à la [Province de l'Île-du-Prince-Édouard](#), elle voulait l'assouplissement des exigences d'admissibilité des projets pour accroître l'accès aux fonds.

Pour le [Syndicat canadien de la fonction publique](#), les entrepreneurs et sous-traitants qui travaillent aux projets d'infrastructure financés par le gouvernement fédéral devraient respecter un ensemble de normes sociales et éthiques, notamment sur les salaires, les droits des travailleurs, l'équité salariale, la représentativité de l'effectif, l'ouverture aux apprentis et la responsabilité des entreprises. [Unifor](#) a demandé au gouvernement de privilégier l'équipement de transport en commun construit au Canada, ainsi que le contenu et l'embauche locaux, surtout auprès des groupes sous-représentés.



[Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) s'est dit en faveur de la mise sur pied de programmes de revitalisation des quartiers assortis d'un financement pluriannuel, de la conclusion d'ententes sur les retombées économiques communautaires, de la prise en compte de la valeur sociale des projets et de la création d'un cadre stratégique national de développement économique des communautés.

[Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) a affirmé que les projets d'infrastructure devraient être sélectionnés de manière à retenir ceux qui produisent le moins de carbone.

## **2. Le transport des marchandises, des personnes et de l'information**

Les intervenants ont parlé du transport des marchandises et des personnes. Par exemple, les [Manitoba Chambers of Commerce](#) ont prôné l'investissement dans le transport ferroviaire. [Diversification de l'économie de l'Ouest – Saskatchewan](#) a demandé la construction de voies ferrées dans le Nord de la Saskatchewan, tandis que le [Congrès du travail du Canada](#) et le [Conseil du patronat du Québec](#) se sont dits en faveur de l'amélioration du corridor Québec–Windsor; plus particulièrement, ils ont demandé la réservation d'une voie sur l'axe Montréal–Ottawa–Toronto, et un service ferroviaire plus fréquent et rapide. Quant au [Conseil du patronat du Québec](#), il a appelé de ses vœux la construction d'un lien ferroviaire rapide entre Toronto et Québec.

Les témoins ont aussi abordé d'autres aspects du transport ferroviaire. L'[Agricultural Producers Association of Saskatchewan](#) a prôné le recours aux subventions et aux incitatifs fiscaux pour encourager l'investissement dans des chemins de fer d'intérêt local pouvant servir au transport des céréales, et l'[Association nationale des engraisseurs de bovins](#) a réclamé des modifications aux politiques sur le transport ferroviaire pour ouvrir l'accès à toutes les voies ferrées. La [Canadian Wheat Board Alliance](#) a proposé la nationalisation des installations ferroviaires au port de Churchill, au Manitoba, tandis que la [Saskatchewan Mining Association](#) a fait remarquer que les sociétés minières ont besoin d'un réseau ferroviaire concurrentiel, fiable et souple pour transporter leurs produits sur le marché.

Au sujet des aéroports, l'[Association des aéroports du Canada atlantique](#), le [Conseil des aéroports du Canada](#) et la [Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#) ont prôné la réforme des exigences d'admissibilité au Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires de manière à ce que les aéroports du Réseau national des aéroports puissent toucher du financement. L'[Association des aéroports du Canada atlantique](#) et le [Conseil des aéroports du Canada](#) ont mentionné qu'il fallait accroître le financement des infrastructures offert aux petits aéroports inscrits au Réseau national des aéroports, et faciliter l'accès au Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires. Quant à l'[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#), elle a affirmé que les aéroports qui souhaitent améliorer leur niveau de service devraient avoir accès à un programme d'aide à cette fin.

Sur la question plus précise des dépenses, l'[Association des aéroports du Canada atlantique](#) a proposé d'éliminer les loyers des aéroports, d'en changer la formule de calcul ou de leur imposer un plafond. De même, le [Conseil du patronat du Québec](#) a réclamé

l'élimination des loyers des aéroports, tout comme le [Conseil des aéroports du Canada](#) pour les aéroports recevant moins de 3 millions de passagers par année et la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) pour les grands aéroports du Canada. Par contre, [Unifor](#) a plutôt fait valoir que le modèle de propriété aéroportuaire actuel est adéquat, et que le gouvernement devrait maintenir les loyers et prolonger le bail de tous les aéroports. L'[Institut C.D. Howe](#) a proposé de mettre aux enchères les baux des aéroports.

Certains témoins ont parlé d'aéroports en particulier. La [Chambre de commerce de Fredericton](#) ainsi que la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont demandé qu'on investisse dans l'Aéroport international de Fredericton. L'[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#), de son côté, voulait que la Ville et la province touchent des fonds pour financer le transport en commun vers l'aéroport international Pearson de Toronto.

Par ailleurs, les routes et les autoroutes ont aussi fait l'objet d'interventions. L'[Agricultural Producers Association of Saskatchewan](#), [Diversification de l'économie de l'Ouest – Saskatchewan](#), la [Fédération canadienne des municipalités](#), [Forêt NB](#) et l'[Union des producteurs agricoles](#) ont demandé des investissements supplémentaires dans l'infrastructure routière. L'[Agence canadienne de développement économique du Nord](#) a dit appuyer la construction de routes toutes saisons pour faciliter l'accès aux collectivités les plus éloignées du Canada, tandis que l'[Association nationale des engraisseurs de bovins](#) a proposé que le gouvernement établisse un fonds pour financer la construction de routes et de ponts dans les régions rurales. Enfin, la [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a demandé un assouplissement du nouveau Fonds Chantiers Canada pour les projets qui, au moyen de méthodes de financement novatrices, proposent d'agrandir ou d'entretenir l'infrastructure routière.

Au sujet des ports, la [Manitoba Chambers of Commerce](#), l'[Alliance de la fonction publique du Canada](#) et l'[Union canadienne des employés des transports](#) ont réclamé la nationalisation du port de Churchill, au Manitoba; la [Canadian Wheat Board Alliance](#) a demandé l'étatisation des installations céréalieres de ce port, et l'[Alliance de la fonction publique du Canada](#), sa conversion en administration portuaire munie d'un conseil d'administration représentant toutes les parties prenantes, dont les Autochtones. Le [Conseil du patronat du Québec](#) a demandé des investissements dans les ports du Québec.

Plusieurs témoins ont parlé des pipelines. Par exemple, l'[Association canadienne de pipelines d'énergie](#), l'[Association des producteurs pétroliers](#), [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#), [Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Alberta](#), [Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Colombie-Britannique](#) et la [Regina and District Chamber of Commerce](#) ont demandé que soient approuvés les projets de construction de pipelines qui sont encore en suspens.

Au sujet plus particulièrement du pipeline Énergie Est de TransCanada, l'[Atlantic Institute for Market Studies](#) et l'[Association des producteurs pétroliers](#) se sont dits en faveur du projet, dont les retombées économiques positives ont aussi été évoquées par l'[Agence de promotion économique du Canada Atlantique – Nouvelle-Écosse](#), l'[Agence de promotion économique du Canada atlantique – Île-du-Prince-Édouard](#), [Diversification de](#)

[l'économie de l'Ouest canadien – Saskatchewan](#) et l'[Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario](#).

Par ailleurs, la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#), le [Congrès du travail du Canada](#), l'[Association canadienne du transport urbain](#), le [Conseil du patronat du Québec](#), la [Fédération canadienne des municipalités](#) et la [Coalition du budget vert](#) ont demandé au gouvernement d'investir dans le transport en commun. L'[Association canadienne du transport urbain](#), en particulier, voulait une infrastructure favorisant le transport en commun, le partage de véhicules et le covoiturage plutôt que les véhicules à occupant unique. Elle a proposé la création d'un groupe consultatif d'experts qui aiderait à établir les paramètres des programmes de financement de l'infrastructure et du transport en commun, et a [ajouté](#) que les collectivités de toutes tailles devraient être admissibles aux investissements dans le transport en commun. Enfin, l'[Association](#) voulait que la tarification du transport fasse l'objet d'une discussion fondée sur les faits.

Toujours dans le contexte du transport des marchandises et des personnes, le [Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada](#) a demandé du financement de recherche, qui serait versé par l'entremise d'un consortium d'innovation indépendant sans but lucratif. L'[Association canadienne du transport en commun](#) a proposé au gouvernement de s'associer avec elle et le Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada pour soutenir des projets de recherche, de développement et de démonstration-intégration dans le domaine du transport en commun.

L'[Université Memorial de Terre-Neuve](#) a prôné l'investissement dans l'infrastructure maritime.

Les [Keystone Agricultural Producers](#) ont parlé de l'importance de l'infrastructure numérique pour accroître l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, et la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont demandé des investissements dans l'infrastructure et l'innovation numériques. La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a encouragé le gouvernement à prendre plusieurs mesures en matière de réglementation des technologies de télécommunication : réviser les zones de service définies aux fins du processus concurrentiel de délivrance des licences; modifier les règles de la mise aux enchères des accès à large bande; et permettre aux fournisseurs de service Internet d'acheter les licences de spectre inutilisées depuis plus de deux ans.

Pour l'[Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications](#) et l'[Alberta Urban Municipalities Association](#), des incitatifs devraient être offerts aux fournisseurs qui offrent des services Internet et cellulaires dans les régions rurales ou éloignées. Quant aux [Amis de la radiodiffusion](#), ils ont demandé au gouvernement de soutenir financièrement la mise à niveau de l'équipement de transmission des radiodiffuseurs canadien.

L'[Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications](#), faisant valoir que l'accès Internet sans fil doit être abordable, a demandé au gouvernement de prioriser, dans ses critères de sélection, les projets de technologie cellulaire pour Internet et la téléphonie. L'[Association canadienne de la technologie de](#)

[l'information](#) a recommandé d'élaborer des partenariats, des structures de financement et des initiatives politiques pour favoriser l'implantation de la technologie 5G au Canada, et [elle](#) s'est dite en faveur de la création d'un conseil consultatif de leadership numérique.

Le [Conservatoire royal de musique](#) a demandé des fonds pour bâtir une plateforme pédagogique numérique qui améliorera l'accès à ses contenus et publications.

### 3. Logement et loisirs

Les témoins ont fait un grand nombre de propositions touchant au logement. Par exemple, l'[Institut C.D. Howe](#) a prôné la création d'un fonds d'assurance hypothécaire pour le logement résidentiel, tandis que l'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a proposé que – pour les emprunteurs répondant aux conditions nécessaires qui achètent une maison de moins de 500 000 \$ – la Société canadienne d'hypothèques et de logement accepte à nouveau d'assurer les hypothèques sur une période d'amortissement de 30 ans. [Elle](#) a aussi demandé que la Société canadienne d'hypothèques et de logement continue d'assurer les hypothèques dont le versement initial est de 5 % du prix d'achat de la maison, et qu'elle envisage le recours aux programmes de financement par capitaux propres; ont aussi été mentionnés les hypothèques à participation, les assurances-crédits pour les emprunts hypothécaires conjoints et les locations avec option d'achat.

Certains témoins ont fait des remarques générales sur le marché de l'habitation. Par exemple, la [Banque HSBC Canada](#) a dit que le gouvernement devrait encourager les propriétaires à réduire leur niveau d'endettement, tandis que le [Mouvement des caisses Desjardins](#), rappelant les vulnérabilités liées au logement, a appelé à la collaboration quant aux décisions qui doivent être prises. L'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a de son côté prié le gouvernement de soutenir l'élaboration d'indicateurs et d'analyses dans le secteur de l'habitation.

Selon le [Conseil économique des provinces de l'Atlantique](#), il faut attendre que le marché s'adapte aux mesures annoncées récemment avant de mettre en œuvre de nouvelles initiatives dans le domaine de l'habitation. Le [Mouvement des caisses Desjardins](#) s'est dit en faveur de mesures ciblant les acheteurs d'une première maison et les jeunes ménages – plutôt que les locateurs et les spéculateurs immobiliers. Le [Conseil du patronat du Québec](#) a dit que le gouvernement devrait éviter d'imposer des mesures pancanadiennes restrictives à l'égard de l'accès à la propriété. L'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a réclamé des changements au Régime d'accession à la propriété.

La [Fédération de l'habitation coopérative du Canada](#) a encouragé le gouvernement à s'assurer que les coopératives aient accès à de bons taux hypothécaires, et à s'engager à financer les mécanismes provinciaux/territoriaux d'aide aux ménages à faible revenu. [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) a réclamé la création d'un plan national en matière de logement coopératif.

L'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a demandé des modifications aux règles de détermination de la taxe sur les produits et services sur les appartements accessoires, ainsi qu'au montant auquel s'applique la taxe. Le [Conseil du patronat du Québec](#) a quant à lui encouragé le gouvernement à supprimer la TPS sur les nouvelles dépenses en immobilisations dans les logements locatifs.

L'[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#), le [Front d'action populaire en réaménagement urbain](#) et la [Gabriel Housing Corporation](#) ont donné leur appui à la création d'une stratégie nationale du logement qui, entre autres, reconnaîtrait le droit au logement de tous les Canadiens et membres des Premières Nations canadiennes. L'[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#) a demandé au gouvernement de mettre en œuvre, dans le cadre de cette stratégie, des mesures de reddition de comptes avec les provinces et les territoires, tandis que la [Fédération canadienne des municipalités](#) et [Habitat pour l'humanité Canada](#) ont réclamé un plan solide et à long terme sur l'infrastructure de logement.

Le [Front d'action populaire en réaménagement urbain](#), la [Gabriel Housing Corporation](#) et le [Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal](#) ont demandé de nouveaux logements sociaux; le [Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal](#) a demandé plus particulièrement au gouvernement de rétablir le financement à l'appui de la construction de nouveaux logements sociaux au Québec. [Habitat pour l'humanité Canada](#) a proposé l'élargissement au logement abordable du programme de titrisation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

La [Fédération de l'habitation coopérative du Canada](#) a dit que la Société canadienne d'hypothèques et de logement devrait allouer une partie de son Fonds pour l'innovation en matière de logement locatif abordable et de son Initiative de financement en matière de logements locatifs abordables afin de mettre à l'essai et d'accroître des modèles novateurs pour développer et financer des coopératives d'habitation.

[Habitat pour l'humanité Canada](#) a proposé que les terrains du gouvernement fédéral servent à la construction de logements abordables, et l'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a dit que le gouvernement, en plus de collaborer avec les provinces/les territoires à accroître l'offre de logements sociaux, devrait fournir des terrains fédéraux pour qu'on y établisse des logements à usage mixte où pourront s'installer des familles à revenus divers. L'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a aussi appelé le gouvernement à recourir à l'éducation publique pour aider les provinces à contrer la tentation « d'accord, mais pas dans ma cour » s'opposant à la mixité des revenus dans les ensembles résidentiels. Enfin, [Reena](#) a appuyé les subventions fédérales et provinciales pour des projets de construction de logements abordables à vocation variable en Ontario.

Le [Front d'action populaire en réaménagement urbain](#) a réclamé des investissements majeurs en rénovation et construction de logements dans les collectivités inuites/du Nord. La [Gabriel Housing Corporation](#) a demandé que soient renouvelées, si elles doivent bientôt expirer, les ententes et subventions sur les coûts de fonctionnement et les réparations; elle voulait aussi que de la formation soit offerte aux Autochtones pour

leur apprendre à construire et à rénover des logements. La [Fédération nationale des retraités](#) a proposé que le gouvernement vienne en aide aux personnes âgées qui peinent à payer leur loyer, tandis que [Reena](#) voulait que le gouvernement affecte une partie des fonds de l'éventuelle stratégie nationale du logement aux personnes ayant une déficience développementale. [Generation Squeeze](#) a prôné une réduction des frais de garde et du coût des congés parentaux afin d'aider les jeunes ménages à assumer les coûts élevés du logement.

[Choices for Youth](#) a dit de l'itinérance chez les jeunes qu'elle était un enjeu prioritaire, tandis que la [Gabriel Housing Corporation](#) a fait valoir que les Autochtones devraient exercer un contrôle accru sur les fonds destinés au logement et à la lutte contre l'itinérance, afin de pouvoir mettre en œuvre des programmes dans ce domaine en Saskatchewan. Selon le [Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal](#), la lutte contre l'itinérance devrait se concentrer sur la prévention et la construction de logements. Le [Réseau](#) a demandé au gouvernement de renouveler et d'accroître le financement de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, et d'en faire [bénéficiaire](#) les villes où l'itinérance sévit le plus durement, et ce, avec une souplesse dans l'attribution locale des fonds. Le [Front d'action populaire en réaménagement urbain](#) a dit que le gouvernement devrait soutenir les personnes et les familles qui sont sans abri ou n'ont pas accès à un logement adéquat.

Dans le but de réduire le coût du logement, la [Gabriel Housing Corporation](#) a demandé au gouvernement d'affecter des subventions d'immobilisation à la construction ou à l'achat et à l'entretien de nouveaux logements sociaux. Le [Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal](#) a déclaré que le gouvernement devrait travailler avec le gouvernement du Québec à l'élaboration des programmes de logement, et que l'argent devrait être versé aux organismes communautaires et aux gouvernements provinciaux. [Habitat pour l'humanité Canada](#) a encouragé le recours aux capitaux à faible coût pour financer le logement abordable. L'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a proposé qu'on finance la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Conseil national de recherches du Canada et Ressources naturelles Canada pour qu'ils étudient des moyens de réduire les coûts de construction des habitations.

L'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a aussi demandé des fonds pour le Conseil national de recherches du Canada à l'appui de l'harmonisation des normes et de la modification du Code national du bâtiment.

[Elle](#) voulait de plus la densification des zones résidentielles le long des axes de transport en commun.

Au sujet de l'infrastructure récréative, l'[Association canadienne des parcs et des loisirs](#) et le [Groupe le Sport est important](#) ont réclamé la création d'un fonds « de réparation » et d'un fonds « nouveaux chantiers », l'affectation de capitaux aux petites collectivités et aux populations ethniques, et l'établissement d'un inventaire complet des installations sportives et récréatives.

Dans le contexte du tourisme, l'[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#) a demandé des investissements dans l'infrastructure servant au camping et au caravanning dans les parcs nationaux du Canada. L'[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#) ainsi que la [Ville de Fredericton et Allumez Fredericton](#) ont proposé que les fonds de marketing touristique soient versés par l'entremise de Destination Canada.

#### **4. Les régions rurales et éloignées**

De nombreux témoins ont fait valoir que les régions rurales, éloignées et nordiques du Canada avaient besoin d'un accès à large bande fiable. Par exemple, l'[Agricultural Producers Association of Saskatchewan](#), l'[Alberta Urban Municipalities Association](#), [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#), les [Keystone Agricultural Producers](#), l'[Association nationale des engraisseurs de bovins](#), l'[Union nationale des fermiers](#) et la [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) ont réclamé des investissements dans les technologies de télécommunication (nouvelles et existantes) dans les régions rurales. Pour l'[Agricultural Producers Association of Saskatchewan](#), la vitesse de téléchargement dans les régions rurales devrait atteindre une certaine cible dans un délai donné.

Comme la fibre optique est coûteuse, l'[Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications](#) et l'[Association canadienne de la technologie de l'information](#) ont invité le gouvernement à miser sur l'accès satellite dans les régions rurales. Quant à la [Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#) et à l'[Association canadienne de la technologie de l'information](#), elles étaient d'avis que les divers ordres de gouvernement, le secteur privé et les collectivités devaient mener une stratégie coordonnée de développement de l'accès à large bande dans les régions rurales et éloignées.

La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a fait plusieurs propositions relatives aux municipalités rurales : accroître le financement du Fonds des petites collectivités; réduire le nombre d'habitants en dessous duquel une municipalité est considérée comme une « petite collectivité »; et considérer les diverses définitions de « municipalité rurale » utilisées au Canada. La [Fédération canadienne des municipalités](#) estimait que la phase suivante du plan d'infrastructure du gouvernement devrait se baser sur le Fonds des petites collectivités et prioriser les projets d'infrastructure ruraux.

Les [Manitoba Chambers of Commerce](#) ont proposé que le gouvernement établisse son plan de développement économique à long terme en collaboration avec les collectivités du Nord du Manitoba.

La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) s'est dite en faveur de l'adoption d'ententes d'aide mutuelle et d'ententes d'entretien des routes obligatoires afin que les municipalités rurales qui fournissent des services d'urgence locaux soient assurées d'être payées.

L'[Institut Macdonald-Laurier](#) a fait valoir que, dans les régions rurales et les autres collectivités à service limité, tous les câbles et fils – y compris la fibre optique – devraient

être enfouis simultanément. L'Institut a aussi prié le gouvernement d'accélérer l'approbation des projets de construction dans le domaine des télécommunications.

L'[Association nationale des engraisseurs de bovins](#) a mentionné le besoin d'infrastructure sociale dans les régions rurales.

[Elle](#) a aussi dit que le partage du Fonds de la taxe sur l'essence devrait se faire au prorata de la consommation d'essence, et non de la population.

Enfin, la [Northern Lights School Division no. 113](#) a demandé une réduction des obstacles provinciaux et fédéraux qui empêchent l'apport d'aide; elle a aussi prôné une utilisation accrue du modèle du centre de ressources familiales.

## 5. Méthodes de financement

Les intervenants ont parlé au Comité de diverses méthodes de financement de l'infrastructure. Par exemple, le [Conseil canadien des affaires](#) a proposé le modèle utilisateur-payeur, tandis que le [Congrès du travail du Canada](#) s'est dit favorable à des méthodes de financement novatrices. La [Chambre de commerce du Canada](#) a avancé que le gouvernement devrait créer les conditions permettant aux entreprises et aux collectivités autochtones d'être partenaires financiers dans les projets d'infrastructure.

L'[Association canadienne de la construction](#) s'est dite favorable au projet de banque de l'infrastructure, qui pourrait selon elle accroître l'investissement dans les infrastructures commerciales; quant aux [Comptables professionnels agréés du Canada](#), il a demandé au gouvernement de donner des précisions sur le projet. Pour le [Réseau canadien de développement économique communautaire](#) et [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#), cette banque pourrait être une source de financement abordable; le [Réseau](#) a ajouté qu'elle pourrait aussi fournir des garanties de prêt. La [Fédération canadienne des municipalités](#) a émis le souhait que la banque de l'infrastructure ne remplace pas le financement de l'infrastructure actuel, mais le complète plutôt. Vu l'ampleur des besoins d'infrastructure du Canada, le [Conseil consultatif en matière de croissance économique](#) a déclaré que cette banque pourrait attirer l'investissement privé; [il](#) a aussi évoqué l'idée d'une banque de l'infrastructure nord-américaine.

La [Fondation Rick Hansen](#) a proposé un fonds qui financerait l'innovation et l'accessibilité à l'étape de la conception de l'environnement bâti; elle a aussi dit que l'admissibilité au financement de l'infrastructure devrait être assujettie à des critères liés à l'accessibilité.

Le [Conseil canadien des affaires](#) et [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#) se sont dits en faveur des partenariats public-privé, alors que le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) et l'[Alliance de la fonction publique du Canada](#) ont demandé l'élimination de PPP Canada. Pour le [Syndicat canadien de la fonction publique](#), c'est l'État qui doit financer et gérer l'infrastructure publique; [il](#) s'est de plus dit favorable à l'introduction d'une législation complète pour assurer la reddition des comptes et la transparence des partenariats public-privé. Pour sa part, l'[Alliance de la fonction publique du Canada](#) a



encouragé le gouvernement à investir le capital du Fonds PPP Canada dans des projets d'infrastructure publique.

L'[Association of Manitoba Municipalities](#) a demandé à tous les ordres du gouvernement de fournir du financement pour aider au paiement des dépenses en immobilisations des projets d'infrastructure.

[Unifor](#) a avancé que, avant de vendre des biens publics, le gouvernement devrait examiner l'impact du recyclage de biens sur la productivité, la sécurité et le développement économique, surtout en ce qui concerne la vente d'aéroports publics.

## **6. Les recommandations du Comité**

Reconnaissant que les personnes, les entreprises et les collectivités ont besoin d'infrastructure qui puisse suivre l'évolution de leurs besoins et qui est maintenue en bon état, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 61**

**Que le gouvernement du Canada priorise les mesures relatives à l'infrastructure stratégique verte et sociale et à l'infrastructure de base qui ont un impact direct et mesurable sur l'économie canadienne et attirent ou facilitent l'investissement et le commerce étrangers. Parmi ces mesures, le gouvernement devrait :**

- **s'assurer que les fonds affectés à l'infrastructure dans les collectivités nordiques et éloignées servent principalement à l'infrastructure de transport (p. ex. remplacement des ponts, réfection des routes) de façon à faciliter concrètement les échanges commerciaux et la croissance du secteur agricole du Canada;**
- **investir dans le service ferroviaire voyageurs rapide et fréquent, financer le projet de renouvellement de la flotte le long du corridor Québec-Windsor de VIA Rail, et lance le processus d'approvisionnement connexe;**
- **s'assurer que les petits aéroports du Réseau national des aéroports sont admissibles aux fonds d'infrastructure;**
- **travailler avec les entreprises de télécommunications qui acceptent de participer à un programme rural d'accès à large bande qui serait financé grâce à la révision des taux de déduction pour amortissement des catégories 8, 42 et 46, qui portent sur l'équipement des réseaux de communication, y compris à large bande;**

- élaborer un programme de soutien pour la couverture du réseau cellulaire (Internet mobile) dans les communautés non desservies ou mal desservies.

#### **RECOMMANDATION 62**

Que le gouvernement du Canada entreprenne un examen de la formule de financement de l'infrastructure municipale afin de s'assurer que – comme le Fonds de la taxe sur l'essence, qui est permanent et indexé – le financement soit prévisible, durable, réservé et fourni à long terme.

#### **RECOMMANDATION 63**

Que le gouvernement du Canada s'assure que l'accès au financement à l'infrastructure se fasse au moyen de processus d'approbation rationalisés, dans des délais adéquats; il s'assure aussi d'accroître la coordination et l'uniformité entre les programmes fédéraux et provinciaux/territoriaux de financement de l'infrastructure.

#### **RECOMMANDATION 64**

Que le gouvernement du Canada consacre du financement à long terme pour répondre à l'expiration prochaine des ententes d'exploitation fédérales concernant les logements à loyer indexé sur le revenu.

#### **RECOMMANDATION 65**

Que le gouvernement revoie la définition actuelle de logement abordable utilisée par le gouvernement et par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

#### **RECOMMANDATION 66**

Que le gouvernement du Canada renégocie les ententes de financement relatives au logement de manière à garantir l'existence de cibles fermes pour le nombre de nouveaux logements locatifs construits chaque année.

#### **RECOMMANDATION 67**

Que le gouvernement du Canada prolonge les programmes de logement abordable offerts aux personnes âgées et aux victimes de violence qui ont été annoncés dans le budget fédéral de 2016 et qui arrivent à échéance dans deux ans.

#### **RECOMMANDATION 68**

**Que le gouvernement du Canada poursuive la mise en place de la banque de l'infrastructure pour accroître l'investissement du secteur privé dans l'économie canadienne.**

#### **RECOMMANDATION 69**

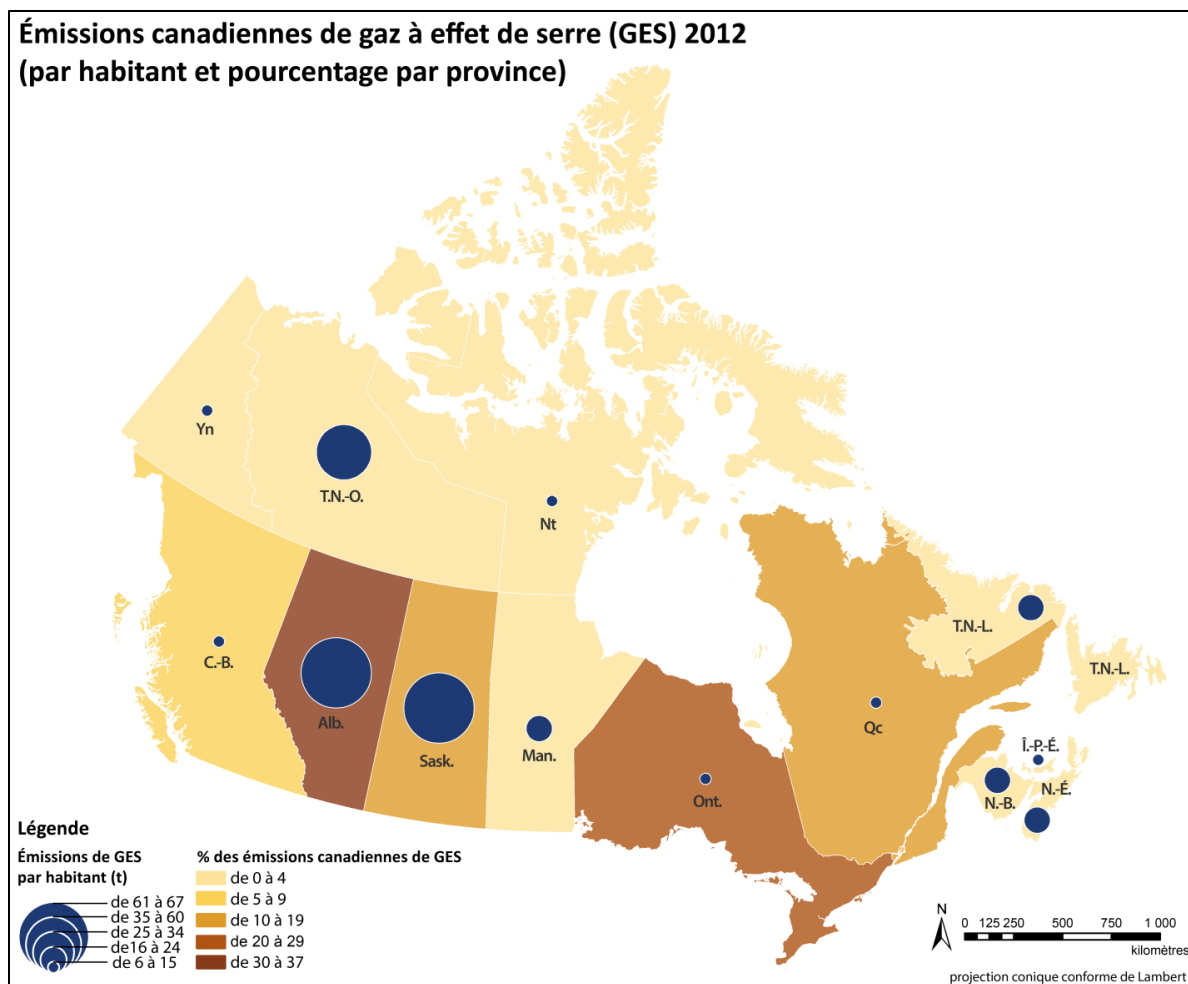
**Qu'afin de stimuler la croissance et d'assurer la viabilité économique, le gouvernement du Canada travaille avec la collectivité de Churchill, au Manitoba, en vue de concevoir une stratégie à long terme pour le Port de Churchill et le transport ferroviaire à destination et en provenance de la ville.**

#### **RECOMMANDATION 70**

**Que le gouvernement du Canada améliore l'accès aux services de garde d'enfants afin de remplir sa promesse d'investir dans l'infrastructure sociale.**

## B. L'ENVIRONNEMENT ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Au sujet de l'environnement et des changements climatiques, les témoins ont abordé les thèmes suivants : une stratégie sur les changements climatiques; l'approvisionnement en énergie; l'utilisation d'énergie et l'efficacité énergétique; et les espèces et l'habitat.



Source : Carte préparée par la Bibliothèque du Parlement, Ottawa, 2016. Échelle : 1:25 000 000. Renseignements tirés de données des rapports d'inventaire national du Canada (1990-2013) présentés à la [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#); de [Statistique Canada, Fichiers des limites, Recensement 2011 : n° de catalogue 92-160-X](#); de [tableaux du recensement](#) et de Natural Earth, [1:50M Cultural Vectors v.2.0](#). Le logiciel suivant a été utilisé : Esri, ArcGIS, version 10.3.1. Certains renseignements sont protégés par licence de [Licence du gouvernement ouvert – Canada](#).

## 1. Stratégie sur les changements climatiques

Les témoins ont indiqué au Comité qu'il est nécessaire d'adopter une stratégie sur les changements climatiques qui comprendrait, entre autres éléments, des mécanismes de financement écologique. [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) a prié le gouvernement de créer un programme national semblable au Fonds d'investissement vert de l'Ontario, et la [Canadian Coalition for Green Finance](#) a affirmé que le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone devrait pouvoir octroyer des fonds en vue de créer une banque d'investissements verts. Le [Congrès du travail du Canada](#) a demandé le rétablissement des services bancaires postaux offerts par la Société canadienne des postes aux fins du financement des investissements verts. [The Low Carbon Partnership](#) a recommandé la création d'un fonds visant à appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, et la [Province de l'Île-du-Prince-Édouard](#) a affirmé que le gouvernement devrait envisager la conversion des bâtiments et des transports qui appuie une telle économie. La [Canadian Geothermal Energy Association](#) a demandé au gouvernement d'intégrer des investissements dans l'énergie géothermique au cadre de référence des obligations vertes, au Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone et à la banque d'infrastructure proposée. [The Low Carbon Partnership](#) a demandé des fonds pour élargir ses programmes de faibles émissions de carbone.

Le [Congrès du travail du Canada](#) et l'[Association des industries solaires du Canada](#) prônent l'utilisation d'obligations vertes pour financer les projets d'infrastructure en énergies renouvelables. L'[Association des industries solaires du Canada](#) a également demandé la création de crédits d'impôt visant les investissements dans l'énergie solaire, et de politiques fiscales qui faciliteraient le développement de l'infrastructure à faibles émissions de carbone.

Des témoins ont indiqué que la stratégie sur les changements climatiques doit également comprendre des mesures pour fixer le prix du carbone. Par exemple, [Clean Energy Canada](#) et le [Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada](#) appuient la tarification du carbone dans l'ensemble. Toutefois, le [Conseil canadien des affaires](#) et la [Regina and District Chamber of Commerce](#) sont d'avis que le gouvernement ne devrait pas fixer le prix du carbone.

L'[Association des industries solaires du Canada](#) et le [Conseil du patronat du Québec](#) ont prôné l'adoption d'un régime régional de tarification du carbone qui reflèterait la réalité économique de chaque province et territoire. Toutefois, l'[Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#), le [Congrès du travail du Canada](#), [Producteurs de poulet du Canada](#) et la [Coalition du budget vert](#) appuient l'établissement d'un régime de tarification du carbone à l'échelle du Canada. La [Coalition du budget vert](#) a également fait valoir que le prix minimum du carbone devrait tenir compte du coût social du carbone, et a recommandé que le prix augmente de manière prévisible; le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) prône l'adoption d'un prix du carbone qui augmenterait en fonction de la quantité des émissions. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) et la [Coalition du budget vert](#) ont affirmé que les recettes tirées de la tarification du carbone devraient être affectées de manière à aider les ménages à faibles à revenu ou vulnérables et les entités touchées par la tarification du carbone, ou qu'elles soient consacrées à des investissements verts.

En outre, la [Coalition du budget vert](#) a fait valoir que ces recettes devraient être utilisées afin de financer une croissance économique « propre » et d'appuyer l'adaptation aux changements climatiques.

La [Saskatchewan Mining Association](#) a recommandé que l'on accroisse l'aide pour la capture et le stockage du carbone.

Selon des témoins, la stratégie sur les changements climatiques devrait également favoriser la conception de technologies propres. Par exemple, l'[Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#), l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) et le [Conseil canadien de l'innovation minière](#) ont souligné le besoin en nouvelles technologies propres. Plus particulièrement, le [Conseil canadien de l'innovation minière](#) a réclamé un investissement pluriannuel dans les technologies propres, le secteur minier égalant la contribution fédérale. L'[Association canadienne du gaz](#) a demandé au gouvernement d'établir un partenariat avec les provinces et les services publics pour favoriser l'innovation dans le domaine des technologies énergétiques au bénéfice des utilisateurs. Le [Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada](#) a décrit le besoin de créer des infrastructures « intelligentes », ainsi que le besoin de renforcer la recherche, le développement, la démonstration et l'intégration afin de favoriser la création de technologies de transport légères, connectées et à émission nulle.

Au sujet de l'agriculture, la [Fédération canadienne de l'agriculture](#), [Keystone Agricultural Producers](#) et la [Prince Edward Island Federation of Agriculture](#) ont prôné la création d'incitatifs visant à appuyer la conception de technologies propres. La [Fédération canadienne de l'agriculture](#) a demandé que ces incitatifs soient renforcés au moyen d'investissements dans l'infrastructure qui favoriseraient l'adoption de technologies propres.

Au sujet des enjeux liés à l'emploi et aux enjeux sociaux découlant des changements climatiques, le [Congrès du travail du Canada](#) et le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) ont recommandé l'établissement d'un cadre visant à aider les travailleurs et leurs communautés à s'adapter aux changements climatiques. [Unifor](#) a demandé au gouvernement d'élaborer un processus d'examen des répercussions sur le marché du travail de la transition vers les énergies renouvelables et de s'assurer que les coûts associés à cette transition ne sont pas imposés aux travailleurs de manière inéquitable. L'[organisme](#) a également fait valoir que le gouvernement devrait établir des groupes de travail fédéral-provincial qui formuleraient des propositions sur les objectifs, politiques et programmes du Canada relatifs aux changements climatiques; les syndicats des employés les plus touchés par les politiques sur les changements climatiques devraient collaborer avec les groupes de travail.

Certains témoins ont abordé la question des mesures d'atténuation et d'adaptation liées aux changements climatiques. La [Fédération canadienne de l'agriculture](#) a fait valoir qu'il est nécessaire de faire la promotion de ces mesures et d'investir dans la collecte de données qui peuvent être utilisées pour appuyer les initiatives environnementales et la conception d'outils de gestion. Dans la même veine, la [Coalition du budget vert](#) a affirmé que des investissements sont requis pour atténuer les effets des changements

climatiques; des fonds devraient être affectés à la réfection de l'infrastructure routière et hydraulique, au soutien aux efforts d'adaptation des provinces et des municipalités, et à la conservation des écosystèmes sains au fil des changements climatiques.

Au sujet des nouveaux investissements en infrastructure, le [Réseau canadien de développement économique communautaire](#) a demandé l'inclusion de critères accordant la priorité au financement de projets d'énergie propre dans les communautés vulnérables aux changements climatiques. En outre, l'[Association canadienne du transport urbain](#) a fait valoir que les réseaux de transport en commun devraient avoir accès au financement pour l'infrastructure verte axé sur la résilience aux changements climatiques.

Certains témoins ont présenté des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, le [Conseil canadien de l'innovation minière](#) a indiqué qu'il faut adopter une stratégie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et de dioxyde de carbone, et la [Fédération canadienne des municipalités](#) a demandé que les municipalités reçoivent des fonds prévisibles pour des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#), la [Coalition du budget vert](#) et [The Low Carbon Partnership](#) ont affirmé que les émissions de gaz à effet de serre devraient être réduites, et [Western Economic Diversification – Alberta](#) a dit estimer que le secteur pétrolier et gazier devrait avoir une empreinte de carbone moins importante. L'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) prône l'adoption d'une politique Canada-États-Unis concernant l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. [Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) a dit soutenir la décarbonisation de l'économie par la conception de pratiques qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre.

Le [Mouvement des caisses Desjardins](#) a affirmé que les changements climatiques devraient être un facteur déterminant de l'approche globale au développement économique à moyen et à long terme.

## **2. Approvisionnement en énergie**

Au sujet des différents aspects de l'approvisionnement en énergie au Canada, [Clean Energy Canada](#) a abordé la conception d'un plan d'action national sur l'électrification qui comprendrait les éléments suivants : un objectif national visant un approvisionnement en électricité n'émettant à peu près pas de carbone; des évaluations de la croissance de l'approvisionnement en énergie propre; des objectifs sectoriels d'électrification; une analyse coûts-avantages de la modernisation du réseau électrique; une évaluation des besoins de financement associés à l'électrification; et des approches ciblées à l'électrification dans les communautés éloignées, rurales et autochtones.

[Clean Energy Canada](#) a également indiqué qu'il est nécessaire de cibler les objectifs suivants : attirer les entreprises pour qu'elles fabriquent leurs produits dans des régions où est produite de l'énergie électrique propre; encourager le soutien à la recherche et au développement, aux projets pilotes et à l'innovation; accroître la capacité en énergie propre; modifier les structures de tarifs des services publics; et promouvoir un

forum d'échange de pratiques exemplaires liées à la production d'énergie électrique propre.

En outre, [Clean Energy Canada](#) a affirmé que le gouvernement devrait encourager le mouvement vers l'énergie propre au Canada et créer des occasions dans ce domaine, et établir un groupe d'experts chargé de recommander des pratiques exemplaires concernant les lois et règlements visant les services publics dans une économie à faibles émissions de carbone; on tiendrait compte des recommandations du groupe au moment d'examiner le soutien à l'infrastructure énergétique.

L'[Association canadienne du gaz](#) a recommandé plusieurs mesures gouvernementales concernant le gaz naturel, notamment les suivantes : aider à couvrir le coût supplémentaire des véhicules, bateaux et locomotives au gaz naturel; financer les innovations liées aux technologies du gaz naturel renouvelable; et appuyer l'infrastructure de l'énergie propre. Selon [elle](#), il y a lieu d'offrir davantage d'options énergétiques abordables, comme le gaz naturel liquéfié, aux communautés et entreprises autochtones dans le Nord du Canada, et de construire de nouvelles installations de gaz naturel renouvelable. En outre, [elle](#) a fait valoir que le gouvernement devrait modifier le *Règlement sur les carburants renouvelables* de manière à inclure le gaz naturel lorsque, en ce qui concerne les carburants de transport, il est utilisé sous sa forme comprimée ou liquéfiée.

Le [Congrès du travail du Canada](#) a proposé que le gouvernement favorise la génération locale de l'énergie renouvelable dans les foyers et les collectivités au Canada, établisse des cibles de création d'emploi, soutienne des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et augmente la quantité d'électricité générée par les sources solaires, éoliennes et géothermiques. Le [Congrès](#) a aussi dit que le gouvernement devrait travailler avec les collectivités autochtones, rurales et éloignées à accroître l'accès à l'énergie renouvelable, et à faciliter les projets d'énergie renouvelable à l'échelle locale. Pour sa part, l'[Association des industries solaires du Canada](#) a préconisé l'élimination des exigences réglementaires qui empêchent les investissements dans l'énergie renouvelable.

L'[Association canadienne d'énergie géothermique](#) a prôné les mesures suivantes : reconnaître l'énergie géothermique à titre de ressource thermique; permettre aux fournisseurs d'énergie géothermique de déduire les frais liés aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie au Canada pour l'exploration géothermique; appuyer l'exploration et le développement géothermiques; financer la Commission géologique du Canada; élaborer un système de données géothermiques accessible au public, de même qu'un système de classification et d'évaluation des ressources; et mettre en place un programme d'encouragement pour la production de chaleur et d'électricité géothermiques ou redémarrer le programme écoÉNERGIE pour la production d'énergie renouvelable.

Enfin, la [Saskatchewan Mining Association](#) a demandé que le gouvernement investisse dans l'énergie nucléaire produite à base d'uranium.



### 3. Utilisation d'énergie et efficacité énergétique

On a parlé au Comité de l'infrastructure verte. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a fait valoir que les décisions de financement de l'infrastructure prises par le gouvernement devraient tenir compte des incidences sur l'environnement et les émissions de gaz à effet de serre, tandis que [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#) a prôné l'investissement dans l'infrastructure d'énergies renouvelables pour répondre aux besoins énergétiques à long terme du Canada. Quant à l'[Institut Cooper](#), il s'est opposé à la construction de nouvelles infrastructures fondées sur le carbone, et a proposé plutôt l'investissement dans l'infrastructure d'énergie renouvelable locale, ainsi que dans la production et la distribution d'aliments locaux.

[Clean Energy Canada](#) a fait plusieurs propositions pour augmenter l'utilisation des véhicules électriques, dont les suivantes : accroître le soutien à l'infrastructure de charge des véhicules électriques; offrir des remboursements à l'achat des véhicules électriques; soutenir des programmes pilotes visant à accroître le nombre de véhicules électriques dans les parcs de véhicules partagés; financer la diffusion d'information sur les véhicules électriques; et créer un fonds d'innovation en transport pour appuyer la chaîne d'approvisionnement en véhicules électriques.

Dans le but de réduire la congestion et de promouvoir les initiatives de transport en commun durables, l'[Association canadienne du transport en commun](#) a appelé le gouvernement à offrir une exonération fiscale pour les indemnités de transport en commun accordées par les employeurs, et à créer des incitatifs financiers pour réduire les coûts d'acquisition des autobus, wagons et camions à faible émission. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a quant à lui recommandé au gouvernement de soutenir le Réseau pour une économie verte et son plan d'écologisation du transport en commun et de l'énergie publique renouvelable.

Le [Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada](#) a demandé l'installation de nouveaux systèmes de recharge des véhicules, et le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#), l'installation de pompes à combustibles permettant de réduire les émissions.

Plus d'un témoin a parlé des combustibles fossiles et des biocarburants. [Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) voulait que le gouvernement soutienne l'utilisation des biocarburants et des combustibles à faible émission de carbone dans le secteur des transports. L'[Institut Cooper](#) a demandé au gouvernement de diminuer graduellement les subventions aux combustibles fossiles, et de ne plus faire d'investissements dans l'extraction de combustibles fossiles. L'[Association canadienne du gaz](#) a encouragé l'investissement dans l'infrastructure de ravitaillement au gaz naturel à la grandeur du Canada, et le [Conseil canadien du canola](#) s'est dit en faveur de l'élargissement du mandat fédéral sur le biodiesel. [NRStor Inc.](#) a proposé que le gouvernement réaffecte à des projets d'énergie durable, dans les collectivités autochtones, les fonds qu'il investit actuellement dans la production d'électricité au diesel, et la [Coalition du budget vert](#) a exprimé son appui aux propositions de l'Assemblée des Premières Nations sur la réduction de l'emploi du diesel dans les communautés autochtones et la mise sur pied de

fonds pour les énergies propres. L'[Institut C.D. Howe](#) a pour sa part appelé le gouvernement à accroître le taux de la taxe sur les produits et services appliquée aux carburants de transport.

[Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) voulait l'établissement pancanadien de mécanismes de compensation, comme les puits forestiers, et de projets de déplacement du carbone, comme les biocarburants et la bioénergie.

Plusieurs témoins ont évoqué des moyens d'encourager les rénovations écoénergétiques. L'[Association canadienne du gaz](#) a appuyé la conversion écologique des édifices résidentiels et commerciaux, et l'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) s'est dite en faveur d'une vaste rénovation écoénergétique des logements résidentiels, coopératifs et sans but lucratif, ainsi que des édifices municipaux. Quant à la [Gabriel Housing Corporation](#), elle a préconisé la rénovation des logements sociaux.

[Clean Energy Canada](#) a prôné l'option des crédits d'impôt à la modernisation pour réduire les émissions et augmenter le rendement énergétique des édifices déjà construits; la valeur du crédit serait proportionnelle à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a pour sa part recommandé de soutenir le Réseau pour une économie verte et son plan de transformation de l'économie canadienne par l'investissement dans l'écologisation des maisons et des immeubles.

Le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#) a proposé la rénovation écoénergétique de la majorité des édifices de plus de 25 000 pieds carrés, la remise en service d'une proportion importante des édifices restants, et l'installation de panneaux solaires et d'autres sources d'énergie renouvelable dans une partie de ces bâtiments. Le [Congrès du travail du Canada](#) a appelé de ses vœux une stratégie de promotion de l'efficacité énergétique, de la conservation de l'énergie et de l'investissement dans la rénovation des maisons et des bâtiments; les fonds de l'assurance-emploi serviraient au financement des rénovations.

Certains témoins ont parlé de la mesure du rendement environnemental. Par exemple, le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#) a dit que le gouvernement devrait exiger l'analyse comparative énergétique des bâtiments fédéraux, et [Clean Energy Canada](#), qu'il devrait imposer les audits énergétiques et l'étiquetage au moment de la vente des maisons et en cas de rénovations majeures. L'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) s'est dite en faveur de l'instauration d'un crédit d'impôt à la rénovation permanent et remboursable, et a préconisé l'utilisation pancanadienne du système de cote ÉnerGuide pour évaluer et comparer le rendement énergétique des maisons.

D'autres témoins ont discuté des normes d'efficacité énergétique. Le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#) a appelé le gouvernement à adopter la norme Leadership in Energy and Environmental Design Platine pour les édifices fédéraux. Le [Congrès du travail du Canada](#) a proposé que le gouvernement travaille avec les provinces et les territoires afin de parvenir à une entente sur les normes nationales d'efficacité énergétique. Le [Conseil canadien de l'innovation minière](#) a réclamé une stratégie

d'amélioration de l'efficacité énergétique, tandis que l'[Association des produits forestiers du Canada](#) a demandé la mise à jour des codes du bâtiment et des normes pour prendre en compte l'empreinte de carbone de l'environnement bâti. Le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#) a prôné la construction de bâtiments à consommation énergétique nette zéro.

[Clean Energy Canada](#) a proposé au gouvernement de créer un nouveau centre de recherche sur les procédés industriels sans émissions de carbone; ce centre réunirait les universités, les gouvernements fédéral et provinciaux, l'industrie et des entités scientifiques fédérales comme le Conseil national de recherches du Canada.

Le [Conseil du patronat du Québec](#) voulait la mise en place de mesures afin d'encourager l'exploitation et le transport responsables des ressources naturelles.

Enfin, la [Saskatchewan Mining Association](#) a demandé au gouvernement d'édicter des règlements environnementaux fondés sur les faits scientifiques.

#### **4. Les espèces et l'habitat**

Au sujet de la préservation des espèces et de l'habitat, l'[Association des produits forestiers du Canada](#) s'est dite favorable à un plan de reforestation pancanadien, tandis que la [West Coast Aquatic Stewardship Association](#) a demandé des fonds pour la restauration des habitats et la gestion collaborative des zones de pêche. La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a fait valoir que le gouvernement devrait modifier la *Loi sur les espèces en péril* afin de reconnaître que certaines activités agricoles peuvent nuire accidentellement aux espèces en péril. L'[Association](#) a ajouté que le gouvernement devrait dédommager les agriculteurs qui préservent volontairement des zones de terre pour une espèce en péril.

La [Coalition du budget vert](#) a proposé au gouvernement plusieurs mesures de conservation de l'environnement, dont élargir et mieux protéger le réseau d'aires terrestres protégées; consacrer à l'infrastructure naturelle (p. ex. terres humides, renforcement côtier) des fonds prévus pour l'infrastructure verte; financer le Cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique; appuyer le « programme de gardiens » d'Indigenous Leadership Initiative; créer des mesures supplémentaires de préservation des habitats fauniques uniques et importants sur le plan écologique; soutenir des mesures de conservation, comme une loi fédérale sur les droits environnementaux, qui favoriseront un environnement sain; et aider les Canadiens à conserver leur milieu naturel en appuyant l'intendance, la « science citoyenne » et l'éducation environnementale.

La [Coalition du budget vert](#) a aussi abordé la question des habitats marins : elle voulait que le Canada atteigne et dépasse les objectifs de protection marine internationaux, assure la santé des océans et des pêches durables, renouvelle les programmes sur l'eau douce qui doivent prendre fin en mars 2017, et améliore et normalise la collecte de données et la production de rapports sur l'eau douce.

Enfin, [Éco héros](#) a prié le gouvernement de continuer de financer ses programmes de sensibilisation des jeunes à l'environnement.

## **5. Les recommandations du Comité**

Étant donné que le Canada fait partie d'une communauté internationale qui se voue à la protection de l'environnement et à la lutte aux changements climatiques, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 71**

**Que le gouvernement du Canada consulte, soutienne et rassemble les entreprises et les organisations canadiennes dans le but de trouver des solutions novatrices pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.**

### **RECOMMANDATION 72**

**Que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour soutenir et encourager le secteur géothermique du Canada.**

### **RECOMMANDATION 73**

**Que le gouvernement du Canada encourage l'utilisation des véhicules électriques en investissant dans l'infrastructure nécessaire au fonctionnement de ces véhicules, comme les postes de charge.**

### **RECOMMANDATION 74**

**Que le gouvernement du Canada, au moyen de projets d'énergie propre, réduise l'utilisation du diesel pour la production d'électricité dans les collectivités autochtones.**

## C. SÉCURITÉ

Les témoins ont abordé plusieurs sujets touchant à la sécurité du Canada, notamment la sécurité aérienne et maritime, la gestion des urgences, le tabac de contrebande et la défense et les services de police.

### Liste partielle des organismes de sécurité au Canada

Organisme	Ministère
<a href="#">Agence des services frontaliers du Canada</a>	Sécurité publique Canada
<a href="#">Armée de terre</a>	Défense nationale
<a href="#">Garde côtière canadienne</a>	Pêches et Océans Canada
<a href="#">Aviation royale canadienne</a>	Défense nationale
<a href="#">Gendarmerie royale du Canada</a>	Sécurité publique Canada
<a href="#">Marine royale canadienne</a>	Défense nationale

#### 1. Sécurité aérienne et maritime

On a parlé au Comité du contrôle de sécurité aux aéroports et des règlements sur la sûreté des pistes d'atterrissage. Par exemple, le [Conseil des aéroports du Canada](#) a réclamé la réforme des politiques sur le contrôle de sécurité avant l'embarquement, tandis que l'[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#) s'est dite en faveur de l'augmentation du financement de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien afin qu'elle puisse offrir une norme de service comparable à celle des aéroports de classe mondiale. L'[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#) a aussi demandé des fonds d'immobilisations pour la mise en œuvre de la nouvelle technologie de contrôle « ACSTA Plus ». L'[Association des aéroports du Canada atlantique](#) et le [Conseil des aéroports du Canada](#) ont proposé que soit octroyé du financement pour la construction des aires de sécurité d'extrémité de piste nouvellement exigées.

En ce qui concerne la sécurité maritime, la [section locale 2182 d'Unifor](#) a demandé au gouvernement d'engager de nouveaux agents aux stations de radio de la Garde côtière, et l'[Union canadienne des employés des transports](#) a proposé la création d'une base de la Garde côtière, au port de Churchill, au Manitoba.

#### 2. Gestion des urgences

Des témoins ont parlé au Comité des interventions et des intervenants d'urgence. L'[Alberta Urban Municipalities Association](#) a demandé de ramener à un niveau qualifié d'adéquat le financement des programmes fédéraux d'aide en cas de catastrophe. De même, l'[Association of Manitoba Municipalities](#) a appelé le gouvernement à renverser sa décision de transférer aux gouvernements provinciaux la responsabilité des secours en cas de catastrophe.

La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a demandé qu'Ottawa consulte les gouvernements locaux avant de poursuivre l'élaboration du Programme national d'atténuation des catastrophes, une initiative qui, selon l'[Association](#), pourrait être élargie aux projets d'atténuation à la fois structurels et non structurels. L'[Association](#) a aussi demandé de l'aide pour l'établissement de lignes directrices uniformes sur l'accès aux fonds affectés aux mesures d'atténuation ainsi que – au terme d'une période adéquate de consultation des partenaires locaux – la collaboration avec les gouvernements locaux à l'examen des accords d'aide financière en cas de catastrophe. Enfin, [elle](#) a proposé la création d'un fonds d'intervention d'urgence.

La [Croix-Rouge canadienne](#) a prôné l'établissement, avec le gouvernement, d'un partenariat stratégique axé sur la planification des interventions en cas de catastrophe, l'amélioration de la coordination avec les autorités fédérales et la préparation des communautés aux situations d'urgence. Sur ce dernier point, [elle](#) a proposé, notamment d'accroître le nombre des intervenants communautaires; de former des intervenants des Premières Nations; et de recourir davantage à la technologie dans les interventions d'urgence.

### **3. Tabac de contrebande**

Sur la question de la contrebande du tabac au Canada, l'[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#) a demandé que soit facilité le recouvrement des amendes pour vente de tabac de contrebande, et que soit maintenu le taux de taxation existant des produits du tabac. L'[Association](#) a aussi appelé le gouvernement à sensibiliser le public aux dangers du tabac de contrebande. Quant au [Conseil du patronat du Québec](#), il a demandé que l'impact de l'emballage neutre des produits du tabac soit évalué, et que le niveau des taxes sur le tabac reste prévisible.

### **4. Défense et services de police**

Abordant le sujet de la défense et des services de police, l'[Alberta Urban Municipalities Association](#) a demandé des fonds supplémentaires pour la Gendarmerie royale du Canada, et ce, afin d'augmenter le nombre d'admissions au programme des cadets et de combler les postes d'officiers vacants. L'[Association](#) a aussi fait valoir qu'il fallait mieux filtrer les inscriptions à la formation de la Gendarmerie royale du Canada, afin d'améliorer le taux d'achèvement du programme.

L'[Assemblée des Premières Nations](#) a demandé du soutien supplémentaire pour les forces policières des Premières Nations dans les réserves.

## **5. Les recommandations du Comité**

Estimant que la sécurité demeure une grande priorité pour les Canadiens, le Comité recommande :

### **RECOMMANDATION 75**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien et l'Agence des services frontaliers du Canada à accroître le niveau de service et à réduire le temps d'attente sans augmenter le coût imposé aux voyageurs.**





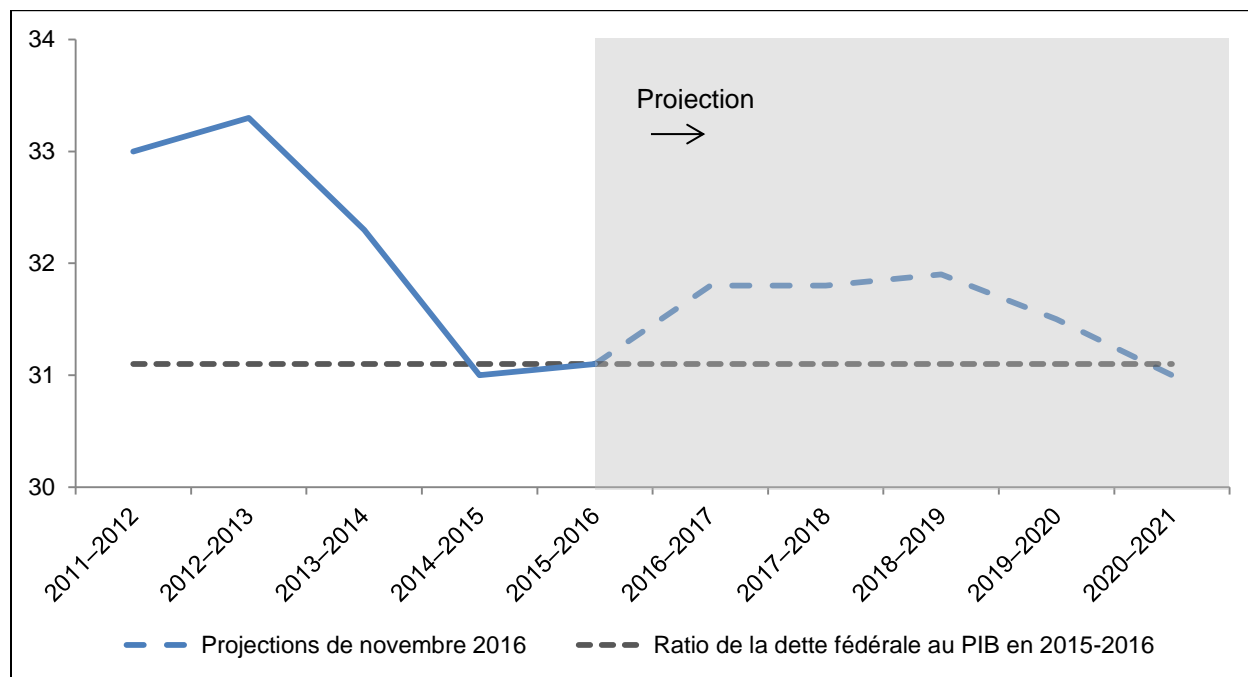
# CHAPITRE CINQ : LES FINANCES FÉDÉRALES, L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET LE GOUVERNEMENT

Bien que le Comité n'ait pas posé de question sur les finances du gouvernement fédéral, sur l'élaboration de ses politiques ou sur la fonction publique fédérale lorsqu'il a lancé ses consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2017, des témoins ont abordé chacun de ces sujets.

## A. FINANCES FÉDÉRALES

Au sujet des finances fédérales, les témoins ont fait des propositions sur : les cibles budgétaires et l'élaboration des politiques; la transparence et la surveillance; l'examen, la réforme et l'observation du régime fiscal; et les transferts aux provinces/territoires.

### La dette fédérale canadienne, comme proportion du produit intérieur brut, 2011-2012 à 2020-2021 (%)



Nota : La dette fédérale – aussi appelée déficit accumulé – est égale à la différence du total des dettes et du total de l'actif financier et non financier. L'actif financier comprend les liquidités et les autres comptes débiteurs, les impôts à recevoir, les comptes d'opérations de change, les prêts, placements et avances, et les actifs des régimes de retraite du secteur public. L'actif non financier comprend entre autres les immobilisations corporelles (comme les terrains et les édifices), les stocks et les charges payées d'avance.

Sources : Ministère des Finances, *Tableaux de référence financiers – 2016*, [Tableau 2](#), septembre 2016; et ministère des Finances, [Énoncé économique de l'automne 2016](#), 1<sup>er</sup> novembre 2016, p. 75.

## 1. Les cibles budgétaires et l'élaboration des politiques

Les témoins ont proposé diverses cibles budgétaires. L'[Institut des finances publiques et de la démocratie](#) a fait valoir que le gouvernement devrait adopter des cibles crédibles à moyen terme, comme l'atteinte d'un ratio stable de la dette au produit intérieur brut; ces cibles reposeraient sur des analyses de la viabilité des finances fédérales à long terme. Le [Conseil canadien des affaires](#) a dit que le gouvernement devrait se fixer comme objectif d'atteindre un ratio dette fédérale-PIB de 25 % d'ici 2021, tandis que la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) a recommandé de poursuivre la stratégie actuelle de réduction du ratio.

Par ailleurs, le [Conseil économique des provinces de l'Atlantique](#), la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#), le [Business Council of Manitoba](#), la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#), les [Comptables professionnels agréés du Canada](#), le [Conference Board du Canada](#), [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#), l'[Institut Macdonald-Laurier](#), le [Conseil du patronat du Québec](#) et la [Regina and District Chamber of Commerce](#) ont appelé le gouvernement à équilibrer le budget.

Pour le [Conference Board du Canada](#) et [Dirigeants financiers internationaux du Canada](#), le plan de rétablissement de l'équilibre du budget devrait préciser comment – et dans quel délai – le gouvernement entend éliminer le déficit budgétaire. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) voulaient le retour à l'équilibre d'ici la fin du mandat du gouvernement; la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#), d'ici de trois à cinq ans. La [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) a proposé, pour rassurer les investisseurs et les établissements financiers, l'établissement de cibles intermédiaires annuelles de solde budgétaire; elle a aussi indiqué que le gouvernement devrait continuer de retrancher de 3 à 6 milliards de dollars de ses projections du solde budgétaire. L'[Institut Macdonald-Laurier](#) a encouragé le gouvernement à envisager d'adopter des règles budgétaires, dont une loi sur l'équilibre budgétaire.

L'[Institut C.D. Howe](#) a pressé le gouvernement de faire preuve de prudence vis-à-vis du solde budgétaire et de l'endettement, afin d'être en mesure de réagir lorsque les conditions économiques s'avèrent difficiles. De même, la [Fédération canadienne des contribuables](#) a mis en garde contre l'engagement de dépenses supplémentaires pour stimuler l'économie.

Le [Conseil du patronat du Québec](#) a dit préférer des mesures qui visent à accroître les investissements du secteur privé plutôt qu'à augmenter les dépenses gouvernementales, tandis que l'[Atlantic Institute for Market Studies](#) a appelé le gouvernement à éliminer les obstacles à la croissance économique plutôt que de se lancer dans des initiatives de dépenses. Le [Conseil du patronat du Québec](#) a proposé, pour limiter l'accroissement des dépenses, une approche analogue à celle utilisée au Québec : chaque fois qu'il introduit une nouvelle mesure de dépenses, le gouvernement détermine s'il peut réduire le budget de programmes moins prioritaires par un montant similaire.

Selon l'[Assemblée des Premières Nations](#), le gouvernement devrait s'assurer que les excédents budgétaires enregistrés dans les ministères, comme Affaires autochtones et du Nord Canada, puissent être reportés aux exercices subséquents.

## **2. Transparence et surveillance**

Au sujet de la transparence des finances fédérales, l'[Institut des finances publiques et de la démocratie](#) a dit au Comité que les budgets du gouvernement devraient fournir de l'information complète sur les dépenses des principaux programmes pour les cinq prochaines années, ainsi qu'une estimation du coût de tous les projets de loi. Selon [Generation Squeeze](#), les rapports du gouvernement devraient ventiler les dépenses selon le groupe d'âge; mention a été faite à ce sujet de la méthodologie de l'Université de la Colombie-Britannique.

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#) a demandé au gouvernement de fournir de plus amples renseignements sur les changements proposés au Régime de pensions du Canada, dont le coût, la méthode de financement et l'échéance de mise en œuvre.

Sur la question de la surveillance des finances fédérales, l'[Institut des finances publiques et de la démocratie](#) a prôné la mise en œuvre de la réforme du budget des dépenses recommandée en 2012 par le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. Selon l'[Institut](#), les parlementaires auraient ainsi à leur disposition de meilleures données sur les finances et le rendement lorsqu'ils étudient les prévisions budgétaires, et ils pourraient voter sur les activités de programme plutôt sur des crédits agrégés. L'[Institut](#) a mentionné qu'avec une telle approche, les transferts de fonds entre les programmes seraient déclarés au Parlement, et les écarts des montants demandés et des normes de rendement seraient expliqués à des comités parlementaires.

## **3. Examen, réforme et observation du régime fiscal**

La [Chambre de commerce du Canada](#) a réclamé l'examen des dépenses fiscales fédérales; celles qui sont inefficaces devraient être éliminées, et les montants ainsi économisés devraient être consacrés à l'allègement de l'impôt sur le revenu des entreprises. La [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) a abondé dans le même sens et ajouté que les mesures fiscales prises à l'appui des divers secteurs ou entreprises devraient être prévisibles, ciblées, adaptées aux besoins des bénéficiaires et régulièrement révisées.

Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont demandé un examen en profondeur du système fiscal avant toute réforme et, avec le [Conseil canadien des affaires](#), ils ont dit vouloir une réforme qui élargit l'assiette fiscale, garde les taux d'imposition à un niveau bas, élimine les mesures inefficaces ou inefficaces, et soutient la croissance économique. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) a pour sa part mis en garde contre l'imposition de l'épargne personnelle. Quant à la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#), elle a appelé le gouvernement à réduire les

cotisations sociales ainsi que les taux d'imposition du revenu des particuliers et des entreprises.

De plus, la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) et les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont invité le gouvernement à envisager de modifier le ratio entre l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation, et à privilégier les mesures fiscales qui ont moins de conséquences négatives sur la croissance économique. La [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#) s'est par ailleurs dite en faveur d'un recours accru aux taxes de vente et aux tarifs.

L'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) était favorable à une modernisation du régime fiscal favorable à l'investissement dans le secteur pétrolier et gazier. [Elle](#) a aussi proposé l'examen des règles fiscales applicables aux grandes entreprises, et leur modification dans une optique de transparence et d'efficacité.

Pour le [Conseil canadien des affaires](#), il faudrait réduire les coûts d'administration du système fiscal, notamment par l'adoption de plateformes numériques de collecte et d'analyse en temps réel des renseignements fiscaux. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont fait valoir que le gouvernement devrait établir avec les provinces et les territoires une approche coordonnée de l'administration fiscale.

Les témoins ont aussi parlé de l'observation des règles fiscales. L'[Institut Cooper](#), signalant que certaines sociétés ne paient pas tout l'impôt qu'elles doivent, a réclamé la fin de l'évasion et de la fraude fiscales à l'étranger. De même, le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a dit que les grandes sociétés devraient payer leur juste part d'impôts.

Par ailleurs, l'[Association canadienne des agents financiers](#) a réclamé qu'on adopte le modèle de déclaration pays-par-pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques avec un seuil d'activité financière réduit, que tous les produits fiscaux soient approuvés par l'Agence du revenu du Canada et enregistrés auprès d'elle, que toutes les sociétés constituées au Canada dévoilent leur propriété bénéficiaire, et que l'Agence du revenu du Canada impose toutes les sanctions prévues en cas d'évasion fiscale. Le [Conseil du patronat du Québec](#) a proposé que le Canada introduise les accords de poursuite différée pour alléger le fardeau du système judiciaire, et qu'il incite à l'auto-dénonciation et à l'observation volontaire des règles.

L'[Association canadienne des agents financiers](#) a demandé au gouvernement de jouer un rôle de leadership sur la scène mondiale afin de s'assurer que les pays en développement participent – par exemple par l'entremise des Nations Unies – aux discussions sur la réforme fiscale internationale.

[Oxfam Canada](#), de son côté, voulait que l'Agence du revenu du Canada reçoive des fonds supplémentaires pour lutter contre les paradis fiscaux, et que les sommes récupérées soient réinvesties dans des initiatives de promotion de l'égalité des sexes.

Enfin, [Supporting Employment & Economic Development Winnipeg Inc.](#) a expliqué que les Canadiens à faible revenu avaient besoin de soutien supplémentaire pour remplir leur déclaration de revenus et réclamer les prestations auxquelles ils ont droit.

L'[organisme](#) a précisé que, notamment, le Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt devrait être offert toute l'année.

#### **4. Transferts aux provinces et aux territoires**

La [Newfoundland and Labrador Federation of Labour](#) a préconisé la révision du programme de péréquation afin de lui procurer plus de souplesse en cas de récession ou de fluctuation du cours des produits de base.

Selon la [Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#), le gouvernement devrait maintenir les transferts provinciaux actuels, revoir le Transfert canadien en matière de santé et en établir le montant en fonction de la structure d'âge de chaque province.

#### **5. Recommandations du Comité**

Reconnaissant que les mesures fiscales et les dépenses de programme fédérales doivent s'inscrire dans un cadre fiscal solide, le Comité recommande :

##### **RECOMMANDATION 76**

**Que le gouvernement du Canada entreprenne dès que possible un examen exhaustif du régime fiscal dans le but de simplifier la *Loi de l'impôt sur le revenu*.**

##### **RECOMMANDATION 77**

**Que le gouvernement du Canada se dote d'un cadre financier qui assure la stabilité, voire la baisse, du ratio de la dette au produit intérieur brut.**

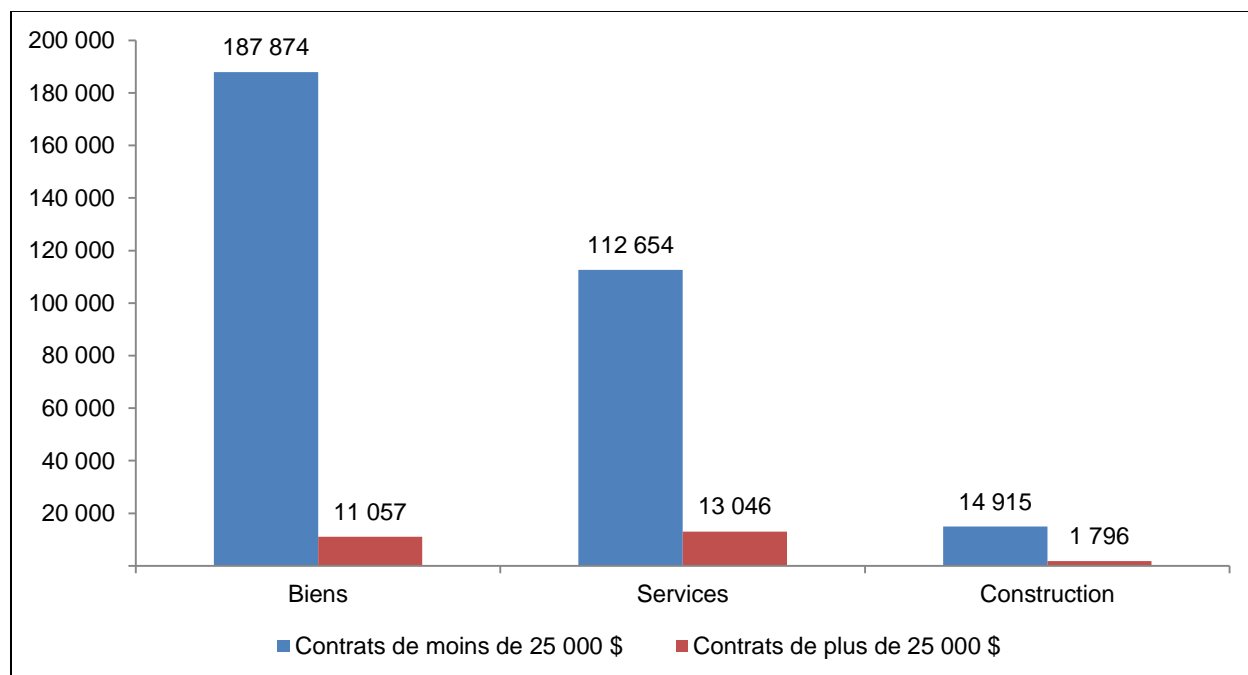
##### **RECOMMANDATION 78**

**Que le gouvernement du Canada remplisse sa promesse d'augmenter le financement aux soins palliatifs en fonction des besoins des provinces.**

## B. ÉLABORATION DES POLITIQUES

Les témoins ont également parlé du processus fédéral d'élaboration des politiques. En particulier, ils ont discuté de l'approvisionnement, de l'intégration de considérations spécifiques dans l'élaboration des politiques, et de politiques en lien avec le travail.

### Contrats fédéraux attribués, par catégorie et montant, en 2014



Nota : Sont comptés les contrats attribués par des entités fédérales reconnues comme autorités contractantes aux termes de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et du *Règlement sur les marchés de l'État*, et par l'Agence du revenu du Canada.

Source : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, [Rapport sur les acquisitions de 2014](#), 17 mars 2016.

### 1. Approvisionnement fédéral

Dans le contexte des projets d'infrastructure, [Manufacturiers et Exportateurs du Canada](#) et la [section locale 2182 d'Unifor](#) ont dit que la politique d'approvisionnement du gouvernement devrait maximiser les retombées économiques au Canada. L'[Alberta Federation of Labour](#) a ajouté que les règles d'approvisionnement applicables aux projets d'infrastructure devraient créer de l'emploi – construction, fabrication, entretien – pour les Canadiens.

L'[Association des industries canadiennes de défense et de sécurité](#) a proposé la création d'une politique industrielle canadienne de défense qui encouragerait le transfert aux fabricants canadiens de la propriété intellectuelle et de l'information sur les produits.

[General Motors du Canada Limitée](#) a incité le gouvernement, lorsqu'il achète des produits ou des services, à donner la préférence aux entreprises en démarrage ou en phase de croissance.

Selon le [Réseau canadien de développement économique communautaire](#), le gouvernement devrait incorporer des critères de valeur sociale à ses activités d'approvisionnement pour une meilleure prise en compte des retombées sociales, environnementales et économiques. Le [Réseau](#) a aussi dit que des ententes sur les retombées locales devraient être intégrées aux projets de développement fédéraux; c'est pourquoi il a donné son appui au projet de loi C-227, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (retombées locales).

On a proposé au gouvernement d'encourager ses agents à s'approvisionner auprès des membres du [Conseil québécois des entreprises adaptées](#), de manière à soutenir les personnes handicapées.

Selon le [Réseau canadien de développement économique communautaire](#) et [Oxfam Canada](#), les contrats gouvernementaux devraient préciser que l'employeur doit à ses employés un salaire suffisant au maintien d'un certain niveau de vie.

[Alberta-Pacific Forest Industries Inc.](#) a encouragé le gouvernement à intégrer le principe du « carbone d'abord » à ses décisions d'approvisionnement, afin de choisir l'option à intensité de carbone la plus faible.

## **2. Considérations particulières**

Le [St. John's Status of Women Council](#) a demandé au gouvernement d'intégrer l'analyse comparative entre les sexes à son processus d'élaboration des politiques, afin de réduire l'inégalité entre les sexes et la pauvreté chez les femmes, en conformité avec l'article 3 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. [Oxfam Canada](#) voulait de son côté qu'une loi soit adoptée rendant l'analyse comparative entre les sexes obligatoire dans tous les ministères et organismes, et pour les soumissions au Cabinet, au Bureau du Conseil privé, au Conseil du Trésor et au ministère des Finances. Pour faciliter l'atteinte de cet objectif, l'[organisme](#) a aussi indiqué que Condition féminine Canada devrait recevoir du financement.

Enfin, l'[Institut Cooper](#) a dit que toutes les décisions du gouvernement devraient passer un « test climatique ».

## **3. Politiques sur le travail**

Divers enjeux liés au travail ont été soulevés. Par exemple, le [St. John's Status of Women Council](#) a préconisé une loi sur la parité salariale afin de reconnaître la contribution des femmes à l'économie. De même, [Oxfam Canada](#) et l'[Alliance de la fonction publique du Canada](#) ont appuyé l'adoption d'une loi proactive sur la parité salariale qui s'appliquerait à la fonction publique fédérale et aux employeurs régis par le gouvernement fédéral. [Oxfam Canada](#) a aussi proposé l'abrogation de la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public*.

La [Newfoundland and Labrador Federation of Labour](#) et [Oxfam Canada](#) voulaient un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure – avec rajustement à l'inflation, a précisé [Oxfam](#). L'[organisme](#) a aussi appelé le gouvernement à s'assurer, avec les provinces, que le salaire des travailleurs canadiens soit suffisant au maintien d'un certain niveau de vie. Pour le [St. John's Status of Women Council](#), l'établissement d'un salaire minimum fédéral permettrait de réduire la pauvreté chez les femmes, et le modèle pourrait faire des émules dans les provinces.

Enfin, comme certaines prestations fédérales et provinciales ne sont offertes qu'aux prestataires d'assurance-emploi, le [Conseil du patronat du Québec](#) a fait valoir qu'il faudrait aussi fournir de l'aide aux non-prestataires, comme les immigrants récents et les personnes handicapées.

#### **4. Recommandations du Comité**

Estimant que les intérêts variés des groupes de Canadiens, des secteurs de l'économie et des régions doivent entrer en ligne de compte lors de l'élaboration des politiques fédérales, le Comité recommande que :

##### **RECOMMANDATION 79**

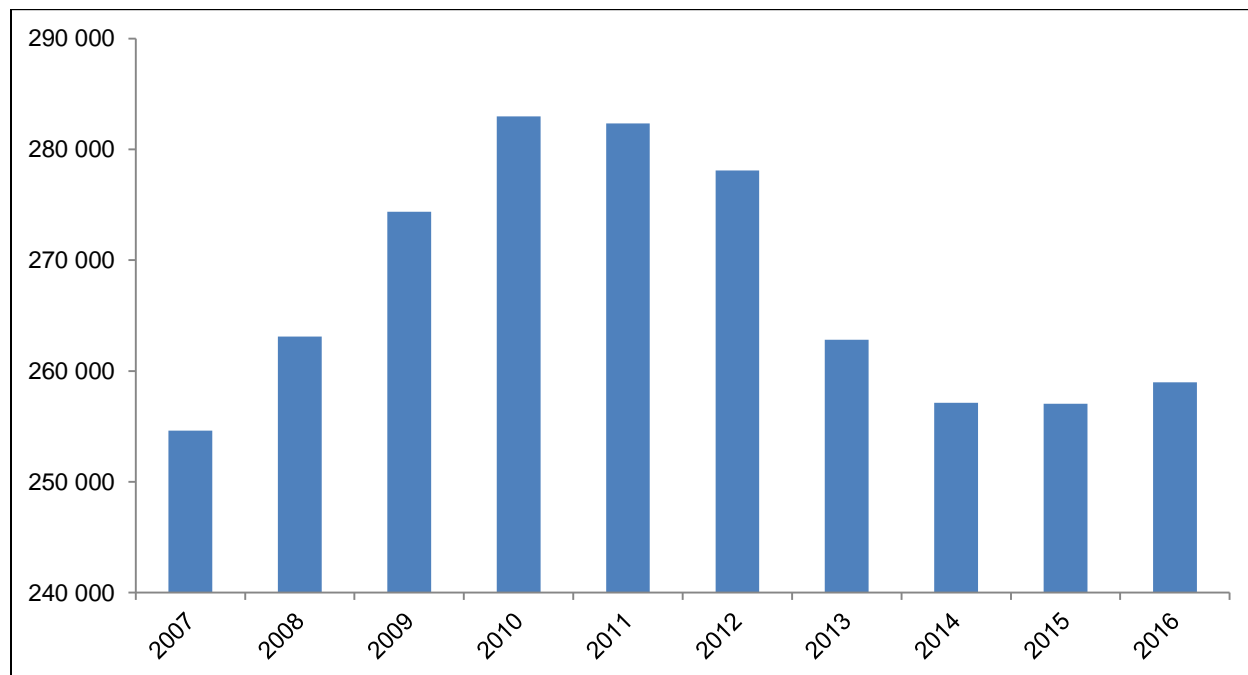
**Que le gouvernement du Canada évalue les répercussions des décisions de politiques fédérales sur des groupes, secteurs et collectivités en particulier, y compris les femmes, les personnes âgées et les régions rurales.**



## C. LE GOUVERNEMENT

Les témoins ont commenté deux aspects du gouvernement: la fonction publique fédérale; et les activités des ministères et organismes fédéraux.

### Nombre de fonctionnaires fédéraux, Canada, 2007-2016



Nota : Pour une description des entités composant les « fonctionnaires fédéraux », voir : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, [Effectif de la fonction publique fédérale par ministère](#), consulté le 16 novembre 2016.

Source : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, [Effectif de la fonction publique fédérale par ministère](#), consulté le 16 novembre 2016.

### 1. Fonction publique

L'[Association canadienne des agents financiers](#) a demandé l'examen de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* de façon à améliorer la divulgation des actes répréhensibles et à mieux protéger les fonctionnaires contre les représailles. L'[Association](#) a aussi préconisé l'élargissement de la *Loi* au secteur privé, afin de réduire le nombre de crimes de col blanc mettant en cause des contrats gouvernementaux.

L'[Institut C.D. Howe](#) a exhorté le gouvernement à limiter la croissance de la rémunération horaire des fonctionnaires, qui serait supérieure à celle des employés de la plupart des autres secteurs du Canada. L'[Institut](#) voulait en particulier qu'on limite les avantages futurs, comme les prestations de retraite et les congés de maladie.

Relativement à l'engagement du gouvernement d'éliminer les programmes inefficaces, inefficients et dépassés, l'[Alliance de la fonction publique du Canada](#) a prôné

la transparence et la mise à contribution des syndicats représentant les fonctionnaires fédéraux.

L'[Alliance](#) a aussi demandé un examen complet des activités de sous-traitance du gouvernement, et particulièrement de son recours aux agences de placement temporaire; [elle](#) s'est opposée à l'utilisation de ces agences.

## **2. Les activités des ministères et d'autres organismes fédéraux**

Certains témoins ont parlé en particulier de certains ministères et organismes fédéraux. Par exemple, les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont appelé ces entités à adopter les nouvelles technologies pour agir plus efficacement et de façon plus réactive et réduire le fardeau administratif imposé aux entreprises; l'[organisme](#) a préconisé plus précisément un format standard – l'eXtensible Business Reporting Language – pour la communication de l'information d'entreprise. Évoquant les ratés qui ont accompagné le déploiement du système de paye Phénix, l'[Alliance de la fonction publique du Canada](#) a insisté sur l'importance d'établir des procédures lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des technologies touchant à l'exécution de programmes.

[Universités Canada](#) a proposé d'élargir le rôle de Statistique Canada et d'augmenter les ressources qui y sont affectées à la collecte, à l'analyse et à la diffusion des données sur le marché du travail. [Polytechnics Canada](#), [Collèges et instituts du Canada](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) voulaient aussi que Statistique Canada reçoive du financement supplémentaire pour produire de meilleures données sur le marché du travail et l'éducation.

Selon [Economic Development Winnipeg Inc.](#), le manque de données empêche les collectivités du Canada de livrer une concurrence efficace aux États-Unis et de décrocher ainsi des investissements. L'[organisme](#) a dit que le gouvernement devrait examiner les méthodes de collecte de données de Statistique Canada et de cerner les lacunes éventuelles.

[Imagine Canada](#) a proposé l'élargissement aux autres ministères et organismes fédéraux des initiatives de subventions et de contributions récemment annoncées par la ministre du Patrimoine canadien.

Le [Forum canadien du climat](#) a sollicité du financement pour aider les ministères, par l'intégration et la diffusion des connaissances, à mettre en œuvre une stratégie interministérielle intégrée sur le climat, et par la prestation de renseignements indépendants et objectifs sur le climat et l'énergie, à interagir avec les intervenants, les autres ordres de gouvernement et le grand public. Le [Forum](#) a signalé que ce financement pourrait aussi lui servir à appuyer le conseiller scientifique en chef, à soutenir la Plateforme pour la réduction des risques de catastrophe du Canada, et à faire participer les entreprises à l'élaboration de la politique sur le changement climatique. Le [Forum](#) a expliqué que cette participation pourrait se faire par tables rondes ou par la création d'un secrétariat qui tiendrait les activités canadiennes du réseau ARISE, groupe d'organismes du secteur privé pour des sociétés résilientes établi par les Nations Unies.

Le [Congrès du travail du Canada](#) a fait valoir qu'il fallait doter Service Canada de ressources humaines et autres suffisantes, et l'[Inter-Provincial EI Working Group](#) a demandé au gouvernement de mettre en œuvre les recommandations contenues dans un rapport sur la qualité des services de Service Canada.

L'[Alliance de la fonction publique du Canada](#) a prôné l'augmentation des budgets ministériels pour soutenir la prestation des programmes et services publics.

Le [Conseil du patronat du Québec](#) a proposé au gouvernement d'envisager de regrouper l'Agence du revenu du Canada et Revenu Québec pour réduire les coûts d'administration de la fiscalité.

[Les Producteurs laitiers du Canada](#) ont demandé au gouvernement d'accroître le financement de l'Agence des services frontaliers du Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. De même, le [Conseil des aéroports du Canada](#) et l'[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#) voulaient plus d'argent pour l'Agence des services frontaliers du Canada.

Enfin, l'[Association canadienne des coopératives financières](#) s'est prononcée contre les services bancaires postaux.

### **3. Recommandations du Comité**

Estimant que les Canadiens s'attendent à ce que les sommes qu'ils paient en impôt soient consacrées à des services de qualité et à des dépenses dans des secteurs qu'ils jugent prioritaires, le Comité recommande :

#### **RECOMMANDATION 80**

**Que le gouvernement du Canada s'assure que les Canadiens financièrement vulnérables aient accès aux prestations du gouvernement auxquelles ils ont droit. En outre, le gouvernement devrait restaurer les services en personne de l'Agence du revenu du Canada afin que ces Canadiens puissent avoir accès à un soutien plus personnalisé.**

#### **RECOMMANDATION 81**

**Que le gouvernement hausse ses investissements dans l'aide officielle au développement dans le but d'y investir 0,35 % du produit intérieur brut d'ici trois à quatre ans.**



## CHAPITRE SIX : CONCLUSION

---

Ayant terminé ses consultations prébudgétaires pour une autre année, comme l'exige l'article 83.1 du *Règlement de la Chambre des communes*, le Comité espère que le ministre des Finances tiendra compte, dans le cadre de l'élaboration du budget fédéral de 2017, de la gamme complète des propositions formulées à l'intention du Comité, tant en personne qu'en ligne, et qu'il mettra en œuvre ses recommandations.

Le Comité est convaincu que si l'on fait des choix appropriés en matière de politique publique fédérale, les citoyens, les entreprises et les collectivités du Canada seront bien placés pour contribuer à la croissance économique qui assurera la prospérité future du pays.



# LISTE DES RECOMMANDATIONS

---

## RECOMMANDATION 1

Que, dans le cadre des négociations relatives à un nouvel accord sur la santé, le gouvernement du Canada veille à respecter les principes énoncés dans la *Loi canadienne sur la santé* et il inclut un cadre de responsabilisation. Les points importants de l'accord doivent comprendre :

- l'établissement d'un programme national de médicaments d'ordonnance;
- l'accroissement des investissements dans les soins à domicile;
- l'établissement d'une stratégie en santé mentale;
- des investissements dans les technologies de l'information visant à améliorer les mesures de gestion et de reddition de comptes..... 9

## RECOMMANDATION 2

Que le gouvernement du Canada participe à la création d'un partenariat national sur la maladie d'Alzheimer et la démence servant de base à la mise en œuvre d'une stratégie nationale globale et intégrée sur la démence. .... 9

## RECOMMANDATION 3

Que le gouvernement du Canada accroisse le financement accordé aux organismes et aux initiatives qui offrent des programmes et des services d'alphabétisation et de compétences essentielles afin de satisfaire aux exigences d'une économie de plus en plus axée sur le savoir;..... 13

## RECOMMANDATION 4

Que le gouvernement du Canada collabore avec les provinces et territoires, les syndicats et les établissements d'enseignement postsecondaire pour créer ou élargir les programmes de formation préalable à l'apprentissage; ..... 13

## **RECOMMANDATION 5**

**Que le gouvernement du Canada collabore avec les provinces et les territoires, pour lancer un projet pilote qui cerne et établit des consortiums régionaux et sectoriels d'entreprises afin d'établir un lien entre les apprentis et les employeurs; ..... 13**

## **RECOMMANDATION 6**

**Que le gouvernement du Canada augmente le financement accordé aux initiatives qui visent à combler la pénurie de compétences dans le secteur canadien des technologies de l'information et des communications en offrant des programmes d'enseignement des compétences numériques et de la programmation, surtout les initiatives destinées à des communautés variées et visant à accroître la représentation des femmes dans les secteurs technologiques; ..... 13**

## **RECOMMANDATION 7**

**Que, concernant la portion fédérale de tous les prêts, le gouvernement du Canada accorde une période de grâce de six mois, sans intérêt, aux personnes qui se prévalent du Programme canadien de prêts aux étudiants. .... 14**

## **RECOMMANDATION 8**

**Que le gouvernement du Canada examine toutes les dépenses fédérales en matière de formation et de développement de la main-d'œuvre, que les coûts soient partagés ou non avec les provinces et territoires, afin de déterminer la pertinence et la capacité des programmes de répondre au mieux aux besoins du marché du travail dans l'ensemble du pays. Dans son examen, il doit prioriser les éléments suivants :**

- moderniser les mesures de reddition de comptes, de rendement et de transparence de même que les objectifs des programmes;**
- demander à Statistique Canada de préparer, de produire et de diffuser de la meilleure information sur le marché du travail, ainsi que – concernant les collèges, instituts et universités publics – des données sur les taux d'inscription et de diplomation pour l'ensemble des programmes d'enseignement, tout comme les données sur les droits de scolarité, le nombre de membres du corps professoral et d'autres employés ainsi que les dépenses les concernant;**



- créer un comité consultatif national d'intervenants à propos de l'information sur le marché du travail;
- donner aux personnes faisant partie de groupes sous-représentés, y compris les personnes handicapées, les jeunes et les Autochtones, la possibilité d'obtenir de l'information sur le marché du travail afin de planifier leur carrière. .... 20

#### **RECOMMANDATION 9**

Que le gouvernement du Canada examine l'efficacité du crédit d'impôt pour personnes handicapées et envisage de le rendre remboursable;..... 23

#### **RECOMMANDATION 10**

Que le gouvernement du Canada élargisse l'interprétation que l'Agence du revenu du Canada devrait avoir de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou qu'il modifie l'article 118.3 de la *Loi* pour ajouter les activités liées à l'administration d'insuline dans les critères d'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées; ..... 23

#### **RECOMMANDATION 11**

Que le gouvernement du Canada prolonge le Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt afin de l'offrir tout au long de l'année, et y ajoute une assistance en vue de déterminer l'admissibilité de particuliers. .... 23

#### **RECOMMANDATION 12**

Que le gouvernement du Canada mette en place un indice pour les aînés afin d'établir le montant par lequel les prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti devraient être augmentées. .... 32

#### **RECOMMANDATION 13**

Que le gouvernement du Canada appuie les objectifs de l'Administration financière des Premières Nations, qui vise à améliorer les perspectives économiques des peuples autochtones, et évalue si son modèle de financement devrait être élargi à l'échelle nationale..... 32

#### **RECOMMANDATION 14**

**Que le gouvernement du Canada entreprenne immédiatement une évaluation du programme de protection de la jeunesse chez les Premières Nations et qu'il mette en œuvre des réformes de manière à ce que les enfants demeurent avec leur famille et pour renforcer les collectivités. .... 33**

#### **RECOMMANDATION 15**

**Que le gouvernement du Canada veille à ce que les fonctionnaires fédéraux reçoivent une formation sur les recommandations contenues dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation. .... 33**

#### **RECOMMANDATION 16**

**Que le gouvernement du Canada examine le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire afin de garantir son efficacité maximale ainsi que la réussite et la motivation du plus grand nombre d'étudiants. En outre, le gouvernement devrait éliminer le plafond de financement de 2 % dans le but de régler l'arriéré des demandes provenant d'étudiants inuits, métis et des Premières Nations..... 33**

#### **RECOMMANDATION 17**

**Que le gouvernement du Canada investisse dans l'enseignement sur la réconciliation dans les établissements postsecondaires canadiens qui en font la demande..... 33**

#### **RECOMMANDATION 18**

**Que, dans le cadre d'une relation de nation à nation, le gouvernement du Canada investisse dans des programmes autochtones de leadership et d'enseignement permettant aux jeunes, aux aînés et aux membres des collectivités de jouer un rôle en matière de gérance de l'environnement pour protéger les terres et les eaux des territoires traditionnels. .... 33**

#### **RECOMMANDATION 19**

**Que le gouvernement du Canada accorde des fonds supplémentaires au programme Bâtir un avenir meilleur d'Inspire, qui offre des bourses d'excellence, des bourses d'études et des prix à des étudiants autochtones qui font des études postsecondaires, et qu'il accorde une attention particulière à ceux dont les besoins financiers sont les plus criants..... 33**

## **RECOMMANDATION 20**

**Que le gouvernement du Canada finance l'établissement d'universités dirigées par des Autochtones qui respectent le savoir traditionnel et les langues autochtones et qui sont dotées d'une solide structure de gouvernance autochtone, et qui démontrent un engagement à l'égard des valeurs autochtones..... 34**

## **RECOMMANDATION 21**

**Que le gouvernement du Canada, de concert avec une province ou un territoire, entreprenne une étude longitudinale sur plusieurs années et mette en œuvre un projet pilote axé sur le principe du revenu garanti..... 34**

## **RECOMMANDATION 22**

**Qu'en ce qui concerne les anciens combattants, le gouvernement du Canada reconnaisse l'interruption de l'avancement professionnel dans ses prestations financières. Le gouvernement devrait s'assurer que les personnes touchées par une maladie ou une blessure liée à leur service qui ont dû mettre fin à leur carrière de manière prématurée reçoivent un soutien au revenu qui comprend des échelles qui tiennent compte de l'interruption de la carrière..... 34**

## **RECOMMANDATION 23**

**Que le gouvernement du Canada mette en œuvre l'option d'une prestation à vie pour les anciens combattants blessés. En outre, le gouvernement devrait garantir aux anciens combattants blessés l'accès à des conseils et à un soutien financier afin de les aider à déterminer quelle forme d'indemnisation leur est la plus avantageuse, à eux et à leur famille..... 34**

## **RECOMMANDATION 24**

**Que le gouvernement du Canada crée une nouvelle allocation d'études pour les vétérans afin d'aider ces derniers à réintégrer le marché du travail, et de contribuer ainsi à accroître la main-d'œuvre qualifiée au Canada. Cette allocation devrait couvrir entièrement les frais de scolarité de jusqu'à quatre années d'études collégiales, universitaires ou techniques aux vétérans des Forces canadiennes qui ont terminé leur service..... 34**

#### **RECOMMANDATION 25**

**Que le gouvernement du Canada continue d'œuvrer à la mise en place d'un programme national sur le trouble de stress post-traumatique pour les anciens combattants et les d'autres membres du personnel de sécurité relevant de la compétence fédérale..... 34**

#### **RECOMMANDATION 26**

**Que le gouvernement du Canada investisse des fonds dans la réduction du délai de traitement des demandes d'immigration et de visas de travail..... 35**

#### **RECOMMANDATION 27**

**Que le gouvernement du Canada modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la *Loi sur le droit d'auteur* afin de garantir, au Canada, des droits de suite aux artistes. .... 35**

#### **RECOMMANDATION 28**

**Que le gouvernement du Canada hausse le financement au Programme d'aide aux athlètes de manière à tenir compte de l'accroissement du coût de la vie. Toutefois, cette mesure ne doit pas réduire le nombre d'athlètes qui reçoivent une aide financière dans le cadre de ce programme..... 35**

#### **RECOMMANDATION 29**

**Que le gouvernement du Canada appuie le secteur culturel canadien :**

- en augmentant le financement offert au Fonds du livre du Canada;**
- en augmentant le financement offert au Fonds de la musique du Canada;**
- en créant un fonds pour l'exportation de musique..... 35**

#### **RECOMMANDATION 30**

**Que le gouvernement du Canada examine en profondeur le traitement fiscal des transferts intergénérationnels d'entreprises..... 44**

### **RECOMMANDATION 31**

**Que le gouvernement considère les revenus des terrains de camping et des installations d'entreposage comme des « revenus tirés d'une exploitation active » au moment de déterminer leur admissibilité à la déduction accordée aux petites entreprises..... 44**

### **RECOMMANDATION 32**

**Que le gouvernement du Canada revoit et modifie les taux de déduction pour amortissement pour refléter l'évolution de la technologie et de la durée de vie utile des biens. .... 44**

### **RECOMMANDATION 33**

**Que le gouvernement du Canada prenne les mesures suivantes en vue d'améliorer les organismes fédéraux de développement régional du Canada et veille à leur pleine participation au programme d'innovation du Canada, ainsi qu'à l'application de ce dernier :**

- établir un processus grâce auquel les organismes pourront accéder à du financement de base supplémentaire en vue d'investissements massifs;**
- continuer d'offrir des programmes qui encouragent l'adoption d'infrastructures vertes, la mise à niveau de l'accès et de la connectivité à la large bande haute vitesse et le soutien à l'infrastructure de loisirs et à l'infrastructure sociale des petites collectivités;**
- garantir des normes de services accrues, qui exigent actuellement qu'une décision concernant une demande soit prise dans les 75 jours, 90 % du temps..... 48**

### **RECOMMANDATION 34**

**Que le gouvernement du Canada appuie l'investissement providentiel en investissant dans un réseau de soutien de l'investissement providentiel coordonné à l'échelle nationale; et en permettant à la fois la collecte de données et la présentation de rapports sur les résultats liés aux investissements providentiels obtenus à l'échelle nationale..... 48**

### **RECOMMANDATION 35**

**Que le gouvernement du Canada règle les problèmes liés au traitement des demandes et au manque de souplesse du Programme des travailleurs étrangers temporaires, qui ont des répercussions négatives sur l'accès des employeurs aux travailleurs dans un éventail de secteurs. .... 51**

### **RECOMMANDATION 36**

**Que le gouvernement du Canada améliore le programme Entrée express afin de rehausser les normes de services et d'accélérer le traitement des demandes. .... 51**

### **RECOMMANDATION 37**

**Que le gouvernement règle les problèmes liés au traitement des demandes et le manque de souplesse du programme des visas de résident temporaire, notamment dans le but d'aider le secteur du tourisme du Canada. .... 52**

### **RECOMMANDATION 38**

**Que le gouvernement du Canada améliore le volet agricole du Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme des travailleurs agricoles saisonniers. .... 52**

### **RECOMMANDATION 39**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en vue d'offrir des incitatifs financiers plus importants aux petits et moyens employeurs qui embauchent des personnes handicapées. .... 52**

### **RECOMMANDATION 40**

**Que le gouvernement du Canada augmente sa contribution aux diverses ententes fédérales et provinciales et territoriales sur le marché du travail visant les personnes handicapées. .... 52**

### **RECOMMANDATION 41**

**Que le gouvernement du Canada appuie l'établissement d'un centre canadien pour les partenariats de recherche internationaux qui veillera à concevoir des programmes de recherche multisectoriels et multinationaux axés sur le développement technologique avancé. .... 56**

#### **RECOMMANDATION 42**

**Que le gouvernement du Canada envisage la mise sur pied d'un centre de recherche et développement de l'automobile au sein du Conseil national de recherches du Canada. .... 56**

#### **RECOMMANDATION 43**

**Que le gouvernement du Canada établisse des cibles d'investissement dans la recherche axée sur la découverte et conçoive une stratégie à long terme pour l'atteinte des cibles..... 56**

#### **RECOMMANDATION 44**

**Que le gouvernement s'engage à augmenter sur plusieurs années l'investissement direct fédéral dans la recherche appliquée effectuée dans les collèges et les instituts..... 57**

#### **RECOMMANDATION 45**

**Que le gouvernement du Canada contribue au renforcement des capacités des grappes par la création d'un petit bureau de coordination des grappes. Il devrait aussi concevoir des outils en vue de recueillir et de communiquer des données sur le rendement des grappes d'innovation concurrentielles à l'échelle mondiale..... 57**

#### **RECOMMANDATION 46**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec les parties intéressées en vue de stimuler la croissance des entreprises canadiennes novatrices en favorisant leur intégration aux chaînes d'approvisionnement mondiales de grande valeur. .... 57**

#### **RECOMMANDATION 47**

**Que le gouvernement du Canada crée un programme « Premier brevet » ayant une structure semblable à celui du gouvernement du Québec. Le programme devrait couvrir les dépenses effectuées par de petites et moyennes entreprises pour l'obtention d'un premier brevet..... 57**

#### **RECOMMANDATION 48**

**Que le gouvernement du Canada continue de défendre vigoureusement l'élimination des obstacles internes au commerce en négociant directement avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, de manière à garantir la libre circulation des personnes, des biens et des services partout au Canada..... 64**

**RECOMMANDATION 49**

**Que le gouvernement du Canada, en appui aux producteurs de céréales et d'oléagineux de l'Ouest canadien, propose que le vérificateur général effectue une vérification complète de la vente et de l'aliénation des biens de la Commission canadienne du blé depuis que la *Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation* a reçu la sanction royale. .... 71**

**RECOMMANDATION 50**

**Que le gouvernement du Canada débloque des fonds supplémentaires pour rebâtir la capacité scientifique, technique et de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada..... 71**

**RECOMMANDATION 51**

**Que le gouvernement du Canada permette au secteur de l'agriculture de contribuer à la croissance économique du pays en annulant les compressions imposées à Agri-stabilité et à Agri-investissement..... 71**

**RECOMMANDATION 52**

**Que le gouvernement du Canada améliore le programme Agri-investissement en autorisant les agriculteurs à effectuer un retrait du Fonds 1 sans devoir d'abord effectuer un retrait du Fonds 2, à condition que la somme de tout retrait soit investie dans des projets admissibles..... 71**

**RECOMMANDATION 53**

**Que le gouvernement du Canada établisse une fiducie statutaire présumée limitée en vue de protéger les vendeurs de produits maraîchers et les producteurs maraîchers lorsqu'ils font faillite au Canada. .... 72**

**RECOMMANDATION 54**

**Que le gouvernement du Canada appuie l'innovation dans le secteur vinicole canadien en augmentant ses investissements opérationnels et ses investissements dans les infrastructures..... 72**



## **RECOMMANDATION 55**

**Que le gouvernement du Canada renforce son engagement à l'égard du secteur forestier canadien en prenant les mesures suivantes :**

- **Appuyer la fabrication, l'innovation et la promotion des produits forestiers;**
- **Assurer la stabilité de l'approvisionnement en bois en luttant énergiquement contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette et en renouvelant et en améliorant ses engagements à l'égard de la recherche;**
- **Appuyer les investissements pouvant améliorer la compétitivité et lutter contre les changements climatiques;**
- **Conformément aux obligations commerciales internationales du Canada, envisager des mesures de soutien potentielles aux producteurs de bois d'œuvre résineux dans le cas où le gouvernement des États-Unis imposerait des droits compensateurs ou antidumping sur les exportations de bois d'œuvre résineux aux États-Unis..... 72**

## **RECOMMANDATION 56**

**Que le gouvernement du Canada continue de soutenir les pêches du Canada grâce à un modèle propriétaire-exploitant. .... 72**

## **RECOMMANDATION 57**

**Que le gouvernement du Canada conçoive une stratégie nationale de l'automobile qui comprendrait une approche opportune et coordonnée pour entretenir les usines de montage et en attirer des nouvelles. Aussi, la stratégie devrait faciliter l'innovation dans le secteur, notamment entre les fournisseurs de pièces d'automobiles, grâce à de l'aide concrète et efficace. .... 72**

## **RECOMMANDATION 58**

**Que le gouvernement du Canada poursuive son engagement à l'égard de l'innovation et de la technologie en soutenant la fabrication de pointe par des investissements dans des initiatives de développement sectoriel, en particulier le secteur de l'aérospatiale et de l'espace. .... 73**

## **RECOMMANDATION 59**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec le secteur canadien de l'extraction des ressources en vue d'appuyer la conception de technologies propres visant à réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, et qu'il lui fournisse de l'aide directe..... 73**

## **RECOMMANDATION 60**

**Qu'afin d'assurer la compétitivité du secteur minier, le gouvernement du Canada examine les récents changements apportés :**

- au Crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique;**
- au Crédit d'impôt des sociétés pour exploration et développement miniers;**
- aux taux de déduction pour amortissement accéléré;**
- aux frais d'exploration au Canada et les frais d'aménagement au Canada..... 73**

## **RECOMMANDATION 61**

**Que le gouvernement du Canada priorise les mesures relatives à l'infrastructure stratégique verte et sociale et à l'infrastructure de base qui ont un impact direct et mesurable sur l'économie canadienne et attirent ou facilitent l'investissement et le commerce étrangers. Parmi ces mesures, le gouvernement devrait :**

- s'assurer que les fonds affectés à l'infrastructure dans les collectivités nordiques et éloignées servent principalement à l'infrastructure de transport (p. ex. remplacement des ponts, réfection des routes) de façon à faciliter concrètement les échanges commerciaux et la croissance du secteur agricole du Canada;**
- investir dans le service ferroviaire voyageurs rapide et fréquent, financer le projet de renouvellement de la flotte le long du corridor Québec-Windsor de VIA Rail, et lance le processus d'approvisionnement connexe;**
- s'assurer que les petits aéroports du Réseau national des aéroports sont admissibles aux fonds d'infrastructure;**
- travailler avec les entreprises de télécommunications qui**

acceptent de participer à un programme rural d'accès à large bande qui serait financé grâce à la révision des taux de déduction pour amortissement des catégories 8, 42 et 46, qui portent sur l'équipement des réseaux de communication, y compris à large bande;

- élaborer un programme de soutien pour la couverture du réseau cellulaire (Internet mobile) dans les communautés non desservies ou mal desservies..... 86

#### **RECOMMANDATION 62**

Que le gouvernement du Canada entreprenne un examen de la formule de financement de l'infrastructure municipale afin de s'assurer que – comme le Fonds de la taxe sur l'essence, qui est permanent et indexé – le financement soit prévisible, durable, réservé et fourni à long terme. .... 86

#### **RECOMMANDATION 63**

Que le gouvernement du Canada s'assure que l'accès au financement à l'infrastructure se fasse au moyen de processus d'approbation rationalisés, dans des délais adéquats; il s'assure aussi d'accroître la coordination et l'uniformité entre les programmes fédéraux et provinciaux/territoriaux de financement de l'infrastructure. .... 86

#### **RECOMMANDATION 64**

Que le gouvernement du Canada consacre du financement à long terme pour répondre à l'expiration prochaine des ententes d'exploitation fédérales concernant les logements à loyer indexé sur le revenu..... 86

#### **RECOMMANDATION 65**

Que le gouvernement revoie la définition actuelle de logement abordable utilisée par le gouvernement et par la Société canadienne d'hypothèques et de logement..... 86

#### **RECOMMANDATION 66**

Que le gouvernement du Canada renégocie les ententes de financement relatives au logement de manière à garantir l'existence de cibles fermes pour le nombre de nouveaux logements locatifs construits chaque année. .... 86

**RECOMMANDATION 67**

**Que le gouvernement du Canada prolonge les programmes de logement abordable offerts aux personnes âgées et aux victimes de violence qui ont été annoncés dans le budget fédéral de 2016 et qui arrivent à échéance dans deux ans. .... 86**

**RECOMMANDATION 68**

**Que le gouvernement du Canada poursuive la mise en place de la banque de l'infrastructure pour accroître l'investissement du secteur privé dans l'économie canadienne. .... 87**

**RECOMMANDATION 69**

**Qu'afin de stimuler la croissance et d'assurer la viabilité économique, le gouvernement du Canada travaille avec la collectivité de Churchill, au Manitoba, en vue de concevoir une stratégie à long terme pour le Port de Churchill et le transport ferroviaire à destination et en provenance de la ville. .... 87**

**RECOMMANDATION 70**

**Que le gouvernement du Canada améliore l'accès aux services de garde d'enfants afin de remplir sa promesse d'invertir dans l'infrastructure sociale. .... 87**

**RECOMMANDATION 71**

**Que le gouvernement du Canada consulte, soutienne et rassemble les entreprises et les organisations canadiennes dans le but de trouver des solutions novatrices pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. .... 96**

**RECOMMANDATION 72**

**Que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour soutenir et encourager le secteur géothermique du Canada. .... 96**

**RECOMMANDATION 73**

**Que le gouvernement du Canada encourage l'utilisation des véhicules électriques en investissant dans l'infrastructure nécessaire au fonctionnement de ces véhicules, comme les postes de charge. .... 96**

#### **RECOMMANDATION 74**

**Que le gouvernement du Canada, au moyen de projets d'énergie propre, réduise l'utilisation du diesel pour la production d'électricité dans les collectivités autochtones. .... 96**

#### **RECOMMANDATION 75**

**Que le gouvernement du Canada travaille avec l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien et l'Agence des services frontaliers du Canada à accroître le niveau de service et à réduire le temps d'attente sans augmenter le coût imposé aux voyageurs..... 99**

#### **RECOMMANDATION 76**

**Que le gouvernement du Canada entreprenne dès que possible un examen exhaustif du régime fiscal dans le but de simplifier la *Loi de l'impôt sur le revenu*. .... 105**

#### **RECOMMANDATION 77**

**Que le gouvernement du Canada se dote d'un cadre financier qui assure la stabilité, voire la baisse, du ratio de la dette au produit intérieur brut. .... 105**

#### **RECOMMANDATION 78**

**Que le gouvernement du Canada remplisse sa promesse d'augmenter le financement aux soins palliatifs en fonction des besoins des provinces..... 105**

#### **RECOMMANDATION 79**

**Que le gouvernement du Canada évalue les répercussions des décisions de politiques fédérales sur des groupes, secteurs et collectivités en particulier, y compris les femmes, les personnes âgées et les régions rurales. .... 108**

#### **RECOMMANDATION 80**

**Que le gouvernement du Canada s'assure que les Canadiens financièrement vulnérables aient accès aux prestations du gouvernement auxquelles ils ont droit. En outre, le gouvernement devrait restaurer les services en personne de l'Agence du revenu du Canada afin que ces Canadiens puissent avoir accès à un soutien plus personnalisé. .... 111**

**RECOMMANDATION 81**

**Que le gouvernement hausse ses investissements dans l'aide officielle au développement dans le but d'y investir 0,35 % du produit intérieur brut d'ici trois à quatre ans. .... 111**

# ANNEXE A

## SOUSSIONS EN LIGNE ET SÉANCES À “MICRO OUVERT”

---

### Agriculture, pêches, alimentation, exploitation forestière et minière

[Anders Bruun \[à titre personnel\]](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne des aliments de santé](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne du diabète](#)

[Association des pêcheurs de l'Î-P-É.](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)

[Association des vignerons du Canada](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association nationale des engraisseurs de bovins](#)

[Banque canadienne de grains](#)

[Canada Bière](#)

[Canadian Canola Growers Association](#)

[Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments](#)

[Coalition pour une saine alimentation scolaire](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien de l'innovation minière](#)

[Conseil canadien du canola](#)

[CropLife Canada](#)

[David Masters \[à titre personnel, Land Over Landings\]](#)

[Dominion Diamond Corporation](#)

[Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Fondation du saumon du Pacifique](#)

[Friends of the Greenbelt Foundation and the Greenbelt Fund](#)

[Kate Zabell](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Make Poverty History Manitoba](#)

[Memorial University of Newfoundland](#)

[Producteurs de poulet du Canada](#)

[Producteurs laitiers du Canada](#)

[Produits alimentaires et de consommation du Canada](#)

[Syngenta](#)

[Teck Resources Limited](#)

## Arts, culture, tourism, identité linguistique et héritage

[ArtsBuild Ontario](#)

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Association canadienne des organismes artistiques](#)

[Association des bibliothèques de recherche du Canada](#)

[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#)

[Association nationale des éditeurs de livres](#)

[Association of Canadian Publishers](#)

[Calgary Philharmonic Orchestra](#)

[Canadian Actors' Equity Association](#)

[Canadian Independent Music Association](#)

[Canadian Media Producers Association](#)

[Coalition canadienne des arts](#)

[David Masters \[à titre personnel, Land Over Landings\]](#)

[Design Exchange](#)

[Entertainment One](#)

[Fédération culturelle canadienne-française](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[Fiducie nationale du Canada](#)

[Front des artistes canadiens](#)

[Healthy Artists' Trust](#)

[Jean Johnson \[à titre personnel\]](#)

[Les amis de la radiodiffusion canadienne](#)

[Magazines Canada](#)

[Orchestres Canada](#)

[Professional Association of Canadian Theatres](#)

[Restaurants Canada](#)

[Royal Conservatory of Music](#)

[Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, Syndicat national des employées et employés généraux et du secteur public, Unite Here Canada, Guilde des auteurs du Canada](#)

[Tourism Industry Association of Prince Edward Island](#)

[Vancouver Art Gallery](#)

[Visa Canada](#)

## Collectivités rurales, éloignées et nordiques

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de normalisation](#)

[Association canadienne des hygiénistes dentaires](#)

[Association canadienne des parcs et des loisirs, Conseil canadien des installations récréatives](#)



[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association nationale des engraisseurs de bovins](#)

[Cameco Corporation](#)

[Canadian Cable Systems Alliance](#)

[Collège Canadore](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Conseil d'alphabétisation des T. N.-O., Conseil des littératies du Nunavut-Ilitaqsiniq, Coalition pour la littératie et l'alphabétisation du Yukon](#)

[Dominion Diamond Corporation](#)

[Fédération canadienne des municipalités](#)

[Fédération culturelle canadienne-française](#)

[Goldcorp Inc.](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Michael Cunningham](#)

[Partenariat en faveur des sciences et de la technologie](#)

[Restaurants Canada](#)

[Rogers Communications Inc.](#)

[Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#)

[Scout Environmental](#)

[Shaw Cablesystems G.P.](#)

[Stefan Cieslik](#)

[Syngenta](#)

[Valeant Canada](#)

[Xplornet Communications Inc.](#)

## **Commerce et investissement internes et internationaux**

[Administration portuaire Vancouver-Fraser](#)

[AIMIA Inc.](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne des aliments de santé](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des producteurs d'acier](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)

[Association nationale des distributeurs de dépanneurs](#)

[Cameco Corporation](#)

[Canadian Canola Growers Association](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Clean Energy Canada](#)

[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition nationale contre le tabac de contrebande](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Communitech](#)

[Compagnie 3M Canada](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien des affaires](#)

[Conseil canadien du canola](#)

[Conseil canadien du commerce de détail](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Decentralised Energy Canada](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[eBay Canada Limited](#)

[Front des artistes canadiens](#)

[Japan Automobile Manufacturers Association of Canada](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Médicaments novateurs Canada](#)

[Merck Canada Inc.](#)

[Mouvement des caisses Desjardins](#)

[Producteurs de poulet du Canada](#)

[Producteurs laitiers du Canada](#)

[Produits alimentaires et de consommation du Canada](#)

[Restaurants Canada](#)

[Spiritueux Canada](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Syngenta](#)

[Teck Resources Limited](#)

[Toronto Region Board of Trade](#)

[Unifor](#)

[UPS Canada](#)

## **Éducation et formation axée sur les compétences**

[Actua](#)

[Actua, l'Association canadienne des centres de sciences, FIRST Robotics Canada, Parlons sciences, Partenaires en recherche, SHAD, Sciences jeunesse Canada](#)

[AIMIA Inc.](#)

[Alliance canadienne des associations étudiantes](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des hygiénistes dentaires](#)

[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants](#)

[Association canadienne pour les études supérieures](#)

[Association des facultés de médecine du Canada](#)

[Campagne 2000](#)

[Caucus national des 2e et 3e cycles](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[CMC Microsystems](#)

[Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité](#)

[Coalition pour l'alphabétisme du Nouveau-Brunswick, Literacy Nova Scotia, P.E.I. Literacy Alliance](#)

[Coalition pour une saine alimentation scolaire](#)

[Collège Canadore](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Collèges Ontario](#)

[Communtech](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien des affaires](#)

[Conseil canadien pour le développement de carrière](#)

[Conseil d'alphabétisation des T. N.-O., Conseil des littératies du Nunavut-Ilitaqiniq, Coalition pour la littératie et l'alphabétisation du Yukon](#)

[Conseil des technologies de l'information et des communications](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Consortium canadien pour la recherche](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[David Johnston Research and Technology Park, Edmonton Research Park, Innovation Place, Knowledge Park, MaRS Discovery District](#)

[Decentralised Energy Canada](#)

[Dechinta Bush University Centre for Research and Learning](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Manitoba](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Nouvelle-Écosse](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Terre-Neuve et Labrador](#)

[Fédération canadienne des sciences humaines](#)

[Fédération culturelle canadienne-française](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[Forum canadien sur l'apprentissage](#)

[Gestion Univalor LP, Aligo Innovation LP, Gestion Sovar Inc.](#)

[Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#)

[Indspire](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Institut canadien de recherches avancées](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[Josh Levac \[à titre personnel\]](#)

[Kate Zabell](#)

[Ladies Learning Code](#)

[Le Fonds Shaw-Rocket](#)

<a href="#"><u>lululemon athletica</u></a>	<a href="#"><u>Progressive Contractors Association of Canada</u></a>	<a href="#"><u>U15 Regroupement des universités de recherche du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Magazines Canada</u></a>	<a href="#"><u>Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité</u></a>	<a href="#"><u>Université de Calgary</u></a>
<a href="#"><u>Make Poverty History Manitoba</u></a>	<a href="#"><u>Repaires jeunesse du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Université de Montréal</u></a>
<a href="#"><u>Marche des dix sous du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Réseau Trans-tech, Fédération des cégeps</u></a>	<a href="#"><u>Université McGill</u></a>
<a href="#"><u>McMaster University</u></a>	<a href="#"><u>Ryerson University</u></a>	<a href="#"><u>Université Queen's</u></a>
<a href="#"><u>Michael Bradfield [à titre personnel, Face of Poverty Consultation]</u></a>	<a href="#"><u>Société canadienne de chimie, Société canadienne du génie chimique, Société canadienne de technologie chimique, Institut de chimie du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Université York</u></a>
<a href="#"><u>Mitacs</u></a>	<a href="#"><u>Société canadienne de psychologie</u></a>	<a href="#"><u>Universités Canada</u></a>
<a href="#"><u>Momentum</u></a>	<a href="#"><u>Syndicat canadien de la fonction publique</u></a>	<a href="#"><u>University of Alberta</u></a>
<a href="#"><u>Ontario College of Art and Design University</u></a>	<a href="#"><u>Syndicat international des peintres et métiers connexes</u></a>	<a href="#"><u>University of British Columbia</u></a>
<a href="#"><u>Orthophonie et audiologie Canada</u></a>	<a href="#"><u>Tech-Access Canada</u></a>	<a href="#"><u>University of Manitoba</u></a>
<a href="#"><u>Partenariat en faveur des sciences et de la technologie</u></a>		<a href="#"><u>University of Ontario Institute of Technology</u></a>
<a href="#"><u>Passeport pour ma réussite Canada</u></a>		<a href="#"><u>University of Toronto</u></a>
<a href="#"><u>Planification financière Blair Corkum Inc.</u></a>		<a href="#"><u>University of Victoria</u></a>
<a href="#"><u>Polytechnics Canada</u></a>		<a href="#"><u>University of Waterloo</u></a>
		<a href="#"><u>Valeant Canada</u></a>

## **Emplois, marchés du travail**

<a href="#"><u>AIMIA Inc.</u></a>	<a href="#"><u>Association canadienne de biogaz</u></a>	<a href="#"><u>Association canadienne des producteurs pétroliers</u></a>
<a href="#"><u>Alliance canadienne des associations étudiantes</u></a>	<a href="#"><u>Association canadienne de la construction</u></a>	<a href="#"><u>Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants</u></a>
<a href="#"><u>Althea Guiboche [à titre personnel]</u></a>	<a href="#"><u>Association canadienne des constructeurs d'habitations</u></a>	

[Association canadienne pour les études supérieures](#)

[Association des camps du Canada](#)

[Campagne 2000](#)

[Canada's Home Instead Senior Care Franchise Owners](#)

[Canadian Space Society, App Space Solutions Inc.](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[CMC Research Institutes](#)

[Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Collèges Ontario](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Commission de la santé mentale du Canada](#)

[Communitech](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien des affaires](#)

[Conseil d'alphabétisation des T. N.-O., Conseil des littératies du Nunavut-Ilitaqsiniq, Coalition pour la littératie et l'alphabétisation du Yukon](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[David Best](#)

[Decentralised Energy Canada](#)

[Edith Perry \[à titre personnel\]](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne des sciences humaines](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[Forum canadien sur l'apprentissage](#)

[Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#)

[Hannah Girdler \[à titre personnel, Oxfam Canada\]](#)

[Immigrant Access Fund Canada](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Josh Levac \[à titre personnel\]](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[lululemon athletica](#)

[Make Poverty History Manitoba](#)

[Marche des dix sous du Canada](#)

[Mines Action Canada](#)

[Mitacs](#)

[Momentum](#)

[Monster Government Solutions](#)

[Norman Jaquemot](#)

[Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres](#)

[Organismes caritatifs neurologiques du Canada](#)

[Oxfam Canada](#)

[Passeport pour ma réussite Canada](#)

[Paul Moist \[à titre personnel\]](#)

[Polytechnics Canada](#)

[Progressive Contractors Association of Canada](#)

[Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité](#)

[Repaires jeunesse du Canada](#)

[Restaurants Canada](#)

[Ryerson University](#)

[Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#)

[Société canadienne de chimie, Société canadienne du génie chimique, Société canadienne de technologie chimique, Institut de chimie du Canada](#)

[Société canadienne de la sclérose en plaques](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Syndicat international des peintres et métiers connexes](#)

[Syndicats des métiers de la construction du Canada](#)

[Toronto Region Board of Trade](#)

[Toronto Region Immigrant Employment Council](#)

[Tourism Industry Association of Prince Edward Island](#)

[U15 Regroupement des universités de recherche du Canada](#)

[Unifor](#)

[Université de Calgary](#)

[Université de Montréal](#)

[Universités Canada](#)

[University of British Columbia](#)

[University of Ontario Institute of Technology](#)

[University of Waterloo](#)

[YMCA Canada](#)

## Énergie

[Association canadienne de biogaz](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de l'énergie éolienne, Association des industries solaires du Canada](#)

[Association canadienne des carburants](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés](#)

[Association nationale des engraisseurs de bovins](#)

[Cameco Corporation](#)

[Canadian Geothermal Energy Association](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Clean Energy Canada](#)

[Community Energy Association, Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain, Sustainable Prosperity](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien du canola](#)

[Conseil du bâtiment durable du Canada](#)

[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)

[Decentralised Energy Canada](#)  
[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)  
[Energy Storage Ontario](#)  
[Enerkem](#)  
[ENMAX Corporation](#)  
[Équiterre](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)  
[Partenariat en faveur des sciences et de la technologie](#)  
[Petroleum Services Association of Canada](#)  
[Progressive Contractors Association of Canada](#)

[Scout Environmental](#)  
[Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain](#)  
[Teck Resources Limited](#)  
[Teresa Marshall \[à titre personnel\]](#)  
[Unifor](#)  
[Ville de Montréal](#)

## **Enfants, jeunes et familles**

[Action Canada pour la santé et les droits sexuels](#)  
[Actua](#)  
[Actua, l'Association canadienne des centres de sciences, FIRST Robotics Canada, Parlons sciences, Partenaires en recherche, SHAD, Sciences jeunesse Canada](#)  
[Aide à l'enfance Canada](#)  
[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)  
[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)  
[Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance](#)  
[Association of Canadian Publishers](#)

[Campagne 2000](#)  
[CFL Enterprises LP](#)  
[Chambre de commerce du Canada](#)  
[Childcare Resource and Research Unit](#)  
[Congrès du travail du Canada](#)  
[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)  
[Éco Héros](#)  
[Edith Perry \[à titre personnel\]](#)  
[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)  
[Health Within Holistic Centre](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)  
[Le Fonds Shaw-Rocket](#)  
[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)  
[Make Poverty History Manitoba](#)  
[Mines Action Canada](#)  
[Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres](#)  
[Oxfam Canada](#)  
[Passeport pour ma réussite Canada](#)  
[Paul Moist \[à titre personnel\]](#)  
[Planification financière Blair Corkum Inc.](#)  
[Repaires jeunesse du Canada](#)

[Réseau canadien pour le revenu garanti](#)

[Sciences Jeunesse Canada](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Teresa Marshall \[à titre personnel\]](#)

[Unifor](#)

[Women's Centre of Calgary, First 2000 Days Network, Vibrant Communities Calgary](#)

[YMCA Canada](#)

## **Enjeux concernant le secteur financier, les institutions financières et le financement des entreprises**

[Administration financière des Premières nations](#)

[Association canadienne de financement et de location](#)

[Association canadienne de l'énergie éolienne, Association des industries solaires du Canada](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des coopératives financières](#)

[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#)

[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association des banquiers canadiens](#)

[Association nationale des distributeurs de dépanneurs](#)

[BIOTECanada](#)

[Canadian Coalition for Green Finance](#)

[Chambre de commerce de Fredericton, Candace Sears](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Coalition du budget vert](#)

[Communitech](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Coopératives et mutuelles Canada](#)

[Edd Twohig \[à titre personnel\]](#)

[Energy Storage Ontario](#)

[Enerkem](#)

[Fonds de solidarité des travailleurs du Québec](#)

[Futurpreneur Canada](#)

[Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Habitat pour l'humanité Canada](#)

[Housing Partnership Canada](#)

[Immigrant Access Fund Canada](#)

[Institut canadien des évaluateurs](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[James Hershaw \[à titre personnel, WATT Capital\]](#)

[James Hershaw \[mémoire\]](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)



[MaRS Centre for Impact Investing](#)

[Michael Bradfield \[à titre personnel, Face of Poverty Consultation\]](#)

[Mouvement des caisses Desjardins](#)

[National Angel Capital Organization](#)

[Ontario College of Art and Design University](#)

[Planification financière Blair Corkum Inc.](#)

[Prospérité Canada](#)

[Réseau canadien de développement économique communautaire](#)

[Restaurants Canada](#)

[University of Manitoba](#)

[Valeant Canada](#)

[Visa Canada](#)

[WATT Capital](#)

## **Environnement et changements climatiques**

[Aide à l'enfance Canada](#)

[Association canadienne de biogaz](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de l'énergie éolienne, Association des industries solaires du Canada](#)

[Association canadienne de normalisation](#)

[Association canadienne des carburants](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés](#)

[Association minière du Canada](#)

[Brian Gifford \[à titre personnel, Nova Scotians for Tax Fairness\]](#)

[Canadian Canola Growers Association](#)

[Canadian Coalition for Green Finance](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Community Energy Association, Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain, Sustainable Prosperity](#)

[Conseil canadien des affaires](#)

[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)

[Conservation de la nature Canada](#)

[Decentralised Energy Canada](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[ENMAX Corporation](#)

[Federal Active Transportation Coalition](#)

[Fertilisants Canada](#)

[Forum canadien du climat](#)

[GoldCorp Inc.](#)

[James Hershaw \[mémoire\]](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Mobilité électrique Canada](#)

[Mouvement des caisses Desjardins](#)

[Natural Step Canada, Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain, Sustainability CoLab, Climate Smart](#)

[Petroleum Services Association of Canada](#)

[Scout Environmental](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain](#)

[Tech-K.O., Inc., Hydrogenics Corp.](#)

[Teck Resources Limited](#)

[Toronto Atmospheric Fund](#)

[Unifor](#)

[UPS Canada](#)

[Valeant Canada](#)

[Ville de Calgary](#)

## **Fabrication et transformation à valeur ajoutée**

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada - Comité de technologie et innovation](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[CMC Microsystems](#)

[Compagnie 3M Canada](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Edd Twohig \[à titre personnel\]](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Institut national d'optique](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[McMaster University](#)

[Unifor](#)

[Ville de Montréal](#)

## **Finances fédérales, élaboration des politiques, fonction publique et Parlement**

[AIMIA Inc.](#)

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)

[Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine](#)

[Association canadienne de financement et de location](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne des agents financiers](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des ergothérapeutes](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne des professionnels en dons planifiés](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association des firmes d'ingénieurs-conseils - Canada](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada - Comité de technologie et innovation](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada - Transport Canada Aviation civile](#)

[Association du transport aérien du Canada](#)

[Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés](#)

[BIOTECanada](#)

[Brian Gifford \[à titre personnel, Nova Scotians for Tax Fairness\]](#)

[Canadian Coalition for Green Finance](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Chambre des organismes bénévoles de Calgary](#)

[Childcare Resource and Research Unit](#)

[Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité](#)

[Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Communitech](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien des affaires](#)

[Conseil des aéroports du Canada](#)

[Conseil du bâtiment durable du Canada](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil pour les entreprises sociales du Canada](#)

[Conseil sur le vieillissement d'Ottawa](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[CropLife Canada](#)

[David Best](#)

[David Masters \[à titre personnel, Land Over Landings\]](#)

[Deloitte](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[Edd Twohig \[à titre personnel\]](#)

[Edd Twohig \[mémoire\]](#)

[Enerkem](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers](#)

[Hannah Girdler \[à titre personnel, Oxfam Canada\]](#)

[Imagine Canada](#)

[Ingénieurs sans frontières Canada](#)

[Innovations en construction Canada](#)

[Institut professionnel de la fonction publique du Canada](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[MaRS Centre for Impact Investing](#)

[Médicaments novateurs  
Canada](#)

[Merit Canada](#)

[Michael Wolfson, Robyn  
Tamblyn](#)

[Microsoft Canada Inc.](#)

[Mouvement des caisses  
Desjardins](#)

[Oxfam Canada](#)

[Paul Moist \[à titre  
personnel\]](#)

[Producteurs laitiers du  
Canada](#)

[Produits alimentaires et  
de consommation du  
Canada](#)

[Réseau canadien de  
développement  
économique  
communautaire](#)

[Société canadienne de  
psychologie](#)

[Syndicat canadien de la  
fonction publique](#)

[Toronto Region Board of  
Trade](#)

[Tourism Industry  
Association of Prince  
Edward Island](#)

## **Immigrants et réfugiés**

[AIMIA Inc.](#)

[Association canadienne  
des travailleuses et  
travailleurs sociaux](#)

[Association des camps  
du Canada](#)

[Association of Canadian  
Publishers](#)

[Campagne 2000](#)

[Centre canadien de  
rayonnement synchroton](#)

[Chambre de commerce  
du Canada](#)

[CMC Research Institutes](#)

[Coalition pour  
l'alphabétisme du  
Nouveau-Brunswick,  
Literacy Nova Scotia,  
P.E.I. Literacy Alliance](#)

[Comité de politiques  
rurales de la Fédération  
canadienne de  
l'agriculture](#)

[Communtech](#)

[Comptables  
professionnels agréés du  
Canada](#)

[Congrès du travail du  
Canada](#)

[Conseil des technologies  
de l'information et des  
communications](#)

[Consortium des collèges  
communautaires des  
provinces de l'Atlantique](#)

[Greater Charlottetown  
Area Chamber of  
Commerce](#)

[Hannah Girdler \[à titre  
personnel, Oxfam  
Canada\]](#)

[Immigrant Access Fund  
Canada](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[lululemon athletica](#)

[Make Poverty History  
Manitoba](#)

[Société canadienne de  
chimie, Société  
canadienne du génie  
chimique, Société  
canadienne de  
technologie chimique,  
Institut de Chimie du  
Canada](#)

[Société canadienne de  
psychologie](#)

[Solutions de soutien  
communautaire](#)

[Toronto Region  
Immigrant Employment  
Council](#)

[U15 Regroupement des  
universités de recherche](#)

[du Canada  
University of Toronto](#)

[Valeant Canada](#)

[Ville de Calgary](#)

## **Impôts des sociétés, taxe à la consommation et d'accise, enjeux réglementaires et frais**

[Administration de  
l'aéroport international de  
Vancouver](#)

[Alliance de la Fonction  
publique du Canada](#)

[Alliance pour la  
prévention des maladies  
chroniques au Canada](#)

[Association canadienne  
d'habitation et de  
rénovation urbaine](#)

[Association canadienne  
de counseling et de  
psychothérapie](#)

[Association canadienne  
de l'électricité](#)

[Association canadienne  
de l'énergie éolienne,  
Association des industries  
solaires du Canada](#)

[Association canadienne  
de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne  
de la construction](#)

[Association canadienne  
de la technologie de  
l'information](#)

[Association canadienne  
de pipelines d'énergie](#)

[Association canadienne  
des agents financiers](#)

[Association canadienne  
des aliments de santé](#)

[Association canadienne  
des boissons](#)

[Association canadienne  
des carburants](#)

[Association canadienne  
des compagnies  
d'assurance mutuelles](#)

[Association canadienne  
des compagnies  
d'assurances de  
personnes](#)

[Association canadienne  
des constructeurs  
d'habitations](#)

[Association canadienne  
des constructeurs de  
véhicules](#)

[Association canadienne  
des coopératives  
financières](#)

[Association canadienne  
des dépanneurs en  
alimentation](#)

[Association canadienne  
des producteurs pétroliers](#)

[Association canadienne  
des radiologistes](#)

[Association canadienne  
des télécommunications  
sans fil](#)

[Association canadienne  
du commerce des valeurs  
mobilières](#)

[Association canadienne  
du diabète](#)

[Association dentaire  
canadienne](#)

[Association des  
banquiers canadiens](#)

[Association des chemins  
de fer du Canada](#)

[Association des  
commerçants de  
véhicules récréatifs du  
Canada](#)

[Association des  
vignerons du Canada](#)

[Association du transport aérien du Canada](#)

[Association médicale canadienne](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association nationale des distributeurs de dépanneurs](#)

[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#)

[Bourse de Toronto, Bourse de croissance TSX](#)

[Brian Cheung \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Brian Gifford \[à titre personnel, Nova Scotians for Tax Fairness\]](#)

[Canada Bière](#)

[Canada's Home Instead Senior Care Franchise Owners](#)

[Canadian Geothermal Energy Association](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Caucus national des 2e et 3e cycles](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité](#)

[Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments](#)

[Coalition du budget vert](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Compagnie 3M Canada](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conference for Advanced Life Underwriting](#)

[Conseil canadien des affaires](#)

[Conseil canadien du camping et du VR](#)

[Conseil canadien du cannabis médical](#)

[Conseil canadien du commerce de détail](#)

[Conseil des aéroports du Canada](#)

[Conseil des affaires Canado-Américaines](#)

[Conseil des technologies de l'information et des communications](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Corporation des associations de détaillants d'automobiles](#)

[CropLife Canada](#)

[Deloitte](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[Dominion Diamond Corporation](#)

[Edith Perry \[à titre personnel\]](#)

[Energy Storage Ontario](#)

[Enerkem](#)

[Équiterre](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers](#)

[Fiducie nationale du Canada](#)

[First West Credit Union](#)

[Fondation des maladies du cœur](#)

[Gail Dugas \[à titre personnel\]](#)

[Goldcorp Inc.](#)

[Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#)

[James Hershaw \[mémoire\]](#)

[Jim Cormier \[à titre personnel, Conseil canadien du commerce de détail\]](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)

[Imperial Tobacco Canada Limited](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)

[Les amis de la radiodiffusion canadienne](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Merck Canada Inc.](#)

[Michael Bradfield \[à titre personnel, Face of Poverty Consultation\]](#)

[Mouvement des caisses Desjardins](#)

[National Allied Golf Associations](#)

[NOVA Chemicals Corporation](#)

[Ontario Independent Appraisers Association](#)

[Oxfam Canada](#)

[Paul Moist \[à titre personnel\]](#)

[Peter Venton \[à titre personnel\]](#)

[Pitney Bowes Canada](#)

[Producteurs laitiers du Canada](#)

[Produits alimentaires et de consommation du Canada](#)

[Produits de santé consommateurs du Canada](#)

[Restaurants Canada](#)

[Right to Housing Manitoba](#)

[Rogers Communications Inc.](#)

[Shaw Cablesystems G.P.](#)

[Société de l'arthrite](#)

[Solutions de soutien communautaire](#)

[Spiritueux Canada](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, Syndicat national des employées et employés généraux et du secteur public, Unite Here Canada, Guilde des auteurs du Canada](#)

[Syngenta](#)

[Teresa Marshall \[à titre personnel\]](#)

[Unifor](#)

[Université de Montréal](#)

[University of Manitoba](#)

[Valeant Canada](#)

## Infrastructure

[Abbotsford House Members Council](#)

[Administration de l'aéroport international de Vancouver](#)

[Administration portuaire Vancouver-Fraser](#)

[Advocacy Centre for Tenants Ontario](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)

[Althea Guiboche \[à titre personnel\]](#)

[Armée du Salut](#)

[ArtsBuild Ontario](#)

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Association canadienne de biogaz](#)

[Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de l'énergie éolienne.](#)  
[Association des industries solaires du Canada](#)

[Association canadienne de l'immeuble](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de normalisation](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des parcs et des loisirs.](#)  
[Conseil canadien des installations récréatives](#)

[Association canadienne des organismes artistiques](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne des télécommunications sans fil](#)

[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)

[Association canadienne des travaux publics](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association des administrations portuaires canadiennes](#)

[Association des aéroports du Canada atlantique](#)

[Association des chemins de fer du Canada](#)

[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#)

[Association des firmes d'ingénieurs-conseils - Canada](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)



<a href="#"><u>Association des vignerons du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Chambre des organismes bénévoles de Calgary</u></a>	<a href="#"><u>Conseil des aéroports du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Association médicale canadienne</u></a>	<a href="#"><u>Citoyens pour une politique juste</u></a>	<a href="#"><u>Conseil des Canadiens avec déficiences</u></a>
<a href="#"><u>Association minière du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Clean Energy Canada</u></a>	<a href="#"><u>Conseil du bâtiment durable du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Association nationale des engraisseurs de bovins</u></a>	<a href="#"><u>Coalition canadienne des arts</u></a>	<a href="#"><u>Conseil du patronat du Québec</u></a>
<a href="#"><u>Association nationale des retraités fédéraux</u></a>	<a href="#"><u>Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité</u></a>	<a href="#"><u>Consortium canadien pour la recherche</u></a>
<a href="#"><u>Autorité aéroportuaire du Grand Toronto</u></a>	<a href="#"><u>Coalition du budget vert</u></a>	<a href="#"><u>Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique</u></a>
<a href="#"><u>Calcul Canada</u></a>	<a href="#"><u>Coalition pour une saine alimentation scolaire</u></a>	<a href="#"><u>David Best</u></a>
<a href="#"><u>Cameco Corporation</u></a>	<a href="#"><u>Collectif pancanadien pour le logement</u></a>	<a href="#"><u>Digital ID and Authentication Council of Canada</u></a>
<a href="#"><u>Campagne 2000</u></a>	<a href="#"><u>Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture</u></a>	<a href="#"><u>Dirigeants financiers internationaux du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Campagne pour la lecture</u></a>	<a href="#"><u>Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture</u></a>	<a href="#"><u>Dominion Diamond Corporation</u></a>
<a href="#"><u>Canadian Actors' Equity Association</u></a>	<a href="#"><u>Comptables professionnels agréés du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Energy Storage Ontario</u></a>
<a href="#"><u>Canadian Cable Systems Alliance</u></a>	<a href="#"><u>Congrès du travail du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Enerkem</u></a>
<a href="#"><u>Canadian Canola Growers Association</u></a>	<a href="#"><u>Conseil canadien des affaires</u></a>	<a href="#"><u>ENMAX Corporation</u></a>
<a href="#"><u>Canadian Coalition for Green Finance</u></a>	<a href="#"><u>Conseil d'alphabétisation des T. N.-O., Conseil des littératies du Nunavut-Ilitaqiniq, Coalition pour la littératie et l'alphabétisation du Yukon</u></a>	<a href="#"><u>Équiterre</u></a>
<a href="#"><u>Centraide United Way Canada</u></a>		<a href="#"><u>Federal Active Transportation Coalition</u></a>
<a href="#"><u>Centre consultatif des relations juives et israéliennes</u></a>		<a href="#"><u>Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers</u></a>
<a href="#"><u>Chambre de commerce du Canada</u></a>		<a href="#"><u>Fédération canadienne des municipalités</u></a>
<a href="#"><u>Chambre de commerce du Montréal métropolitain</u></a>		<a href="#"><u>Fédération culturelle canadienne-française</u></a>

[Fédération de l'habitation coopérative du Canada](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[Fertilisants Canada](#)

[Fondation Bon départ de Canadian Tire](#)

[Fondation Rick Hansen](#)

[Fonds de solidarité des travailleurs du Québec](#)

[Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Groupe Le sport est important](#)

[H10](#)

[Habitat pour l'humanité Canada](#)

[Housing Partnership Canada](#)

[Hydra-Go](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Innovations en construction Canada](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)

[Joyce Halladay](#)

[Kate Zabell](#)

[Les amis de la radiodiffusion canadienne](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Make Poverty History Manitoba](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Michael Bradfield \[à titre personnel, Face of Poverty Consultation\]](#)

[Michael Cunningham](#)

[Mobilité électrique Canada](#)

[Mouvement des caisses Desjardins](#)

[Ontario College of Art and Design University](#)

[Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres](#)

[Orchestres Canada](#)

[Oxfam Canada](#)

[Paul Moist \[à titre personnel\]](#)

[Peter Venton \[à titre personnel\]](#)

[Producteurs laitiers du Canada](#)

[Professional Association of Canadian Theatres](#)

[Reena](#)

[Réseau canadien de développement économique communautaire](#)

[Right to Housing Manitoba](#)

[Rogers Communications Inc.](#)

[Royal Conservatory of Music](#)

[Ryerson University](#)

[Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#)

[Shaw Cablesystems G.P.](#)

[Société canadienne de chimie, Société canadienne du génie chimique, Société canadienne de technologie chimique, Institut de chimie du Canada](#)

[Solomon Fagan](#)

[Solutions de soutien communautaire](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Syndicat international des peintres et métiers connexes](#)

[Syngenta](#)

[Teck Resources Limited](#)

[TELUS Communications Inc.](#)

[Toronto Region Board of Trade](#)

[TRIUMF](#)

[Unifor](#)

[Université McGill](#)

[Université York](#)

[University of British Columbia](#)

[University of Manitoba](#)

[University of Toronto](#)

[University of Victoria](#)

[University of Waterloo](#)

[UPS Canada](#)

[Vancouver Art Gallery](#)

[Ville de Calgary](#)

[Ville de Montréal](#)

[Visa Canada](#)

[Xplornet Communications Inc.](#)

[YMCA Canada](#)

## Mesures fiscales pour les particuliers

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Association canadienne de l'énergie éolienne, Association des industries solaires du Canada](#)

[Association canadienne de l'immeuble](#)

[Association canadienne des agents financiers](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des professionnels en dons planifiés](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association canadienne du diabète](#)

[Association chiropratique canadienne](#)

[Association médicale canadienne](#)

[Association minière du Canada](#)

[Bourse de Toronto, Bourse de croissance TSX](#)

[Brian Cheung \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Brian Gifford \[à titre personnel, Nova Scotians for Tax Fairness\]](#)

[Calgary Philharmonic Orchestra](#)

[Campagne 2000](#)

[Canada's Home Instead Senior Care Franchise Owners](#)

[Canadian Actors' Equity Association](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Centre consultatif des relations juives et israéliennes](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien des affaires](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Coopératives et mutuelles Canada](#)

[David Purser](#)

[Deloitte](#)

[Diamond Retirement Planning Ltd.](#)

[Donald Johnson](#)

[Edd Twohig \[mémoire\]](#)

[Fiducie nationale du Canada](#)

[Fonds de solidarité des travailleurs du Québec](#)

[Front des artistes canadiens](#)

[Gail Dugas \[à titre personnel\]](#)

[James Hershaw \[à titre personnel, WATT Capital\]](#)

[James Hershaw \[mémoire\]](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)

[Lettre type deux \(16 soumissions\)](#)

[Lettre type trois \(24 soumissions\)](#)

[Margaret MacKay](#)

[Michael Bradfield \[à titre personnel, Face of Poverty Consultation\]](#)

[MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l](#)

[Orchestres Canada](#)

[Oxfam Canada](#)

[Paul Moist \[à titre personnel\]](#)

[Peter Venton \[à titre personnel\]](#)

[Planification financière Blair Corkum Inc.](#)

[Produits de santé consommateurs du Canada](#)

[Réseau canadien pour le revenu garanti](#)

[Right to Housing Manitoba](#)

[Société canadienne de la sclérose en plaques](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Syndicats des métiers de la construction du Canada](#)

[Teresa Marshall \[à titre personnel\]](#)

[WATT Capital](#)

## **Pauvreté et inégalité des revenus**

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Althea Guiboche \[à titre personnel\]](#)

[Armée du Salut](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)

[Campagne 2000](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Coalition du budget vert](#)

[Collectif pancanadien pour le logement](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Edith Perry \[à titre personnel\]](#)

[Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers](#)

[Fédération de l'habitation coopérative du Canada](#)

[Fondation Maytree](#)

[Front des artistes canadiens](#)

[Habitat pour l'humanité Canada](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)

[Joyce Halladay](#)

[Kate Zabell](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Make Poverty History Manitoba](#)

[Margaret MacKay](#)

[Michael Bradfield \[à titre personnel, Face of Poverty Consultation\]](#)

[Momentum](#)

[Norman Jaquemot](#)

[Oxfam Canada](#)

[Prosperité Canada](#)

[Repaires jeunesse du Canada](#)

[Réseau canadien pour le revenu garanti](#)

[Right to Housing Manitoba](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Teresa Marshall \[à titre personnel\]](#)

[Ville de Calgary](#)

[Vols d'espoir](#)

## **Peuples autochtones**

[Administration financière des Premières nations](#)

[Aide à l'enfance Canada](#)

[Alliance canadienne des associations étudiantes](#)

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)

[Althea Guiboche \[à titre personnel\]](#)

[Assemblée des Premières Nations](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne des ergothérapeutes](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance](#)

[Association canadienne pour les études supérieures](#)

[Association des pharmaciens du Canada](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association of Canadian Publishers](#)

[Cameco Corporation](#)

[Campagne 2000](#)

[Campagne pour la lecture](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Coalition pour l'alphabétisme du Nouveau-Brunswick, Literacy Nova Scotia, P.E.I. Literacy Alliance](#)

[Collège Canadore](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien de l'innovation minière](#)

[Conseil des technologies de l'information et des communications](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[Dechinta Bush University Centre for Research and Learning](#)

[Dominion Diamond Corporation](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Manitoba](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Nouvelle-Écosse](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Terre-Neuve et Labrador](#)

[Fédération canadienne des sciences humaines](#)

[Fondation des maladies du cœur](#)

[Front des artistes canadiens](#)

[Goldcorp Inc.](#)

[Habitat pour l'humanité Canada](#)

[Hannah Girdler \[à titre personnel, Oxfam Canada\]](#)

[Indigenous Leadership Initiative of the International Boreal Conservation Campaign](#)

[Indspire](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Make Poverty History Manitoba](#)

[McMaster University](#)

[Michael Cunningham](#)

[Ontario College of Art and Design University](#)

[Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres](#)

[Orthophonie et audiologie Canada](#)

[Oxfam Canada](#)

[Passeport pour ma réussite Canada](#)

[Repaires jeunesse du Canada](#)

[Right to Housing Manitoba](#)

[Scout Environmental](#)

[Société canadienne de psychologie](#)

[SoinsSantéCAN](#)

[Teck Resources Limited](#)

[U15 Regroupement des universités de recherche du Canada](#)

[Université de Calgary](#)

[Université de Montréal](#)

[Université McGill](#)

[Universités Canada](#)

[University of Alberta](#)

[University of British Columbia](#)

[University of Manitoba](#)

[University of Ontario Institute of Technology](#)

[University of Victoria](#)

[Xplornet Communications Inc.](#)

## Politique étrangère et activités internationales

[Action Canada pour la santé et les droits sexuels](#)

[Aide à l'enfance Canada](#)

[Aliya Lakhani \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Anne Raedeke Mackenzie and Maria Aman \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Banque canadienne de grains](#)

[Brian Cheung \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Cael Warner \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Campagne ONE \(Canada\)](#)

[Canadian International Development Platform](#)

[Cédrik Chouinard \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien pour la coopération internationale](#)

[Emilynn Goodwin \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Evan Johnson \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Hailey Froese \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Hannah Girdler \[à titre personnel, Oxfam Canada\]](#)

[Imad Abdulkadir \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Ingénieurs sans frontières Canada](#)

[Medicines for Malaria Venture](#)

[Oxfam Canada](#)

[Réseau canadien sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants](#)

[RÉSULTATS Canada](#)

[Robert Greenhill](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Taylor Anne Livingston \[à titre personnel, Ingénieurs sans frontières Canada\]](#)

[Vision mondiale Canada](#)

## Recherche, développement, innovation et commercialisation

[ABB Canada](#)

[Actua](#)

[Actua, l'Association canadienne des centres de sciences, FIRST](#)

[Robotics Canada, Parlons sciences, Partenaires en recherche, SHAD, Sciences jeunesse Canada](#)

[Alliance canadienne des associations étudiantes](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Association canadienne de biogaz](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de normalisation](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne des télécommunications sans fil](#)

[Association canadienne pour les études supérieures](#)

[Association des bibliothèques de recherche du Canada](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada - Comité de technologie et innovation](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)

[BIOTECanada](#)

[Calcul Canada](#)

[Canadian Canola Growers Association](#)

[Canadian Photonic Industry Consortium](#)

[Canadian Space Society, App Space Solutions Inc.](#)

[Caucus national des 2e et 3e cycles](#)

[Centre canadien de rayonnement synchrotron](#)

[Centre pour la recherche et le développement des médicaments](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[CMC Microsystems](#)

[CMC Research Institutes](#)

[Coalition pour l'astronomie au Canada](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Collèges Ontario](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Communitech](#)

[Compagnie 3M Canada](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien de l'innovation minière](#)



<a href="#"><u>Conseil canadien du canola</u></a>	<a href="#"><u>Fédération canadienne des étudiantes et étudiants</u></a>	<a href="#"><u>Manufacturiers et exportateurs du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Conseil des affaires Canado-Américaines</u></a>	<a href="#"><u>Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Nouvelle-Écosse</u></a>	<a href="#"><u>McMaster University</u></a>
<a href="#"><u>Conseil du patronat du Québec</u></a>	<a href="#"><u>Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Terre-Neuve et Labrador</u></a>	<a href="#"><u>Médicaments novateurs Canada</u></a>
<a href="#"><u>Consortium canadien pour la recherche</u></a>	<a href="#"><u>Fédération canadienne des sciences humaines</u></a>	<a href="#"><u>Merck Canada Inc.</u></a>
<a href="#"><u>Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada, Association du transport public de l'Ontario</u></a>	<a href="#"><u>Fondation Canadienne de Cellules Souches</u></a>	<a href="#"><u>Michael Wolfson, Robyn Tamblyn</u></a>
<a href="#"><u>Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique</u></a>	<a href="#"><u>Fonds de solidarité des travailleurs du Québec</u></a>	<a href="#"><u>Microsoft Canada Inc.</u></a>
<a href="#"><u>CMC Microsystems</u></a>	<a href="#"><u>Gestion Univalor LP, Aligo Innovation LP, Gestion Sovar Inc.</u></a>	<a href="#"><u>Mitacs</u></a>
<a href="#"><u>David Johnston Research and Technology Park, Edmonton Research Park, Innovation Place, Knowledge Park, MaRS Discovery District</u></a>	<a href="#"><u>Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce</u></a>	<a href="#"><u>Ontario College of Art and Design University</u></a>
<a href="#"><u>Decentralised Energy Canada</u></a>	<a href="#"><u>H10</u></a>	<a href="#"><u>Partenariat en faveur des sciences et de la technologie</u></a>
<a href="#"><u>Deloitte</u></a>	<a href="#"><u>IC-IMPACTS Centres of Excellence</u></a>	<a href="#"><u>Polytechnics Canada</u></a>
<a href="#"><u>diaMentis Inc.</u></a>	<a href="#"><u>Ingénieurs Canada</u></a>	<a href="#"><u>Produits alimentaires et de consommation du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Dirigeants financiers internationaux du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Innovations en construction Canada</u></a>	<a href="#"><u>Réseau Trans-tech, Fédération des cégeps</u></a>
<a href="#"><u>Enerkem</u></a>	<a href="#"><u>Institut canadien de recherches avancées</u></a>	<a href="#"><u>Ryerson University</u></a>
<a href="#"><u>ENMAX Corporation</u></a>	<a href="#"><u>Institut de la propriété intellectuelle du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Sciences Jeunesse Canada</u></a>
<a href="#"><u>Fédération canadienne de l'agriculture</u></a>	<a href="#"><u>Institut national d'optique</u></a>	<a href="#"><u>Société canadienne de chimie, Société canadienne du génie chimique, Société canadienne de technologie chimique, Institut de chimie du Canada</u></a>
		<a href="#"><u>Société canadienne de psychologie</u></a>

<a href="#"><u>Société canadienne du cancer</u></a>	<a href="#"><u>du Canada</u></a>	<a href="#"><u>University of Manitoba</u></a>
<a href="#"><u>SoinsSantéCAN</u></a>	<a href="#"><u>Université de Calgary</u></a>	<a href="#"><u>University of Ontario Institute of Technology</u></a>
<a href="#"><u>Syngenta</u></a>	<a href="#"><u>Université de Montréal</u></a>	<a href="#"><u>University of Toronto</u></a>
<a href="#"><u>Tech-Access Canada</u></a>	<a href="#"><u>Université McGill</u></a>	<a href="#"><u>University of Waterloo</u></a>
<a href="#"><u>Teck Resources Limited</u></a>	<a href="#"><u>Université Queen's</u></a>	<a href="#"><u>University of Waterloo Institute for Quantum Computing</u></a>
<a href="#"><u>Toronto Region Board of Trade</u></a>	<a href="#"><u>Université York</u></a>	<a href="#"><u>Valeant Canada</u></a>
<a href="#"><u>TRIUMF</u></a>	<a href="#"><u>Universités Canada</u></a>	
<a href="#"><u>U15 Regroupement des universités de recherche</u></a>	<a href="#"><u>University of Alberta</u></a>	
	<a href="#"><u>University of British Columbia</u></a>	

## Revenu de retraite et personnes âgées

<a href="#"><u>Abbotsford House Members Council</u></a>	<a href="#"><u>Association canadienne du commerce des valeurs mobilières</u></a>	<a href="#"><u>Diamond Retirement Planning Ltd.</u></a>
<a href="#"><u>Armée du Salut</u></a>	<a href="#"><u>Association nationale des retraités fédéraux</u></a>	<a href="#"><u>Dirigeants financiers internationaux du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes</u></a>	<a href="#"><u>Canada's Home Instead Senior Care Franchise Owners</u></a>	<a href="#"><u>Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</u></a>
<a href="#"><u>Association canadienne des constructeurs d'habitations</u></a>	<a href="#"><u>Canadiens pour une fiscalité équitable</u></a>	<a href="#"><u>Diamond Retirement Planning Ltd.</u></a>
<a href="#"><u>Association canadienne des constructeurs de véhicules</u></a>	<a href="#"><u>Collège Canadore</u></a>	<a href="#"><u>Front des artistes canadiens</u></a>
<a href="#"><u>Association canadienne des ergothérapeutes</u></a>	<a href="#"><u>Conference for Advanced Life Underwriting</u></a>	<a href="#"><u>Habitat pour l'humanité Canada</u></a>
<a href="#"><u>Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux</u></a>	<a href="#"><u>Congrès du travail du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Health Within Holistic Centre</u></a>
	<a href="#"><u>Conseil du patronat du Québec</u></a>	<a href="#"><u>Institut des fonds d'investissement du Canada</u></a>
	<a href="#"><u>David Purser</u></a>	

[Lettre type un \(14 soumissions\)](#)

[Lettre type deux \(16 soumissions\)](#)

[Lettre type trois \(24 soumissions\)](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Margaret MacKay](#)

[McMaster University](#)

[Orthophonie et audiologie Canada](#)

[Oxfam Canada](#)

[Paul Bourque \[à titre personnel\]](#)

[Planification financière Blair Corkum Inc.](#)

[Réseau canadien des soins aux personnes fragilisées](#)

[Réseau canadien pour le revenu garanti](#)

[Solutions de soutien communautaire](#)

[Stefan Cieslik](#)

## **Santé et bien-être**

[Action Canada pour la santé et les droits sexuels](#)

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada](#)

[Althea Guiboche \[à titre personnel\]](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de soins palliatifs](#)

[Association canadienne des aliments de santé](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#)

[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#)

[Association canadienne des ergothérapeutes](#)

[Association canadienne des hygiénistes dentaires](#)

[Association canadienne des neurosciences](#)

[Association canadienne des optométristes](#)

[Association canadienne des parcs et des loisirs, Conseil canadien des installations récréatives](#)

[Association canadienne des radiologistes](#)

[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)

[Association canadienne du diabète](#)

[Association canadienne pour la santé mentale](#)

[Association canadienne pour les études supérieures](#)

[Association chiropratique canadienne](#)

[Association dentaire canadienne](#)

[Association des facultés de médecine du Canada](#)

[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#)

[Association des pharmaciens du Canada](#)

[Association médicale canadienne](#)

[Association nationale des distributeurs de dépanneurs](#)

[Association nationale des retraités fédéraux](#)

[Association pulmonaire du Canada](#)

[BioVectra Inc.](#)

[Brian Gifford \[à titre personnel, Nova Scotians for Tax Fairness\]](#)

[Canada's Home Instead Senior Care Franchise Owners](#)

[Centre consultatif des relations juives et israéliennes](#)

[Centre pour la recherche et le développement des médicaments](#)

[CFL Enterprises LP](#)

[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé](#)

[Collège Canadore](#)

[Commission de la santé mentale du Canada](#)

[Conference for Advanced Life Underwriting](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil canadien du cannabis médical](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[David Best](#)

[diaMentis Inc.](#)

[Federal Active Transportation Coalition](#)

[Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers](#)

[Fondation Bon départ de Canadian Tire](#)

[Fondation Canadienne de Cellules Souches](#)

[Fondation des maladies du cœur](#)

[Fondation Rick Hansen](#)

[Council of Canadians with Disabilities](#)

[David Best](#)

[diaMentis Inc.](#)

[Gestion Univalor LP, Aligo Innovation LP, Gestion Sovar Inc.](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Groupe d'intervention action santé](#)

[Groupe Le sport est important](#)

[H10](#)

[Habitat pour l'humanité Canada](#)

[Health Within Holistic Centre](#)

[Healthy Artists' Trust](#)

[Inforoute Santé du Canada](#)

[Institut canadien sur la sécurité des patients](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[Institut Rick Hansen](#)

[Jaqueline Landry \[à titre personnel, Parkinson Canada\]](#)

[Joseph Byrne \[à titre personnel\]](#)

[Justin Manuel \[à titre personnel, Parkinson Canada\]](#)

<a href="#"><u>Kate Zabell</u></a>	<a href="#"><u>Orthophonie et audiologie Canada</u></a>	<a href="#"><u>Société canadienne du cancer</u></a>
<a href="#"><u>Leo Broderick [à titre personnel, P.E.I Health Coalition]</u></a>	<a href="#"><u>Oxfam Canada</u></a>	<a href="#"><u>Société de l'arthrite</u></a>
<a href="#"><u>Le Réseau canadien d'essais clinique de la fondation de la recherche sur le diabète juvénile</u></a>	<a href="#"><u>Pallium Canada</u></a>	<a href="#"><u>Société ontarienne de la schizophrénie</u></a>
<a href="#"><u>Les diététistes du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Parachute</u></a>	<a href="#"><u>Société pour les troubles de l'humeur du Canada</u></a>
<a href="#"><u>Lettre type un (14 soumissions)</u></a>	<a href="#"><u>Parkinson Canada</u></a>	<a href="#"><u>Société pour les troubles de l'humeur du Canada, l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université de l'Alberta</u></a>
<a href="#"><u>Lettre type deux (16 soumissions)</u></a>	<a href="#"><u>ParticipACTION</u></a>	<a href="#"><u>SoinsSantéCAN</u></a>
<a href="#"><u>Lettre type trois (24 soumissions)</u></a>	<a href="#"><u>Paul Moist [à titre personnel]</u></a>	<a href="#"><u>Solomon Fagan</u></a>
<a href="#"><u>Make Poverty History Manitoba</u></a>	<a href="#"><u>Prévention et contrôle des infections Canada</u></a>	<a href="#"><u>Solutions de soutien communautaire</u></a>
<a href="#"><u>Marche des dix sous du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Produits de santé consommateurs du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Stefan Cieslik</u></a>
<a href="#"><u>McMaster University</u></a>	<a href="#"><u>Reena</u></a>	<a href="#"><u>Syndicat canadien de la fonction publique</u></a>
<a href="#"><u>Médicaments novateurs Canada</u></a>	<a href="#"><u>Réseau canadien des soins aux personnes fragilisées</u></a>	<a href="#"><u>TRIUMF</u></a>
<a href="#"><u>Medicines for Malaria Venture</u></a>	<a href="#"><u>Réseau de cellules souches</u></a>	<a href="#"><u>Valeant Canada</u></a>
<a href="#"><u>Merck Canada Inc.</u></a>	<a href="#"><u>Société Alzheimer du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Vols d'espoir</u></a>
<a href="#"><u>Michael Bradfield [à titre personnel, Face of Poverty Consultation]</u></a>	<a href="#"><u>Société canadienne de cardiologie</u></a>	
<a href="#"><u>National Initiative for Eating Disorders</u></a>	<a href="#"><u>Société canadienne de la sclérose en plaques</u></a>	
<a href="#"><u>Organismes caritatifs neurologiques du Canada</u></a>	<a href="#"><u>Société canadienne de la sclérose latérale amyotrophique (SLA)</u></a>	
	<a href="#"><u>Société canadienne de psychologie</u></a>	

## Secteurs des organismes caritatifs et sans but lucratif et de l'économie sociale

[AIMIA Canada, Fondation de la famille J.W. McConnell, MaRS Discovery District, Parachute Canada, Société de l'arthrite](#)

[Aide à l'enfance Canada](#)

[Blumberg Segal LLP](#)

[Canadian Actors' Equity Association](#)

[Centraide United Way Canada](#)

[Chambre des organismes bénévoles de Calgary](#)

[Conseil pour les entreprises sociales du Canada](#)

[Diana Bumstead](#)

[Donald Johnson](#)

[DONN3](#)

[Fondation Bon départ de Canadian Tire](#)

[Fondations philanthropiques Canada](#)

[Imagine Canada](#)

[Ingénieurs sans frontières Canada](#)

[LIFT Philanthropy Partners](#)

[MaRS Centre for Impact Investing](#)

[Orchestres Canada](#)

[Vols d'espoir](#)

[YMCA Canada](#)

## Sécurité et préparation aux situations d'urgence

[Action Canada pour la santé et les droits sexuels](#)

[Administration de l'aéroport international de Vancouver](#)

[Aide à l'enfance Canada](#)

[Alliance canadienne des technologies avancées](#)

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#)

[Association canadienne des ergothérapeutes](#)

[Association canadienne des travaux publics](#)

[Association des aéroports du Canada atlantique](#)

[Association des chemins de fer du Canada](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada](#)

[Association des industries canadiennes de défense et de sécurité](#)

[Association du transport aérien du Canada](#)

[Association nationale des distributeurs de dépanneurs](#)

[Autorité aéroportuaire du Grand Toronto](#)

[Centre consultatif des relations juives et israéliennes](#)

[Clear Seas](#)

[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition nationale contre le tabac de contrebande](#)

[Conseil des aéroports du Canada](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)

[Croix-Rouge canadienne](#)

[École nationale en sécurité intégrée du Québec](#)

[Forum canadien du climat](#)

[Imperial Tobacco Canada Limited](#)

[Leo Broderick \[à titre personnel, P.E.I Health Coalition\]](#)

[Memorial University of Newfoundland](#)

[Monster Government Solutions](#)

[Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres](#)

[Parachute](#)

[Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#)

[Société canadienne de psychologie](#)

[Société pour les troubles de l'humeur du Canada](#)

[TELUS Communications Inc.](#)

[Ville de Calgary](#)

[Vols d'espoir](#)

## **Transport et communication**

[ABB Canada](#)

[Administration de l'aéroport international de Vancouver](#)

[Administration portuaire Vancouver-Fraser](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Anders Bruun \[à titre personnel\]](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne des carburants](#)

[Association canadienne des radiodiffuseurs](#)

[Association canadienne des télécommunications sans fil](#)

[Association des administrations portuaires canadiennes](#)

[Association des aéroports du Canada atlantique](#)

[Association des chemins de fer du Canada](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada](#)

[Association des industries aérospatiales du Canada - Transport](#)

[Canada Aviation civile](#)

[Association du transport aérien du Canada](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association nationale des engraisseurs de bovins](#)

[Canadian Cable Systems Alliance](#)

[Canadian Canola Growers Association](#)

[Centraide United Way Canada](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Clean Energy Canada](#)

[Clear Seas](#)

[Coalition pour l'astronomie au Canada](#)

[Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil des aéroports du Canada](#)

[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)

[Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada, Association du transport public de l'Ontario](#)

[Digital ID and Authentication Council of Canada](#)

[Le Fonds Shaw-Rocket](#)

[Les amis de la radiodiffusion canadienne](#)

[Michael Cunningham](#)

[Mobilité électrique Canada](#)

[Parachute](#)

[Rogers Communications Inc.](#)

[Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#)

[Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, Syndicat national des employées et employés généraux et du secteur public, Unite Here Canada, Guilde des auteurs du Canada](#)

[Tech-K.O., Inc., Hydrogenics Corp.](#)

[Teck Resources Limited](#)

[Unifor](#)

[UPS Canada](#)

[Valeant Canada](#)

[Xplornet Communications Inc.](#)



## ANNEXE B LISTE DES TÉMOINS

Organismes et individus	Date	Réunion
<p><b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b></p> <p>Lynne Beairsto, directrice des programmes et services généraux, Île-du-Prince-Édouard</p> <p>Patrick Dorsey, vice-président, Île-du-Prince-Édouard</p> <p>Kent Estabrooks, vice-président, Nouveau-Brunswick</p> <p>Kalie Hatt-Kilburn, directrice générale, Politiques, défense des intérêts et coordination pour la région du Nouveau-Brunswick</p> <p><b>Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b></p> <p>Ryan Dunford, directeur général par intérim, Politiques et Orientation Stratégique (Ottawa)</p> <p>James Meddings, sous-ministre adjoint, Politiques et Orientation Stratégique (Ottawa)</p> <p>Jim Saunderson, sous-ministre adjoint, Région de l'Alberta</p> <p><b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b></p> <p>Manon Brassard, sous-ministre – présidente</p> <p>Marc Lemieux, directeur exécutif et dirigeant principal des finances</p> <p>Pierre-Marc Mongeau, vice-président, opérations</p>	2016/09/20	33
<p><b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b></p> <p>Peter Hogan, vice-président, Nouvelle-Écosse</p> <p><b>Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario</b></p> <p>Alain Beaudoin, vice-président, Politiques, partenariats et gestion de rendement</p> <p>Chuck Maillet, directeur général des opérations régionales, Nouvelle-Écosse</p> <p>Doug Zolinsky, sous-ministre adjoint par intérim, Région de la Saskatchewan</p>	2016/09/21	34

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p>France Guimond, sous-ministre adjointe par intérim, Région du Manitoba</p> <p>Frank Lofranco, vice-président, Innovation commerciale et développement communautaire</p> <p>James Meddings, sous-ministre adjoint, Politiques et Orientation Stratégique (Ottawa)</p> <p><b>Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b></p> <p>Ryan Dunford, directeur général par intérim, Politiques et Orientation Stratégique (Ottawa)</p> <p>Nancy Horsman, présidente</p> <p>Rhonda Laing, directrice, Politique, planification et relations extérieures</p>	2016/09/21	34
<p><b>Agence canadienne de développement économique du Nord</b></p> <p>Janet King, présidente</p> <p>Ross Miller, dirigeant principal des finances et directeur des services ministériels</p> <p>Matthew Spence, directeur général, Bureau de gestion des projets nordiques</p> <p><b>Agence canadienne de développement économique du Nord</b></p> <p>Janet King, présidente</p> <p>Ross Miller, dirigeant principal des finances et directeur des services ministériels</p> <p>Matthew Spence, directeur général, Bureau de gestion des projets nordiques</p> <p><b>Ministère de l'Industrie</b></p> <p>Lisa Setlakwe, sous-ministre adjointe déléguée, Secteur de la politique stratégique, Innovation, Sciences et Développement économique Canada</p> <p><b>Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b></p> <p>James Meddings, sous-ministre adjoint, Politiques et Orientation Stratégique (Ottawa)</p> <p>Gerry Salembier, sous-ministre adjoint, Région de la Colombie-Britannique</p> <p>Martin Sutherland, directeur, Politique, planification et relations extérieures</p>	2016/09/22	35

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Initiative fédérale de développement économique pour le nord de l'Ontario</b></p> <p>Aime Dimatteo, directeur général</p> <p>Lucie Perreault, directrice, Services généraux et politiques</p>	2016/09/22	35
<p><b>Assemblée des Premières Nations</b></p> <p>Perry Bellegarde, chef national</p>	2016/09/28	37
<p><b>Association canadienne des constructeurs d'habitations</b></p> <p>Bob Finnigan, président</p>		
<p><b>Association canadienne du transport urbain</b></p> <p>Patrick Leclerc, président-directeur-général</p>		
<p><b>Association des infirmières et infirmiers du Canada</b></p> <p>Carolyn Pullen, directrice, Politiques, représentation et planification stratégique</p>		
<p><b>Chambre de commerce du Canada</b></p> <p>Hendrik Brakel, directeur principal, Politiques économiques, financières et fiscales</p>		
<p><b>Childcare Resource and Research Unit (CRRU)</b></p> <p>Martha Friendly, directrice générale</p>		
<p><b>Congrès du travail du Canada</b></p> <p>Chris Roberts, directeur national, Politiques sociales et économiques</p>		
<p><b>Fédération canadienne de l'agriculture</b></p> <p>Scott Ross, directeur de la gestion des risques et de la politique agricole</p>		
<p><b>Fédération canadienne des contribuables</b></p> <p>Aaron Wudrick, directeur fédéral</p> <p>Kevin Lee, chef de la direction</p>		
<p><b>Le Conference Board du Canada</b></p> <p>Craig Alexander, premier vice-président et économiste en chef</p>		
<p><b>Polytechnics Canada</b></p> <p>Nobina Robinson, directrice générale</p>		
<p><b>Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada</b></p> <p>Cindy Blackstock, directrice générale</p>		

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Syndicats des métiers de la construction du Canada</b> Robert Blakely, officier d'opération du Canada	2016/09/28	37
<b>Association canadienne des agents financiers</b> Scott Chamberlain, directeur des relations de travail, avocat général	2016/09/29	38
<b>Conseil canadien des affaires</b> Brian Kingston, vice-président, Politiques internationale et budgétaire		
<b>Conseil canadien de l'innovation minière</b> Jean Robitaille, président Carl Weatherell, directeur général et chef de la direction		
<b>Conseil des aéroports du Canada</b> Daniel-Robert Gooch, président		
<b>Association canadienne des radiologistes</b> William Miller, président Nicholas Neuheimer, chef de la direction		
<b>Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</b> Monique Moreau, directrice des affaires nationales		
<b>Imagine Canada</b> Brian Emmett, économiste en chef, Secteur des organismes sans but lucratif		
<b>Institut des finances publiques et de la démocratie</b> Sahir Khan, vice-président exécutif		
<b>Inter-Provincial EI Working Group</b> Laurell Ritchie, co-présidente		
<b>Restaurants Canada</b> Pierre Cadieux, vice-président, Relations gouvernementales fédérales et Québec		
<b>À titre personnel</b> Gail A. Dugas Teresa Mary Marshall Cael Robert Spencer Warner	2016/10/03	39
<b>Administration financière des Premières nations</b> Steve Berna, directeur de l'exploitation		

Organismes et individus	Date	Réunion
<b>Alliance canadienne du secteur de l'établissement des immigrants (ACSEI)</b>	2016/10/03	39
Chris Friesen, président		
<b>British Columbia Wine Institute</b>		
Miles Prodan, président et chef de la direction		
<b>Conseil du bâtiment durable du Canada</b>		
Thomas Mueller, président et chef de la direction		
Ernie Daniels, président et directeur général		
<b>First West Credit Union</b>		
Ron Dau, vice-président adjoint, Valley First		
Alicia Swinamer, directrice, relations gouvernementales, Valley First		
<b>Interior Savings Credit Union</b>		
Kathy Conway, présidente et chef de la direction		
<b>Fondation du saumon du Pacifique</b>		
Michael Meneer, vice-président		
<b>The Low Carbon Partnership</b>		
Brent Gilmour, directeur général, Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain		
Mike Morrice, directeur général, Sustainability CoLab		
<b>Unifor Local 2182</b>		
Allan Hughes, président		
<b>Vancouver Community College Faculty Association</b>		
Karen Shortt, présidente		
<b>West Coast Aquatic Stewardship Association</b>		
Sheena Falconer, directrice exécutive		
<b>À titre personnel</b>	2016/10/04	40
Jean Johnson		
Aliya Lakhani		
<b>Alberta Federation of Labour</b>		
Siobhan Vipond, secrétaire-trésorière		
<b>Alberta Urban Municipalities Association</b>		
Sue Bohaichuk, directrice générale		
Lisa Holmes, présidente		

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Alberta-Pacific Forest Industries Inc.</b> Brent Rabik, chef de l'unité, Développement des entreprises et des affaires gouvernementales</p> <p><b>Alliance pour l'innovation des sables bitumineux</b> Dan Wicklum, directeur général</p> <p><b>Association des industries solaires du Canada</b> John Gorman, président-directeur-général</p> <p><b>Farmers of North America</b> Bob Friesen, vice-président, Affaires gouvernementales, président-directeur général, Farmers of North America Strategic Agriculture Institute</p> <p><b>Generation Squeeze</b> Paul Kershaw, fondateur et professeur à University of British Columbia</p> <p><b>MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l</b> Michelle O'Brien-Moran, fiscaliste - hutterite Gord Tait, expert des affaires - hutterite</p> <p><b>Association nationale des engraisseurs de bovins</b> Casey Vander Ploeg, directeur, Recherche et politique</p> <p><b>Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada</b> Dan Merkowsky, membre, Association des commerçants de véhicules récréatifs de l'Alberta</p> <p><b>Shaw Rocket Fund</b> Agnes Augustin, présidente et directrice générale</p>	2016/10/04	40
<p><b>À titre personnel</b> Maria Aman Mackenzie Anne Raedeke</p> <p><b>Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan</b> Norm Hall, président</p> <p><b>All Nations Hope Network</b> Margaret Poitras, directrice générale</p> <p><b>Canadian Wheat Board Alliance</b> Kyle Korneychuk, porte-parole</p>	2016/10/05	41

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Amis de la Commission canadienne du blé</b> Stewart Wells, président	2016/10/05	41
<b>Gabriel Housing Corporation</b> Doug Moran, directeur général		
<b>Northern Lights School Division no. 113</b> Tom Harrington, secrétaire-trésorier		
<b>Regina and District Chamber of Commerce</b> John Hopkins, chef de la direction		
<b>Saskatchewan Association of Rural Municipalities</b> Raymond Orb, président		
<b>Saskatchewan Mining Association</b> Pamela Schwann, présidente		
<b>Saskatchewan Seniors Mechanism</b> Holly Schick, directrice exécutive Robert Wuschenny, président		
<b>Université de Regina</b> Dale Eisler, conseiller principal, Relations gouvernementales		
<b>VIDO-InterVac</b> Paul Hodgson, directeur associé, développement des affaires Andrew Potter, directeur et chef de la direction		
<b>À titre personnel</b> Anders Bruun Althea Guiboche Josh Levac Taylor Anne Livingston Paul Moist	2016/10/06	42
<b>Alliance de la Fonction publique du Canada</b> Marianne Hladun, vice-présidente exécutive régionale, Région des Prairies		
<b>Association of Manitoba Municipalities</b> Ralph Groening, vice-président		
<b>Banque canadienne de grains</b> Paul Hagerman, directeur, politiques publiques		

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Business Council of Manitoba</b> Don Leitch, président-directeur-général</p> <p><b>Canada West Foundation</b> Janet Lane, directrice, Centre for Human Capital Policy</p> <p><b>Conseil canadien du canola</b> Brian Innes, vice-président, relations gouvernementales</p> <p><b>Conseil des Canadiens avec déficiences</b> James Hicks, coordinateur national</p> <p><b>Economic Development Winnipeg Inc.</b> Greg Dandewich, premier vice-président</p> <p><b>Keystone Agricultural Producers</b> Dan Mazier, président</p> <p><b>Manitoba Chambers of Commerce</b> Chuck Davidson, président-directeur-général</p> <p><b>Nation crie Opaskwayak</b> Carolynn Constant, travailleuse sociale, prestation de services améliorée Nick Krawetz, analyste principal des politiques</p> <p><b>Supporting Employment &amp; Economic Development (SEED) Winnipeg Inc.</b> Carinna Rosales, co-directrice</p> <p><b>Union canadienne des employés des transports</b> Teresa Eschuk, vice-présidente régionale, Prairies et du Nord</p>	2016/10/06	42
<p><b>À titre personnel</b> Paul Gerard Bourque Emilynn Faye Goodwin</p> <p><b>Alliance agricole du Nouveau-Brunswick</b> Eric Walker, directeur</p> <p><b>Allumez Fredericton</b> Larry Shaw, directeur général, Knowledge Park Inc.</p> <p><b>Association canadienne de la technologie de l'information</b> Robert Watson, président et directeur général</p>	2016/10/17	43



<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Association canadienne des boissons</b> Jim Goetz, président</p> <p><b>Chambre de commerce de Fredericton</b> Krista Ross, directrice générale</p> <p><b>Choices for Youth</b> Sheldon Pollett, directeur exécutif</p> <p><b>Forêt NB</b> Mike Legere, directeur exécutif</p> <p><b>Opportunités NB</b> Paul Fudge, chef des services financiers, vice-président, Finance</p> <p><b>Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick</b> Paul Gaunce, président Amanda Wildeman, directrice générale, Région 1 Nouveau-Brunswick</p> <p><b>Union des pêcheurs des Maritimes</b> Christian Brun, directeur général</p> <p><b>Union nationale des fermiers</b> Ted Wiggans, membre du conseil, Région 1 Nouveau-Brunswick</p> <p><b>Universités Canada</b> Paul Davidson, président et directeur général</p> <p><b>Ville de Fredericton</b> David Seabrook, directeur, croissance et services communautaires, Gestionnaire du tourisme</p>	2016/10/17	43
<p><b>À titre personnel</b> Joseph Byrne Edith Perry</p> <p><b>BioVectra Inc.</b> Heather Delage, vice-présidente, Développement des affaires Oliver Technow, président</p> <p><b>Conseil canadien du camping et du VR</b> Shane Devenish, directeur général Wayne Hambly, président, P.E.I. Accueil et centre du VR</p>	2016/10/18	44

Organismes et individus	Date	Réunion
<p><b>CONTAX Inc.</b> Michael Pearson, président</p> <p><b>Institut Cooper</b> Josie Baker, coordinatrice Ann Wheatley, coordinatrice</p> <p><b>Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce</b> Penny Walsh McGuire, directrice exécutive</p> <p><b>Literacy Nova Scotia</b> Jayne Hunter, directrice exécutive, Atlantic Partnership for Essential Skills</p> <p><b>P.E.I. Health Coalition</b> Leo Broderick, représentant</p> <p><b>P.E.I. Literacy Alliance</b> Amanda Beazley, directrice exécutive, Atlantic Partnership for Literacy and Essential Skills</p> <p><b>PEI BioAlliance</b> Ron Keefe, membre du conseil exécutif Martin Yuill, directeur, Émergence, bio-incubateur</p> <p><b>PEI Coalition For Fair EI</b> Lori MacKay, présidente</p> <p><b>Prince Edward Island Federation of Agriculture</b> Robert Godfrey, directeur exécutif Mary Robinson, présidente</p> <p><b>Prince Edward Island Fishermen's Association</b> Craig Avery, président Ian MacPherson, directeur exécutif</p> <p><b>Province de l'Île de Prince-Édouard</b> L'hon. Allen F. Roach, ministre des finances David Arsenault, sous-ministre des finances</p> <p><b>St. John's Status of Women Council</b> Jenny Wright, directrice générale</p>	2016/10/18	44
<p><b>À titre personnel</b> Michael Bradfield Jim Cormier Brian Gifford</p>	2016/10/19	45

Organismes et individus	Date	Réunion
<p>Evan Johnson</p> <p>Jaqueline Landry</p> <p>Edd Twohig</p> <p><b>Association canadienne des physiciens et physiciennes</b></p> <p>Kristin Poduska, directrice, Politique scientifique</p> <p>Adam J. Sarty, ancien président</p> <p><b>Association des aéroports du Canada atlantique</b></p> <p>Monette Pasher, directrice exécutive</p> <p><b>Atlantic Institute for Market Studies</b></p> <p>Marco Navarro-Genie, président-directeur général</p> <p><b>Chambre de commerce de Halifax</b></p> <p>Nancy Conrad, vice-présidente senior, Politiques</p> <p>Patrick Sullivan, président directeur général</p> <p><b>Conseil économique des provinces de l'Atlantique</b></p> <p>Finn Poschmann, président et directeur général</p> <p><b>C-CORE</b></p> <p>Charles Randell, président et directeur général</p> <p><b>EBay Canada Limited</b></p> <p>Andrea Stairs, directrice générale</p> <p><b>Ladies Learning Code</b></p> <p>Melissa Sariffodeen, présidente-directrice générale</p> <p><b>Memorial University of Newfoundland</b></p> <p>Glenn Blackwood, vice-président, Institut des pêches et de la marine</p> <p>Robert Greenwood, directeur exécutif, Participation du public</p> <p><b>Newfoundland and Labrador Federation of Labour</b></p> <p>Mary Shortall, présidente</p> <p><b>NRStor Inc.</b></p> <p>Ron MacDonald, président, Collectivités éloignées et les mines</p>	2016/10/19	45

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Pallium Canada</b> Kathryn Downer, directrice nationale José Pereira, directeur scientifique en chef	2016/10/19	45
<b>À titre personnel</b> Cédrik Chouinard	2016/10/20	46
<b>Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications</b> André Nepton, coordonnateur		
<b>Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec</b> Odina Desrochers, consultant, affaires gouvernementales Yves Servais, directeur général		
<b>Chambre de commerce du Montréal métropolitain</b> Michel Leblanc, président et chef de la direction		
<b>Conseil du patronat du Québec</b> Yves-Thomas Dorval, président-directeur général Benjamin Laplatte, directeur principal, Affaires publiques et développement corporatif		
<b>Conseil québécois des entreprises adaptées</b> Joane Brisson, responsable des affaires gouvernementales Raymond Gouin, directeur général		
<b>Mouvement Desjardins</b> Bernard Brun, directeur, Relations gouvernementales		
<b>Oxfam Canada</b> Lauren Ravon, directrice, politiques et campagnes		
<b>Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité</b> Valérie Roy, directrice générale		
<b>Réseau canadien de développement économique communautaire</b> Ryan Gibson, président du conseil Michael Toye, directeur général		
<b>Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)</b> Pierre Gaudreau, coordonnateur		

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Union des producteurs agricoles</b> Marie-Ève Bourdeau, conseillère économique, Direction des recherches et politiques agricoles Pierre Lemieux, deuxième vice-président général	2016/10/20	46
<b>À titre personnel</b> Imad Abdulkadir Brian Cheung Hailey Froese Hannah Girdler James Hershaw Donald K. Johnson Justin Manuel David Masters Peter Venton	2016/10/21	47
<b>Association canadienne des aliments de santé</b> Helen Long, présidente		
<b>Association canadienne des constructeurs de véhicules</b> Mark Nantais, président		
<b>Association des industries canadiennes de défense et de sécurité</b> Christyn Cianfarani, présidente		
<b>Autorité aéroportuaire du Grand Toronto</b> Scott Collier, vice-président, Services à la clientèle et aéroports		
<b>Banque HSBC Canada</b> David Watt, économiste en chef		
<b>Canadian Coalition for Green Finance</b> Lorraine Becker, directrice exécutive		
<b>Canadian Geothermal Energy Association</b> Alison Thompson, présidente du conseil d'administration		
<b>Centre numérique de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique</b> Philip Upshall, directeur financier		
<b>Community Unemployed Help Centre</b> Neil Cohen, directeur exécutif		

Organismes et individus	Date	Réunion
<b>Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada</b> Josipa Gordana Petrunic, directrice exécutive et chef de la direction	2016/10/21	47
<b>Dirigeants financiers internationaux du Canada</b> Michael Conway, président et chef de la direction		
<b>Éco Héros</b> Peter Kendall, directeur général		
<b>Fondation Canadienne de Cellules Souches</b> James Price, président et directeur général		
<b>General Motors du Canada Limitée</b> David Paterson, vice-président, Affaires publiques et environnement		
<b>Good Jobs for All Coalition</b> Winnie Ng, coprésidente, EI Working Group		
<b>Habitat pour l'humanité Canada</b> Mark Rodgers, président-directeur général		
<b>Les amis de la radiodiffusion canadienne</b> Ian Morrison, porte-parole		
<b>Macdonald-Laurier Institute</b> Sean Speer, agrégé supérieur, Munk		
<b>Repaires jeunesse du Canada</b> Glenn Harkness, directeur exécutif		
<b>Royal Conservatory of Music</b> Peter Simon, président et chef de la direction		
<b>Société Alzheimer du Canada</b> Debbie Benczkowski, chef de la direction		
<b>Société canadienne du cancer</b> Gabriel Miller, vice-président, Questions d'intérêt public, Politique et information sur le cancer		
<b>Association canadienne de pipelines d'énergie</b> Chris J. Bloomer, président et chef de la direction	2016/10/25	49
<b>Association canadienne des parcs et loisirs</b> Cathy Jo Noble, directrice exécutive		

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux</b> Fred Phelps, directeur exécutif	2016/10/25	49
<b>Association canadienne du gaz</b> Tim Egan, président directeur général		
<b>Conseil canadien du commerce de détail</b> Karl Littler, vice-président, Affaires publiques		
<b>Dechinta Bush University</b> Erin Freeland, doyenne, études sur les terres, Recherche et innovation		
<b>Equitas Disabled Soldiers Funding Society</b> Jim Scott, président Brian McKenna, représentant du conseil des vétérans		
<b>Fédération canadienne des étudiantes et étudiants</b> Jenna Amirault, vice-présidente externe, Carleton Graduate Students Association		
<b>Fédération nationale des retraités</b> Herb John, président Susan Eng, avocate		
<b>Fondation des maladies du coeur du Canada</b> Manuel Arango, directeur, Politique de la santé et défense des intérêts		
<b>Fondation Rick Hansen</b> Brad Brohman, vice-président, Partenariats stratégiques		
<b>Front d'action populaire en réaménagement urbain</b> François Saillant, coordonnateur		
<b>Groupe Le sport est important</b> Robert Elliott, chef sénior		
<b>Institut Rick Hansen</b> Bill Barrable, président-directeur général		
<b>Manufacturiers et exportateurs du Canada</b> Martin Lavoie, directeur, Politiques, Innovation et Productivité		
<b>Vétérans Canada</b> Sean Bruyey, capitaine (à la retraite), conseiller spécial		

Organismes et individus	Date	Réunion
<b>Association canadienne des dépanneurs en alimentation</b>	2016/10/26	50
Satinder Chera, président		
Alex Scholten, ancien président		
<b>Association canadienne pour la santé mentale</b>		
Teresa Gerner, coordonnatrice nationale, Administration et relations gouvernementales		
Patrick Smith, président-directeur général national		
<b>Association des produits forestiers du Canada</b>		
Derek Nighbor, directeur général		
<b>Association médicale canadienne</b>		
Owen Adams, conseiller politique principal		
Granger Avery, président		
<b>Comptables professionnels agréés du Canada</b>		
Gregory Gallant, membre du conseil d'administration		
<b>Conseil canadien pour les réfugiés</b>		
Loly Rico, présidente		
<b>Croix-Rouge canadienne</b>		
Conrad Sauvé, président et chef de la direction		
<b>Coalition du budget vert</b>		
Andrew Van Iterson, gestionnaire		
<b>Conference for Advanced Life Underwriting</b>		
Warren Blatt, président, Relations gouvernementales		
<b>Fédération canadienne des municipalités</b>		
Sylvie Goneau, deuxième vice-présidente		
Alana Lavoie, gestionnaire, Politiques		
<b>Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA)</b>		
Sylviane Lanthier, présidente		
<b>Forum canadien du climat</b>		
Deirdre Laframboise, directrice exécutive		
<b>Institut C.D. Howe</b>		
Alexandre Laurin, directeur de la recherche		
<b>Macdonald-Laurier Institute</b>		
Philip Cross, agrégé supérieur		



<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Producteurs de poulet du Canada</b> Mike Dungeate, directeur exécutif Dave Janzen, président	2016/10/26	50
<b>Syndicat canadien de la fonction publique</b> Toby Sanger, économiste principal		
<b>Conseil consultatif en matière de croissance économique</b> Dominic Barton, président	2016/10/27	51
<b>Banque de développement du Canada (BDC)</b> Michael Denham, président et chef de la direction		
<b>Exportation et développement Canada</b> Benoit Daignault, président et chef de la direction		
<b>À titre personnel</b> Theresie Tungilik	2016/10/27	52
<b>Association canadienne de la construction</b> Michael Atkinson, président		
<b>Association canadienne des coopératives financières</b> Martha Durdin, présidente et chef de la direction Robert Martin, conseiller principal de la politique		
<b>Association canadienne des producteurs d'acier</b> Joseph Galimberti, président		
<b>Association canadienne des producteurs pétroliers</b> Alex Ferguson, vice-président, Politiques et rendement		
<b>Association canadienne des télécommunications sans fil</b> Kurt Eby, directeur, Affaires réglementaires et relations gouvernementales		
<b>Clean Energy Canada</b> Clare Demerse, conseillère en politique fédérale		
<b>Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments</b> Albert Chambers, directeur exécutif		
<b>Collèges et instituts Canada</b> Denise Amyot, présidente-directrice générale		

Organismes et individus	Date	Réunion
<b>Conseil canadien pour la coopération internationale</b>	2016/10/27	52
Fraser Reilly-King, analyste principal des politiques		
<b>Fédération de l'habitation coopérative du Canada</b>		
Allison Ferris, vice-présidente		
Timothy Ross, gestionnaire, Politiques et affaires gouvernementales		
<b>Le Front des artistes canadiens</b>		
Darrah Teitel, directrice à la promotion des droits, Nationale		
<b>National Angel Capital Organization</b>		
Yuri Navarro, chef de la direction et directeur exécutif		
<b>Produits de santé consommateurs du Canada</b>		
Gerry Harrington, vice-président, Politique et affaires réglementaires		
<b>Reena</b>		
Bryan Keshen, président et chef de la direction		
<b>Unifor</b>		
Jordan Brennan, économiste, Département de la recherche		

# ANNEXE C

## LISTE DES MÉMOIRES

---

### Organismes et individus

---

**ABB Canada**

**Abbotsford House Council**

**Action Canada pour la santé et les droits sexuels**

**Actua**

**Administration de l'aéroport international de Vancouver**

**Administration financière des Premières nations**

**Administration portuaire Vancouver-Fraser**

**Advocacy Centre for Tenants Ontario**

**Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications**

**Aide à l'enfance Canada**

**AIMIA Inc.**

**Aligo Innovation**

**Alliance canadienne des associations étudiantes**

**Alliance canadienne des technologies avancées**

**Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale**

**Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel**

**Alliance de la Fonction publique du Canada**

**Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada**

**Amis de la Commission canadienne du blé**

**AppSpace Solutions, Inc**

**Armée du Salut**

**ArtsBuild Ontario**

---

## Organismes et individus

---

**Assemblée canadienne de la danse**

**Assemblée des Premières Nations**

**Association canadienne de counseling et de psychothérapie**

**Association canadienne de financement et de location**

**Association canadienne de la construction**

**Association canadienne de la distribution de fruits et légumes**

**Association canadienne de la technologie de l'information**

**Association canadienne de l'électricité**

**Association canadienne de l'énergie éolienne**

**Association canadienne de l'immeuble**

**Association canadienne de l'industrie de la chimie**

**Association canadienne de normalisation**

**Association canadienne de pipelines d'énergie**

**Association canadienne de soins palliatifs**

**Association canadienne des agents financiers**

**Association canadienne des aliments de santé**

**Association canadienne des boissons**

**Association canadienne des carburants**

**Association canadienne des centres de sciences**

**Association canadienne des compagnies d'assurance mutuelles**

**Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes**

**Association canadienne des constructeurs de véhicules**

**Association canadienne des constructeurs d'habitations**

**Association canadienne des coopératives financières**

---

## Organismes et individus

---

**Association canadienne des dépanneurs en alimentation**

**Association canadienne des ergothérapeutes**

**Association canadienne des hygiénistes dentaires**

**Association canadienne des neurosciences**

**Association canadienne des optométristes**

**Association canadienne des organismes artistiques**

**Association canadienne des parcs et loisirs**

**Association canadienne des physiciens et physiciennes**

**Association canadienne des producteurs d'acier**

**Association canadienne des producteurs pétroliers**

**Association canadienne des professeures et professeurs d'université**

**Association canadienne des professionnels en dons planifiés**

**Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs**

**Association canadienne des radiodiffuseurs**

**Association canadienne des radiologistes**

**Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants**

**Association canadienne des télécommunications sans fil**

**Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux**

**Association canadienne des travaux publics**

**Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine**

**Association canadienne du commerce des valeurs mobilières**

**Association canadienne du diabète**

**Association canadienne du gaz**

**Association canadienne du transport urbain**

---

## Organismes et individus

---

**Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance**

**Association canadienne pour la santé mentale**

**Association canadienne pour les études supérieures**

**Association chiropratique canadienne**

**Association dentaire canadienne**

**Association des administrations portuaires canadiennes**

**Association des aéroports du Canada atlantique**

**Association des banquiers canadiens**

**Association des bibliothèques de recherche du Canada**

**Association des camps du Canada**

**Association des chemins de fer du Canada**

**Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada**

**Association des facultés de médecine du Canada**

**Association des firmes d'ingénieurs-conseils - Canada**

**Association des industries aérospatiales du Canada**

**Association des industries aérospatiales du Canada - Comité de technologie et innovation**

**Association des industries aérospatiales du Canada - Transport Canada Aviation civile**

**Association des industries canadiennes de défense et de sécurité**

**Association des industries solaires du Canada**

**Association des infirmières et infirmiers du Canada**

**Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec**

**Association des parcs universitaires de recherche du Canada**

**Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard**

**Association des pharmaciens du Canada**

---

## Organismes et individus

---

**Association des produits forestiers du Canada**

**Association des vignerons du Canada**

**Association du transport aérien du Canada**

**Association du transport public de l'Ontario**

**Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés**

**Association médicale canadienne**

**Association minière du Canada**

**Association nationale des distributeurs de dépanneurs**

**Association nationale des éditeurs de livres**

**Association nationale des engraisseurs de bovins**

**Association nationale des retraités fédéraux**

**Association navale du Canada**

**Association of Canadian Publishers**

**Association of Manitoba Municipalities**

**Association pulmonaire du Canada**

**Autorité aéroportuaire du Grand Toronto**

**Bande indienne du Lac La Ronge**

**Banque canadienne de grains**

**Best, David**

**BIOTECanada**

**BioVectra Inc.**

**Blumberg Segal LLP**

**Bumstead, Diana**

**Calcul Canada**

---

## Organismes et individus

---

**Calgary Philharmonic Orchestra**

**Cameco Corporation**

**Campagne 2000**

**Campagne ONE**

**Campagne pour la lecture**

**Canada Bière**

**Canada West Foundation**

**Canada's National Youth STEM Organizations**

**Canadian Actors' Equity Association**

**Canadian Biogas Association**

**Canadian Cable Systems Alliance**

**Canadian Canola Growers Association**

**Canadian Coalition for Green Finance**

**Canadian Geothermal Energy Association**

**Canadian Independent Music Association**

**Canadian International Development Platform**

**Canadian Media Producers Association**

**Canadian Photonic Industry Consortium**

**Canadian Space Society**

**Canadian Wheat Board Alliance**

**Canadiens pour une fiscalité équitable**

**Caucus national des 2e et 3e cycles**

**Centraide United Way Canada**

**Centre canadien de rayonnement synchrotron**



---

## Organismes et individus

---

**Centre consultatif des relations juives et israéliennes**

**Centre des femmes de Calgary**

**Centre pour la recherche et le développement des médicaments**

**Chambre de commerce de Fredericton**

**Chambre de commerce du Canada**

**Chambre de commerce du Montréal métropolitain**

**Chambre des organismes bénévoles de Calgary**

**Childcare Resource and Research Unit (CRRU)**

**Cieslik, Stefan**

**Citoyens pour une politique juste**

**Clean Energy Canada**

**Clear Seas**

**Climate Smart Business**

**CMC Microsystems**

**CMC Research Institutes**

**Coalition canadienne d'action contre le tabac**

**Coalition canadienne des arts**

**Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité**

**Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé**

**Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments**

**Coalition du budget vert**

**Coalition nationale contre le tabac de contrebande**

**Coalition pour l'alphabétisme du Nouveau-Brunswick**

**Coalition pour l'astronomie au Canada**

---

## Organismes et individus

---

**Coalition pour une saine alimentation scolaire**

**Collectif pancanadien pour le logement**

**Collectivités Dynamiques - Calgary**

**Collège Canadore**

**Collèges et instituts Canada**

**Collèges Ontario**

**Comité de politiques rurales de la Fédération canadienne de l'agriculture**

**Commission de la santé mentale du Canada**

**Communitech**

**Community Energy Association**

**Compagnie 3M Canada**

**Comptables professionnels agréés du Canada**

**Conference for Advanced Life Underwriting**

**Congrès du travail du Canada**

**Conseil canadien de l'innovation minière**

**Conseil canadien des affaires**

**Conseil canadien des installations récréatives**

**Conseil canadien du camping et du VR**

**Conseil canadien du cannabis médical**

**Conseil canadien du canola**

**Conseil canadien du commerce de détail**

**Conseil canadien pour la coopération internationale**

**Conseil canadien pour le développement de carrière**

**Conseil canadien pour les réfugiés**

---

## Organismes et individus

---

**Conseil des aéroports du Canada**

**Conseil des affaires Canado-Américaines**

**Conseil des Canadiens avec déficiences**

**Conseil des technologies de l'information et des communications**

**Conseil du bâtiment durable du Canada**

**Conseil du patronat du Québec**

**Conseil national des femmes du Canada**

**Conseil national des lignes aériennes du Canada**

**Conseil pour les entreprises sociales du Canada**

**Conseil québécois des entreprises adaptées**

**Conseil sur le vieillissement d'Ottawa**

**Conservation de la nature Canada**

**Consortium canadien pour la recherche**

**Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada**

**Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique**

**CONTAX Inc.**

**Coopératives et mutuelles Canada**

**Corporation des associations de détaillants d'automobiles**

**Corporation Visa Canada**

**Croix-Rouge canadienne**

**CropLife Canada**

**Cunningham, Michael**

**David Johnston Research + Technology Park**

**Decentralised Energy Canada**

---

## Organismes et individus

---

**Dechinta Bush University**

**Deloitte**

**Design Exchange**

**diaMENTIS**

**Diamond Retirement Planning Ltd.**

**Digital ID and Authentication Council of Canada**

**Dirigeants financiers internationaux du Canada**

**Dominion Diamond Holdings Ltd.**

**DONN3**

**eBay Canada Limited**

**Éco Héros**

**École nationale en sécurité intégrée du Québec**

**Edmonton Research Park**

**Energy Storage Ontario**

**Enerkem**

**ENMAX Corporation**

**Entertainment One**

**Équiterre**

**Fagan, Solomon**

**Federal Active Transportation Coalition**

**Fédération canadienne de l'agriculture**

**Fédération canadienne de l'entreprise indépendante**

**Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers**

**Fédération canadienne des étudiantes et étudiants**

---

## Organismes et individus

---

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Manitoba

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Nouvelle-Écosse

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Terre-Neuve et Labrador

Fédération canadienne des municipalités

Fédération canadienne des sciences humaines

Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers

Fédération culturelle canadienne-française

Fédération de l'habitation coopérative du Canada

Fédération des cégeps

Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA)

Fertilisants Canada

Fiducie nationale du Canada

First 2000 Days Network

FIRST Robotics Canada

First West Credit Union

Fondation Bon départ de Canadian Tire

Fondation Canadienne de Cellules Souches

Fondation de la recherche sur le diabète juvénile Canada

Fondation des maladies du coeur du Canada

Fondation du saumon du Pacifique

Fondation Maytree

Fondation Rick Hansen

Fondations philanthropiques Canada

Fonds de solidarité des travailleurs du Québec

---

## Organismes et individus

---

**Forêt NB**

**Forum canadien du climat**

**Forum canadien sur l'apprentissage**

**Friends of the Greenbelt Foundation**

**Front des artistes canadiens**

**Futurpreneur Canada**

**Gabriel Housing Corporation**

**Gestion Sovar inc.**

**Gestion Univalor**

**Goldcorp Inc.**

**Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce**

**Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce**

**Greenbelt Fund**

**Greenhill, Robert**

**Groupe d'intervention action santé**

**Groupe Le sport est important**

**H10**

**Habitat pour l'humanité Canada**

**Halladay, Joyce**

**Health Within Holistic Centre**

**Healthy Artists Trust**

**Hershaw, James**

**Home Instead Senior Care**

**Housing Partnership Canada**

---

## Organismes et individus

---

Hydra-Go

Hydrogenics Corp.

IC-IMPACTS Centres of Excellence

Imagine Canada

Immigrant Access Fund Canada

Imperial Tobacco Canada Limited

Indigenous Leadership Initiative of the International Boreal Conservation Campaign

Indspire

Inforoute Santé du Canada

Ingénieurs Canada

Ingénieurs sans frontières Canada

Innovation Place

Innovations en construction Canada

Institut canadien de recherches avancées

Institut canadien des évaluateurs

Institut canadien sur la sécurité des patients

Institut Cooper

Institut de chimie du Canada

Institut de la propriété intellectuelle du Canada

Institut des fonds d'investissement du Canada

Institut national d'optique

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Institut Rick Hansen

Institute for Quantum Computing

---

## Organismes et individus

---

**Japan Automobile Manufacturers Association of Canada**

**Jaquemot, Norman**

**Johnson, Donald**

**Knowledge Park**

**La fondation de la famille J.W. McConnell**

**Ladies Learning Code**

**Les amis de la radiodiffusion canadienne**

**Les diététistes du Canada**

**LIFT Philanthropy Partners**

**Ligue canadienne de football**

**Literacy Nova Scotia**

**Lululemon Athletica**

**Macdonald-Laurier Institute**

**MacKay, Margaret**

**Magazines Canada**

**Make Poverty History Manitoba**

**Manufacturiers et exportateurs du Canada**

**Marche des dix sous du Canada**

**MaRS Centre for Impact Investing**

**MaRS Discovery District**

**McMaster University**

**Médicaments novateurs Canada**

**Medicines for Malaria Venture**

**Memorial University of Newfoundland**



---

## Organismes et individus

---

**Merck Canada Inc.**

**Merit Canada**

**Microsoft Canada inc.**

**Mines Action Canada**

**Mitacs**

**MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l**

**Mobilité électrique Canada**

**Momentum**

**Monster Government Solutions**

**Mouvement Desjardins**

**National Allied Golf Associations**

**National Angel Capital Organization**

**National Initiative for Eating Disorders**

**Newfoundland and Labrador Federation of Labour**

**Northern Alliance for Literacy and Essential Skills**

**Northwest Territories Literacy Council**

**NOVA Chemicals Corporation**

**Nunavut Literacy Council**

**Ontario College of Art and Design University**

**Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres**

**Ontario Independent Appraisers Association**

**Orchestres Canada**

**Organismes caritatifs neurologiques du Canada**

**Orthophonie et audiologie Canada**

---

## Organismes et individus

---

**Oxfam Canada**

**P.E.I. Literacy Alliance**

**Pallium Canada**

**Parachute**

**Parkinson Canada**

**Parlons Sciences**

**Partenaires en recherche**

**Partenariat en faveur des sciences et de la technologie**

**ParticipACTION**

**Passeport pour ma réussite Canada**

**PEI BioAlliance**

**Petroleum Services Association of Canada**

**Pitney Bowes Canada**

**Planification énergétique communautaire: De la planification à la mise en oeuvre**

**Planification financière Blair Corkum Inc**

**Polytechnics Canada**

**Prévention et contrôle des infections Canada**

**Producteurs de poulet du Canada**

**Producteurs laitiers du Canada**

**Produits alimentaires et de consommation du Canada**

**Produits de santé consommateurs du Canada**

**Professional Association of Canadian Theatres**

**Progressive Contractors Association of Canada**

**Prospérité Canada**

---

## Organismes et individus

---

**Prospérité durable**

**Purser, David**

**Reena**

**Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité**

**Repaires jeunesse du Canada**

**Réseau canadien de développement économique communautaire**

**Réseau canadien des soins aux personnes fragilisées**

**Réseau canadien pour le revenu garanti**

**Réseau canadien sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants**

**Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)**

**Réseau de cellules souches**

**Réseau Trans-tech**

**Restaurants Canada**

**RÉSULTATS Canada**

**Right to Housing Coalition**

**Rogers**

**Royal Conservatory of Music**

**RSA**

**Ryerson University**

**Saskatchewan Association of Rural Municipalities**

**Saskatchewan Seniors Mechanism**

**Sciences Jeunesse Canada**

**Scout Environmental**

**Sears, Candace**

---

## Organismes et individus

---

**SHAD International**

**Shaw Cablesystems**

**Shaw Rocket Fund**

**Société Alzheimer du Canada**

**Société canadienne de cardiologie**

**Société canadienne de chimie**

**Société canadienne de génie chimique**

**Société canadienne de la sclérose en plaques**

**Société canadienne de la sclérose latérale amyotrophique (SLA)**

**Société canadienne de la technologie chimique**

**Société canadienne de psychologie**

**Société canadienne du cancer**

**Société de l'arthrite**

**Société de l'arthrite**

**Société ontarienne de la schizophrénie**

**Société pour les troubles de l'humeur du Canada**

**Société pour les troubles de l'humeur du Canada**

**SoinsSantéCAN**

**Solutions de soutien communautaire**

**Spirits Canada**

**Supporting Employment & Economic Development (SEED) Winnipeg Inc.**

**Sustainability CoLab**

**Syndicat canadien de la fonction publique**

**Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes**

---

## Organismes et individus

---

**Syndicat international des peintres et métiers connexes**

**Syndicat national des employés et employées généraux du secteur public**

**Syndicats des métiers de la construction du Canada**

**Syngenta Canada**

**Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain**

**Tamblyn, Robyn**

**Tech-Access Canada**

**Tech-K.O., Inc.**

**Teck Resources Limited**

**TELUS**

**The Low Carbon Partnership**

**The Natural Step Canada**

**Toronto Atmospheric Fund**

**Toronto Region Board of Trade**

**Toronto Region Immigrant Employment Council**

**Toronto Stock Exchange**

**Tourism Industry Association of Prince Edward Island**

**TRIUMF**

**TSX Venture Exchange**

**Tungilik, Theresie**

**Twohig, Edd**

**U15 Regroupement des universités de recherche du Canada**

**Unifor**

**Union canadienne des employés des transports**

---

## Organismes et individus

---

**Union nationale des fermiers**

**UNITE HERE Canada**

**Université de Calgary**

**Université de Montréal**

**Université McGill**

**Université Queen's**

**Université York**

**Universités Canada**

**University of Alberta**

**University of British Columbia**

**University of Manitoba**

**University of Ontario Institute of Technology**

**University of Toronto**

**University of Victoria**

**University of Waterloo**

**UPS Canada**

**Valeant Canada**

**Vancouver Art Gallery**

**Vétérans Canada**

**VIDO-InterVac**

**Ville de Calgary**

**Ville de Montréal**

**Vision mondiale Canada**

**Vols d'espoir**

---

## **Organismes et individus**

---

**Watt Capital**

**Wolfson, Michael**

**Writers Guild of Canada**

**Xplornet Communications inc.**

**YMCA Canada**

**Yukon Literacy Coalition**

**Zabell, Kate**





# PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des procès-verbaux pertinents ([séances n<sup>os</sup> 33, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52 et 63](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,  
L'hon. Wayne Easter



## **OPINION DISSIDENTE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

### **PRÉFACE**

Nous aimerions remercier tous ceux qui ont participé aux consultations prébudgétaires cette année, que ce soit comme particuliers ou membres d'une organisation. À la fin septembre, le Comité permanent des Finances de la Chambre des communes a entrepris des consultations publiques auprès des intervenants, se rendant notamment dans toutes les provinces pour entendre des témoins, et ayant eu plusieurs jours d'audience à Ottawa. Au total, le Comité a entendu 293 témoins et reçu 445 mémoires. Le résultat de ces efforts est un rapport de 145 pages et 422 parties, pour considération.

Compte tenu des piètres résultats du premier budget des Libéraux, nous sommes satisfaits que le Comité ait décidé de choisir la « croissance économique » comme thème des consultations prébudgétaires cette année. Malheureusement, au lieu d'écouter les critiques de l'approche actuelle du gouvernement fédéral ou les idées nouvelles qui pourraient faire une différence pour les travailleurs Canadiens, le rapport du Comité demande au gouvernement fédéral de doubler la mise avec un plan qui ne marche pas; un plan qui entraînera plus de dépenses irréflechies, une plus faible croissance économique, moins d'emplois et un fardeau fiscal plus lourd. Pour toutes ces raisons, l'Opposition officielle présente ce rapport dissident.

### **L'ÉCHEC DU BILAN ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT**

Le plan économique du gouvernement libéral ne permet nullement de créer la croissance et les emplois promis aux Canadiens. Les Libéraux ont été élus sur leur engagement à accuser des déficits « modestes » de 10 milliards de dollars annuellement, que le gouvernement investirait de façon à stimuler l'économie. Six mois plus tard, ce montant s'élevait à 30 milliards de dollars. Dans sa mise à jour économique de l'automne, le gouvernement a dit aux Canadiens qu'il allait emprunter encore plus d'argent.

Les Libéraux avaient créé de grandes attentes quant aux résultats de ces dépenses. Le budget de 2016 prévoyait que le PIB réel augmenterait de 1,4 % en 2016 et de 2,2 % en 2017. C'était *avant* de tenir compte de l'impact des nouvelles dépenses qui, selon le ministère des Finances, généreraient une croissance additionnelle du PIB de 0,5 % en 2016-2017 et de 1 % en 2017-2018. Le gouvernement affirmait que cela permettrait de créer ou de maintenir plus de 43 000 emplois au cours de la première année et 100 000 au cours de la deuxième.<sup>1</sup>

Les résultats sont bien loin du compte. Selon les dernières prévisions de la Banque du Canada, le PIB n'augmentera que de 1,1 % en 2016 et de 2 % en 2017.<sup>2</sup> Les investissements des entreprises continuent à diminuer. La création d'emplois est tout aussi mauvaise. Depuis l'entrée en fonctions des Libéraux en novembre de l'année dernière, l'économie a perdu 30 500 postes à temps plein nets.<sup>3</sup> Ce qui rend cette performance encore plus troublante est que cela se produit alors que les États-Unis,

---

<sup>1</sup> Finances Canada, *Assurer la croissance de la classe moyenne*, mars 2016

<sup>2</sup> Banque du Canada, *Rapport sur la politique monétaire*, octobre 2016

<sup>3</sup> Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, novembre 2016

notre principal partenaire commercial, montrent les signes d'une solide reprise, ce qui devrait aider la situation du Canada.

Il est clair que le gouvernement doit revoir son approche.

### **METTRE UN TERME AUX DÉPENSES IRRÉFLÉCHIES**

Le rapport du Comité, dont la majorité des membres sont des députés Libéraux, comprend 81 recommandations au gouvernement, dont 36 demandent des dépenses additionnelles pour le budget de 2017. Ces demandes de fonds additionnelles ne sont pas chiffrées, étant simplement des demandes de financement ouvertes faites par nombre des exposants. De plus, il n'y a aucune recommandation sur la recherche d'économies de coûts dans les opérations gouvernementales existantes.

Le Comité aurait dû écouter les conseils de témoins comme la Fédération canadienne des contribuables, l'Institut atlantique des études de marché ainsi que le Conseil du patronat du Québec qui ont affirmé que le gouvernement devrait limiter les dépenses et les emprunts. De plus, plusieurs groupes comme la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, les Comptables professionnels agréés du Canada, le Conference Board du Canada et Dirigeants financiers internationaux du Canada pensent que le gouvernement fédéral devrait avoir un plan pour équilibrer le budget.

Plus particulièrement, l'Institut Macdonald-Laurier a dit qu'un « plan clair et crédible afin d'éliminer le déficit en particulier doit être la priorité budgétaire absolue du gouvernement et — je le précise en tout respect aux membres de ce comité — également votre priorité absolue. À défaut d'en tenir compte, cela risque de nous mener vers la voie d'un déficit prolongé et d'accroître les coûts à long terme ou les coûts des débouchés à long terme. À ce chapitre, j'encouragerais le gouvernement à revoir la promulgation des règles budgétaires, dont la loi sur l'équilibre budgétaire, visant à accroître la transparence financière et à aider les politiciens à épauler le gouvernement pour harmoniser ces compromis entre le court et le long terme ».

Le gouvernement fédéral devrait:

- limiter toute augmentation additionnelle des dépenses et des emprunts nets, et assure que les projections reflètent les coûts d'emprunt accrus possibles (les contribuables canadiens supportent déjà des frais ou intérêts de la dette publique de 24,9 milliards de dollars en 2016-2017, montant qui devrait augmenter à 33,1 milliards en 2021-2022<sup>4</sup>) ;
- présenter un plan et un calendrier crédibles pour retourner à l'équilibre budgétaire, et propose une nouvelle mesure législative exigeant que les futurs gouvernements fédéraux fassent de même quand ils accusent un déficit actif et ;
- examiner et revoir les dépenses fédérales et les pratiques des sociétés d'État afin d'éliminer le gaspillage et les inefficiences.

---

<sup>4</sup> Finances Canada, Mise à jour économique, novembre 2016

## **CRÉATION D'EMPLOIS**

Les recommandations du Comité laissent croire que ce sont les nouvelles dépenses et les programmes du gouvernement qui vont permettre de créer des emplois et de la croissance économique.

Pourtant, le Comité a entendu de nombreux témoins qui étaient de l'avis contraire, demandant plutôt que le gouvernement fédéral se concentre sur la réduction du fardeau fiscal et des autres coûts des entreprises, qui les empêchent d'investir et d'embaucher de nouveaux travailleurs. Des témoins comme les Comptables professionnels agréés du Canada et l'Institut C.D. Howe ont recommandé que l'imposition du revenu des particuliers soit maintenue à un bas niveau. Les Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick ont demandé une augmentation de l'exonération des gains en capital.

Des témoins qui ont demandé au gouvernement de réduire le fardeau fiscal étaient entre autres le Conseil manitobain des affaires, la Chambre de commerce de Fredericton et Forêt NB.

La Chambre de commerce de Halifax a dit que « le fardeau fiscal général est une source constante de frustration (pour les entreprises). Au cours des derniers mois, le gouvernement fédéral a pris des mesures, comme le fait de planifier d'augmenter les cotisations au Régime de pension du Canada et d'introduire la notion du prix du carbone, dans les deux cas, sans consultation. Ces deux mesures auront un impact important sur les coûts des affaires au cours des années à venir. À l'avenir, nous aimerions que le gouvernement fédéral prenne des mesures pour rendre les entreprises au Canada plus compétitives, pas moins ».

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a dit que les cotisations sociales sont lourdes pour les entreprises en général et pour les petites et moyennes entreprises en particulier. Elle a laissé entendre qu'il faudrait réduire les cotisations de l'employeur au Régime de pension du Canada et au programme de l'assurance-emploi. L'Association canadienne des constructeurs de véhicules croit que les entreprises offrant des régimes de pension généraux devraient être exemptées du versement des cotisations au Régime de pension du Canada.

De nombreux témoins, dont l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Restaurants Canada, la Chambre de commerce de Halifax, la Chambre de commerce de la région de Charlottetown et la Chambre de commerce du Canada, soutiennent tous un faible fardeau fiscal pour les petites entreprises.

La Chambre de commerce du Canada veut accélérer « le taux de la déduction pour amortissement applicable à une vaste gamme de biens et de technologies (machinerie de pointe, ordinateurs, équipement de réseau de télécommunications, fibres optiques, infrastructure de réseau informatique) afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les technologies ».

Sur le plan fiscal, le gouvernement fédéral devrait :

- revoir et proposer des mises à jour à la déduction pour amortissement afin de tenir compte des changements à la technologie et de la durée de vie plus courte de biens particuliers, notamment dans les industries comme le pétrole et le gaz naturel, l'énergie renouvelable, les télécommunications, le camionnage et la construction ;
- tenir sa promesse de réduire le taux d'imposition des petites entreprises de 10,5 % à 9 % ;
- s'assurer que toutes les petites entreprises ont accès à ce taux, ce qui comprend, sans s'y limiter, les partenariats de professionnels comme les médecins, les dentistes et les vétérinaires ;
- créer un crédit pour l'embauche pour les entreprises pouvant être appliqué aux charges sociales obligatoires comme les cotisations à l'assurance-emploi et au Régime de pensions du Canada.

De nombreux témoins ont misé sur la nécessité du gouvernement fédéral d'enlever ou de limiter les autres restrictions à la croissance des entreprises, incluant les processus d'approbation coûteux des projets énergétique, les barrières au commerce interprovincial ainsi que les règles qui rendent plus difficile l'achat d'une maison pour les Canadiens.

Le Comité a été encouragé de demander au gouvernement fédéral d'approuver rapidement les projets de pipelines en attente. Ces témoins sont entre autres l'Association canadienne des pipelines d'énergie, l'Association canadienne des producteurs pétroliers, Dirigeants financiers internationaux du Canada, Diversification de l'économie de l'Ouest – Alberta, Diversification de l'économie de l'Ouest – Colombie-Britannique, et la Chambre de commerce de Regina et du district de Regina.

Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique a dit qu'il ne faut pas ajouter davantage de règles limitant l'accès à des prêts hypothécaires tant que le marché immobilier ne se sera pas ajusté aux nouvelles règles.

Le cas échéant, le gouvernement fédéral devrait :

- s'assurer de l'approbation opportune et efficiente des pipelines pétroliers et gaziers et des projets d'infrastructure majeurs, et en prenant des mesures additionnelles au besoin pour mettre ces projets en construction ;
- prendre des mesures plus décisives sur les obstacles au commerce intérieur, notamment en divulguant le détail du récent accord de principe avec les provinces et, au besoin, en demandant à la Cour suprême de se prononcer sur l'article 121 de la Constitution ;
- revoir les restrictions sur l'admissibilité aux assurances hypothécaires, empêcher toute restriction additionnelle et cherchant à encourager la construction et l'approvisionnement.

Les initiatives de dépenses devraient être ciblées de façon à maximiser la création d'emplois pour les Canadiens, en particulier dans les régions en difficulté comme

l'Alberta, la Saskatchewan et le Canada atlantique. L'Association canadienne de la construction a demandé au gouvernement de prendre des décisions sur ce type d'infrastructure en utilisant des critères fondés sur le mérite. Pour sa part, le Conseil canadien des affaires a pressé le gouvernement d'inclure à sa stratégie pour l'infrastructure des organismes indépendants pour l'évaluation des projets. Les Comptables professionnels agréés du Canada ont demandé que le gouvernement fasse des investissements financièrement responsables dans l'infrastructure publique de base, en visant des objectifs à long terme. Finalement, l'Alberta Federation of Labour a dit que les projets d'infrastructure devraient créer des possibilités d'emploi pour les Canadiens pendant les phases de la construction, de la fabrication et de l'entretien.

À cet égard, nous recommandons :

- compte tenu du fait que la nouvelle banque de l'infrastructure ne financera que les projets d'une valeur de 100 millions de dollars ou plus, garantissant pratiquement que des communautés rurales partout au Canada ne seront pas admissibles, que le gouvernement fédéral présente un plan d'infrastructure traitant en priorité les petites communautés du Canada rural ;
- qu'avant de libérer des fonds pour la Phase II du plan d'infrastructure fédéral, le gouvernement fédéral publie une évaluation exhaustive des besoins nationaux en matière d'infrastructure et établisse un cadre de sélection des projets qui accorde la priorité à ceux qui ont le plus de répercussions positives sur l'économie et l'emploi.

Dans cet état d'esprit, les initiatives en matière d'immigration et de marché du travail recommandées par le Comité devraient viser l'objectif de créer des possibilités d'emploi pour les Canadiens en premier.

Bien que l'immigration puisse jouer un rôle pour fournir des compétences dont les entreprises canadiennes ont besoin pour concurrencer, de nombreux témoins comme l'Association canadienne des constructeurs d'habitations, General Motors du Canada Limitée, la Banque HSBC du Canada, la Chambre de commerce de Regina et du district de Régina, la Chambre de commerce de la région de Charlottetown et la Fondation Canada West ont suggéré que des lacunes pourraient être comblées en mettant l'accent sur une meilleure éducation, une meilleure reconnaissance et une meilleure adéquation des compétences des personnes vivant déjà au Canada.

Par conséquent, le gouvernement fédéral devrait:

- veiller à ce que l'emploi et les salaires des Canadiens n'aient pas d'incidence négative, car ils visent à faciliter les règles d'accès aux travailleurs étrangers.

## **RÉDUIRE LE FARDEAU FISCAL DES CANADIENS**

En un an seulement, les Canadiens ont été touchés par une vaste gamme de nouveaux impôts (annulation du fractionnement du revenu ainsi que des crédits d'impôt pour les arts et la condition physique, réduction du Compte épargne libre d'impôt, augmentation des cotisations au Régime de pension du Canada, taxe nationale sur le carbone, etc.).

Ensemble, ces nouvelles taxes font plus qu'annuler les gains des soi-disant « réductions fiscales pour la classe moyenne » des Libéraux.

Le Comité n'a fait aucune recommandation contre d'autres hausses fiscales pour les Canadiens. Plusieurs témoins ont clairement fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il hausse les taxes sur le revenu, sur les services Internet et sur les boissons et aliments pour ne nommer que ces quelques exemples.

Au contraire, nous allons continuer à nous battre pour les contribuables qui croient que le gouvernement du Canada ne devrait pas augmenter les taux d'imposition du revenu et ne pas éliminer les mesures d'allégement fiscal pour les particuliers ou les familles.

De nombreux témoins sont en accord avec nous et ont demandé aux membres du Comité de recommander que le gouvernement fédéral n'augmente pas le fardeau fiscal. Les Comptables professionnels agréés du Canada ont dit au Comité que « les taux d'imposition du revenu des particuliers devraient rester bas ». L'Association canadienne des boissons a demandé que le gouvernement fédéral n'impose pas de taxe sur les boissons sucrées.

Des témoins se sont montrés concernés par les coûts de la taxe libérale sur le carbone. Le Conseil canadien des affaires et la Chambre de commerce de Regina et du district de Regina pensent que le gouvernement fédéral ne devrait pas fixer un prix sur le carbone. D'autres témoins, incluant le Syndicat canadien de la fonction publique et la Coalition du budget vert ont reconnu qu'il faudra une compensation pour les ménages vulnérables et les autres qui seront affectés par un prix sur le carbone.

Aussi, nous recommandons que le gouvernement fédéral :

- continue à fournir de l'information de qualité et éduque les Canadiens sur de saines pratiques alimentaires, et n'impose pas de nouvelle taxe d'accise sur la consommation d'aliments et de boissons ;
- promeut l'importance de la santé, du sport et d'un style de vie actif pour les enfants en réintroduisant le crédit d'impôt pour l'activité physique ;
- n'impose pas de nouvelles taxes sur les services en ligne essentiels comme Internet et le téléchargement numérique ;
- rende publiques les recommandations de l'Examen des dépenses fiscales fédérales publiques le plus tôt possible, qu'elles soient sujettes à un examen par le Comité des finances, et que toute décision ultérieure par le gouvernement fédéral d'éliminer des mesures d'allégement fiscal soit compensée par une réduction équivalente d'autres impôts ;
- fasse, pour le bien des contribuables, une évaluation exhaustive des répercussions économiques, financières et sur l'emploi de son plan de tarification nationale du carbone pour les exercices financiers de 2017-2018 à 2021-2022, et qu'il l'inclue dans le budget de 2017.

Nous croyons que le gouvernement fédéral devrait faire confiance aux Canadiens pour qu'ils fassent leurs propres choix quand il s'agit de savoir quoi faire de l'argent qu'ils



gagnent. Le Conseil du patronat du Québec, la Chambre de commerce de Regina et du district de Régina, l'Institut C.D. Howe et la Conference for Advanced Underwriting ont tous suggéré des façons d'améliorer la sécurité de la retraite sans verser de cotisations obligatoires au Régime de pension du Canada.

De plus, nous pensons que le gouvernement fédéral devrait :

- annuler son plan d'augmentation des cotisations au RPC et examinant plutôt des façons d'utiliser le code fiscal pour aider les Canadiens à épargner volontairement pour leur retraite et leurs besoins de santé à long terme, notamment, par exemple, en augmentant la limite du Compte d'épargne libre d'impôt, en permettant le fractionnement du revenu de pension, et en changeant le traitement fiscal des assurances personnelles pour les soins de longue durée ;

### **AUTRES CONSIDÉRATIONS**

En plus des préoccupations susmentionnées, nous pensons que le Comité n'a pas tenu compte d'autres importantes demandes et considérations dans ses recommandations.

Nous croyons que le gouvernement fédéral devrait :

- tenir son engagement à augmenter le financement des soins palliatifs en fonction des besoins des provinces ;
- rétablir l'exemption de la taxe d'accise pour le carburant diesel utilisé par les dispositifs anti-ralenti;
- envisager de soutenir les étudiants autochtones qui poursuivent des programmes universitaires en leur accordant un montant de 30 millions de dollars par année pendant cinq ans pour le programme d'Inspire intitulé *Building Brighter Futures: Bursaries, Scholarship and Awards* ;
- élargir l'interprétation par l'ARC de la Loi de l'impôt sur le revenu ou modifier l'article 118.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu pour inclure toutes les activités liées à l'administration de l'insuline dans les critères d'admissibilité au CIPH.

Nous sommes également concernés par les nombreuses recommandations qui empiètent sur les compétences provinciales. Si le ministre des Finances va de l'avant avec ces recommandations, les responsabilités constitutionnelles pourraient être gravement affectées.

### **CONCLUSION**

Nous croyons que les entreprises créent des emplois, pas le gouvernement. Jusqu'à présent, les dépenses plus élevées et les déficits plus élevés n'ont pas réussi à créer de la croissance économique. Les coûts de ces dépenses seront ressentis par les Canadiens et leurs familles qui travaillent dur, en augmentant les coûts d'emprunt, en réduisant le nombre d'emplois, en augmentant les impôts et en réduisant les programmes. Nous continuerons de lutter pour encourager le ministre des Finances à se concentrer sur à baisser les coûts de faire des affaires au Canada et de ne pas ajouter au déficit avec de nouvelles dépenses.



## **Budget 2017 : Rapport supplémentaire du NPD sur les consultations prébudgétaires**

### ***Introduction***

Le Nouveau Parti démocratique est heureux d'avoir pu participer une fois de plus aux consultations prébudgétaires pour le budget de 2017. En tant que représentants élus, nous sommes fiers de travailler au nom des Canadiens pour soutenir les familles, investir dans les collectivités, créer des possibilités de travail significatif et rendre la vie plus abordable. Les néo-démocrates croient qu'une approche équilibrée, durable et financièrement responsable permettra d'atteindre ces objectifs. Et nous militerons sans relâche pour que cette approche se reflète dans le budget de 2017.

La majorité du rapport contient d'importants résumés de témoignages. Malheureusement, les recommandations contenues dans le rapport principal du comité ne présentent pas de solutions globales sur les enjeux importants soulevés lors des consultations. Les principaux constats du comité ne permettent pas de présenter une voie claire à suivre pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Conséquemment, nous présentons respectueusement ce rapport supplémentaire pour donner une voix aux Canadiens qui demandent des changements substantiels qui favoriseront l'essor de communautés fortes, d'une croissance durable et d'un soutien social tout au long de leur carrière et de leur vie.

### ***Des solutions pour tous les Canadiens***

En tant que néo-démocrates, nous croyons que le budget devrait défendre les intérêts de tous les Canadiens. En nous fondant sur nos consultations prébudgétaires de grande envergure, nous proposons des changements qui feront en sorte que notre société aille de l'avant. Le gouvernement a un rôle critique à jouer : il doit favoriser la prospérité économique, grâce à un secteur privé prospère, et introduire des politiques qui soutiendront les communautés canadiennes. Les néo-démocrates ont entendu des Canadiens d'un bout à l'autre du pays nous dire que le gouvernement doit mettre en place des politiques inclusives. Nous demandons au gouvernement d'agir selon les recommandations qui suivent, de sorte que chaque communauté et famille soit soutenue dans son accès à la sûreté et à la prospérité.

#### ***Soutien aux communautés autochtones***

Au cours de la dernière année, nous avons vu des différences croissantes et troublantes entre la rhétorique du gouvernement et ses actions en ce qui concerne les communautés autochtones – depuis l'approbation de projets industriels majeurs sans consultations adéquates, jusqu'aux revendications territoriales, sans oublier les conditions déplorables dans lesquelles vivent certaines communautés autochtones et la discrimination qu'exerce continuellement le gouvernement à l'endroit des enfants des Premières Nations. Nous demandons au gouvernement de respecter les promesses qu'il a faites aux communautés autochtones. Voici donc ce que nous recommandons au gouvernement fédéral :

- Investir 155 millions \$ dans les services d'aide à l'enfance des Premières Nations afin de mettre fin à la discrimination dans le financement, conformément à la motion adoptée à l'unanimité à la Chambre des communes;
- Honorer l'engagement présent dans sa plateforme concernant l'ajout de 50 millions \$ par année dans le Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire pour les étudiants autochtones;
- Mettre fin au plafond punitif de 2 % imposé sur la croissance des dépenses du gouvernement dans les services aux communautés des Premières Nations et établir une relation de financement juste et équitable afin de combler l'écart entre les communautés des Premières Nations et les autres Canadiens;
- Augmenter les investissements dans les efforts et les initiatives visant à revitaliser les langues autochtones, notamment dans les programmes d'immersion.

#### *Favoriser la santé dans les communautés*

Au cours des derniers mois, nous avons appris que les libéraux comptaient conserver les compressions de Stephen Harper dans les transferts en santé aux provinces en laissant l'indexation à 3 %, au lieu de 6 %. Nous avons aussi appris que même si les libéraux avaient promis un « engagement immédiat » de 3 milliards \$ dédiés aux soins à domicile, cet engagement ne figure pas dans leur premier budget. Nous demandons au gouvernement de prendre des mesures proactives pour rendre le système de soins de santé canadien plus global, accessible et abordable. Nous faisons les recommandations suivantes au gouvernement fédéral :

- Annuler les compressions des conservateurs dans les transferts en soins de santé et rétablir le facteur d'indexation dans le prochain Accord sur la santé;
- Augmenter les prestations pour les soins de compassion afin de s'assurer que les soignants soient admissibles à un congé de six mois pour prendre soin d'un membre de leur famille gravement malade;
- Financer la prestation améliorée de soins à domicile pour tous les Canadiens, comme l'avaient promis les libéraux lors de la campagne électorale fédérale de 2015.

#### *Investir dans la croissance économique, l'innovation et les technologies accessibles*

La croissance économique continue de connaître des ratés et, au cours de la dernière année, des emplois à temps plein ont disparu, tandis que de plus en plus de Canadiens ont été forcés d'accepter des emplois à temps partiel et précaires. On peut en faire bien davantage pour stimuler l'économie, réduire les inégalités, améliorer la transparence et s'assurer que les services publics demeurent hors de portée des investisseurs privés. Nous faisons les recommandations suivantes au gouvernement fédéral :

- Éliminer la déduction pour option d'achat d'actions accordée à des employés, laquelle coûte 800 millions \$ par année et profite presque exclusivement aux Canadiens les plus fortunés;
- Réinstaurer les baisses d'impôts pour les petites entreprises, comme le promettait la plateforme libérale, afin de stimuler la création d'emplois;

- Abaisser le seuil pour les rapports pays par pays à 60 millions \$, ce qui améliorera la transparence, puisque davantage de sociétés multinationales devront faire rapport de leur information financière;
- S'assurer que les municipalités de toutes les tailles aient accès à du financement d'infrastructures, plutôt que de les pousser à adopter des partenariats public-privé ou un modèle de sous-traitance;
- Assurer la stabilité dans le secteur forestier du Canada en renégociant l'Accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis;
- Mettre en place un fonds pour aider à déployer une couverture Internet mobile dans les communautés qui ne sont pas desservies ou qui le sont inadéquatement, en plus du financement existant pour l'Internet à large bande;
- Procéder à un examen exhaustif de la *Loi sur Investissement Canada* afin de mieux protéger les travailleurs canadiens et les intérêts nationaux du Canada.

#### *Assurer la stabilité et le soutien pour les travailleurs et leur famille*

Beaucoup trop de travailleurs et de familles vivent dans la pauvreté, les jeunes ont du mal à trouver des emplois, et l'emploi précaire devient une réalité pour de nombreux Canadiens. Au cours de l'année qui vient de passer, le gouvernement n'a pas réussi à renouveler ses ententes à long terme sur le logement social abordable, a annoncé des changements au Régime de pensions du Canada qui ignorent les besoins des femmes et des personnes vivant avec un handicap, et a refusé d'instaurer un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure. Nous faisons les recommandations suivantes au gouvernement fédéral :

- Agir immédiatement pour s'attaquer à la pénurie de logements sociaux et abordables dans les municipalités canadiennes, en renouvelant les ententes sur le logement social et en travaillant à la mise en place et à l'implantation d'une stratégie nationale sur le logement fondée sur les droits;
- Veiller à ce que la caisse d'assurance-emploi soit utilisée uniquement pour les prestations d'assurance-emploi;
- Restaurer les cinq semaines supplémentaires de prestations d'assurance-emploi pour les régions où le chômage est élevé, semaines qui ont été supprimées par les réformes conservatrices sur l'assurance-emploi, et éliminer les retards qui s'accumulent toujours concernant le tribunal de la sécurité sociale et la prestation de services;
- Veiller à ce que les améliorations apportées au Régime de pensions du Canada comprennent la clause d'exclusion pour élever des enfants et la clause similaire pour les personnes handicapées afin de s'assurer que les femmes et les personnes vivant avec un handicap ne soient pas pénalisées;
- Établir un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure et commencer à s'attaquer au problème des emplois précaires en mettant fin aux stages non rémunérés;
- Soutenir les Canadiens ayant un bas salaire en augmentant de façon significative la Prestation fiscale pour le revenu de travail.

### *Engager les Canadiens dans l'action contre les changements climatiques*

Bien que le nouveau gouvernement fédéral ait présenté une rhétorique différente au sujet des changements climatiques, il n'a pas encore proposé de stratégie claire ou d'échéances pour que le Canada respecte ses engagements en matière de réduction des émissions en vertu de l'Accord de Paris. Nous sommes inquiets de la capacité du gouvernement à respecter ces engagements, particulièrement à la lumière de l'approbation récente de projets d'extraction de ressources naturelles, de même que la décision d'adopter les cibles de réduction de gaz à effet de serre proposées par l'ancien gouvernement conservateur. Nous faisons donc au gouvernement fédéral les recommandations suivantes :

- Fournir une stratégie claire et un échéancier pour l'élimination graduelle des subventions aux combustibles fossiles;
- Mettre en place un prix sur le carbone bien conçu et pancanadien qui permettra une réduction des émissions et qui offrira une compensation aux Canadiens les plus vulnérables;
- Prendre des mesures plus ambitieuses pour préserver l'habitat de la faune unique, comme les épaulards en danger dans le sud de la Colombie-Britannique;
- Réinstaurer le programme écoÉNERGIE Rénovation avec du financement significatif et à long terme afin de créer des emplois locaux, de réduire la consommation d'énergie et d'aider les Canadiens à réduire leurs frais en énergie;
- Accroître le soutien au développement technologique en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, ainsi qu'aux projets-pilotes en la matière;
- Rétablir les protections environnementales qui ont été démantelées par le gouvernement précédent et retirer toute restriction à la participation du public dans les processus d'évaluation environnementale.